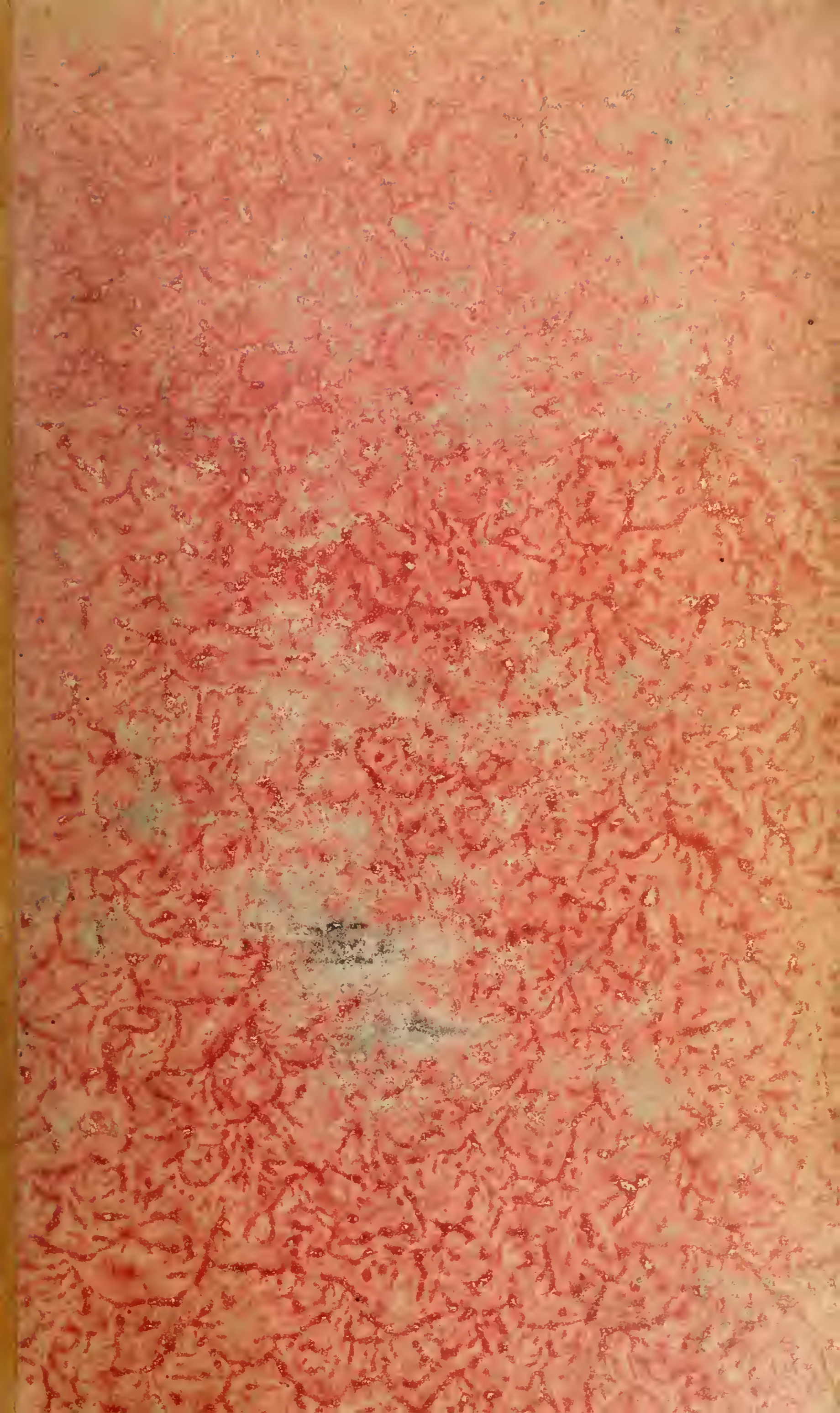


HISTOIRE SECRÈTE

DU

DIRECTOIRE.

IMPRIMERIE DE MARCHAND DU BREUIL,
rue de la Harpe, n. 90.

HISTOIRE SECRÈTE

DU

DIRECTOIRE.

Tome Troisième.



Paris.

CHEZ MÉNARD, LIBRAIRE,
PLACE SORBONNE, N° 3.

1832.

Histoire secrète

DU

DIRECTOIRE.

CHAPITRE PREMIER.

Les doctrines républicaines repoussées. — Celles royalistes mieux accueillies. — Dernière séance des conseils. — Première séance des conseils renouvelés. — Choix des présidens. — Opinions à choisir de l'abbe de Saint-Albin. — Inquiétudes du directoire. — Barras m'admet en sa confidence. — Vertus d'un bâtard de la maison d'Orléans. — La Révellière poursuivit avec moi la conversation politique. — Réflexions qu'elle m'inspire. — Je vais chez Benjamin Constant. — Caractère de ce personnage. — Mot sur lui, de madame de Staël. — La montre punie. — Nous causons ensemble. — Ce qu'il veut me faire croire. — Ce que je lui réponds. — J'intrigue pour le directoire. — Nomination de Barthélemy. — Ses concurrens. — Traits d'avarice de Letourneur. — La lampe et la culotte.

On approchait de l'époque d'une révolution nouvelle. Tous les partis, comprimés par un seul, celui de la terreur, n'avaient osé se montrer à Paris, avant le 9 thermidor, que

par des vœux timides, et n'agir que dans l'ombre. Mais aussitôt que ce terrible ressort révolutionnaire eut été brisé, la faiblesse du gouvernement, épuisé par une vigueur trop développée, inspira de la témérité; et on se remit à travailler ouvertement contre lui. Plusieurs tentatives, soit royalistes, soit jacobines, manquèrent, parce qu'on se pressa trop. Celle du 13 vendémiaire aurait réussi sans l'opposition du génie naissant de Bonaparte. Depuis lors, Babœuf, et ceux du camp de Grenelle, avaient essayé le combat en faveur des anarchistes. Leur déconfiture rapide prouva combien peu la nation se sentait du penchant pour leurs doctrines désorganisatrices.

Il n'en était pas de même à l'égard de celles qui professaient le retour à la monarchie; elles inspiraient de la sympathie. On les écoutait avec intérêt; il est hors de doute que, si leur propagation avait été confiée à des têtes plus habiles, elle aurait complètement réussi. Mais la royauté, en France, a eu toujours le malheur, aux époques de perturbation, de n'avoir pour interprètes ou défenseurs que des gens incapables, à qui de bon-

nes intentions ne suffisent plus : si des esprits supérieurs avaient eu la direction des affaires du royalisme, il est certain que la révolution aurait été finie peu de temps après le règne de la terreur.

Les élections nouvelles avaient amené de vrais amis des Bourbons dans les deux conseils. Une dernière en plaça un dans le directoire; ce fut Barthélemy. J'ai déjà, par anticipation, parlé de lui, et tâché de le faire connaître; il ne me reste plus qu'à le montrer agissant. Les espérances, ai-je dit, du parti qui le soutenait étaient immenses. Le premier acte des conseils les changea presque en certitude.

Le 30 floréal (19 mai) eut lieu la dernière séance de cette session des conseils. Des discours d'adieu , des vanteries pour l'avenir, occupèrent cette journée. On se sépara en jurant de maintenir la république. Le lendemain, 20 mai, on se réunit pour tâcher de la détruire. On commença la vérification des procès-verbaux , et on procéda solennellement à l'annulation de celui qui nommait Barrère député des cinq-cents, pour le département des Hautes-Pyrénées. On alla plus loin.

Sur quatre cent quarante votans, trois cent quatre-vingt-sept appelèrent à la présidence le général Pichegru. Le conseil des anciens accueillit ce choix par ses applaudissemens, et se donna pour les mêmes fonctions Barbé-Marbois, dont les opinions monarchiques étaient connues.

Ces faits, très-significatifs, causèrent une agitation extrême dans Paris. J'étais, ce soir-là, chez Rewbell, qui avait du monde. Je reconnus, en entrant, qu'on y était très-affairé. Je m'approchai de l'abbé de Saint-Albin, panégyriste ordinaire de tous les pouvoirs, et tout à la fois royaliste, jacobin, et partisan du directoire, selon que les uns ou les autres paraissaient monter ou descendre. Il était, en ce moment, du parti du maître de la maison. Il se hâta de me dire :

« Nous sommes en pleine contre-révolution ; tout est perdu ; Louis XVIII va rentrer. On me fera payer les torts de ma famille. Nous n'avons qu'à nous bien tenir, nous qui avons donné des gages à la république.

— Les miens, dis-je, sont peu de chose ; je ne l'ai jamais aimée. »

L'abbé me regarda avec stupéfaction.

« Quoi ! répliqua-t-il, les choses sont-elles au point que l'on puisse être franchement aristocrate ? Dans ce cas, j'ai toujours détesté les opinions de mes proches ; et vous garantirez mon dévouement à la cause des Bourbons. »

Et il élevait presque la voix. J'eus pitié de sa turpitude ; et dans la crainte qu'elle lui nuisît :

« Nous sommes plus près de 93 que de 88, repartis-je.

— Oui-dà ! Eh bien ! nous chanterons : *Vive la carmagnole !* C'est une chanson fort bien faite, et qui a beaucoup de sel. »

J'étais fatigué de ce d'Orléans, autant que possible ; j'allais le quitter, quand Barras me délivra. Il me conduisit à un autre bout du salon, et là me chambrant :

« Savez-vous que les conseils viennent de se prononcer d'une façon bien hostile ? La nomination de Pichegru est une véritable déclaration de guerre..... Pichegru ! c'est l'ancien régime.

— Véritablement il en est quelque chose ; ce ne sera pas du moins lui ni Barbé-Marbois qui l'empêchera de revenir.

— Et vous avez vu, dit Barras, avec quelle vivacité on a repoussé Barrère.

— C'est un homme si odieux! si coupable!

— On l'a flétri, cette fois, en haine du directoire; on n'a parlé dans la salle que de son régicide. C'est clair. »

Je savais ceci; je ne m'en étonnai donc pas, et gardai le silence. Barras continua :

« Vous verrez corroborer ce trait par le choix qu'ils vont faire d'un directeur. Soyez assuré qu'ils le prendront ailleurs que parmi les votans.

— Des noms déjà circulent.

— Oui. Barthélemy, Desmeuniers, Cochon, Beurnonville, Tarbé, Rédon, et quelques autres. On les a choisis exprès, afin de n'en avoir qu'un seul. Il faudra bien l'admettre, si l'élection est constitutionnelle. Mais qui peut répondre des conséquences d'un choix ennemi? »

Barras était monté au ton d'une colère véhémente. La Révellière et Rewbell parlaient comme lui. Le stoïque Carnot manifestait pareillement de l'inquiétude. Néanmoins il aurait voulu que l'on s'accommodât avec les conseils, avant que de les combattre. Sa con-

duite en cette circonstance pouvait être diversement interprétée. On aurait été en droit de le soupçonner de prétendre à tenir la balance entre les deux partis. Barras m'en toucha un mot.

« Celui-là, me dit-il, hésite; il cherche où sa part sera meilleure. Il veut la paix en Italie; il veut la guerre où nous sommes sans doute, parce qu'il se flatte d'en profiter. »

Le directeur se tut un instant, puis reprenant :

« Si le cas se présentait de servir utilement Bonaparte, le feriez-vous?

— De tout mon cœur, repartis-je; surtout si cela vous obligeait. »

Ceci était la phrase nécessaire. Barras me fit une inclination.

« Je vous remercie, et j'accepte au nom du général et de moi. L'avenir est obscur; tous les attachemens peuvent être utiles. Je vous en dirai davantage sous peu de jours. »

Il me quitta; Saint-Albin me reprit.

« Le directeur vous traite avec beaucoup d'affection, me dit-il; quelle place aurez-vous?

— Aucune.

— Alors de combien sera votre pension?

— Je n'en demande, ni n'en voudrais.

— Quoi! ni établissement, ni espèces?

— Pas plus des uns que des autres.

— Que faites-vous donc ici?

— Je conçois que ma présence vous étonne, après l'aveu de mon désintéressement. Je m'amuse au milieu de tant d'intrigue et de bassesse.

— Quant à moi, je ne me divertis que là où l'on trouve du profit.

— Et l'honneur?

— Ah! vieilleries dont on parlait autrefois, et qu'on ne rencontre plus guère.

— Je crois qu'il a passé le Rhin avec l'émigration.

— Vous plaisantez, et vous avez tort. Il n'y a dans le monde de *certain* que le *positif*.

— Aussi vous et les vôtres en faites une vertu de famille! »

L'abbé ne se fâcha pas de ce propos, qui à sa place m'aurait déplu. J'ai déjà dit de lui, et je le répète, qu'il n'avait aucune dignité de sang; qu'on le voyait sans cesse là où sa présence était une inconvenance, et agir de manière à compromettre toujours davantage

la famille à laquelle il appartenait. Certes, le défunt Égalité n'aurait pu le renier pour frère, tant ils étaient de même nature.

Nous nous séparâmes peu après. Barras me recommanda de venir chez lui tous les jours, plutôt deux fois qu'une. « Si je ne vous vois pas, me dit-il, vous parlerez toujours à Bottot, et, si vous m'êtes utile, il vous le fera savoir. »

Il s'éloigna, puis, retournant sur ses pas:

« Allez demain de grand matin chez Constant; vous l'engagerez à passer ici avant dix heures. Je ne lui écris point; le temps me manque; vous serez près de lui mon écriture vivante. »

Après Barras, La Révellière m'entreprit.

« Le général (Bonaparte), se mit-il à me dire, va être bien surpris de ce qui a lieu maintenant. C'est un vrai républicain, j'aime à le croire, quoiqu'il soit trop poli envers les superstitieux. Il croira la liberté perdue, aux choix significatifs faits aujourd'hui.

— Ainsi, répondis-je, vous n'êtes pas, au directoire, satisfaits des présidens des deux conseils?

— Et les secrétaires sont-ils plus patriotes?

Siméon, Vaublanc, Henri Larivière, Parisot. Il n'en est pas un de ces quatre qui ne conspire effrontément! Le premier est *in petto* ministre du comte de Lille; le second a trempé dans la conspiration du 13 vendémiaire, dans celle de Brotier et de Lavillheurnois, et dans ce moment il recommence; Henri Larivière est vendu, et le prouvera; Parisot ne vaut guère davantage. La contre-révolution est patente, et vient de passer le Rubicon. Ces *messieurs de Clichy* croient déjà que nous sommes en route pour la potence.

— Tout me fait craindre, repartis-je en riant, qu'ils ne vous y branchent haut.

— Ils n'en sont pas là; nous les écraserons avec le secours des armées patriotes. Ah! le directoire ne cédera pas sans combattre, quoiqu'il lui reste un traître dans son sein, et que, selon toute apparence, celui qu'on va nous adjoindre ne vaudra pas mieux.»

Je fus étonné de l'imprudence de cette phrase par laquelle Carnot était désigné clairement. La division entre les directeurs, devenait-elle si éclatante qu'ils ne voulaient plus prendre le soin de se cacher? Je me contins dans une retenue que j'aurais souhaitée à La Révellière,

et sortis enfin du Luxembourg, l'esprit préoccupé et rempli de présages les plus sinistres pour l'avenir. Je ne me livrai pas au sommeil; j'écrivis longuement à Bonaparte tout ce qui se passait, tout ce qu'on m'avait raconté. Je lui fis part de mes conjectures, et lui peignis les hommes arrivés sur la scène, et qu'il ne connaissait pas. Le jour me surprit à mon œuvre; je me jetai tout habillé sur une ottomane pour y prendre un peu de repos, et, avant huit heures, j'entrai dans la chambre de Benjamin-Constant.

Ce personnage, Français d'origine, Suisse de naissance, et né en 1767, n'était encore, à l'époque dont je retrace l'histoire secrète, qu'un homme d'esprit fort aimable, très-vif, et gracieux par-dessus tout. Il partageait ses journées entre la politique et la galanterie; suivait avec une égale assiduité les gens en place et les jolies femmes, sans négliger les laides lorsqu'elles avaient du génie. Aussi, dans ce moment, était-il attaché au char de madame de Staël, qu'il ne quittait pas, et dont au fond il n'était que le sigisbé diplomatique. Avec une imagination ardente et par trop mobile, il manquait de retenue; il ne pouvait

régler pas plus sa conduite que ses sentimens ; il variait chaque jour d'opinion et de langage, et soutenait les thèses opposées avec une franchise précaire, preuve infaillible de sa sincérité du moment. On le gagnait de toute façon, avec des politesses, des cajoleries et des billets de banque. Il n'était pas vénal cependant, mais prodigue, et par conséquent toujours nécessiteux. Il voulait être quelque chose sans trop savoir quoi, attendu que demain il ne voulait plus ce qu'il désirait aujourd'hui ; chaque dernière sensation le dominait. Enfant véritable à toutes les époques de sa vie, il est parvenu à se faire une brillante réputation d'éloquence, et pas d'homme d'état, car il n'est aucune de ses phrases qu'on ne puisse combattre par une phrase contraire extraite de l'un de ses écrits. Il a laissé, par ces vacillations perpétuelles, le droit de suspecter sa bonne foi, tandis qu'il n'y a peut-être en lui de coupable que son laisser-aller, que sa faiblesse excessive, qui le porte toujours à se laisser dominer par autrui. Madame de Staël, tant qu'elle a vécu, a exercé sur Benjamin-Constant une influence permanente. Il n'a pensé ou agi que d'après elle, et, en conséquence, avec peu de

fixité. Aussi l'appelait-elle en riant *sa brillante girouette*, et avait pleinement raison. Il n'est sorti de tutelle que depuis la mort de cette femme de génie.

Il la suivait avec une constance rare. Je ne sais plus dans quelle circonstance (c'était à Lausanne) il manqua à un rendez-vous qu'elle lui avait donné. A la première plainte qu'elle lui en porta, il s'excusa sur sa montre, la sortit; elle s'était arrêtée. « Eh bien! s'écria-t-il, puisque par sa faute elle me rend coupable, je dois l'en punir; » et il la jeta par la fenêtre dans le lac situé au-dessous. Ce trait, digne des seigneurs de la cour de Louis XIV, fit grand bruit dans la bonne compagnie, et commença à Paris la réputation de Benjamin-Constant. Il était, à l'instant dont je parle, attaché au directoire, parce que madame de Staël y intriguait en faveur de Talleyrand. Il aidait ce parti par des brochures spirituelles, remplies de sophismes, de faussetés et de louanges peu démocratiques. Benjamin se rapprochait alors du pouvoir absolu, enveloppé de formes républicaines. Il conduisait en outre une sorte d'intrigue : il s'agissait d'opposer un club dit con-

stitutionnel, et, par le fait, où ne seraient admis que les partisans du directoire, à ce fameux cercle, dit de Clichy, et dont on appelait les membres *clichiens*, parce qu'ils se réunissaient au jardin de Tivoli, dont une des entrées s'ouvrait sur la rue de Clichy; ce club, ce cercle directorial, tiendrait ses séances à l'hôtel de Salm; là se réuniraient Talleyrand, Thibeaudeau, Treilhard, Daunou, Constant, et tous ceux qui attendaient du directoire ce que les conseils ne leur proposaient pas.

Constant, excité par madame de Staël, qui prenait le mot d'ordre de Barras, était le Michel Morin de cette entreprise; il y donnait tous ses soins, et je ne m'étonne pas que dans la circonstance présente les directeurs n'eussent besoin de lui. Nous étions peu liés. Son indiscrétion habituelle ne me convenait pas. Il avait si peu de fixité dans ses principes politiques; et faisait si bon marché de toute religion et de toute morale, que, si j'aimais son talent naissant, j'avais peu d'estime pour sa personne. Je voyais déjà en lui la mise en jeu de *la brillante girouette* de madame de Staël. Cependant, comme nous nous

rencontrions souvent chez cette dame, au directoire, et dans d'autres salons, il y avait entre nous des rapports auxquels le vulgaire aurait pu appliquer le nom d'amitié, ou tout au moins d'intimité complète.

Je le trouvai couché, ne dormant pas; il écrivait; c'était l'occupation de sa vie entière. Ma présence parut le surprendre. Nous n'étions pas en cours de visites réciproques; je me hâtai de lui apprendre le motif de mon apparition chez lui. Je pus lire sa joie sur ses traits, quand il sut que Barras le mandait.

« Allons, s'écria-t-il! » Et comme si des sermens solennels lui eussent engagé ma discrétion: « Voici que le directoire va sans doute frapper le grand coup. Je n'ai cessé de lui crier aux oreilles que, s'il ne tue pas les conseils, les conseils le tueront. C'est positif.

— N'est-il pas positif aussi, repris-je, que cet acte peut amener la guerre civile?

— Eh bien, soit! Mais la guerre civile est-elle un mal quand elle développe les grandes vertus du citoyen et de l'homme de guerre?

— Je présume que ceux dont on ravage les champs, brûle les maisons, et qu'on accable des

autres maux de ce genre, se croient peu dédommagés de tant d'infortunes par les compensations que vous leur offrez.

— Il s'agit bien de l'individu! mais de la masse! Où en seraient les théoriciens, s'il leur fallait prêter toute leur attention à la pratique? Le publiciste, le philosophe sont cosmopolites; ils ne voient l'humanité que dans son immensité complète.

— Ce qui les dispense de la servir dans les unités, monsieur (car on ne se *citoyennisait* qu'en public, et pas toujours encore). Vous tenez là, permettez-moi de vous le dire, le langage d'un franc égoïste. »

Benjamin se mit à rire ; il était bon compagnon, et la vérité ne l'offensait pas. Néanmoins, reprenant un ton sérieux qui, à son tour, excita ma gaîté, il répliqua :

« Monsieur, je professe.

— Soit. Faites-le avec esprit; mais, pour Dieu, n'exécutez pas. »

Lui alors, reprenant la parole, me débita tout d'un trait les phrases suivantes. Je les écoutai, mes yeux ouverts tout grands, ma bouche béante, et ne sachant pourquoi Constant me parlait sur ce ton.

« La révolution a été faite contre deux fléaux dont se compose la monarchie : l'*arbitraire* et l'*hérédité*. Elle a voulu détruire l'hérédité, parce que l'hérédité est une insulte aux droits de la nature, de la force et de la raison, les seules puissances qui doivent commander; elle est un dernier anneau de cette chaîne immense qu'a traînée pendant des siècles le genre humain dégradé. Cette hérédité ne se *relèvera jamais*, parce que étant démasquée, elle est vaincue. L'hérédité n'est donc plus à craindre. Au moment où se prononce le mot magique *égalité*, tout ce qui lui est opposé s'écroule; et, depuis l'exemple de la France, nous voyons autour d'elle disparaître toutes les absurdes distinctions de la naissance. Nous nous rallierons au gouvernement pour terrasser les royalistes, parce que ce n'est qu'après leur défaite, lorsque la liberté est également dans tous les cœurs, lorsque le salut de la république est la première pensée de tous, que les bornes de l'autorité peuvent être rigoureusement tracées, et les droits des citoyens proclamés sans réserve, et défendus victorieusement. »

Il s'arrêta pour cracher; je dis *amen*, et

puis : « Qu'est-ce donc, demandai-je, que cette philippique ? à qui l'adressez-vous ? Je ne croyais pas avoir dit un seul mot propre à l'attirer contre moi.

— Aussi n'est-ce qu'une récitation du discours d'ouverture de notre cercle constitutionnel que je viens de composer..... Vous serez certainement des nôtres ?

— S'il faut vous expliquer ici ma façon de penser tout entière, je ne suis pas pour votre club. On y professera des doctrines qui peut-être me conviendront peu, et on y prendra sans doute des engagemens que l'on ne pourra toujours tenir.

— Cela va sans dire, répliqua Benjamin inconsidérément, à ce que j'eus la bonhomie de croire.

— Comment, sans dire ? répliquai-je. Est-ce qu'on s'engagera là avec la détermination de ne pas tenir sa promesse ?

— Non pas positivement, sans doute ; mais enfin les circonstances nous commandent, et ce qui est vrai aujourd'hui le sera-t-il demain ?

— De telle sorte que votre belle sortie de tout à l'heure contre l'hérédité n'a de valeur que parce que le vent souffle contraire à l'hé-

rédité, et que, s'il vient à tourner pour, vous trouveriez dans votre riche faconde de quoi nous prouver que *l'égalité est une insulte aux droits de la nature, de la force et de la raison.* »

Constant se sentit frappé au vif; il essaya de se justifier à l'aide de sophismes qui m'éblouirent sans me convaincre. Je le quittai, persuadé que ce serait dans la suite le premier des rhéteurs et de ceux dont les paroles sont creuses en manière de profondeur. J'allai de mon côté plus d'une fois au Luxembourg sans pouvoir, ce jour-là, approcher de Barras, à tel point les affaires présentes le distrayaient de tout autre soin. Le surlendemain je fus plus heureux; mais il ne me dit rien encore d'important. Je vis aller et venir madame de Staël, Benjamin Constant, Talleyrand, au Luxembourg et ailleurs. J'eus à parler pour ma part aux députés de ma connaissance, à Ozun, à Texier-Olivier; on me poussa chez Cambacérès. Ces messieurs, déjà bonapartistes, car dès lors Bonaparte avait un parti, demeuraient indifférens aux périls et aux angoisses du directoire. Le dernier surtout ne lui pardonnait pas de n'avoir pas voulu de lui lors de la première composition du pouvoir

exécutif. Je suis en mesure de certifier que, dès 1797, il s'était mis en relation directe avec Bonaparte, et que celui-ci en recevait des avis précieux, et le consultait dans toutes ses démarches importantes. C'est la seule manière dont je m'explique la confiance inopinée et entière que Bonaparte lui accorda dès après le 18 brumaire, et sans antécédens connus.

Je rapportai de belles paroles à Barras, mais seulement des paroles. Les clichiens, de leur côté, travaillaient activement; ils étaient décidés à nommer Barthélemy à la place vacante de directeur, et, pour cacher leur jeu, mettaient en avant tantôt Beurnonville, sorte d'honnête homme dont tout gouvernement s'accommoderait, et Cochon, qu'ils savaient intime de Carnot, et propre à le seconder dans son opposition au reste de ses collègues. Mais Cochon était régicide, et on voulait cette fois se retirer du cercle sanglant des assassins de Louis XVI. Barthélemy était en secret l'élu de choix. Il fut présenté par les cinq-cents aux anciens, ayant réuni trois cent neuf suffrages, Cochon deux cent trente. Les généraux Masséna, Kléber et Augereau, eurent aussi des partisans. Le premier obtint cent quatre-

vingt-sept voix, le second cent soixante-treize, le troisième cent trente-neuf.

La nomination de Barthélemy foudroya les trois directeurs qui marchaient ensemble, bien qu'au fond ils ne s'aimassent pas; mais un même intérêt les réunissait, et eux qui avaient cru gagner une victoire en éloignant Letourneur, la virent se changer en défaite par la venue de Barthélemy. Car, quoi qu'on dise ou quoi qu'on imprime, il est certain que le départ de Letourneur ne fut pas l'effet du hasard; on prit cet homme par l'avarice, qu'il poussait à un degré tel, que l'on pouvait faire sur lui les contes les plus absurdes sans paraître s'éloigner de la vérité. Entre autres, j'ai entendu répéter celui-ci.

Letourneur était arrivé au Luxembourg sur une charrette qui portait son mobilier particulier. Là il veillait sur la cuisine de Barras, et avait fini par contracter une amitié étroite avec *le chef* de son collègue, ce qui lui permettait de s'approvisionner d'une foule de débris de table qui servaient à la sienne, où parfois il apportait par mégarde un plat détourné de celle si somptueuse de Barras. On m'a dit que, dans sa petite ville, un person-

nage, digne de lui par ses manières harpagonnes, reçut sa visite un certain soir. Une lampe à petite mèche éclairait la chambre; le maître du logis dit à Letourneur : « La lumière est inutile, puisque nous n'avons qu'à parler. » Sur ce, il souffla le pâle lumignon, et les voilà dans une obscurité profonde, discutant des thèses d'une savante économie. L'heure de la retraite sonne, la lampe est rallumée, et laisse voir Letourneur occupé à revêtir sa culotte. « Quoi! vous l'aviez quittée! — Nous étions sans lumière; et en se remuant on use tant ce qu'on porte, que j'ai cru pouvoir épargner celle-là. Il n'y a pas dix ans que je l'ai achetée presque neuve; aussi je me flatte qu'elle ira loin. »

Lorsqu'on narra devant moi cette anecdote, je dis au conteur : « Elle est renouvelée des Grecs.

— Et n'en est pas moins exacte. Les avares, non mieux que nos gens de lettres, n'inventent plus. »

CHAPITRE II.

Les royalistes triomphans chez la marquise d'Esparbès. — Abbé de Montgaillard. — Je suis appelé au Luxembourg par Barras. — Il me développe la politique du directoire — Ses projets. — Hoche. — Moreau. — Bonaparte. — Le directoire veut traiter avec celui-ci. — J'ai la mission de savoir ce qu'il demandera. — Destinée du ministère d'alors. — Révélations et confidences. — Défiance de Barras. — Je me mets en route. — Lyon. — Passage des Alpes. — L'Italie et son vainqueur. — Turin. — Le roi de Piémont La reine. — Rencontre mystérieuse à la chapelle du Saint-Suaire. — La Lombardie et ses villageois. — Milan. — Qui Barras m'avait conseillé d'éviter et de voir.

Le 24 mai, jour où fut faite l'élection de Barthélemy, j'avais été au Luxembourg sans pouvoir parvenir à Barras; l'impatience me prit; je ne parus pas ce même soir dans son salon; je m'en allai chez la marquise d'Esparbès, où le royalisme tenait au grand complet une séance. Je vis la Vaublanc, Henri Larivière, Imbert-Colomis, Lemerer, Camille Jordan, Mersan, Pastoret, le marquis de Clermont-Gallerande, La Harpe et *tutti quanti*, moins cependant l'abbé de Montes-

quiou, qui ne se prodiguait pas. On nageait dans la joie la plus vive; on aurait enfin *un des nôtres* au directoire, et un chef militaire d'une haute capacité pour chef aux cinq-cents. Pichegru était acquis, c'était chose certaine; on en faisait les honneurs; on le compromettait épouvantablement. Il y avait parmi cette foule heureuse, radieuse, expansive, imprudente, un vilain petit bossu, aussi noir d'âme que de peau, spirituel par delà toute expression; tout yeux, tout oreilles, et dont je me méfiai sans savoir pourquoi, aussitôt que je l'eus entendu nommer. C'était l'abbé de Montgaillard, frère de l'agent du directoire, qui alors continuait d'exploiter la crédulité de Louis XVIII, du prince de Condé et du cabinet de Londres.

L'abbé jouait le royaliste à ravir; il était de tous les complots, et, quoique tous fussent régulièrement vendus au directoire, lui ne se trouvait jamais compromis; il disait que c'était du bonheur. Je prétendais que ce n'était qu'un accord entre le directoire et lui; au demeurant, il acheva de se démasquer lors de la levée de boucliers que firent les royalistes du midi en 1799, sous la con-

duite du général Rougé, du téméraire comte de Paulo. L'abbé de Montgaillard, cette fois, fut pris la main dans le sac; il n'y eut pas moyen de s'en dédire; il s'en retourna cacher à Paris sa honte, et manger en paix l'argent que cette dernière trahison lui avait valu.

Sa présence dans le salon de madame d'Esparbès m'annonça que le directoire serait exactement informé de ce qu'on y tramait. Je restai là peu de temps, y ayant été pris de mauvaise humeur à l'audition de tant de folies imprudentes. Mon domestique me remit un billet qu'un gendarme venait d'apporter; il était de Barras, qui m'engageait à me rendre au Luxembourg, toute affaire cessante et tout sommeil interrompu, à cinq heures du matin; il y avait par post-scriptum ces mots: *Faites faire votre porte-manteau.*

Cette phrase m'expliqua à peu près ce que Barras voulait de moi. Ce fut donc une autre nuit que je passai sans entrer dans mon lit, ayant à faire plus d'une disposition. Il était d'ailleurs près d'une heure du matin, et à cinq je devais être dans l'appartement du directeur.... Je fus exact; Barras était levé.

« Vous venez de pester contre moi, me dit-il. J'aurais voulu vous épargner la corvée qu'on vous destine, mais nul mieux que vous ne la remplirait.

— Qu'est-ce ? demandai-je, quoique déjà je susse à quoi m'en tenir.

— Vous êtes, me fut-il répondu, l'ami du général Bonaparte ; je me plais à croire que vous êtes aussi le mien. C'est à ce double titre que j'ai recours à vous. Écoutez attentivement, car ce que j'ai à vous dire ne sont pas des billevesées. »

Et il se mit à se promener avec moi dans sa chambre, où il m'avait reçu.

« Nos ennemis ont jeté le masque, et tandis que de plus haut on essayait à me leurrer au moyen de négociations menteuses, ici on nous attaquait à force ouverte, et de manière à ne pas nous laisser respirer. Les choix des présidens, des secrétaires du corps législatif, celui du nouveau directeur, sont des actes positifs de guerre. Les Bourbons entrent au pouvoir exécutif avec Barthélemy. Nous savons que Pichegru a des engagemens précis avec le comte de Lille, et que la majorité des deux conseils, traîtres ou moutons, passera

de ce côté au premier signal. Le commandant Ramel est vendu, ainsi que les autres ; et, si nous tardons à prendre l'initiative, c'en est fait de la république et de nous. Il y a pourtant de la ressource ; on se sort des mauvais pas avec de l'énergie et de la persistance. La Révellière, Rewbell et moi sommes déterminés à prendre un parti extrême. Le salut public avant tout.

— Ainsi, dis-je, vous ne comptez plus sur Carnot ?

— Il se fait royaliste, non de principes, mais d'actes. La haine qu'il nous porte l'égare ; il nous croit traîtres parce que nous ne pensons pas comme lui, et que nous ne lui cédons pas toujours ; il se rapproche des conseils, pactise avec Pichegru ; ils ont eu hier une entrevue. Vous savez que Pichegru ne nous visite pas ; qu'il ne nous a pas rendu les politesses que nous lui avions faites. Eh bien ! il est au mieux avec Carnot. Carnot sera dupe, parce qu'il veut être despote ; il tombera avec les autres, ceci est arrêté. Un mouvement aura lieu ; un coup d'état est nécessaire ; il faut l'appuyer sur un général en chef à grande réputation. Ils sont trois entre les-

quels le choix peut être fait : Hoche, dont la réputation est établie; il commande l'armée du Nord, si éminemment républicaine, non sans quelque soupçon de conserver les vieilles traditions jacobines, ce qui nous porte à la craindre en quelque façon ; Moreau, avec *ses messieurs*.... »

Ici je dois interrompre le propos de Barras, pour donner l'explication des mots soulignés. L'armée que Moreau commandait avait pris en Allemagne des habitudes en rapport à celles du pays. Accoutumée à fréquenter avec la noblesse germanique et la foule des petits princes des deux bords du Rhin, elle se distinguait par un vernis de politesse et de formes patriciennes dont les autres armées se choquaient dans leur âpreté patriotique. Là on employait la qualification de *monsieur* au lieu de celle de *citoyen;* cela faisait grand bruit. Il y avait eu en Italie des généraux, Augereau, par exemple, qui, par un ordre du jour, interdisirent impérieusement toute expression de politesse féodale; les compagnons de Moreau s'en étaient piqués, et des duels s'ensuivirent, que Bonaparte, contraint à s'en mêler, eut beaucoup de peine à faire finir. Le

sobriquet de *ces messieurs* resta long-temps aux officiers de Moreau, dont, on peut le dire, la conduite ne fut jamais parfaitement républicaine. Ceci rapporté, je reviens au discours de Barras.

« Moreau, avec *ses messieurs*, dit-il, vient en second; il a une renommée très-honorable, et on serait assuré que son concours rallierait force gens bien pensans; mais il serait possible que nous trouvassions là d'arrière-pensées des changemens différens de ceux que nous proposerons, et qu'en définitif nous ne fissions que passer de Charybde en Scylla. Reste Bonaparte et la brillante armée d'Italie, si jeune, si complète de gloire et de patriotisme; tout en elle nous répond que nos ennemis n'en retireraient rien. Mais le chef... le chef..., c'est un homme...; il a déjà tant de réputation; il est monté si haut en si peu de temps...; il cache si bien sa pensée, qu'on ne peut rien établir sur elle. Cependant il est le seul qui pourrait assurer la victoire, et on tiendrait beaucoup à s'accommoder avec lui. Le désir m'est venu, avant que de prendre avec mes collègues une détermination définitive, de connaître les intentions précises du

général. Si elles sont modérées, s'il est possible de les contenter sans avoir à craindre pour soi, il est hors de doute que l'on préférera traiter avec lui plutôt qu'avec tout autre. Mais, puisque nous pouvons choisir, il faut qu'il s'explique ; qu'il fasse ses conditions : que nous sachions à quel prix il se met, et si on peut faire fond sur sa coopération. La chose presse. Voilà maintenant la part que vous pouvez y prendre : il y a une voiture qui vous attend à la poste aux chevaux ; vous trouverez dans une des poches de côté un passeport, et dans l'autre les fonds nécessaires à payer la route. Je vous donnerai une lettre de créance, et vous agirez en qualité de ministre secret du directoire. »

Je laissai parler Barras tant qu'il voulut : j'étais décidé à lui complaire en un cas où je voyais jour à me rapprocher momentanément de Bonaparte. Aussi, prenant à mon tour la parole, je l'assurai de ma discrétion et du zèle que je mettrais à remplir cette mission de confiance.

« Mais, dis-je ensuite, m'avez-vous donné toutes mes instructions ?

— Oui.... attendez..... Ah ! j'oubliais ... De-

mandez au général ce qu'il penserait de la nomination de M. de Talleyrand au ministère des relations extérieures. Dites-lui aussi que nous comptons renouveler en partie le reste du ministère, et qu'en conservant Ramel aux finances et Merlin à la justice, nous tâcherons de remplacer les autres par des choix en harmonie avec les *principes républicains.* »

Je souligne ces deux mots, parce que Barras appuya sur eux en les prononçant d'une voix extraordinaire. Or le ministère alors, à part Ramel et Merlin, était composé ainsi : Charles Delacroix aux *relations extérieures*, Pétiet à *la guerre*, Bénezech à *l'intérieur*, Truguet à *la marine*, Cochon à *la police*.

« Enfin, continua Barras, vous l'engagerez à ne pas s'étonner s'il voit nommer Hoche au ministère de la guerre. C'est une politesse qu'on veut faire à ce jeune et digne général. Il n'acceptera pas. D'ailleurs, s'il acceptait, il trouverait dans son âge un obstacle invincible.

— Et si Bonaparte vous proposait un ministre de la guerre ou d'ailleurs ? »

Ma question parut embarrasser le directeur, qui ne l'avait pas prévue. Il hésita un instant, puis me dit :

« Détournez-le de cette fantaisie; elle lui serait plus nuisible qu'utile. Il dominera toujours, s'il veut s'arranger, le ministre de la guerre, quel qu'il soit; et puis, s'il va où il doit aller, que lui importera ce portefeuille? »

J'avoue que cette dernière phrase ne m'éclaircit pas ce qu'elle m'apprenait. Je ne m'imaginai pas d'abord qu'il s'agissait déjà d'une expédition outre mer. Je crus que l'on avait le projet, au moyen des états de Venise, d'attaquer le sultan, et de former peut-être pour Bonaparte un grand établissement en Morée. Je n'allai pas plus loin. Néanmoins, je crus devoir dire à Barras que, s'il m'envoyait vers le général sans m'initier à toute la négociation, je craignais que lui n'accordât pas une entière foi à mes paroles.

« Quoi! répliqua Barras, il vous a donc caché notre plan de faire la conquête de l'Égypte? »

A ces mots, je demeurai confondu; j'exprimai mon étonnement, et eus de la peine à croire à la possibilité d'une pareille entreprise. Il ne m'appartenait aucunement de disputer là-dessus : je ne m'en occupai point, une autre pensée d'ailleurs me frappant.

« Est-il possible, dis-je, que vous m'envoyiez en Italie sans me laisser le droit d'offrir mes services à madame Bonaparte?

— Et à votre tour, répliqua Barras en riant, est-il possible que vous me croyiez assez impoli pour commettre un tel oubli, et assez peu de reconnaissance pour vous mal mettre avec cette dame? Rassurez-vous. Elle sait votre départ d'hier au soir; elle sait que vous l'ignorez encore; et, par conséquent, que, pris par moi à l'improviste, je ne vous laisserai pas le loisir d'aller vous mettre à ses pieds. Voici ses dépêches, avec les miennes, avec celles de Rewbell et de La Révellière. Vous êtes sifflé, en outre, aussi bien que le plus beau perroquet de France. Sur ce, tirez votre salut, et partez.

— Sans rentrer chez moi?

—Sans rentrer chez vous. Si, dès mon post-scriptum lu, vous n'êtes prêt encore, quelle excuse me donnerez-vous? Enfin, avec de l'argent on a des chemises; Lyon est sur votre route; il y a certainement des chemises à Lyon, et vous avez aussi de l'argent dans la voiture qui vous attend à la poste aux chevaux. »

Cet empressement à me mettre sur le grand chemin, cette insistance déguisée sous une gaîté de circonstance, me parurent cacher le dessein de m'empêcher de voir qui que ce fût. Les politiques se méfient de leur propre père : c'est tout simple; ils se connaissent eux-mêmes, et savent de quoi ils seraient capables. Ils jugent, par suite, les autres à leur propre poids.

C'était donc au milieu de tant d'épanchement, de tant d'abandon, et de la remise de si hauts intérêts à ma discrétion entière, une belle et bonne méfiance que Barras me manifestait. Je ne m'en étonnai point, en vertu de la maxime que je viens d'établir; et, sans plus discuter, je me décidai à monter en voiture. Mon domestique m'avait suivi, chargé de ses hardes et des miennes. Je pris congé de Barras, et m'abandonnai à la Providence. Je quittai le Luxembourg, et m'acheminai vers la poste aux chevaux : j'y trouvai la chaise annoncée; on n'attendait que moi pour la lancer sur la grande route d'Italie. A sept heures du matin j'avais dépassé la barrière de Fontainebleau.

J'allai sans m'arrêter jusqu'à Lyon, vivant des provisions dont Barras, avec un soin gas-

tronome, avait fait garnir deux amples paniers; buvant du vin de sa table, qui était *du meilleur*, et, du reste, enchanté de prendre l'air et d'aller à la quête des aventures. Je ne connaissais pas Lyon, et néanmoins je ne m'y arrêtai que quelques heures, le temps nécessaire à examiner l'ensemble, à en saisir les détails à la volée. Mon cœur fut péniblement serré lorsqu'on m'amena sur la place Bellecour, où je ne vis que des ruines, et aux Brotteaux, où tant de sang avait été répandu. Lyon, victime des fureurs révolutionnaires, démolie par Couthon, égorgée dans ses habitans par Fouché, Collot-d'Herbois et compagnie! Hélas! de ces deux monstres, le dernier seulement était puni, et le premier, en pleine liberté, avait encore à parcourir une longue carrière toute d'agrément en retour de tant de crimes, que Dieu seul a pris la charge de punir. Je ne parlai qu'à des gens du peuple; je les vis mécontens; la révolution leur était peu chère; ils ne demandaient que le luxe d'une cour somptueuse. Ce fut Bonaparte qui la leur donna, lui, le restaurateur de Lyon, dont la mémoire ne perdra jamais le souvenir du grand homme.

Je repris ma course et me dirigeai vers le mont Cénis. Les Alpes, à cette époque de l'année, se montraient dépouillées en partie de leur majesté terrible, mais une autre pompe y suppléait, celle d'une verdure admirable, celle de tant de torrens, de cascades, de masses d'eau, sourdrant, tombant, jaillissant de toutes parts; mon œil saisissait des points de vue immenses ou resserrés, et portant de chaque façon l'empreinte de la main féconde et variée de la nature. C'était un mélange de roches nues, de terrains couverts de bois, de pics chargés d'une neige éternelle, de profondes vallées, d'aiguilles inaccessibles, et, au milieu de toutes ces variétés d'aspect, des jeux sublimes de lumière, des effets magiques, produits par les rayons du soleil; l'air, échauffé ou rafraîchi, était chargé d'odeurs balsamiques, d'émanations suaves; on respirait plus librement sur ces hauteurs, qui, en nous rapprochant du ciel, élèvent notre âme à de plus dignes pensées.

Je ne décrirai pas la route en voyageur. Pourquoi répéterais-je ce que tant d'autres ont redit de mille façons? Mon cœur palpita lorsqu'on me dit : voici l'Italie; quand mon

œil put plonger dans la plaine immense qui se déroule majestueusement du pied des Alpes jusqu'à la mer Adriatique, et à travers laquelle roule l'Éridan, aujourd'hui le Pô, fleuve célèbre et tant chanté par les poètes. Mon imagination plana au-dessus de cet espace gigantesque, parmi cette forêt de villes illustres et dignes de fixer l'attention; et néanmoins la mienne, en ce moment, aperçut un colosse encore plus démesuré, celui du jeune capitaine qui ne venait que d'apparaître au monde, et qui déjà le remplissait du bruit de sa réputation.

Je ne fis que traverser la ville de Suze; mais je m'arrêtai à Turin une demi-journée. Je voulus voir en gros les principales curiosités de cette capitale du Piémont. Le beau-frère de Louis XVI y régnait en ce moment; il avait l'an passé succédé à son père, et la couronne lui était tombée en partage lorsque certes elle n'était qu'un diadème d'épines. Cerné de toutes parts, et lié, pour ainsi dire, par les Français, il ne pouvait regarder son règne que comme précaire. Il supportait avec peine ce joug humiliant. La prudence aurait dû lui commander de se tenir tranquille, de

souffrir son malheur avec résignation, et il n'agissait pas ainsi. La dissimulation insuffisante qu'il employait montrait assez son impatience, et combien il avait hâte de prendre sa revanche des affronts qu'il subissait. Il en résultait que les Français, instruits de ses intrigues, de ses négociations secrètes avec tous les cabinets de l'Europe, dans le but de les pousser à une nouvelle coalition, loin de le considérer comme un allié utile, le traitaient en ennemi prêt à se déclarer, et déjà menaçaient le reste des états que le traité de paix lui laissait.

Les choses étaient à ce point lors de mon passage à Turin. Je vis sur tous les visages l'attente des événemens à venir. Le peuple, la bourgeoisie appelaient de leurs vœux une révolution dont ils ne connaissaient pas les conséquences. Le clergé et la noblesse, au contraire, ne cachaient pas leur effroi. De l'instant où la catastrophe éclaterait, elle devait les frapper d'abord les premiers, sans pour cela épargner davantage le reste de la nation. Je plaindrai toujours un peuple qui, dans l'espérance d'une amélioration politique, se lancera dans la voie du changement. Les

premiers fruits d'une révolution sont les infortunes, la misère, la guerre, la famine, les cachots, l'exil, la discorde et le sang. Quant à ses avantages réels et supérieurs aux pertes qu'elle occasione, je serais bien charmé qu'on les fasse connaître en France; nous ne les avons pas encore aperçus.

J'appris que la reine Clotilde ne passait pas un seul jour, depuis la fin cruelle de Louis XVI, de Marie-Antoinette et de madame Élisabeth, sans répandre aux pieds de la croix des larmes amères; qu'elle allait bien souvent gémir dans la chapelle du Saint-Sépulcre, et y demander à Dieu la force nécessaire à soutenir l'énormité de ses chagrins. J'en ressentis à mon tour une impression pénible, et je me dis que, si la famille des Bourbons a commis les mêmes fautes que celle des Stuarts, elle en a été également punie, et avec encore plus de rigueur.

Je me mis à visiter rapidement les édifices majeurs de Turin, les palais de la couronne, l'académie, quelques églises. J'entrai dans la bizarre et magnifique chapelle du Saint-Suaire, dont je viens de parler, avec une émotion bien légitime. Tout frappe les yeux sous ces voûtes

extravagantes, si singulièrement combinées dans leurs proportions : c'est un délire d'architecture, et en même temps un luxe de construction que nous ignorons en France. J'arrivai là vers la chute du jour : les ombres qui naissaient déjà étaient augmentées par la couleur noire du marbre employé à la construction de la chapelle; les lampes qui l'éclairent sans cesse y répandaient un éclat majestueux et lugubre tout à la fois; un silence solennel y régnait. Mes pas seuls et ceux de mon guide le troublaient par intervalle. Je m'arrêtai pour jouir de l'effet de l'ensemble, et aussitôt l'écho devint muet..... Dans ce moment, et d'une tribune élevée, un soupir partit.... suivi d'un second..... Je fus ému..... Mon guide, se penchant à mon oreille :

« Entendez-vous pleurer la reine?.... »

La reine..... J'étais donc auprès d'elle, et je cheminais chargé des instructions des bourreaux de ses proches..... Il y eut en moi quelque chose d'indéfinissable en ce moment; mon sang s'arrêta presque; un voile couvrit mes yeux, qui se remplirent de larmes, et je demeurai immobile, occupé à compter malgré moi les gémissemens déchirans d'une reine.....

Des sanglots à la place des joies du trône !.... Hélas ! que les temps avaient changé ! Une puissance irrésistible me retenait immobile ; je m'abandonnais à une sorte de rêverie délirante. J'en fus retiré par le sacristain, qui, voyant mes pleurs, me dit :

« Pauvre émigré, ce n'est pas ici que vous pourrez saluer la reine. »

Ces paroles me ramenèrent à la vie positive. Moi aussi, poussant des soupirs profonds, je sortis précipitamment de la chapelle du Saint-Suaire, et bientôt après de Turin.

La route, magnifique, est située dans des plaines à perte de vue. Elles avaient alors toute leur parure agreste, une végétation riante qui couvrait l'espace là où les moissons ne commençaient pas à jaunir. Je voyais pour la première fois les vignes cesser d'être rampantes et s'enguirlander avec autant de grâce que d'attrait aux arbres dont elles formaient la charmante parure. J'aimais à voir les buffles, qui déjà en certains lieux remplaçaient avantageusement les bœufs, animaux plus géans, plus robustes, et dont l'ensemble, sans avoir rien de beau, a cependant une majesté toute particulière. Je m'attachais à examiner ces

physionomies italiennes, ces *contadini* (villageois) de l'un et de l'autre sexe, si pittoresquement vêtus, si remplis de vivacité et d'élégance. Je ne retrouvais plus là les formes lourdes, les figures blafardes de nos paysans parisiens; mais des visages noblement dessinés, des expressions profondes, relevées par la chaleur d'une peau fortement colorée, des yeux étincelans de vivacité, de réflexion et souvent de malice. Les femmes me semblaient plus entraînantes, plus voluptueuses, avec leur costume tout de soie, de clinquant, et leurs chapeaux de paille chargés de couronnes de fleurs. La vue d'un village italien par un jour de dimanche est une représentation naturelle d'une fête champêtre au grand Opéra.

Je traversai quelques villes, Verceil, Alexandrie, alors au pouvoir des Français. Je laissai Pavie de côté, et j'arrivai à Milan, très-impatient que j'étais de toucher à ce but de mon voyage. Milan est une vraie merveille pour ceux qui viennent de France. C'est une cité du moyen âge construite d'une façon particulière, dont il n'y a pas non plus de modèle chez nous. C'était alors toutefois une ville moins superbe qu'elle ne l'a été depuis, tant

la domination française y a laissé des marques somptueuses de sa durée trop courte, époque pour les Milanais de gloire, de prospérité, et qu'ils regretteront long-temps encore.

Je m'installai dans une des meilleures auberges, véritable palais si on la comparait à celles de France. A peine y fus-je descendu, que l'on me demanda mon passeport. Il n'était pas en mon nom connu ; il portait seulement un surnom de famille, ignoré de presque toutes les personnes que je fréquentais habituellement. Barras l'avait voulu ainsi, afin que j'attirasse moins sur moi la curiosité inquiète de nos compatriotes. Je ne devais voir Bonaparte qu'en secret, et surtout il m'avait été recommandé d'éviter de me présenter aux yeux de M. de Bourrienne et de deux ou trois autres intimes qui ne possédaient pas la confiance du directoire ; mais, si Augereau se trouvait là, j'étais libre de m'adresser à lui, ou à Lannes, ou plus particulièrement à Marmont, dont on avait apprécié tout le mérite et la retenue lorsqu'il était venu apporter à Paris une portion des drapeaux conquis par l'armée d'Italie.

CHAPITRE III.

Bonaparte à Montebello. — Je vois Marmont. — Courses dans Milan. — Billet de Bonaparte. — Empressement des Italiens à le voir. — Marmont me conduit à lui. — Détails de mon entrevue avec ce grand homme. — Épisode de l'arrestation du comte d'Entraigue. — Preuves de la trahison de Pichegru. — Maximes d'un homme d'état. — Politique du génie. — Hoche et Moreau remis en scène. — Sentimens de Bonaparte. — Carnot et Barthélemy. — Fiction projetée par Bonaparte. — Il fait l'éloge de Talleyrand. — Veut servir le directoire sans conditions. — *Il n'est pas encore temps.* — Ce qu'il aurait fait en cas de succès royaliste. — Ce qu'il espère du mouvement préparé.

Mon premier soin, à mon débotté, fut d'écrire à Marmont. Je présumais qu'il devait être, à poste fixe, au château de Montebello, où demeurait le géneral en chef. C'était là que l'on négociait la paix définitive, car le ministre plénipotentiaire d'Autriche, le marquis de Gullo, était, de son côté, venu s'établir aux environs, et des entrevues, ou cachées ou motivées par des parties de chasse, facilitaient entre Bonaparte et l'Autrichien les moyens de s'entendre plus promptement.

Je savais que cette paix, désagréable à Barras, qui aurait voulu ne la faire signer que dans Vienne même, était vivement souhaitée par Carnot; que Bonaparte d'abord n'en avait pas envie; et que maintenant il s'efforçait de la conclure vite, afin de pouvoir prendre plus tôt le chemin de Paris.

Je demandai, par forme d'acquit, si Marmont se permettait de venir quelquefois à Milan; on me répondit qu'il n'en sortait guère que pour aller faire son service, et de là on partit pour me donner la liste assez enflée de ses maîtresses, sans oublier celle de ses créanciers. Je reconnus le caractère du personnage qui, par des folies pareilles, s'est nui constamment. Alors je m'enquêtai où je pourrais le rencontrer; on me l'apprit, et, prenant un conducteur, je me rendis à sa demeure.

Bien me prit d'y avoir été de bonne heure, car je le trouvai non pas seul, il est vrai, mais prêt à sortir. Il se jeta à mon cou dès qu'il m'eut vu, et la franchise de son abord me fut très-agréable. Nous nous livrâmes un peu au plaisir de nous retrouver ensemble, puis il congédia la charmante Italienne qui

avait occupé les loisirs de sa solitude nocturne, et ensuite, se rapprochant de moi :

« Quel bon vent t'amène? me dit-il (car nous en étions encore au tutoiement amical ou républicain.)

— Je viens voir l'Italie.

— Par voyage de curiosité?

— Oui.

— Eh bien, déjeûnons d'abord, nous partirons après pour Montebello.

— Je préférerais saluer le général en chef ailleurs que là, où certes il doit y avoir trop de monde, et surtout de curieux affamés de conjecturer surtout ce qui arrive de France.

— Je te comprends, repartit Marmont avec vivacité, tu es porteur de dépêches secrètes; pourquoi ne me l'avoir pas confié d'abord? »

Je m'excusai sur le mystère que l'on m'avait recommandé, et je lui fis plaisir en lui apprenant que Barras l'avait mis sur la liste des trois personnes auxquelles je pourrais m'adresser. Il ne me parut désormais qu'empressé d'aller annoncer au général en chef ma venue, et, dès le déjeûner fini, il se hâta

de partir pour Montebello, et moi, libre de mon temps, je me mis à visiter Milan et ses merveilles. Je fus frappé de la magnificence gothique de la cathédrale, alors inachevée, et qui serait plus tard finie en vertu du commandement exprès de Napoléon; je m'attachai à l'examiner dans toutes ses parties avec un soin extrême, aussi je passai là presque le reste de la journée.

Je venais de finir mon dîner, lorsqu'une ordonnance, accourant au grand trot, demanda à me remettre *un pli* qui arrivait de Montebello, et dont je lui donnai un reçu, selon l'usage. C'était un billet écrit de la propre main de Bonaparte, et non signé; il y disait:

« Vous voici, grand bien vous fasse. Que « me voulez-vous? Pourquoi ce brusque « voyage? il était donc bien pressé, puisque « vous n'avez pas voulu attendre que José- « phine vînt me voir? Je serai demain à « Milan. Marmont, dès qu'il sera nuit, vous « conduira vers moi. J'aime mieux causer « avec vous là qu'ici. Adieu. »

D'après cette missive, je conclus que la journée prochaine m'appartiendrait, et que ma présence intriguait Bonaparte. Je ne sa-

vais comment il prendrait les propositions que je devais lui faire; mais, de quelque manière qu'il les prît, j'étais satisfait de me rapprocher momentanément de sa personne. Je charmai l'ennui de l'attente en poursuivant mes explorations de voyageur. Je fus bientôt averti du moment précis où le général en chef entra dans la ville, au mouvement extraordinaire que sa présence détermina. La population en masse se précipita à sa rencontre; bien qu'elle le vît très-souvent, elle ne pouvait s'en rassasier, à tel point tant d'héroïsme frappait l'imagination mobile et exaltée des Italiens. Dès lors je me tins prèt, et retournai à l'auberge, dans la pensée que peut-être Bonaparte voudrait hâter l'heure de notre entrevue. Ce pressentiment ne me trompa pas; Marmont survint, comme je rentrais à peine.

« Alerte! alerte! me dit-il; le maître veut voir le disciple. Ne perds pas de temps; prends ton sac et tes quilles, et marche avec moi. »

J'eus bientôt fait. Les dépèches que j'apportais ne sortaient pas de mon portefeuille, toujours sur moi. Nous descendîmes l'escalier,

et, au lieu de prendre par la rue en face, nous choisîmes une ruelle de derrière, qui nous conduisit dans des quartiers moins populeux. Nous arrivâmes ainsi, presque incognito, dans le palazzo du gouvernement, habité par le général en chef. Nous y pénétrâmes par une entrée isolée, et toujours sous la conduite de Marmont. J'atteignis, à travers une multitude de cours, de corridors, de salles, de passages et de degrés, une pièce haute et large, somptueusement décorée, et dont la grandeur contrastait avec la solitude.

« Est-ce, dis-je, le boudoir de Bonaparte? Il est dans des dimensions conformes à la renommée du général.

— Voilà comment on taille ici en plein drap, me répondit Marmont. C'est véritablement une salle d'intérieur; nous en ferions en France une cathédrale! »

Il me quitta après ces mots achevés, me prévenant qu'il allait m'annoncer.. Je demeurai seul, et me préparai à recevoir Bonaparte; il ne tarda pas à se montrer. Dirai-je que, malgré notre liaison antérieure, je fus saisi, à sa vue, d'une sorte de respect admiratif, qui m'enleva toute familiarité? Je le

saluai en silence ; mais lui, la figure rayonnante d'une satisfaction grave, vint à moi et m'embrassa. Mon cœur battit avec violence à ce contact amical d'un héros.

« Bon jour, Henri, me dit-il (*Henri est l'un de mes noms de baptême*). Que m'apportez-vous de bon ? ou bien quelles menaces êtes-vous en droit de me transmettre ?

— Des menaces, à vous ! m'écriai-je. Eh, juste ciel ! qui oserait se le permettre ? Des offres, à la bonne heure. On ne vous approche que pour s'assurer de votre intervention, et point pour la provoquer hostilement ; je viens les mains pleines de promesses.

— Oui, on m'en envoie plus que d'effets. C'est l'armée qui alimente la France ; elle n'en reçoit en retour que de stériles éloges officiels, et des diatribes insolentes dans tous les journaux. L'envie se venge de nos succès.

— Laissez-lui, répondis-je, cette consolation. Les applaudissemens de toute la république vous en dédommagent assez.

— Ces applaudissemens, reprit Bonaparte, dont la figure se rembrunit en même temps, glissent sur notre oreille, et les calomnies

s'enfoncent en flèches aiguës au fond de notre cœur; et l'on ne brisera pas ces plumes impudentes qui font profession de l'injure et du mensonge! »

Et sa voix s'enfla; elle devint tonnante. La liberté de la presse ne devait pas avoir de plus grand ennemi que Bonaparte. Je repris la parole.

« Si mes prévisions ne me trompent, ce qui se prépare vous délivrera de ces insectes dont vous vous faites des éléphans. Voici des lettres qui vous instruiront sans doute des objets dont je dois vous parler. »

Je lui remis les missives du directoire et celle de Joséphine. Il ouvrit d'abord celle-ci, la lut rapidement, il est vrai, puis vint aux autres; là il modéra sa vivacité accoutumée, pesant chaque mot. Je retrouvai l'homme supérieur, traitant des graves intérêts de la patrie. Lorsqu'il eut fini :

« On est donc fou complètement à Paris? me demanda-t-il ensuite. Que veulent dire ces démonstrations patentes de royalisme, cette hostilité en permanence des deux conseils contre le directoire? ce directoire lui-même divisé, et ce Pichegru qui vient, à

l'exemple de Dumouriez, faire de la trahison après avoir commencé par de l'héroïsme? »

Ce propos entrait trop profondément dans la question pour me contrarier. Je me hâtai d'y répondre, et j'expliquai de mon mieux au général tout ce que je savais. Il ne m'était pas donné encore de voir dans toute son étendue la conduite de Pichegru, que d'ailleurs on ne faisait que soupçonner. Mais, dans ce moment même, un acte de violence politique venait de fournir à Bonaparte les preuves de la culpabilité de ce militaire, et voici comment :

Le comte de Montgaillard, agent secret du directoire, était, ainsi que je l'ai raconté et comme tout le monde sait, d'après ses propres aveux consignés dans ses ouvrages, était, dis-je, parvenu à surprendre en entier la confiance du prince de Condé, du prétendant, mais non celle de Pichegru, avec lequel, quelles que soient ses vanteries, il n'a jamais été en rapport direct. Il en savait néanmoins assez pour soupçonner ce qu'il y avait là d'important; et, voulant en savoir davantage, il se rendit à Venise, auprès du comte d'Entraigues, chef en quelque sorte de toute la police

de l'émigration. Le comte d'Entraigues l'écouta, se méfia de lui, ne lui apprit rien. Alors Montgaillard le signala à Lallement, ministre du directoire à Venise, et le dénonça, en outre, à Bonaparte, en le désignant comme la capture la plus majeure qui pourrait être faite dans l'intérêt de la république.

Bonaparte en fut persuadé, si bien qu'au moment de la catastrophe de Venise, et lorsque l'on permettait aux ministres des autres puissances près de cette république expirante de se retirer librement, le comte d'Entraigues, quoiqu'il fût naturalisé Russe et attaché à la légation de Saint-Pétersbourg, ne put se soustraire aux ordres donnés par Bonaparte. Il fut arrêté à son débarquement à Trieste, et, malgré ses protestations et celles du corps diplomatique, venant de Venise, conduit à Milan, où Bonaparte l'attendait. Cet acte eut lieu le 21 mai, et n'était pas connu à Paris, le 25, lorsque j'en sortis.

Dès l'arrivée du comte d'Entraigues, on procéda à l'examen des papiers saisis avec lui. A leur inventaire, on trouva le compte rendu en détail d'une conversation qu'il avait

eue avec Montgaillard, et dans laquelle toute la coopération de Pichegru aux projets de contre-révolution était amplement développée.

Cette pièce parut si importante au général en chef, qu'il voulut lui-même interroger M. d'Entraigues. On l'amena, le 1er juin à trois heures du matin, au château de Montebello; c'était le jour même de mon arrivée à Milan. Là, Bonaparte s'y prit de telle sorte, que l'agent secret des Bourbons, éprouvant une frayeur de la mort qu'on n'aurait pas dû attendre de lui, avoua tout ce qu'il savait, donna des renseignemens si précis qu'on n'eut plus rien à lui demander. Il s'était conduit en cette circonstance avec trop de lâcheté pour ne pas chercher plus tard à s'en laver. C'est à ce besoin qu'on doit attribuer les mensonges qu'il multiplia pour annihiler les mauvais effets produits par ses aveux. Je ne me soucie pas d'entrer dans de plus longues explications de ce fait, on le trouvera débattu amplement dans les mémoires que viennent de publier Fauche-Borel, Bourrienne, et dans plusieurs autres écrits. Je peux seulement affirmer ce que j'ai entendu de la bou-

che de Bonaparte, et que je vais répéter. En lui répondant, je parlai de la culpabilité de Pichegru d'une manière dubitative.

« Elle est claire, positive, complète, repartit-il; j'en ai, de cette nuit, la preuve authentique et si formelle, que, si Pichegru se trouvait dans mon armée, je ne balancerais pas à le livrer à un conseil de guerre, et il serait exécuté dans les vingt-quatre heures. Un traître à la patrie ne m'inspire aucune pitié, et mon sang bouillonne dans mes veines lorsque je songe qu'un pareil misérable préside aujourd'hui une section du corps législatif. Au demeurant, je vais envoyer les papiers du comte d'Entraigues au directoire; j'espère qu'alors bonne et prompte justice sera faite.

J'écoutai avec un intérêt toujours croissant les détails que le général me donna là-dessus; puis je me permis de lui dire :

« Je crois, comme vous, la trahison de Pichegru certaine; mais qui la prouverait à des juges prévenus pour lui? Une conversation écrite par un émigré, enlevée par vos soins, cela fournirait une ample matière à

vos ennemis. Ils crieraient à la méchanceté, vous accuseraient d'avoir mis d'Entraigues à la torture pour lui arracher contre Pichegru des charges sans fondement; on en prendrait de nouvelles forces à mieux attaquer le directoire, et je ne saurais affirmer de quel côté la victoire resterait. Enfin, croyez-moi, il n'y a que deux moyens de combattre Pichegru avec avantage, ou avec des pièces si positives qu'on ne puisse les contester, ou de le frapper arbitrairement par une mesure générale.

— L'arbitraire a bien ses inconvéniens, repartit Bonaparte; il donne à la justice les apparences de la haine. J'hésiterai toujours à l'employer; les formes légales sont préférables, je conseille au directoire de s'y tenir. Cependant sa longanimité doit avoir un terme; il ne peut souffrir les intrigues de Pichegru et des royalistes!.... Les royalistes, poursuivit-il, sont les premiers ennemis de la république; les jacobins, maintenant, ne viennent qu'en second.

— Aussi, dis-je, le directoire pense comme vous; il veut agir et ne le peut sans le concours d'une assistance militaire : il en est

trois de celle-ci qu'il est en mesure d'appeler.

— Quelles sont-elles? demanda Bonaparte avec impétuosité.

— Hoche, d'abord; Hoche, qui commande à une armée toute républicaine.

— La mienne, reprit le général, suivra toujours l'impulsion que je lui imprimerai. Quant à ce qui est des sentimens patriotiques, ceux qu'elle a égalent tous ceux qu'on voudrait lui opposer. Hoche a de la valeur, de la science, du mérite..... Il paraît que le directoire tient à lui, qu'on est à lui faire des politesses; il en est digne..... Il est bien jeune! »

Hoche avait un an de plus que Bonaparte.

« Et le second, poursuivit-il?

— Moreau, dis-je.

— Moreau! Ah! ah!» Il se tut, baissa la tête; puis, la relevant, et m'examinant à la manière des aigles, avec ses yeux bleus, il me dit:

« Qui êtes-vous ici?

— L'ignorez-vous? répliquai-je, et le comprenant parfaitement: votre ami, votre admirateur, un homme dévoué à votre fortune. »

Un sourire céleste brilla sur sa bouche si admirablement coupée. Il s'approcha de moi, me prit par un bouton de mon habit.

« A la bonne heure ; voilà parler. Maintenant je ne vous interrogerai plus ; contez de vous-même tout ce que vous avez charge de me transmettre.

— Eh bien ! le directoire veut finir la lutte par un coup d'état, et, pour en sortir victorieux, s'appuyer sur un sabre ; celui de Hoche est le plus près, mais on lui trouve le fil trop démagogue ; celui de Moreau semble un peu mou, et puis il y a des pressentimens qui ne trompent pas, et ceux-là font craindre que sa liaison avec Pichegru ne soit trop intime ; vous restez en dernier, vous, chargé déjà de plus de gloire qu'un homme n'en peut porter ; vous, que l'on redoute, à ce que je crois, plus que tous les autres ensemble, et qui néanmoins êtes placé en une position si supérieure, que désormais on ne pourra plus rien faire sans vous. Le directoire, dans cette occurrence, désire s'entendre avec votre volonté ; mais il veut, avant tout, connaître vos conditions ; il les acceptera telles qu'elles seront, pourvu que vous demeuriez éloigné pendant que le combat politique sera livré. Votre présence ajouterait trop aux périls du directoire. »

Bonaparte m'estimait assez pour ne pas cacher devant moi ses sentimens; il me les laissait lire sur sa figure. A mesure que je parlais, je pus y apercevoir un orgueil noble de l'opinion manifestée sur son compte, et le coup de pinceau par lequel je mis à découvert la frayeur du directoire touchant ses prétentions à venir amena sur ses traits une gaîté maligne, dont sa réponse s'empreignit également.

« Ainsi donc je leur fais peur et besoin; ils veulent mon nom et reculent ma personne. Je gage que leur inquiétude est extrême touchant la détermination que je prendrai. Un ambitieux profiterait de la circonstance pour aller les embarrasser de sa présence; quant à moi je n'irai pas me jeter dans ce guêpier; qu'ils s'en démêlent ainsi qu'ils l'entendront. Cependant je consens à servir le directoire de mon nom, si cela lui suffit, et de l'assentiment de mon armée. Je leur enverrai un des généraux sous mes ordres pour représenter les vainqueurs de l'Italie; je pense que ce sera suffisant à remplacer Hoche ou Moreau. Mais quand je dis le directoire, c'est trois directeurs dont il s'agit. Ainsi donc le

pouvoir exécutif est divisé. A quoi pense Carnot? Lui royaliste? Est-ce possible?

— Carnot déplaît à ses collègues, voilà son crime; et savez-vous pourquoi? il mésestime l'un d'entre eux et se moque des deux autres. D'ailleurs il est républicain renforcé..... là, sur les confins de la jacobinerie.

— C'est un tort, et très-grand; j'en suis peiné, car il y a en lui tout ce qui constitue le citoyen et l'honnête homme. Il ne m'aime pas, et je ne peux lui rendre la pareille; je voudrais le ranger parmi mes amis. Quant à Barthélemy, c'est donc un bourbonnien à chaux et à sable? (Je rapporte son expression.)

— Point, repris-je, mais un monarchien. Il doute du bonheur et du repos de la France avec un régime révolutionnaire. Il ne voit pas la paix dans la souveraineté du peuple.

— C'est, répliqua brusquement Bonaparte, une opinion comme une autre; on n'est pas coupable de l'exprimer en théorie; le moment de la mettre en pratique n'est pas encore venu. »

Je demeurai frappé de ce propos. Lui poursuivit :

« Depuis que je suis en Italie, on me parle

beaucoup de Barthélemy; on ne cesse de faire son éloge. Il y a de la vertu, de la probité, des principes fixes dans son cœur et dans sa tête. Je regrette qu'on ne puisse s'arranger avec lui..... A propos, et les ministres, qu'en fera-t-on? »

Alors je revins à Hoche; je répétai tout ce que je savais des autres portefeuilles. Il m'écouta légèrement. Les noms que je citais ne l'intéressaient pas. Enfin j'arrivai à Talleyrand :

« On m'a chargé de savoir de vous ce que vous penseriez de son entrée aux relations extérieures.

— Que le plus piètre des hommes (Charles de Lacroix) sera remplacé par un véritable diplomate, par une notabilité européenne. On ne peut faire un meilleur choix.....Tenez, mon cher, dit-il d'un ton encore plus intime, ce qui me chagrine jusqu'à présent, c'est de ne voir en France que des hommes nouveaux et obscurs au timon du gouvernement. Je souhaiterais que, d'une part, on s'élevât au-dessus d'une susceptibilité méticuleuse, qu'on entrât plus largement dans une voie sage, en admettant tout honnête homme qui tiendrait un

peu plus à sa patrie qu'à l'ex-honneur d'être monté dans les carrosses du roi; que, de l'autre part, on comprît que c'est folie de vouloir autrement qu'une nation; que, revenant franchement à elle avec la ferme résolution de la servir, on se ralliât à la bannière de l'état, qui doit flotter plus haut que celle de toute maison particulière. Par là, les anciennes familles, si considérées à l'intérieur et à l'étranger, prendraient du goût à la chose publique, s'y attacheraient. Dès lors le gouvernement se rehausserait de ces illustrations, que la seule et sotte idéologie peut attaquer, mais qui, en réalité, sont nécessaires à la grandeur d'un empire. On reverrait dans toutes les fonctions civiles, judiciaires et d'état, ces familles qui les ont remplies pendant tant de siècles. Ce serait dès ce moment que l'Europe reconnaîtrait la stabilité de la république, et que nous prendrions, de fait et de droit, parmi les peuples, le rang qui nous appartient justement. En vertu du système que je vous développe, vous serez peu surpris de l'assentiment que je donne au choix de M. de Talleyrand; je le verrai avec plaisir aux relations extérieures. »

Je répète, avec une fidélité j'ose dire de copiste, les paroles de Napoléon, à tel point elles me frappèrent par leur étrangeté du moment, leur profondeur, et ce vernis de raison capace qu'on ne pouvait se lasser d'admirer. Je ne retrouvai plus en lui cette verdeur républicaine des environs du 13 vendémiaire; mais la sagacité d'un homme habile qui se place à sa position éclatait au contraire. Je découvris aussi que les pensées de Barthélemy finiraient un jour par lui déplaire, moins peut-être que celles des autres directeurs; je vis encore que, sur lui autant que sur nombre d'autres, Talleyrand avait produit son effet accoutumé, réussi dans sa magie. Sa plus belle victoire fut celle qu'il remporta sur Bonaparte, en s'emparant de sa confiance et en la conservant très-long-temps.

Tous ces sujets épuisés, le général, se mettant à se promener avec moi dans cette vaste salle, me dit :

« Maintenant, parlez en votre nom.

— Auparavant, permettez que j'épuise le sac d'autrui. Vos conditions?

— Aucunes.

— Quoi, rien?

— Non, rien.

— Ils ne vous croiront pas.

— Ce serait plaisant!

— Ce sera vrai. Ils sont environnés de tant de gens avides, que du désintéressement leur paraîtra impossible.

—Et que pourrais-je exiger? De l'argent? je m'en passe; des honneurs? eh! mon Dieu! qu'ajouteraient-ils à ceux que je tiens des mains de la victoire!

— Et du pouvoir? dis-je à voix basse. »

Il me fut répondu plus bas encore, et très-vite :

« Il n'est pas temps. »

Il y eut un instant de silence, puis la parole fut reprise :

« Oui, tout bien calculé, je ne veux rien; je servirai de plein zèle, mais je servirai sincèrement. Ma cause est aujourd'hui celle du directoire, ou plutôt celle de la patrie. Rassurez-les donc sur mes intentions; elles sont franches. Quant à ma coopération, elle sera rapide, énergique, décisive en cas de besoin; et, enfin, si par malheur Pichegru et les royalistes l'emportent, mon parti est pris : je prends avec moi quinze mille hommes des mieux pensans

de l'armée, je marche au pas de charge sur Lyon; là, je fais un appel aux patriotes intrépides de la Bourgogne, de la Franche-Comté, du Dauphiné, du Midi, des Cévennes; ils sont nombreux. Je deviendrai leur point d'union, et nous pousserons en avant; je réponds du reste. Les conseils se diviseront, les uns pour le prétendant, les autres vers une combinaison démocratique, et peut-être même Pichegru, une fois en goût, voudra-t-il tâter du pouvoir. Ma venue, la vélocité de mon intervention, déconcerteront plus d'une intrigue. Partout où j'appellerai le peuple à la défense de la liberté et de la conservation de ses droits, je serai entendu par le peuple. Il commence à me comprendre; un jour il s'identifiera avec moi. Je ferai une guerre courte, décisive, terrible; j'exterminerai ces hommes vendus à l'étranger : ces Pichegru, Willot, Imbert-Colomès, Vaublanc, que sais-je? ces intrigans sans génie comme sans vertus civiques; et, la chose faite, je fonderai un gouvernement qui, dès le premier jour, sera solide; car il sera pour tous, et non pour telle ou telle faction. »

Plus Bonaparte s'exprimait, et plus je pre-

nais du plaisir à l'écouter. Il me parlait une langue si neuve, il y avait si loin de ces hautes vues, de ces plans dégagés de toute petitesse aux mesquines conceptions de mes hommes d'état parisiens, que j'en étais confondu. Quel chêne, me disais-je, grandit pour le bonheur de la France! Heureux le lierre qui, s'attachant à lui, croîtra sous son ombre tutélaire! Cependant le général exigea qu'à mon tour je l'entretinsse des événemens, selon ma manière de voir. Je le fis de mon mieux. Je lui représentai le directoire sans considération, et les conseils sans puissance; la nation les méprisant tous ensemble, et souhaitant un autre ordre de choses plus en harmonie avec ses besoins, et plus conservateur de l'intérêt général. Je ne lui cachai pas que la tendance des esprits devenait monarchique.

« Alors, c'est là le cas de la retarder, me dit-il, par une secousse républicaine. Si celle-ci la fait dévier entièrement, vous vous serez trompé dans vos assertions; si elle ne produit qu'un contre-coup momentané, il faudra bien que le plus petit nombre cède à la volonté du plus grand. Tout le secret d'un bon gouvernement est là. Il s'agit d'administrer pour les

masses, sans s'embarrasser si cela plaît à monsieur *celui-ci*, ou au citoyen *celui-là*. Lorsque, au contraire, pour ménager chaque parti, on se tient dans une balance absurde, on mécontente l'universalité, qui a toujours un sens droit; elle juge, et c'est alors que l'opinion est souveraine. Les pouvoirs qui tombent sont ceux assez fous pour croire qu'on peut manœuvrer en dehors de l'opinion. »

CHAPITRE IV.

Bonaparte se plaint des intrigans français. — Ce qu'il fera en cas de non succès du directoire. — Il veut que je reparte sur-le-champ. — Eugène de Beauharnais. — Je traverse la Suisse. — Wilma. — Rentrée à Paris. — Compte rendu à Barras de ma mission. — Il en est content et mécontent. — Il n'ose attaquer Pichegru juridiquement. — Les deux abbés et le coup de pistolet. — Mot plaisant de Sieyès. — Frayeur accoutumée de Merlin. — Pichegru engagé à Louis XVIII. — Les autres conjurés. — Dumolard. — Suite de la guerre des conseils aux directoire. — Dumolard attaque Bonaparte. — Indignation manifestée de celui-ci. — J'en explique une phrase. — Les royalistes se croient rentrés au port.

Notre conversation avec Bonaparte fut de longue durée ; je n'en rapporte que les points principaux. Il s'étendit beaucoup aussi sur la position de l'Italie, sur la paix à conclure, ses difficultés let es avantages que la France en retirerait. Il se plaignit des intrigans qui, venus de France avec la protection du directoire, s'impatronisaient dans le pays, où, malgré sa résistance, à lui Bonaparte, ils faisaient du mal autant que possible.

« C'est pitié, poursuivit-il, que de suivre le manége de cette canaille menteuse, voleuse, orgueilleuse; j'en fais fusiller quelques-uns parfois sans que cela épouvante trop les autres. Il n'y a de l'honneur que parmi les militaires; les employés civils que j'ai autour de moi en ce moment sont des fripons, à de très-petites exceptions près. »

Il me fit alors l'éloge de ses compagnons d'armes avec une effusion de cœur que j'admirai; il m'exprima son vif désir de consolider l'autorité de la France sur l'Italie, et me parla avec estime de certains Milanais dont il appréciait les talens et le mérite. Puis enfin prenant un ton plus encore rempli de confiance:

« Barras vous a-t-il parlé de notre rève d'avenir?

— Il m'en a dit un mot, et il vous appartiendra en seul à réaliser des espérances folles. Vous succéderiez un jour aux Ptolomées.

— Ceci est loin encore. Je ne doute aucunement de votre discrétion, mais un voile complet doit couvrir ce que je vous aurais tu malgré notre amitié, car le secret est l'âme des affaires. C'est une vieille vérité bien vraie. Vous allez retourner à Paris, observez avec soin

ce qui s'y passera. Si le directoire s'endormait, s'il était pris au dépourvu, mandez-le-moi par un courrier : mon arrivée sera ma réponse. Si, d'un autre côté, le directoire est vainqueur, engagez Barras à jouir avec modération de la victoire. Dans les révoltes, dans les conspirations, les chefs seuls sont coupables. Je punirais dans un troupeau le chien et le bélier; mais les pauvres moutons, j'en aurais conscience. En un mot, soyez vigilant autant que vous devez être actif. Vous repartirez demain.

— Quoi, déjà! m'écriai-je.

— Oui, très-vite. Je me soucie peu qu'on vous aperçoive rôdant ici; on en ferait mille contes : on ne pourra que conjecturer si on ne vous voit pas. Je vous chargerai d'ailleurs d'une mission importante, celle de présenter au directoire les papiers saisis sur d'Entraigues, et sa fameuse conversation avec ce... de Montgaillard, qui a de l'esprit, de l'intrigue, et dont je ferais quelque chose, s'il n'était de matière à pendre. On est bien à plaindre d'avoir à employer de pareilles gens! »

J'étais au fond de l'âme peu satisfait d'être contraint de rentrer aussi promptement en France, et n'en dis rien pourtant. Nul déjà ne

se défendait de la suprématie de Bonaparte. Il me retint au palais le reste de la journée, me fit donner à manger, et m'envoya, pour me tenir compagnie, Marmont et Eugène de Beauharnais; je revis celui-ci également avec un plaisir extrême; il commençait, quoique bien jeune, à se faire une brillante réputation militaire; il avait pris part à plusieurs combats où sa bravoure s'était démontrée. Il me parut fanatique de son beau-père; il s'abandonnait à ce noble dévouement dont il ne s'est jamais départi dans sa trop courte carrière. Il attendait avec impatience sa mère, qui devait se mettre en route sous peu de jours, et que j'aurais voulu rencontrer en chemin. La volonté de Bonaparte, encore dans cette circonstance, me contraria. La fantaisie lui ayant pris que je m'en retournasse à Paris par la Suisse, Besançon et Dijon, il me dicta ce que je ferais dans ces provinces, les renseignemens à y prendre, les hommes dont je m'informerais; il prévoyait dans toutes ses parties la possibilité d'une expédition prochaine contre les royalistes de l'intérieur, et, à l'avance, cherchait les mesures qui aideraient à la faire réussir.

Je le revis dans la soirée. Il demeura avec moi jusqu'à minuit, me remit des dépêches insignifiantes, n'étant bien claires que sur un point, celui qu'il aiderait de toute sa force un coup d'état destiné à frapper Pichegru et ceux de son bord : c'était tout. J'avais, moi, la mission de faire entendre que néanmoins il ne faudrait pas compter sur lui, si on croyait absolument nécessaire en même temps le double concours de Hoche et de Moreau, ou seulement d'un seul de ces généraux.

Le lendemain, au point du jour, ayant embrassé l'aimable Marmont, qui fut parfait pour moi dans ce séjour rapide, et fait mes adieux à Eugène, qui, avec une grâce extrême, tint à me voir partir, je m'éloignai de Milan, avec le vif regret de ne pas avoir eu le temps de jouir en détail des agrémens de cette ville, et en formant le projet, que j'effectuai plus tard, de visiter la totalité de l'Italie. Je gagnai donc la Suisse par la route de Constance. Je ne veux pas donner un supplément à l'itinéraire du voyage, afin de ne pas grossir un ouvrage que je prétends borner ; aussi je ferai grâce au lecteur de la description des lieux. Je retiens la

peinture des sensations que me fit éprouver la vue pittoresque de l'antique Helvétie; je tairai mon admiration des aspects sublimes de ses montagnes majestueuses, et mon enchantement de la beauté, de la fraîcheur radicale des jeunes filles du vieux Tell. A mon âge on ne peut s'empêcher de jeter un coup d'œil d'amour sur les femmes, ce présent si céleste de la divinité. Je n'ose pas dire que, séduit aux environs de Berne par une jeune villageoise qui me fit tourner la tête en bouleversant mes sens, je lui proposai de l'amener à Paris avec son frère, dont je me décidai à augmenter ma maison. Wilma consentit à me suivre, et je rentrai à Paris avec cette conquête, faite sur un pays où les Français n'avaient pas encore porté la guerre.

Ma belle Wilma était une simple bergère, orpheline et sans parens. Une rencontre particulière me l'avait fait connaître, et l'impression qu'elle produisit sur moi fut telle que, dans peu d'heures, je me résolus de ne pas m'en séparer. Elle, remplie de confiance, et peut-être déjà d'amour, accepta mon offre, son frère y trempa, et nous partîmes tous les trois. J'aurais voulu avoir ici une scène de ro-

man à décrire, où le frère Georges aurait joué un rôle de héros de délicatesse et d'honneur. Hélas! il n'en fut rien. Les Suisses, malgré leurs admirateurs, ont quelque peu dégénéré des vertus de leurs ancêtres; j'en appelle à ceux qui ont été en rapport avec eux depuis la révolution. Ils adorent comme nous le dieu du jour, l'or enfin. La police de Paris, si elle voulait être sincère, pourrait faire d'étranges révélations sur les mœurs cachées des régimens suisses qui, depuis la restauration, ont tenu garnison dans la capitale.

Le reste de la route s'écoula dans une illusion perpétuelle de bonheur, grâce à Wilma la magicienne. Elle parlait le français à ravir; sa naïveté, sa tendresse, ses charmes, m'enivrèrent complètement. J'entrai à Paris, que je ne croyais pas avoir quitté la Bourgogne, où je m'étais conformé aux instructions de Bonaparte; et lorsque j'eus installé la jeune fille chez moi en sa qualité de femme de charge, que j'eus remis à son frère le soin de ma cuisine, afin que Paul, mon domestique, ne perdît rien de ses attributions, j'écrivis un billet à Barras, pour lui annoncer mon retour. Sa réponse ne se fit pas attendre; elle m'engageait

à venir au Luxembourg à quatre heures du soir de ce même jour.

Je n'y manquai pas: le directeur était seul; il me reçut à merveille, me témoigna sa joie de me revoir en bonne santé, et sa surprise sur mon retour rapide, bien que j'eusse allongé mon voyage, ainsi que je l'ai dit déjà; mais ce chapitre fut bientôt épuisé, tant était grande son impatience de connaître les nouvelles dont j'étais le porteur. Je lui remis la lettre de Bonaparte, lettre de quelques lignes très-insignifiantes, obscures, et ne disant rien. Je compris, au jeu de physionomie de Barras, que cette missive le contentait médiocrement. Alors je pris la parole, et je suppléai par ma narration verbeuse à la brièveté du style du général. Je répétai tout ce dont entre lui et moi nous étions convenus; ce que je lui avais dit se trouva conforme à la vérité. Barras ressentit un chagrin extrême du refus de Bonaparte de mettre à prix sa coopération.

« Que signifie cette superbe indifférence pour ce que nous aimons tous? Que veut-il, puisqu'il ne demande rien? est-ce tout? c'est fort à craindre; je vois que nous ne devons pas compter sur lui. »

Je répondis à Barras qu'il ne devait pas soupçonner ainsi et voir de ce mauvais côté le désintéressement du général ; que, par le fait, il ne pouvait désirer ni des honneurs dont il avait à choisir, ni des places que sa position ne lui permettrait pas de remplir ; que, quant à de l'argent, il possédait sur ce point un stoïcisme digne des temps antiques, et par conséquent très-ridicule au jour actuel ; que d'ailleurs il était sincère dans ses offres, et qu'on pouvait pleinement se confier à lui.

Mon discours ranima un peu Barras ; j'ajoutai à ceci les conditions réelles du général ; par exemple, son opposition expresse à toute intervention autre que la sienne. Je ne contentai pas le directeur en lui tenant ce langage. Les prétentions de Bonaparte le plaçaient dans une position difficile ; car, de son côté et pendant mon absence, il s'était en quelque sorte accommodé avec Hoche, et je dirai tout à l'heure ce qui eut lieu à ce sujet. Barras ne m'avoua pas ce que j'apprends à mon lecteur, je le sus cependant par lui, mais plus tard.

Le directeur alors me dit de lui-même :

« Ce que le général ne veut pas pour lui,

on le fera pour sa famille. Nous donnerons une ambassade à l'aîné de ses frères, et les autres seront bien placés. Puis, changeant de conversation, il me parla de l'arrestation du comte d'Entraigues. Les documens dont j'étais nanti achevaient de porter jusqu'à l'évidence la trahison de Pichegru; néanmoins Barras pensa, comme moi, qu'elles n'étaient pas encore admissibles pour parvenir à une condamnation régulière de ce général député. Il faudrait d'autres titres que les actes d'un émigré pour faire mettre en jugement un homme qui jouissait d'une si haute réputation. Barras déjà avait devers lui les révélations de Montgaillard; il me dit :

« Les papiers de d'Entraigues corroborent victorieusement les dénonciations de ce T..... Je me méfiais de lui, et pour cause; je vois que ceux de son bord ne mentent pas toujours; il faudra faire quelque chose pour lui. »

Nous en étions là de notre conversation, lorsque Bottot entra précipitamment en s'écriant :

« La conspiration royalise éclate. On commence d'assassiner les votans. Sieyès vient d'é-

tre mis à mort tout à l'heure par un autre Paris. »

A ce propos je fus ému ; Barras conserva sa tranquillité, et questionna le pauvre Bottot, qui avait perdu la tête, et dont il ne put rien tirer de plus. Nous allâmes aux informations. Bientôt après arriva le ministre de la police ; voici ce qu'il raconta :

« Il y avait de par le monde un certain Chrysostome Poulle, natif de Draguignan, moine de l'ordre des Augustins avant la révolution, et même prêtre, si ma mémoire est fidèle. Celui-là ayant pris la révolution en haine, parce qu'elle l'avait arraché à la paix de son couvent, faisait du conventionnel Sieyès l'objet de sa colère particulière ; c'était son compatriote, et, à ce titre, naturellement son ennemi plus direct. Ce Poulle, neveu d'un ancien prédicateur qui a laissé quelque renommée, vivait à Paris dans un état pénible d'indigence. Sieyès à plusieurs reprises lui avait refusé des secours et son appui. L'ex-moine, pressé par le besoin, entraîné par sa rage contre les auteurs de sa misère, se résolut à frapper un grand coup. En consé-

quence, muni d'un pistolet chargé de deux balles mâchées, il se rendit chez Sieyès, et, n'en ayant encore rien obtenu, tira sur lui son coup à bout portant. Un mouvement heureux sauva la vie à l'assassiné, au détriment toutefois de sa mâchoire, qui fut effleurée, et de son poignet, qui fut fracassé. Poulle aussitôt, au lieu de prendre la fuite, se présenta à la fenêtre, en criant à la foule qui se rassemblait au bruit de cet attentat :

« Mes amis, j'ai commencé sur un des plus grands coquins de la révolution ; suivez mon exemple en vous délivrant des autres. »

Nul ne prit conseil de sa fureur, on le laissa prendre et conduire en prison. Son procès lui fut fait. On y présenta le crime sous des couleurs tellement spécieuses, on essaya à tel point de transformer cet attentat en une légitime défense, que Sieyès un jour, pendant que la cause était encore en instance, dit en rentrant chez lui à son portier : *Si Poulle revient, vous lui direz que je n'y suis pas.* Le moine cependant auquel, par grâce spéciale, on enleva la préméditation, fut condamné à six heures d'exposition, à vingt ans de galères. Il y mourut.

Cet événement fit grand bruit; il épouvanta singulièrement les régicides, qui crurent que le parti était pris de se défaire d'eux en détail. La frayeur de Merlin de Douai présenta des aspects comiques; il fut pendant plus d'un mois sans oser sortir, s'il n'était environné d'une manière d'armée; il avait dans son hôtel une garde nombreuse, et portait sur lui deux sonnettes, afin de s'épargner la peine d'arriver aux cordons des cheminées; il se plastronna au moyen de plusieurs mains de papier. On en fit au Luxembourg de longues plaisanteries. On constata cependant qu'il n'y avait pas là de complot, mais bien un acte de désespoir isolé. Sieyès revint assez vite à la santé, et il dut être satisfait des marques d'intérêt que lui donnèrent les portions diverses de l'ensemble du gouvernement.

Dès le premier jour de l'installation des conseils renouvelés dans leurs tiers, les conjurés royalistes, entraînant cette fois avec eux, et au moyen de beaucoup d'adresse, les républicains ennemis du directoire, commencèrent leurs attaques contre celui-ci. Pichegru était l'âme du complot; il le dirigeait à sa guise, sans trop y prendre une part apparente, se tenant

en dehors ; il se servait merveilleusement de son extérieur froid et compassé ; il gardait une sorte de neutralité fallacieuse, et mille fois plus redoutable qu'une véhémence patente. Ce fut vers ce temps que Louis XVIII se décida à traiter directement avec lui. Pichegru, charmé de cette marque de confiance, se dévoua tout entier à la cause royale. Mersan, Imbert, Colomis, Vaublanc, Willot, Lemerer, le secondaient de leur mieux ; ils formaient ensemble un comité en correspondance avec celui présidé par l'abbé de Montesquiou, mais qui n'avait aucune influence ni direction. C'était là que l'on préparait les dispositions à exécuter, les motions à proposer aux chambres, toutes hardies, attaquantes, et souvent présentées par de vrais républicains, qui jouaient à cette époque le rôle du chat de la fable, occupé à retirer les marrons du feu pour le compte du singe Bertrand.

Dans le nombre de ces ratons niais je placerai en première ligne Dumolard, le plus lourd, le plus beuglant de tous les orateurs. Jamais il ne fut bavard de sa force, toujours parlant sur toutes matières, sans fin, sans habileté, ennuyant ses collègues, les tribunes et la

France par dessus le marché, contrainte à lire Dumolard dans le compte rendu de ses harangues, dont les journaux nous assaillaient quotidiennement.

Ce Dumolard, à qui Dieu fasse paix, quoiqu'il n'ait fait que guerroyer pendant toute sa vie, acceptait toujours la charge de harceler à la tribune et le directoire, et le ministère, et tous ceux qu'on lui désignait. Il ne s'y épargnait point, et fit plus d'un pas de clerc, ainsi que je le dirai plus tard. En attendant, les conseils le secondaient avec une vivacité imprudente; ils voulaient que la garde de Paris fût abandonnée à la seule garde nationale, et que les troupes de ligne en partissent soudainement. Ils prétendaient disputer au directoire la direction de la police générale, et en particulier de Paris, au moyen d'une interprétation de mots que l'on forcerait pour en venir là. Ils auraient mis les conseils en permanence, et, investis de ce pouvoir sans bornes, changé le gouvernement à leur volonté.

Je passe sous silence divers autres actes législatifs très-connus, et tous rentrant dans la même voie. Par exemple, les exceptions

aux lois d'émigration en faveur des ouvriers, des paysans, que la frayeur de Saint-Just et de Lebas avait fait fuir des bords du Rhin; les réfugiés de Toulon rentraient aussi dans la même catégorie, et on avait prononcé pour eux dans le même sens. La véritable émigration, déjà lasse de son existence à l'étranger, rentrait en foule en se faisant passer dans l'une ou dans l'autre de ces classes traitées favorablement. On attaqua le directoire et la conduite des conventionnels avec une rudesse peu commune. On voulut favoriser le culte catholique, et le rapport de Camille Jordan développa dans son ensemble toute cette partie de la conjuration. Il n'était rien sur lequel on laissât tranquille le pouvoir exécutif; les finances surtout devinrent le champ de bataille sur lequel on le combattit avec acharnement. Je ne finirais pas de rappeler tous les incidens de ce démêlé de tribune. Aujourd'hui, on voulait priver le directoire de la faculté de destitution envers les officiers de l'armée; le lendemain, il s'agissait d'augmenter de cavalerie et d'artillerie la garde du corps législatif, et d'en donner le commandement aux inspecteurs de la salle. Enfin

la guerre était ouverte, et on en devinait le motif.

Bonaparte ne fut pas ménagé ; on soupçonnait son concert avec le directoire, ou plutôt on savait que le royalisme ne se l'attacherait point; aussi on ne lui épargnait aucun désagrément. On fit rentrer au trésor un million, qu'il avait envoyé directement à Toulon pour presser le départ d'une escadre qu'il pensait nécessaire à ses projets dans l'Adriatique. On l'accusait de régner en Italie, de se mettre au-dessus de la loi; on fit en outre une plus grande faute, celle de pousser Dumolard à demander, le 23 juin, qu'une enquête fût ordonnée sur la conduite du directoire et du général en chef, relativement à la république de Venise et à celle de Gènes; blâmant ainsi, sans le nommer toutefois, Bonaparte, objet de sa sotte haine.

Cette motion fut accueillie; elle exaspéra le directoire, elle indigna Bonaparte, qui en rugit, à la manière du lion. Voici en quels termes il en écrivit au directoire. Barras me montra la lettre, j'en retins une copie, que d'ailleurs Bourrienne a fait connaître dernièrement.

AU PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

« Je reçois à l'instant, citoyen directeur, « la motion d'ordre de Dumolard; il s'y trouve « la phrase suivante : *Que plusieurs anciens* « *ayant depuis élevé des doutes sur les causes* « *et la gravité de ces violations criminelles* « (Venise) *du droit des gens, l'homme im-* « *partial ne fera point un reproche au corps* « *législatif d'avoir accordé sa croyance à des* « *déclarations aussi précises, aussi solennelles,* « *et garanties avec autant de chaleur par la* « *puissance exécutive.*

« Cette motion a été imprimée par ordre « de l'assemblée; il est donc clair que cette « phrase est contre moi.

« J'avais le droit, après avoir conclu cinq « paix, et donné un coup de massue à la coali- « tion, sinon à des triomphes civiques, du « moins à vivre tranquille et à la protection « des premiers magistrats de la république; « aujourd'hui je me vois desservi, persécuté, « décrié par tous les moyens honteux que leur « politique apporte à la persécution.

« J'aurais été indifférent à tout, mais je ne « puis pas l'être à cette espèce d'opprobre dont

« cherchent à me couvrir les premiers magis-
« trats de la république.

« Après avoir dans ma dernière démarche
« bien mérité de la patrie, je n'avais pas le
« droit de m'entendre accuser d'une manière
« aussi atroce qu'absurde. Je n'avais pas le
« droit d'attendre qu'un manifeste, signé par
« des émigrés à la solde de l'Angleterre, ac-
« quît au conseil des cinq-cents plus de vé-
« racité que le témoignage de quatre-vingt
« mille hommes, que le mien.

« Eh quoi! nous avons été assassinés par
« des traîtres, plus de quatre cents hommes
« ont péri, et les premiers magistrats de la
« république lui feront un crime de l'avoir
« cru un moment!

« On a traîné dans la boue plus de qua-
« tre cents Français; on est venu les assassi-
« ner à la vue du gouverneur du fort; on
« les a percés de mille coups de stylets pa-
« reils à celui que je vous envoie, et des re-
« présentans du peuple Français feront im-
« primer que, s'ils ont cru ceci un instant,
« ils étaient excusables!

« Je sais bien qu'il y a des sociétés où l'on
« dit : *ce sang est-il donc si pur*.......

« Que des hommes lâches et qui sont morts « au sentiment de la patrie et de la gloire « nationale l'aient dit, je ne m'en plaindrais « pas, je n'y eusse pas fait attention; mais « j'ai le droit de me plaindre de l'avilissement « dans lequel les premiers magistrats de la « république traînent ceux qui ont agrandi « et porté si haut la gloire du nom français.

« Je vous réitère, citoyens directeurs, la « demande que je vous ai faite de ma démis- « sion; j'ai besoin de vivre tranquille, si les « poignards de Clichy voudront me laisser « vivre.

« Vous m'aviez chargé de négociations, « j'y suis, peu propre.

« Je suis etc. »

Cette lettre rompait la glace, elle annonçait que Bonaparte ne traiterait jamais avec la législature. Le trio directeur n'en eut pas de chagrin, et je présume même qu'il resta charmé de l'attaque folle et intempestive de cet extravagant Dumolard. Quant à l'avant-dernière phrase, qui réitérait la demande d'acceptation de démission, j'ai oublié de dire qu'au début des conférences pour la paix, et lorsque pour la première fois Bona-

parte fit connaître au directoire qu'il faudrait céder Venise et ses états à l'Autriche, la majorité reçut fort mal cette ouverture. Des plaintes en revinrent au général, et lui y répliqua par l'offre de sa démission; ceci ferma la bouche aux directeurs. On l'apaisa, et on ne fit aucun droit à sa requête. Il y revenait cette fois, à tel point sa colère était véhémente; j'en eus ma part; il m'écrivit aussi dans un style mille fois plus énergique qu'il n'avait pris en s'adressant au directoire. C'était le Vésuve déchaîné; jamais il ne pardonna à Dumolard son absurde sortie, et plus tard il le lui manifesta durement. Le résultat fut que Bonaparte se résolut, sans arrière-pensée, de soutenir la majeure partie du directoire, et de se préparer à tout, plutôt que de souffrir le triomphe des royalistes.

Ceux-ci ne dissimulaient plus leurs espérances. Les émigrés rentraient en foule, abondaient à Paris. Les chouans s'y réunissaient pareillement en nombre, décidés à tout événement; ils devaient se rallier à Pichegru, c'était le chef suprême que le roi venait de désigner. Les députés (ils étaient près de deux cents), tous, bourboniens dans l'âme, se flat-

taient, en cas de besoin, de composer à eux seuls une représentation nationale, dont la France reconnaîtrait l'autorité.

Je voyais chez madame d'Esparbès des visages nouveaux, frais débarqués d'au-delà du Rhin, d'Angleterre ou des bords de la Loire, chacun ayant un nom de guerre, et conservant un demi-incognito, car pour un incognito complet, cela leur était impossible. Leur jactance imprudente avait le trop vif désir d'éclater, pour leur permettre de se régler sur les actes d'une sage retenue.

CHAPITRE V.

Liaison plus intime des trois directeurs. — Barras me raconte ce qui s'est passé. — Projets à venir. — Barras traite aussi avec Hoche. — Caractère de ce dernier. — Il est gagné par Barras. — Mesures hardies qu'il prend. — Affaire du changement de ministère. — Bénezech pour tous. — Truguet, ses antécédens et son caractère. — Charles de Lacroix et Talleyrand. — Ce dernier mystifie La Révellière. — Et tout le monde. — Scène que fait Carnot au directoire contre Talleyrand. — Ramel de Nogaret. — Carnot en campagne pour gagner une voix. — Il attaque La Révellière. — Faujas de Saint Fond le seconde. — Réponse et défense du théophilanthrope. — Récit de Barras. — On vient à lui par Villaret-Joyeuse. — Il feint de céder. — Trompe ses adversaires. — Les trois directeurs arrêtent le choix de ministres à faire.

La première fois que je revis Barras, après mon audience de retour, il me dit :

« Nous avons tenu conseil entre nous (ce qui voulait dire, La Révellière, Rewbell et lui); il a été décidé que pour agir contre Pichegru on attendrait une occasion favorable; elle naîtra sous peu. L'audace des ennemis de la république s'accroît de notre longanimité. Ils nous jugent faibles, parce que

nous demeurons impassibles à leur attaque. La suite leur prouvera le contraire. L'essentiel était de nous entendre, nous l'avons fait; l'union est la force, et nous sommes unis.

— On affirme, néanmoins, que vous ne l'êtes guère, repartis-je.

— On se trompe; nos picoteries particulières cèdent à l'intérêt public. Je ne pense pas complètement comme mes deux collègues; ils ont plus d'affinité l'un avec l'autre qu'avec moi. N'importe, le péril commun nous force à marcher sous la même bannière. Notre explication a été comique et sérieuse tout à la fois. Figurez-vous Rewbell, s'imaginant le péril extrême, et la victoire assurée aux conseils, et la cause nationale perdue, nous avec, bien entendu; et cependant, malgré cette conviction désolante, faisant tout de bon le Romain décidé à tenir tête à l'orage, et à mourir à son poste, s'il ne pouvait le conserver: La Révellière, non moins effrayé, mais avec autant d'énergie: celui-ci et l'autre se figurant, en outre, qu'au fond j'étais un royaliste déguisé.

— Vous! m'écriai-je.

— Oui, moi; cela vous surprend. Je croyais

avoir fait mes preuves..... Tant il y a qu'ils fondaient leur opinion sur ce que dans mon cercle je reçois tous ceux qui s'y présentent, sur mes coquetteries envers des gens de qualité, émigrés peut-être, mais toujours de très-bonne compagnie, et, par conséquent, que l'on traite bien. Mes collègues ne voyaient pas que des politesses pour des individus ne faisant rien à ma crainte de la masse. Je suis parvenu à leur prouver qu'on peut à la fois se montrer rempli d'urbanité envers des personnes bien élevées, et les envoyer pendre pour peu qu'elles s'avisent de conspirer.

« Ceci une fois traité à fond, le reste est venu de lui-même. Nous avons reconnu que la majorité du directoire suffirait à autoriser un coup d'état, et que, puisque Carnot préfère marcher avec nos adversaires, nous le ferons arrêter en même temps que ces messieurs-là.

— Et *ces messieurs*, demandai-je, sont-ils en nombre?

— Au moins cent quatre-vingts; nous les enlèverons d'un coup de filet. »

Barras, en me parlant ainsi, ne fut pas pleinement sincère. Il retint une partie de ce qu'il faisait, soit seul, soit avec ses collègues. Je

parvins, néanmoins, à le savoir malgré ses réticences, dont je devinai le motif.

Barras en traitant avec Bonaparte n'allait pas de franc cœur sur cette route; quelque chose d'instinct le portait à se méfier du héros; et dans le temps où il négociait avec lui par mon intermédiaire, il nouait une autre intrigue non moins serrée avec Hoche. Elle éclata en partie, malgré ses soins à la cacher, et ce manége, mis au jour devint ensuite une des causes principales de l'éloignement définitif que le général manifesta envers un homme qui avait voulu le compromettre, et non se lier pleinement avec lui.

Hoche avait, lui aussi, reçu les avances de Barras. Hoche a l'âme ardente, a la résolution impétueuse; lui dont la fortune avait été si rapide, que dans une seule campagne il était monté du grade de sous-officier à celui de général en chef. Cet avancement sans exemple, loin d'enivrer Hoche, lui avait inspiré seulement une profonde reconnaissance pour une patrie si empressée de mettre le mérite dans son jour. Hoche comprenait le sien, qui était immense, qui, non seulement tourné aux prévisions stratégiques, pouvait encore se dé-

velopper dans la carrière politique. Il y avait en ce militaire une de ces capacités rares qui rendent propre à tout; il y était joint une intrépidité folle, un amour immodéré de liberté et de gloire, et un besoin toujours croissant d'agir, de jouer un rôle, et de s'écarter du repos, vu avec plus d'horreur que la mort.

Ses victoires dans la Vendée, et en face des ennemis de l'extérieur, devenaient des gages, aux soldats, de trouver des lauriers avec lui; aux républicains, qu'il ne pactiserait pas avec le royalisme. Nul mieux que lui ne servirait à ceux déterminés à maintenir les institutions actuelles. Toute sa vie passée s'offrait pour garant de son avenir, et elle n'avait jamais laissé percer cette ambition, qu'à tort ou à raison on croyait déjà reconnaître dans Bonaparte. Il touchait d'ailleurs presque à Paris; il s'y rendrait pour ainsi dire en quelques heures, tandis que des semaines entières se succéderaient avant que les drapeaux de l'armée d'Italie flottassent seulement en-deçà des Alpes.

Barras voyait toutes ces choses; Barras, qui ne recourait à Bonaparte qu'à contre-cœur, se décida, avant de rien arrêter avec ses collègues, de gagner Hoche, sauf après à se justi-

fier auprès de Bonaparte, en accusant la volonté des deux autres directeurs. En conséquence, il dépêcha, vers ce général, R....., dont j'ai parlé au commencement de cet ouvrage; R....., son âme damnée, ai-je dit, et qui depuis l'a été de nombre d'autres. R....., en s'embrouillant à dessein dans un flux de paroles, tourna si bien Hoche, qu'il le décida à servir le directoire contre les conseils. Hoche demeura convaincu de l'accord des directeurs à son sujet; ne demanda d'autres preuves qu'une lettre de Barras, et, une fois déterminé, s'engagea dans cette intrigue avec toute la véhémence de son caractère.

Tout concourait au succès de cet accord. Hoche avait le commandement général d'une expédition que le gouvernement français prétendait diriger contre l'Irlande. Les préparatifs nécessaires s'étendaient du Texel à Brest. Vingt mille hommes de l'armée de Sambre-et-Meuse en seraient détachés pour aller s'embarquer à Brest. Ils traverseraient le territoire de la république, et dans le trajet il était facile de les rapprocher tellement de Paris, qu'on pût les y jeter si l'opportunité de la chose le demandait. Hoche prit sur lui

de les faire dévier de la ligne d'étape; en même temps il retint deux millions de contributions, frappées sur les pays situés entre le Rhin et la Meuse; de telle sorte qu'il en fit, à ses périls et risques, un fonds libre à la disposition du directoire.

Voilà où l'affaire en était, tandis que Bonaparte se croyait seul investi de la confiance du gouvernement, et appelé à venir défendre la cause de la patrie avant tous les autres généraux en chef, ses émules et ses rivaux.

Ce n'était pas uniquement avec Hoche et Bonaparte que Barras jouait au plus fin; il nouait en même temps dans l'intérieur une autre intrigue plus adroite, et que le succès couronna. Le ministère en pied ne pouvait être maintenu dans son intégralité. Plusieurs membres parmi ceux qui le composaient ne convenaient à aucun des partis, et parmi les autres il en était que, si un parti voulait les conserver, l'autre s'obstinerait à les jeter à terre.

J'ai déjà parlé de ceci; je crois devoir y revenir pour plus de clarté; les clichiens auraient laissé volontiers en place le ministre de la police Cochon, et Petiet le ministre de la

guerre, et Bénezech celui de l'intérieur, tandis que les quatre autres leur étaient insupportables; ils les redoutaient sans les estimer, et, ne pouvant les gagner, il fallait les perdre.

Le triumvirat directeur, par un sentiment contraire, avait en haine ces trois ministres; les deux premiers moins comme portés au royalisme qu'en leur qualité d'amis de Carnot. Petiet ne faisait rien dans son département sans le consulter, sans même prendre ses ordres. Cochon marchait également avec lui dans une étroite intelligence, et Barras, en outre, ne lui pardonnait pas d'avoir pris avec le seul Carnot les mesures nécessaires lors de la conjuration de Brottier, et auparavant, lors de celle dite du camp de Grenelle. Quant à Bénezech, il possédait un de ces caractères qui, pouvant s'accommoder des opinions de tout le monde, restent en butte aux méfiances de tous. Il avait sans doute des connaissances variées, de la capacité, de la vivacité dans son travail, des vertus supérieures, mais un laisser-aller tel, qu'il aurait administré également bien sous les ordres d'un roi ou d'un comité de salut public. Cette facilité de mœurs politiques inspirait des craintes au trio directorial,

qui ne pouvait regarder comme à soi un homme prêt à appartenir aux autres. Il fut donc au nombre de ceux dont on voulut se séparer.

Après lui venait l'amiral Truguet, homme de courage, de vertu, de mérite. Il avait une haute expérience maritime; et, lieutenant de vaisseau dès 1779, il avait fait toutes les campagnes de l'Inde avec Le Bailly de Suffren, dont il était connu et particulièrement estimé. Il transporta en 1788 sur son bord M. de Choiseul-Gouffier à Constantinople, et reçut de cet ambassadeur, ami des arts, la commission, à son retour, d'aller renouveler en Égypte, avec les beys maîtres du pays, les traités de commerce qu'ils avaient faits avec la France. Il n'émigra pas; ses principes s'y opposèrent : il embrassa avec chaleur ceux de la révolution. Élevé au grade de contre-amiral, il commanda en 1792 l'escadre sortie de Toulon, et destinée à seconder par mer les opérations militaires du général Anselme dans le comté de Nice. Au mois de décembre de la même année, il faisait partie de la flotte que l'amiral de Latouche Tréville conduisit devant la rade de Naples, et qui épouvanta si fort la

cour des deux Siciles. Il fut envoyé au commencement de 1793 pour tenter de conquérir la Sardaigne. Sa flotte consistait en vingt-trois bâtimens de toutes grandeurs, et n'était pas suffisante pour qu'il pût réussir complètement. Il débuta par s'emparer de l'île de Saint-Pierre, bombarda Cagliari; mais, repoussé dans la descente qu'il tenta, et ses vaisseaux battus par une tempête violente, il dut effectuer sa retraite. On lui en sut mauvais gré; on l'accusa injustement de trahison et d'ignorance. La victoire même n'était pas suffisante pour sauver du soupçon en ces temps désastreux.

Le républicanisme très-prononcé de l'amiral Truguet engagea le directoire à lui confier le ministère de la marine, qui, sous le rapport de la science locale, ne pouvait être en de meilleures mains. Mais sa tendance au jacobinisme le rendit odieux à la majorité du conseil des cinq-cents. Il y fut attaqué avec violence, principalement par Vaublanc : ce député n'hésita pas à prétendre qu'il avait trompé les conseils et la nation en faisant un faux exposé sur la situation de Saint-Domingue. On ne s'arrêta pas là, et presque chaque

jour on renouvelait contre lui des accusations opiniâtres et virulentes. Les formes toutes empreintes de la rudesse maritime du ministre Truguet rendaient son abord peu agréable : il ne craignait pas de blesser l'amour-propre de ceux qui venaient à lui ; et que l'on fût représentant du peuple, marin ou simple citoyen, l'accueil brusque était toujours le même. Et dans la société, et chez les administrateurs surtout, ce qu'on souffre le moins, c'est l'impolitesse : on excuse un refus enveloppé de bienveillance, on regarde presque comme un outrage le service rendu brutalement.

Des plaintes sans nombre s'élevaient donc contre Truguet ; elles furent poussées si loin, que, bien que le directoire fût persuadé de l'excellence de son mérite et de la fermeté de son républicanisme, il consentait à le congédier, l'immolant en forme d'holocauste au mécontentement universel : lui-même, a-t-il prétendu depuis, était las du ministère ; il préférait la douceur des ambassades, et tournait ses vues du côté de celle d'Espagne ; c'était à cette époque la plus lucrative. Truguet, lui, ne voulait aller à Madrid que pour diriger la marine es-

pagnole dans un sens propre à seconder un plan qu'il avait formé dans le but de ruiner la puissance des Anglais dans les Indes.

Restait Charles de Lacroix, petit administrateur à la tête du département des relations extérieures, et qui aurait été un excellent chef de division dans ce même ministère; homme de peu de moyens, de science à peu près nulle, sans aucune représentation personnelle, et dont on se moquait partout. Or un fonctionnaire en butte à la raillerie doit quitter son poste, car des sifflets au mépris il n'y a qu'un pas. On ne connaissait enfin à Charles de Lacroix qu'un titre à son portefeuille, son vote régicide.

Le directoire, quoique d'ailleurs il dût être certain de lui, en aurait fait bon marché dans un traité de paix avec ses adversaires, et, sans qu'on le lui demandât, était décidé à s'en débarrasser. D'ailleurs il y avait derrière lui, prêt à se mettre en son lieu et place, un personnage bien autrement important, Talleyrand Périgord.

Celui-ci, grâce à la dextérité de sa conduite, était parvenu à plaire à tous ceux vers lesquels il avait manœuvré. Bonaparte, Barras,

Rewbell, La Révellière même, oui, Talleyrand avait empaumé jusqu'à celui-ci, et sait-on comment? Il causait un jour avec lui; on en vint bientôt à la théophilanthropie, que le directeur aurait été chercher aux antipodes; Talleyrand tout-à-coup quitte le ton ordinaire de la conversation, et prenant celui d'un inspiré :

« C'est une grande idée..... sublime..... divine..... consolante..... c'est le complément de tous les cultes... Ah! citoyen, si on osait...! »

Et le fin seigneur, après un demi-soupir, moitié avoué, moitié caché, rentra dans le texte qui était sur le tapis.

Le pauvre La Révellière jubilait; sa joie faillit à le faire mourir sur la place. Faire la conquête à la théophilanthropie de Maurice de Talleyrand Périgord, ancien évêque d'Autun, quelle victoire! quel triomphe! On pouvait l'espérer, après ce qui lui était échappé. Aussi, dès ce moment, La Révellière devint son partisan déclaré dans le directoire, et le soutint tant qu'il put et tant que l'autre prolongea cette mystification de bonne compagnie. Talleyrand avait plus d'une corde à son arc; il s'était fait admettre au cercle constitutionnel

fondé par Benjamin Constant, alors à la solde du directoire; et là, prenant souvent la parole, y soutenait tous les actes du pouvoir exécutif avec ce dévouement qu'il a toujours manifesté envers ceux auprès desquels il a son chemin à faire, sauf à le leur retirer tout aussitôt que le chemin est fait. Bonaparte non plus ne lui était pas contraire, mais il n'avait pu gagner Carnot.

Lorsque l'on agita pour la première fois dans le conseil des directeurs l'admission de Talleyrand au ministère, à peine son nom eut-il été prononcé par La Révellière, qui, en cette occasion, servit de compère à Barras, que Carnot fit un bond sur son siége, et un juron énergique lui échappa.

« Quoi! s'écria-t-il, ce c..... de prestolet, ce finaud qui nous vendra tous en pleine foire les uns après les autres, pour peu qu'il y trouve du profit!

— Eh! qui a-t-il déjà vendu? demanda La Révellière de mauvaise humeur.

Carnot. Qui? son Dieu d'abord.

La Révellière. Il n'y croyait pas.

Carnot. Pourquoi le servait-il? Son ordre ensuite.

La Révellière. C'est par philosophie.

Carnot. Par ambition, crois-moi. Son roi enfin.

La Révellière. Est-ce à nous à lui en faire un crime?

Carnot. Écoute, La Révellière, compare-moi au diable, j'en rirai; mais je me fâcherai si tu me mets en ligne avec cet homme-là.

Barras. Des préventions particulières doivent disparaître en présence de l'intérêt commun. Le citoyen Talleyrand a une réputation très-étendue dans le monde diplomatique; il sera bien vu de tous les cabinets de l'Europe, et son habileté secondera nos efforts.»

Carnot, là-dessus, s'emporta encore; mais la majorité le battit, et on décida que l'ancien évêque d'Autun prendrait part au gouvernement de la république française.

Quant à Merlin, ministre de la justice, le directoire avait pris la ferme résolution de le conserver : il n'avait pas à craindre que celui-là pactisât jamais avec les royalistes, et on aurait, il est vrai, trouvé difficilement un plus savant jurisconsulte; sa science contrebalançait ses mauvaises qualités.

Ramel de Nogaret, ministre des finances,

et autre régicide, possédait au plus haut degré, et à juste raison, la confiance du directoire. Sévère envers les comptables, il avait le droit de l'être à cause de sa rigoureuse probité. C'était un homme taillé à la romaine, du temps des Fabricius; républicain d'intérêt et de sentiment, qui vécut sous l'empire sans vouloir se rapprocher du souverain, et qui, depuis le 18 brumaire, conserva dans son salon une statue de la liberté, couverte d'un voile noir. Financier de première classe, il fut le digne précurseur de Gaudin, non qu'il fût sans défauts, sans faiblesses; mais enfin on en aurait peu trouvé de plus capable et point de plus désintéressé. Je ne peux concevoir comment Barras lui souffrait cette vertu. On n'eût, à aucun prix, renoncé alors à sa coopération, et, quoique les conseils le poursuivissent avec acharnement, ils ne devaient pas espérer qu'on le leur abandonnât.

Cependant, si tous les députés n'avaient pas la pensée de repousser le pouvoir directorial pour y substituer celui du roi, une forte fraction prétendait au renversement du ministère; ceux-ci se raccordèrent avec Car-

not et Barthélemy, dont la personne leur plaisait, et ils tâchèrent tous ensemble de marcher vers le but convenu. Il consistait à ne point retirer la direction de leurs portefeuilles à Benezech, Cochon et Petiet; à chasser les ministres des finances, de la justice, des relations extérieures et de la marine. Carnot ne demandait pas mieux, puisqu'on lui laissait ses créatures, qu'il appelait ses amis; mais pour cela il fallait avoir dans le directoire la majorité, et celle-ci était opposée à ces changemens ministériels. Le gain d'une seule voix porterait vers lui cette majorité indispensable; Carnot essaya de se la procurer.

Il avait moins de confiance en la capacité de La Révellière, et ce fut vers lui qu'il se tourna, se flattant de le gagner avec moins de peine que les deux autres. Carnot se trompa. La médiocrité est opiniâtre, c'est ce qu'elle appelle être énergique. Elle prend la tenacité pour de la force, et, comme ses lumières sont peu de chose, la raison parvient rarement à l'entraîner. La Révellière d'ailleurs suspectait Carnot, à cause de sa supériorité positive, et de telle sorte, que tous les efforts que Carnot essaya pour l'entamer furent en

pure perte. Vainement détacha-t-on vers lui un de ses intimes, un ancien membre de l'académie des sciences, Faujas-de-Saint-Fond, savant du premier ordre, bon géologue, et que La Révellière cultivait avec plaisir. Celui-là, charmé d'entrer pour quelque chose dans une intrigue politique, mit jusqu'à de l'obsession dans ses prières. Il ne réussit pas mieux que l'autre directeur, et en réponse aux menaces que le savant ne craignit pas de lui faire, il répliqua :

« Vos instances sont inutiles; vous ne nous ferez pas frayeur ; et au jour où les conseils nous attaqueront, ils nous trouveront prêts. Nous vous tuerons, mais politiquement ; vous voulez notre sang, nous ne verserons pas le vôtre; on vous mettra seulement dans l'impossibilité de nuire à la république. »

Après de telles paroles, il ne fallait plus rien attendre de La Révellière ; et néanmoins comment agir sans la majorité? On se convainquit qu'une attaque sentimentale dirigée contre Rewbell aurait encore moins de succès, et en désespoir de cause on se rabattit sur Barras. Je tiens de ce directeur tous les détails de cette intrigue ; il se plaisait plus

tard à me les raconter, le succès qu'elle avait eu l'aveuglant sur le rôle qu'il avait joué, et qui ne me paraissait pas honorable. Il appelait cela une ruse de guerre diplomatique; je n'y voyais, moi, que de la franche duplicité. Je vais le laisser parler lui-même, afin d'animer davantage la narration.

« Tandis que je machinais assez habilement contre les conseils, voici que dans les conseils on se mit en tête de me faire travailler contre moi-même; c'était me traiter avec peu d'honneur. Le bon Barthélemy, qui ne doutait de rien, s'imagina que je céderais aux fantaisies des ennemis du directoire. En conséquence, on mit après moi l'un de mes amis, l'amiral Villaret-Joyeuse, que je voyais beaucoup, et avec qui je causais en pleine sincérité. J'aime à croire que Villaret ne comprenait pas bien le fond de sa mission; que, s'il l'eût aperçu, il se serait refusé à me porter à mon suicide. Le voilà donc à mes trousses de concert avec Barthélemy; ni l'un ni l'autre ne laissent entrevoir d'arrière-pensée. On ne parle que du bien public, selon l'usage; on veut l'avantage unique de la nation; et, pour l'atteindre dans la circonstance présente, il

faut conserver les ministres de l'intérieur, de la guerre et de la police, en même temps de se débarrasser des citoyens Ramel, Truguet, Merlin et de Lacroix.

« A mesure qu'on me développait ce plan, je réfléchissais à la meilleure manière de le contredire. Je craignis qu'à mon refus on n'intriguât auprès de mes deux collègues, et qu'enfin l'un d'entre eux ne cédât. Je compris que toutes ces menées cesseraient aussitôt que le parti croirait avoir victoire gagnée, et qu'il ne douterait pas l'avoir obtenue si je me rangeais de son bord. D'après ce raisonnement, je me décidai à mystifier complètement messieurs les royalistes. Je répondis à Villaret-Joyeuse en termes qui lui laissèrent espérer de finir par me gagner à la cause dont il était l'agent sans le savoir. Lui et Barthélemy revinrent à la charge; je continuai à mollir. Les instances redoublèrent d'énergie, et moi, à la fin, me laissai persuader. Ce fut pour eux un beau moment. Il fut convenu que les ministres haïs du parti seraient congédiés; j'y mis pour condition unique un retard nécessaire à mon projet particulier. On me l'accorda, mais l'impa-

tience de ces messieurs ne put le laisser prolonger; on me pressa de nouveau de tenir l'engagement que j'avais pris.

« Alors je me plaignis de la virulence avec laquelle les journaux de l'opposition attaquaient le directoire en masse, et moi personnellement; je demandai pour épingles de ma défection qu'on les fît taire; on le fit, et j'y gagnai que nous pûmes respirer en repos, et que ce silence de nos ennemis laissa croire au peuple qu'enfin ils reconnaissaient la bonté de notre administration.

« Il était cependant impossible que les choses se maintinssent long-temps en cet état; il fallait en venir à une solution complète. Nous nous concertâmes entre Rewbell, La Révellière et moi, sur les choix à faire pour remplacer les cinq ministres dont nous consentions à nous défaire; deux par concession autant à nos amis qu'à nos adversaires, Truguet et Lacroix; trois par mesure de prudence, Bénezech, Cochon et Petiet. Il fut résolu que le ministère de la guerre serait donné au général Hoche, en forme de récompense, et seulement pour le flatter dans son amour-propre, puisqu'il ne pourrait l'accepter à cause de son âge

(29 ans; il en fallait trente révolus pour devenir ministre); qu'on le remplacerait presque aussitôt; et nous nous promîmes de bien convenir plus tard de son successeur.

« Les relations extérieures devaient être confiées à Talleyrand; nous nous y étions engagés tous les trois envers le cercle constitutionnel, dont il était une des plus fermes colonnes, et d'ailleurs on ne pouvait faire un meilleur choix. Nous voulûmes mettre à la marine la vertu en personne, aussi ce portefeuille fut-il réservé à Pleville le Peley. Vous avez vu avec toute la France comment il a répondu noblement à notre intention. François de Neufchâteau, homme de lettres, d'humeur douce, et rempli du désir de bien faire, était destiné à l'intérieur. Il y parut un peu ginguet peut-être, mais enfin il n'y fit pas de mal, et on n'a pu justement se plaindre de lui. Lenoir Laroche, à la police, ne pouvait être menaçant pour personne. On lui savait de l'instruction, du patriotisme, des opinions modérées, tout ce qui peut rendre respectable un ministère qui, pour avoir de la considération, doit-être si fort soutenu par celle attachée à l'administrateur qui l'occupe; enfin

notre travail, j'ose le croire, présentait un résultat satisfaisant, et depuis, à aucune époque, on n'a vu un ministère composé d'hommes aussi probes, aussi spéciaux. Il fallait que l'esprit de parti dominât étrangement pour que ces nominations parussent inconvenantes. Nous étions à la veille de tenter un grand coup, et nous tenions à le justifier par le personnel des collaborateurs que nous nous donnerions. »

CHAPITRE VI.

Suite du récit de Barras. — Détails curieux et inédits de la séance de nomination du ministère de juillet 1797. — Comment Carnot cherche à la rompre. — Rude réplique de Rewbell. — Carnot et ses amis. — Petiet lui apprend la marche inconstitutionnelle des troupes de Hoche. — Scène chez Tronçon Ducoudray. — Mesures acerbes proposées. — Pichegru les fait rejeter. — Fin du récit de Barras. — Hoche est surpris par Carnot. — Il élude de répondre. — La Révellière vient à son secours. — Sa colère contre Barras. — Ce qu'il lui dit. — Mot du directeur. — Intrigues à la suite: — Barras et ses collègues s'abandonnent à Bonaparte. — Quelques royalistes. — Duc de la Trémouille. — MM. de Frotté et de Bourmont. — Le prince de C... — Causes du mal que l'abbé de Montgaillard a dit de Cambacérès. — Madame de Saint-Paulet. — Mot dur de Richer Serisy touchant Garat.

« Tout ceci arrêté, continua Barras, nous attendîmes nos deux collègues. Ils étaient pleins de confiance dans le succès de leurs manœuvres, puisque j'y prenais part, et on fixa au 17 juillet la séance où le ministère serait renouvelé. Les conseils voulaient mettre Villaret-Joyeuse à la marine, Pichegru aux relations extérieures, Gaudin aux finances, et

Pastoret à la justice. Consentir à nommer de pareils hommes était rappeler sur-le-champ les Bourbons, et nous n'en voulions pas, moi du moins, encore; car pour consentir à leur rentrée, je voulais des garanties que l'on ne m'aurait pas accordées avant le 18 fructidor.

« Il nous revenait, par les rapports de notre police cachée et en dehors de celle que Cochon dirigeait, que les royalistes se préparaient à une attaque ouverte; elle suivrait immédiatement l'entrée en fonction des ministres nouveaux. Nous prîmes des précautions, mais moins fortes que plus tard, très-assurés alors que le parti, à l'heure de son désappointement, perdrait une forte portion de sa vivacité.

« La séance commença par une sorte d'allocution de Rewbell, qui demanda à ses collègues, au nom de la patrie, d'en finir avec les intrigans, en rumeur de tous côtés pour influencer le choix des ministres à nommer. Chacun de nous topa à son invitation. Barthélemy et Carnot, avec non moins d'empressement que La Révellière et moi, tant ils croyaient leur partie bien liée. On convint d'aller tout de suite au scrutin, et qu'il serait secret. En conséquence, nous voilà faisant nos

bulletins, et moi évitant les regards d'intelligence que Barthélemy ne cessait de m'adresser.

« On mit d'abord Truguet sur le tapis ; cinq billets prononcèrent son renvoi. Cette unanimité causa à Carnot quelque surprise. On passa à Charles de Lacroix, que nous congédiâmes avec le même accord. Oh ! à cette fois, Carnot, dans sa vivacité satisfaite, ne put s'empêcher de chanter un hymne de bonheur de la touchante union qui régnait dans le directoire. Il s'était un peu trop pressé ; le troisième scrutin le lui prouva. Petiet, qui le suivit, partit à la majorité de trois voix..... Étonnement de Carnot et de Barthélemy, qui, tous les deux, m'interrogèrent avec des yeux désappointés. On continua..... La même majorité renvoya pareillement Cochon et Bénezech, et maintint Merlin et Ramel.

« Chaque résultat du développement des bulletins devenait un autre coup de poignard pour mes deux collègues. Ils ne purent plus douter de ma défection. La colère, l'embarras, éclatèrent sur leurs traits ; tous leurs plans étaient confondus, et leurs espérances détruites. Ils auraient voulu pouvoir m'étouffer. Je riais sous cape de leur désespoir et de cette

colère impuissante; j'avais déjoué le complot de nos ennemis. Ce succès me dédommageait de la perte de leur confiance. Carnot, reconnaissant que la majorité du directoire était fortement unie, se mit à dire, lorsque le sort de chaque ministre en pied eut été fixé, qu'il n'était pas préparé à nommer sur-le-champ les remplaçans de ceux qui devaient sortir. C'était une ruse au moyen de laquelle, en reculant les choix à faire, il se flattait de se procurer les ressources de les influêncer; mais nous n'étions pas venus là pour ajourner, et ainsi peut-être laisser échapper cette partie de notre victoire. Rewbell se hâta donc de lui répondre :

« Est-ce raisonnable ce que tu dis là? Quoi! tu destitues un fonctionnaire aussi éminent qu'un ministre, et tu n'as pas ton opinion fixée sur son successeur? Cela ne saurait être; et si c'est ainsi, tant pis pour toi. Quant à nous, qui sommes venus après avoir tout médité, nous n'aurons pas besoin de délai; et, si la majorité le veut, nous poursuivrons cette opération importante. »

« Puis, sans donner à Carnot le loisir de répliquer, Rewbell nous demande notre avis; il

fut conforme. Aussi Barthélemy lui-même, plus encore honnête homme qu'homme de parti, convint de la justesse de l'observation du président, et force fut à Carnot, qui pâlissait, rougissait dix fois en une minute, de se laisser entraîner par la volonté de tous. Les nominations s'ensuivirent telles que je vous les ai annoncées plus haut. Nous en acquîmes une force extrême, et nos adversaires perdirent toute la leur. Je m'attendais à une explosion furibonde de la part de Carnot; elle n'eut pas lieu dans le moment. Il sortit dès que la séance fut levée, et, en la compagnie de Barthélemy, rentra dans son appartement, plus mort que vif, et ne sachant comment apprendre à ceux qui l'y attendaient la défaite de lui et des siens.

« Il y avait là Dumas, Lacuée, Émery, Siméon, Tronçon Ducoudray, et quelques autres. Pastoret, Vaublanc, Lemerer, Pichegru, étaient chez Barthélemy. On doit juger de leur indignation par leurs espérances passées. Ce fut dans les deux lieux un concert d'injures, d'imprécations sans pareilles. On se promit de me poursuivre sans relâche, de me punir, n'importe comment; mais de quelle façon réparer

cet acte qui renversait tant de mesures qui nous donnaient une si grande autorité? On ne put y parvenir dans le premier moment surtout; mais un éclair luisit, et l'on se confia à sa faible lumière.

« Petiet, instruit de son renvoi par Carnot, lui signala, en esprit de vengeance, l'irrégularité de la marche des troupes, qui, sous les ordres de Hoche, se rendaient du nord à Brest; déjà quinze mille hommes, choisis parmi les plus exaltés dans le parti républicain, étaient arrivés, et séjournaient inconstitutionnellement à La Ferté-Allais, ville en dedans du rayon où aucune portion de l'armée ne devait pénétrer sans une loi expresse; et de là jusqu'à Paris le trajet était de onze lieues, et le rayon de douze.

« Carnot, instruit de ce fait, en fit part à son tour à ses amis. Il soupçonna que la majorité du directoire, ayant pris cette résolution sans la lui communiquer, l'aurait au moins signalée sur le registre des délibérations secrètes. Il alla le visiter, ne l'y trouva pas, puisque Hoche avait agi de sa seule volonté, n'en fit pas moins une scène à Lagarde, qu'il accusa de trahison très-mal à propos, et

s'en retourna sans être plus instruit qu'auparavant.

« Cependant les royalistes ne perdirent pas une si belle occasion. Instruits que les constitutionnels, dont Carnot restait le chef, se réunissaient chez le député Tronçon Ducoudray, pour aviser à ce qu'il y avait à faire dans la circonstance, ils y envoyèrent Pichegru et Willot; celui-ci, avide de jouer un rôle sans trop en avoir les moyens, mais homme ardent, cervelle brûlée, et qui, peu de jours après, faillit nous faire courir un danger réel, tant il faut craindre ceux à qui le bon sens manque. La discussion était animée lorsque ces deux royalistes se présentèrent. On proposait d'employer la violence contre nous, au moyen de la garde des conseils, forte de douze cents hommes, de la garde nationale, que l'on se flattait de réorganiser par enchantement sans doute, car elle n'existait plus, et, enfin, du 21e régiment de chasseurs, commandé par Malo, tout dévoué à Carnot, et en haine contre moi et mes deux collègues, parce qu'il prétendait avoir sauvé la république, et que nous n'en convenions pas. La France était pleine de ces mouches du coche, de ces sauveurs qui ne

sauvent rien, et dont on ne rassasie jamais l'avidité inimaginable. Malo avait juré de nous punir, et on comptait sur sa colère.

« Croirait-on que celui qui se montra le plus opposé à ces mesures extrêmes fut Pichegru? Il ne voyait point là le triomphe des siens, et peu lui importait celui de la république. Il voulait que les constitutionnels, poussés à bout, se jetassent dans ses bras, et ils n'étaient pas encore prêts à le faire. En conséquence, il représenta le péril d'une démarche hardie, surtout presque en présence de l'armée de Hoche. Il opina pour qu'au préalable, et avant de rien tenter, on fît retirer ces troupes, disant qu'une fois qu'elles ne seraient plus là, on pourrait agir comme on l'entendrait.

« On se rangea à son avis; il partit avec Willot, charmé d'avoir éludé un mouvement qu'il n'approuvait pas, et nous lui dûmes le répit que les constitutionnels nous accordèrent. Ce n'est pas que de nouveau ils ne se réunirent toujours sous l'influence de Carnot; mais on ne décida pas davantage à quelle mesure on s'arrèterait, tant il est difficile à des réunions tumultueuses de se décider jamais à

rien, attendu que chacun prétend faire prévaloir son avis. »

Barras termina là cette partie de son récit, qu'il ne compléta pas, et pour cause. Une scène plus pénible lui fut faite, et celle-là il tenait à la cacher à la malignité publique; mais, comme à Paris on ne garde le secret sur rien, j'appris de Bonaparte, qui le tenait de La Révellière, ce que je vais maintenant raconter.

Hoche était venu à Paris dans le temps que ses troupes continuaient à se grouper en nombre en dedans du rayon constitutionnel; il avait cru, en traitant avec Barras, traiter au moins avec la majorité du directoire, et se tenait en repos de ce côté; mais Carnot, qu'on venait de rendre dupe si complètement, et qui vit Hoche rôder autour de lui, saisit une occasion favorable, et l'ayant mandé au directoire, dont, en ce moment, il avait la présidence, et où il se trouvait avec Rewbell et La Révellière, lui demanda d'avoir à s'expliquer en termes clairs et précis sur le mouvement menaçant de son armée.

Hoche demeura surpris d'une interpellation aussi brusque. Les regards qu'il jeta sur les

deux collègues du président les lui montrèrent animés seulement de curiosité, et attendant aussi son explication, tandis que lui les croyait instruits à fond du secret de cette affaire. La rudesse de Carnot l'étonna; il craignit de trop parler ou de se taire, et essaya de se sauver par de faux-fuyans. Il entama un long narré de tout ce qui composerait l'expédition d'Irlande, et termina par dire qu'il avait besoin de toutes les forces disponibles de son armée pour conduire cette entreprise à une heureuse fin.

Carnot se récria sur cette excuse, prétendit que les quarante-trois mille hommes rassemblés déjà sur la côte de l'Océan suffiraient et au-delà. Il revint à exiger une raison meilleure pour colorer un tel attentat contre la constitution. Hoche alors déclara qu'il n'avait donné aucun ordre pour qu'on entrât dans le rayon, et que ce fait résultait sans doute de quelque malentendu des commissaires des guerres. Carnot rétorqua de nouveau cet argument, et, par son insistance, augmentait l'embarras de Hoche.

Hoche ne savait comment se sortir de ce mauvais pas, lorsque La Révellière, qui commen-

çait à se douter d'un mystère dans l'intérêt du triumvirat directorial, crut devoir venir au secours du général. Il prit la parole, l'invitant à se rassurer, que nul dans le gouvernement ne soupçonnait l'excellence de ses intentions; qu'on ne voulait pas le prendre par surprise; que, s'il avait d'autres explications à fournir, des documens à présenter, on lui donnerait le temps de les rassembler ; qu'en conséquence, le directoire l'ajournait à sa prochaine réunion; et tout d'un temps, ayant fait à Rewbell un signe convenu entre eux chaque fois que leur intérêt exigerait que la séance prît fin, il se leva, ainsi que son collègue, laissant Carnot désolé qu'on lui enlevât sa victime des mains, et Hoche rempli envers lui de reconnaissance pour un pareil service rendu si à-propos.

Hoche, peu de minutes après, se rendit chez La Révellière, et, sachant qu'il était là en maison amie, entama avec lui un éclaircissement réciproque, terminé à leur étonnement respectif. Ils surent les démarches de Barras, dont il n'avait dit mot à aucun de ses collègues, se réservant sans doute, soit de prendre sur lui les honneurs du succès, soit de nier sa co-

opération, en cas de mésaventure. Hoche, qu'il plaçait par là sous le couteau de la loi, éprouva une vive indignation de cette conduite tortueuse; il s'emporta, jurant qu'il se vengerait, et mit tant de chaleur dans ses imprécations, que La Révellière, uni à Rewbell, s'en effrayèrent, et ne le laissèrent sortir qu'après en avoir obtenu le serment qu'il se contiendrait envers Barras, et respecterait en lui le premier magistrat de la république. Il eut beaucoup de peine à s'engager à cette modération; mais enfin on lui fit observer que, n'ayant pas de preuves, il se placerait dans une position difficile, et qu'en ayant d'ailleurs, il ne ferait que fournir des armes aux ennemis de la révolution.

Malgré ces considérations puissantes, Hoche ne put se retenir complètement; il alla vers Barras, qui ne savait rien encore de ceci, et il s'ensuivit une scène des plus orageuses. Barras, confondu, louvoya; Hoche lui dit, et il le répéta à La Révellière :

« Vous vous êtes adressé à moi comme au défenseur de la patrie, et vous avez fait de moi un traître, ou tout au moins un intrigant. J'ai cru obéir au pouvoir exécutif, et je ne faisais

que manœuvrer dans l'avantage d'un seul homme. Mon honneur est compromis, ma loyauté est maintenant douteuse; tout cela est votre ouvrage : un jour viendra où je vous en demanderai compte. »

Et, ces derniers mots achevés, il s'éloigna précipitamment, laissant Barras dans un accès de colère honteuse qu'on se représenterait difficilement. Il lui échappa de dire :

« Ou toi ou moi. »

Ceci amena des explications, des allées et venues sans fin, entre les trois directeurs d'une part, Hoche de l'autre; et puis quand, à force de caresses, de soumissions, on en eut fini entre soi, il fallut recommencer le même manége vis-à-vis des deux autres directeurs, qui insistaient pour qu'on mît Hoche en jugement. On tenait à ne pas trop les courroucer encore; on redoutait un éclat public, et on fit tant que, si on ne les contenta pas en entier, du moins on les calma pour le moment, et c'était le principal.

Je vis Barras fort peu pendant ces agitations intérieures; je lui trouvai toujours l'air soucieux, de mauvaise humeur. Un soir cependant que la chaleur était étouffante, il des-

cendit dans son jardin particulier, où je me promenais avec Bottot. Il m'aperçut, vint à moi, et, rempli de son désespoir, car c'était là le mot :

« Ah! me dit-il, écrivez à Bonaparte que je me lie à lui sans retour. Hoche est un insolent, un malheureux qui abuse de ma position pour agir avec moi comme il n'agirait pas envers le dernier des hommes... Si je n'étais que le vicomte de Barras, il aurait ma vie ou moi la sienne; mais je suis lié par de trop grands intérêts... Il le sait, et sa jactance... Il me le paiera... Je me vengerai, car je ne suis pas de marbre; il saura ce que c'est que d'outrager un Provençal. »

J'engageai Barras à se modérer : cela lui était impossible. Hoche continuait à se plaindre, à menacer, il allait publier des lettres qui compromettraient Barras et le directoire, et Barras ne pouvait digérer cette dernière avanie. Je compris dès ce moment que Hoche devrait se bien tenir, s'il voulait éviter mauvaise aventure.

Barras poursuivit; il m'annonça que ses deux collègues et lui, voyant maintenant qu'il n'y avait plus moyen de se servir de Hoche, à

cause de l'éclat qui venait d'avoir lieu, se déterminaient à recourir à Bonaparte, et que, si ce dernier ne venait pas, ce qui ne se pouvait guère, il aurait à envoyer un de ses généraux, comme il l'avait proposé, pour tenir sa place. Ceci amena d'autres combinaisons que je ne tarderai pas à décrire, après que, pour me conformer à l'ordre des temps, je serai revenu aux événemens qui eurent lieu à Paris dès après la nomination du nouveau ministère.

Celle-ci consterna dans le premier moment le parti royaliste, alors au grand complet à Paris. Il se renforçait particulièrement de trois hommes très-connus, du prince de La Trémouille, du comte de Bourmont, et du comte de Frotté; ces deux derniers députés des royalistes de l'ouest, et le premier possédant la confiance du frère unique de Louis XVIII. M. de la Trémouille, avec beaucoup de royalisme, et animé des sentimens les plus nobles, n'en était pas moins écrasé sous sa nullité complète. Je déplorais de voir la cause pour laquelle il voulait combattre confiée à de si faibles mains. Ce sont de pareils hommes qui perdent les empires, lorsque leur coopération leur est demandée pour les conserver, et qui

du moins n'aident jamais à les reconquérir, lorsqu'une fois ils sont perdus.

Je n'en dirai pas autant de MM. de Frotté et de Bourmont, tous les deux remplis non seulement de courage et de zèle, mais encore de science politique ; tous les deux connaissant bien la position, en appréciant les chances, et ne se remettant pas uniquement à la protection du ciel et de saint Louis du soin de rendre aux enfans d'Henri IV son sceptre, qu'on leur avait arraché, parce que l'un et l'autre connaissaient la fable du *Charretier embourbé,* et avaient médité dessus. On sait la fin malheureuse de M. de Frotté, l'horrible trahison dans laquelle il tomba ; on sait la part qu'une dame très en crédit au temps du directoire prit à ce guet-apens, dont je raconterai les circonstances avec des détails inconnus, si à l'*Histoire secrète du Directoire* je fais succéder celle de l'empire et de la restauration, ainsi que j'en ai le dessein.

Quant au comte de Bourmont, il a vécu, et, moins heureux que M. de Frotté, a compromis cruellement son honneur en 1815. Il se justifie, je le sais, de sa fuite à l'ennemi au moment de la bataille de Waterloo, mais,

mon Dieu, qu'il a choisi une heure fatale pour donner aux Bourbons cette marque de fidélité! Je désire qu'il trouve une circonstance favorable où il puisse réparer ce que le plus favorablement on peut appeler son erreur [1].

Ces trois personnages étaient admis dans l'intimité de la marquise d'Esparbès, avec un quatrième, dont la conduite a été si infâme, que, bien que les fautes soient personnelles, je ne peux me décider à le nommer, à cause de sa respectable famille, digne de notre estime par ses vertus et sa loyauté. Le prince de C..., digne pendant des princes Charles de Hesse et de S..., avait promené dans l'étranger, en Angleterre, en Espagne, en Germanie, son inquiétude, ses vices et sa mauvaise réputation. Chassé de tous les pays de l'Europe, odieux à ses proches, repoussé par son propre père, il était rentré en France au prix du plus coupable arrangement; vendu à la police du directoire, trahissant la cause royale, soutenue par les siens avec tant d'honneur

[1] L'expédition d'Alger a rempli le vœu de l'auteur, qui écrivait ceci en 1818.

(*Note de l'éditeur.*)

et d'énergie; il rapportait fidèlement, à ceux qui le payaient, beaucoup plus ce qu'il ne savait pas que ce qu'il savait. Un mensonge indigne ne lui coûtait pas pour soutenir sa triste importance et pour se procurer de l'argent.

Mais jusque là, signalé aux royalistes à l'extérieur par sa famille, indignée de sa conduite, il faisait peu de mal; rentré et perdu de vue par ceux qui auraient pu donner l'éveil, il s'impatronisa, à la faveur de son nom et des fonctions majeures que son père remplissait chez Louis XVIII, il s'impatronisa, dis-je, auprès des personnes bien pensantes de Paris, leur fit croire qu'il partageait leur opinion, et en retour en obtint la connaissance de toutes les particularités de la conspiration présente. Nul ne se défia de lui; et je dirai en son lieu comment il fut celui qui porta le plus rude coup à cette trame mal ourdie, sans doute, et qui néanmoins aurait peut-être réussi s'il ne s'était pas trouvé là.

En outre le prince de C..., il y avait en ce moment à Paris le comte de Montgaillard, que Bonaparte y avait envoyé, afin que de vive voix il racontât au directoire tout ce qu'il

savait de l'affaire de Pichegru. Cé diplomate secret ne pouvait plus, il est vrai, tromper les royalistes; mais il leur nuisit beaucoup. Je le voyais courant çà et là, de concours avec l'abbé, son digne frère, qui pompait les bourbonniens de l'intérieur avec beaucoup d'habileté; il se faisait présenter partout où il soupçonnait des ennemis au directoire; il avait particulièrement reçu de Barras la mission de surveiller Cambacérès. Le pouvoir exécutif craignait celui-ci, dont la modération et les talens supérieurs attiraient à la fois les yeux des royalistes et des constitutionnels; il était toujours le premier inscrit sur les listes des membres qui composeraient tout futur gouvernement. On savait que Louis XVIII lui faisait faire des cajoleries par Boissy-d'Anglas, et que, d'un autre côté, Bonaparte parlait de lui comme d'un homme qu'on ne devait pas laisser à l'écart. Il n'en fallait pas tant pour épouvanter le directoire, à qui la moindre réputation paraissait un colosse monstrueux, tant la leur était mesquine, étriquée et raccourcie.

L'abbé de Montgaillard avait donc reçu la mission de rôder en mouche autour de Cam-

bacérès ; il s'acquitta de cet emploi avec tant de persistance, que le célèbre jurisconsulte s'en aperçut, en prit de l'humeur, et, attendu que la sagesse elle-même a ses momens d'éclipse, ne sut pas se retenir, et un beau jour la bombe éclata. Lassé donc de rencontrer sans cesse sur ses pas l'abbé bossu et vigilant :

« Citoyen, lui dit-il, vous ne servirez plus dorénavant auprès de moi ceux qui vous emploient à me suivre, car je ne dirai rien de ce que vous pourrez entendre, et, afin de vous empêcher de voir ou d'agir, ma porte désormais vous sera fermée. »

L'abbé de Montgaillard, à la suite de ce compliment fâcheux, se sauva, en proie à une telle rage, que depuis il n'a jamais prononcé le nom de Cambacérès qu'en faisant des contorsions effroyables, et qu'en l'accompagnant de toutes les horreurs qu'il pouvait inventer. Il était lié d'amitié intime avec une dame de Latour-Saint-Paul, et chez laquelle plus tard je le rencontrais souvent. Nous nous divertissions à le mettre sur le chapitre de Cambacérès ; il ne s'arrètait pas. Madame de Latour, qui ne manquait ni d'esprit ni de ma-

nége, appelait cela *faire dégorger le venin des Montgaillard*; mettant néanmoins à part un troisième frère, dont elle me disait force bien, mais que je n'ai jamais connu.

Avec MM. de la Trémouille, de Bourmont, de Frotté, venaient les autres chefs de la conspiration qui ne faisaient point partie du directoire. Dans le nombre était Richer Serisy, enfin échappé à la poursuite du directoire et non rentré en paix avec lui; rendu à la liberté par l'acquittement du jury chargé de prononcer sur sa culpabilité, il continua avec véhémence la guerre de plume et d'actes qu'il avait commencée si chaudement. Ses amis avaient voulu le faire élire membre du conseil des cinq-cents par les électeurs du département de Seine-et-Oise, et lui-même, sous le nom de Clément, se désigna aux votes des hommes bien pensans, écrivit en sa faveur sous son nom, et ne put réussir. Garat, alors rédacteur de *la Clef du cabinet*, essaya de nuire à Richer; il le peignit comme l'un des adversaires les plus dangereux de la révolution, prétendant qu'il *fallait l'écarter à tout prix*. Le sens que Richer se crut en droit d'attacher à cette phrase le porta à dire :

« Voyez ce pauvre Garat, qui, depuis l'égorgement de Louis XVI, postule une place de bourreau en titre. Le voilà qui, en désespoir de cause, déclare se contenter de celle d'un assassin de nuit. »

La virulence des haines réciproques autorisait alors ces âcres récriminations. Aujourd'hui on met plus de politesse dans les querelles politiques, et on fait bien. Ni Garat, ni Richer, maintenant en présence, sans néanmoins s'estimer mieux réciproquement, ne s'attaqueraient en ces termes. Tout s'use, même la haine ; mais la vertu s'use auparavant, et la triste preuve nous en est acquise.

CHAPITRE VII.

Pichegru, chef des royalistes. — Séance du conseil des cinq-cents racontée par Ozun. — Discours d'Aubry. — Rapport de Pichegru. — Henri Larivière dénonce le directoire. — Barras interrompt Ozun à diverses reprises. — Tibeaudeau parle en faveur du directoire. — Boissy d'Anglas s'exprime à son tour. — Message des directeurs. — Proposition hostile de Pontécoulant. — Elle est adoptée. — Barras m'amène dans le jardin du Luxembourg. — Notre dialogue. — Il me charge de faire à Pichegru des offres d'accommodement. — Détails curieux. — Un cercle chez Barras. — Colloque entre Chénier et moi.

Pichegru était l'âme de la conspiration ; néanmoins, tout en la dirigeant, il ne s'y livrait pas dans sa plénitude. Réservé, mystérieux, couvrant son ardeur sous une froideur apparente, il lui suffisait de tenir les principaux fils, et il abandonnait à de plus téméraires les détails et ce qu'ils avaient de dangereux. Il continuait là parfaitement son rôle de général d'armée qui se tient en arrière pour ne pas exposer en sa personne le salut de tous, et qui donne ses ordres sans prendre le soin de les exécuter par soi-même. Peu des

conjurés traitaient directement avec lui; un plus petit nombre encore étaient admis dans sa confidence, ceux-là pouvaient s'en glorifier.

Cette conduite réservée rehaussait la position de Pichegru; ceux de son parti ne doutaient pas du succès sous sa conduite. Ceux du parti contraire craignaient de perdre la victoire, puisqu'il fallait nécessairement la disputer avec lui. Ces derniers, quelques espérances qu'ils eussent d'ailleurs dans leurs mesures, auraient bien voulu ne pas avoir à le combattre, et le directoire, avant que d'en venir au coup d'état qu'il méditait, se résolut à tenter la voie des négociations auprès de cet habile militaire.

Le 2 thermidor au soir, et chez Barras, dont je ne sortais plus, entra Ozun, l'un des nôtres; il revenait de la séance des cinq-cents, et, encore rempli de ce qu'il avait entendu, nous la raconta dans les termes suivans :

« Jamais, dit-il, on n'a montré autant d'exaspération et de male-volonté contre le directoire. L'attaque commencée hier au sujet de la marche des troupes a continué aujourd'hui avec encore plus de tenacité et d'a-

mertume. On a commencé par se quereller au sujet des émigrés, dont Bourdon voulait qu'on poursuivît la proscription. Il a trouvé une opposition nombreuse. Puis le président a dit : que l'ordre du jour appelait le rapport de Pichegru sur la réorganisation de la garde nationale..... Au même instant Aubry, l'un des membres de la commission d'inspection de la salle, demande la parole pour un fait important et d'urgence; elle lui est accordée, et la curiosité de tous, éveillée sur ce qu'il va dire, commande un silence univerel.

« Aubry revient sur les mouvemens inquiétans de l'armée de Hoche ; il désigne les lieux que divers corps occupent, qu'ils sont en flagrant délit ; il rappelle enfin l'article de la constitution qui interdit au directoire de faire passer des troupes à vingt lieues de distance de Paris sans y être autorisé par le corps législatif; que tout membre du directoire, que tout commandant de force armée, qui aura violé cette défense, qui aura donné ou signé l'ordre de le faire, est, au terme du code des délits et des peines , condamné à dix ans de fers. »

Barras, interrompant Ozun, se mit à dire avec sa légèreté naturelle :

« Citoyens, voyez-vous Hoche fauchant le grand pré en la compagnie du directoire ? Mais ce serait un spectacle nouveau, et dont aucun roi de l'Europe ne céderait sa part. »

Cette plaisanterie parut peu convenable ; nul ne la relevant, Ozun poursuivit.

Aubry a ajouté : « Le directoire ignore peut-être le fait que je vous dénonce ; il est de votre devoir de l'en instruire, afin de le mettre en mesure de vous donner des renseignemens. Je demande qu'il lui soit fait un message pour qu'il ait à vous rendre compte demain. « Aussitôt et de chaque partie de la salle on s'écrie : «Non pas demain, aujourd'hui, séance tenante.»

BARRAS. Ces *messieurs* étaient pressés.

OZUN. Aubry voulait qu'on vous obligeât à répondre sur les trois questions suivantes : 1° S'il est vrai que quatre régimens ont reçu l'ordre de se rendre à la Ferté-Allais ; 2° par quel ordre cette marche a eu lieu ; 3° quelles mesures il a prises pour en poursuivre les auteurs ? Le député Delarue lui a succédé à la tribune. Il a parlé dans un sens moins hostile.

pris votre défense, expliqué comment sans mauvaise intention le général Hoche, ou ses subordonnés, ont pu commettre cette faute, et après lui Pichegru a commencé la lecture de son rapport. Nous l'avons écouté avec un soin extrême; il est long, divisé en six titres, et il établirait la garde nationale sur des bases peu en harmonie avec les formes républicaines; car, si tous les citoyens peuvent en être, une portion seule serait mise en activité, et se composerait du choix de tous les inscrits; ceci amènerait la création d'une classe privilégiée.....

BARRAS *avec impatience.* Allons au fait, et revenez aux débats de la chambre.

OZUN. Ce que je disais en était le texte; à peine Pichegru a-t-il achevé son rapport, que Henri Larivière s'est précipité plutôt qu'il n'est monté à la tribune, en disant: « J'ai demandé la parole pour inviter le conseil à discuter sur-le-champ le projet présenté; cette discussion est d'autant plus pressée que le projet est plus urgent. Les circonstances où nous nous trouvons sont infiniment critiques. Il y a trois jours qu'on annonçait le renvoi des ministres qui ont mérité la confiance nationale. Hier encore on lisait à cette tribune

les calomnies atroces dirigées contre les cinq-cents dans un papier ministériel. Aujourd'hui enfin j'ai entendu annoncer à cette tribune qu'un corps de troupes marche sur Paris, et vient renverser la barrière sacrée que la constitution établit entre le corps législatif et la force armée. Si dans trois jours des nouvelles aussi surprenantes ont été données aux conseils, qu'apprendrons-nous demain? Je ne sais si mes alarmes sont vaines, mais je vois autour de nous tous les symptômes d'un trente-un mai. »

Barras. Ah! ah.

Ozun. A ces mots une vive agitation éclate dans la salle; vos amis témoignent leur mécontentement. La majorité applaudit par ses murmures de satisfaction. « Mais, continue Larivière, nous touchons aussi au 9 thermidor, et ce jour doit être funeste encore à la tyrannie. Cependant il est impossible de rester spectateur indifférent des événemens qui se pressent autour de nous. Le ministre de la police a été renvoyé au moment où il allait dénoncer les complots qui commencent à éclater. Il est remplacé par un homme qui n'a pas craint de salir les murs de Paris en les couvrant de placards calomnieux envers la

représentation nationale. Je suis bien éloigné d'imputer au directoire les manœuvres que je dénonce ; je sais qu'il lui appartient de renvoyer les ministres, et de les remplacer par des hommes de son choix. Mais c'est pour nous un devoir sacré de prémunir les citoyens sur les nouveaux malheurs qui les menacent, de frapper l'opinion publique, et de prendre des mesures propres à sauver la patrie. Je sais, avec tout Paris, que le directoire est en proie en ce moment aux divisions les plus funestes..... »

Barras, *frappant des mains*. Qui le lui a dit?... Est-ce d'ailleurs à répéter, à crier à toute l'Europe du haut de la tribune? C'est un maître imprudent que ce *monsieur* Larivière ? Ah ! nous nous rappellerons de lui..... Achevez, achevez; je veux voir jusqu'où il poussera l'audace.

Ozun. Cette assertion a excité dans le conseil une seconde tempête. Les cris *à l'ordre*, *il a raison*, se croisaient ; Dumolard, qui souffrait de ne pouvoir, en sa qualité de président, prendre la parole, s'en dédommageait par le carillon qu'il faisait avec sa sonnette. Les huissiers allaient criant : *paix là !* c'était un vrai

désordre. Enfin tout finit, et Larivière, impassible, s'est remis à pérorer : « Oui, je le révèle, Carnot n'était pas instruit de l'arrivée des troupes ; le ministre de la guerre n'en avait aucune connaissance, et c'est en cet instant que ce ministre a été renvoyé. Eh bien ! dans ces circonstances critiques, deux directeurs ont protesté contre ce renvoi ; je les sépare du directoire, comme ayant bien mérité de la patrie. Je leur vote des remercîmens pour la courageuse énergie qu'ils ont développée. Je le répète, les circonstances où nous nous trouvons sont critiques ; nous sommes entourés d'échappés des galères, d'amnistiés de la horde affreuse des hommes de Vendôme (les associés de Babœuf) ; dans la rue de Thionville un club médite le massacre ; des armes sont distribuées ; un ministre qui a dévoilé tous les complots est renvoyé ; des troupes arrivent à Chartres, à la Ferté-Allais ; cette nuit même il en est entré dans Paris. Deux membres du directoire protestent contre ces mesures ; ils déclarent hautement que leurs jours sont menacés : et nous resterions indifférens, et nous ne prendrions aucunes précautions, et, infidèles à notre mission, nous laisserions de nouveau planer

sur nos têtes un régime à jamais exécré! J'en ai dit assez pour vous faire sentir la nécessité d'organiser promptement les gardes nationales. Je demande qu'on discute le projet à l'instant même, et que les anciens soient invités par un message à ne pas désemparer avant d'en avoir reçu la résolution. »

Ozun, qui, au moyen de notes tachygraphiques, avait retenu tous les discours prononcés dans cette séance, et qu'il lisait devant nous, termina là celui de Henri La Rivière, dont la véhémence nous surprit. Il ajouta que son avis avait été chaudement appuyé. Barras écoutait, et commençait à n'avoir plus envie de rire; puis il dit :

« Mais R..... m'a conté que Thibeaudeau avait relevé ce monsieur.

Ozun. Oui, Thibeaudeau a pris votre défense.

Moi. Et dans quels termes? demandai-je, sachant que je ferais plaisir à Barras.

Ozun. Mes notes me permettent de vous les répéter; les voici : « Je ne viens point me dissimuler les justes inquiétudes manifestées à la tribune : je ne viens point endormir le conseil sur le bord du danger, ni lui inspirer une

sécurité trompeuse dans un moment critique ; car il n'en est pas de plus périlleux que celui où il existe entre les pouvoirs et les membres de ces pouvoirs des divisions funestes ; mais je suis bien loin de sonner le tocsin de l'alarme aux yeux de l'Europe, qui nous contemple, et à une époque où les plus importantes négociations sont ouvertes. Je ne crois point nécessaire de tirer l'épée, et, du haut de cette tribune, de faire éclater les dangers plus ou moins fondés que le corps législatif peut courir. Il y a des moyens puissans de s'en mettre à couvert; cette puissance n'est point dans l'organisation de la garde nationale. Quelque importante que soit cette mesure, elle serait trop tardive. Cette puissance est toute morale ; elle est dans l'accusation même que vous prononcerez contre des hommes assez audacieux pour comploter le renversement de la constitution et des mesures violentes contre le corps législatif. Oui, la représentation nationale a la force de faire exécuter le pacte social, et de frapper les magistrats qui conspirent. Mais pour cela il faut sonder nos maux, et y appliquer des remèdes constitutionnels et efficaces. J'aime à mêler mes

regrets à ceux qui ont été exprimés sur le renvoi des ministres. La patrie reconnaissante n'oubliera jamais les services qu'ils ont rendus ; mais je respecte les droits du directoire, jusqu'à l'abus qu'il peut en faire. Cet article doit donc être mis à l'écart ; toutefois, croyez-vous que le directoire se constitue en état d'hostilité contre vous ? Dans ce cas-là, je demande, non qu'on le fasse rentrer dans le devoir par une insurrection violente, indigne du corps législatif, mais qu'à la suite d'une dénonciation éclatante et signée, on frappe de la foudre nationale ceux de ses membres qui seraient coupables des attentats dénoncés. »

Barras. Malpeste ! *notre ami* ne nous veut guère plus de bien que Henri Larivière.

Ozun. Ne vous fâchez pas ; il ne pouvait détourner l'orage qu'en parlant ainsi. Il a dit ensuite : « L'arrivée des troupes dans les environs de Paris est un de ces faits qui appellent sur eux la vengeance des lois. La constitution a posé une barrière entre le corps législatif et la force armée. Si le directoire a rompu cette barrière, il doit être frappé ; et sur-le champ vous venez , à cet égard, de

prendre une mesure; vous avez adressé un message au directoire. Toute délibération doit être suspendue jusqu'à ce que vous ayez une réponse. »

Barras. A la bonne heure.

Ozun. Thibeaudeau a terminé par ces paroles : « Quant à la garde nationale, quoique sa réorganisation soit très-urgente, elle ne peut assez tôt être prête pour nous mettre à l'abri des attaques, si tant est qu'on en médite contre nous. J'aime à le dire, le corps législatif, fort de la confiance de la nation, saura, avec cette seule arme, déjouer tous les complots ourdis contre sa liberté. C'est la confiance dans nos propres forces qui fait notre force véritable. Je demande l'impression du projet et du rapport, et l'ajournement vingt-quatre heures après la distribution. »

Barras. Allons, j'avais eu tort de prendre d'abord la mouche contre Thibeaudeau; il est bien des nôtres; mais on m'a chanté que Boissy-d'Anglas avait beuglé sur un autre ton?

Ozun. Oui, il a paru moins convaincu de vos bonnes intentions; car, ayant à son tour occupé la tribune, il y a parlé en ces termes : « Je pense, comme Thibeaudeau, que la force

des représentans du peuple est dans la confiance publique. Mais nous ne pouvons nous dissimuler les inquiétudes et les justes alarmes qu'a fait naître le renvoi d'un ministre qui, pendant la session dernière, a déjoué trois complots, et qui, dans le moment actuel, tenait les fils de ceux qui se trament encore à l'instant où je parle. Les Tuileries sont remplies d'hommes féroces, qui ont joué un rôle dans les fureurs révolutionnaires. On y voit Léonard Bourdon, et Fournier l'Américain, qui a égorgé, à Versailles, les prisonniers d'Orléans. Je n'accuse point le directoire, mais je dis que, comme tous les hommes investis du pouvoir suprême, il est trompé par les gens qui l'entourent; ce sont ses ennemis et les vôtres qui l'ont engagé à renvoyer ses ministres, et à faire nommer à la police un homme qui a rempli tout Paris de placards injurieux à la représentation nationale. Je pense, comme Thibeaudeau, que nous ne pouvons prendre de détermination sur la situation de Paris avant d'avoir reçu la réponse à votre message; mais je ne pense pas, comme lui, qu'il ne faille pas discuter à l'instant même le message relatif à

la garde nationale. Cette force est nécessaire pour en imposer aux méchans, sinon comme moyen actuel de répression. » La discussion, poursuit Ozun, a continué : la proposition de Thibeaudeau a obtenu la priorité, et les débats sont ajournés à vingt-quatre heures.

Barras. C'est un siècle quand on sait en profiter. Au demeurant, la frayeur des conseils a dû être calmée dès ce soir ; car à sept heures nous avons donné aux conseils les explications demandées.

Moi. Quelles sont-elles?

Barras. Tenez, voici la copie. »

Je me retirai à l'écart, et je lus : « Il est vrai que quatre régimens de l'armée de Sambre-et-Meuse devaient passer à la Ferté, située à onze lieues de Paris, les 13, 14, 15 et 16 de ce présent mois, pour se rendre à une destination éloignée. Le directoire en fut averti hier par le ministre de la guerre, et sur-le-champ il a été donné des ordres pour changer cette route. Le directoire ne croit pas que la malveillance ait eu la moindre part dans la direction donnée à cette marche; il croit qu'elle est l'effet d'une erreur d'un commissaire des

guerres. Il fera punir les auteurs, s'il les découvre. Il est faux qu'il y ait des troupes à Soissons.

« CARNOT. »

Cette signature m'étonna; je ne pus m'empêcher de le manifester. Barras me dit : « Il faut bien que le président du directoire signe ce que veut la majorité.

MOI. Mon Dieu! la laide grimace qu'il a dû faire!

BARRAS. J'ai vu l'instant où nous nous prenions à la gorge. N'est-ce pas plaisant que cette pièce attestée par lui réponde à sa protestation? Il n'a pas bu encore le calice jusqu'à la lie; mais patience, il y viendra.

OZUN. Pressez-vous, car le péril vous presse. Vous ignorez encore qu'à l'instant où je sortais, Doulcet (Pontécoulant) venait de prononcer un discours bien hostile.

BARRAS. Qu'a-t-il dit?

OZUN, *recourant à ses notes*. A peine votre message a-t-il été lu, que Doulcet, prenant la parole : « Il n'est pas question ici de jeux d'enfans; il faut savoir pourquoi ces troupes ont

eu l'ordre de se détacher de l'armée de Sambre-et-Meuse, pour se rendre à une autre destination? Pourquoi il leur a été enjoint de passer à onze lieues de Paris, tandis que la constitution interdit ce passage à douze lieues? Il ne s'agit pas ici de commissaire des guerres, mais il faut suivre la responsabilité dans tous ses fils, afin de la faire tomber sur celui qui a donné le premier ordre. Il est bien étonnant que le directoire dise qu'il ne sait que d'hier la marche de ces troupes; il est bien étonnant que les papiers publics nous aient appris ce que le directoire ignore. Sommes-nous donc encore dans ce régime où régnait l'anarchie, et où le gouvernement, privé d'unité, se disséminait dans une foule de commissions et de comités? On nous dit que le ministre de la guerre ignorait cette marche. Eh! pourquoi la lui avait-on cachée? Je le dis franchement, c'est parce qu'on redoutait sa probité intacte, et son imperturbable fermeté. Je demande l'impression du message, et le renvoi à une commission de cinq membres, qui sera chargée d'examiner cette affaire, et de ramener la responsabilité à son dernier anneau. »

BARRAS. Et qu'a-t-on résolu?

Ozun. L'adoption de la proposition de Pontécoulant.

Barras. Que Satan les étrangle ! Et cette commission, de qui sera-t-elle composée ?

Ozun. De Pichegru, Villot, Doulcet, Gau et Normand.

Barras, *ricanant.* De plus fort en plus fort; c'est ici comme chez Nicolet. »

Il fit quelques pas, puis revenant à nous : « Mon cher Ozun, dit-il, vous devriez aller prévenir La Révellière et Rewbell de ce qui se passe. Ils ignorent peut-être que nos adversaires ont franchi le Rubicon.....

Ozun, *avec gaîté, l'interrompant.* N'est-ce pas plutôt Hoche qui a sauté le pas ?

Barras. Lui ou les autres, qu'importe, puisque eux et nous sommes en présence? Allez donc vers mes collègues; contez-leur ce que vous savez, et qu'ils se tiennent prêts à tout événement. »

Ozun partit, charmé d'être pour quelque chose dans les menées du directoire. Barras, demeuré seul avec moi, fit fermer sa porte; et, pour être plus sûr qu'on ne le dérangerait point (car il y avait des gens de l'un et de l'autre sexe qu'aucune défense n'arrêtait chez

lui), descendit avec moi dans le jardin du Luxembourg. Le ciel était étoilé et la nuit profonde ; la lune achevait son décours ; il faisait chaud et pas de vent; nous entendions dans le lointain le murmure nocturne de Paris. Dès que nous fûmes là, et après quelques paroles indifférentes échangées sur la sérénité et la splendeur du firmament, Barras prit mon bras sans façon, et entra en matière.

« Nous sommes prêts à la guerre, me dit-il. Nous la ferons sans doute avec avantage; mais qui peut répondre d'un de ces maudits coups de la fortune, d'une de ces catastrophes imprévues qui sautent à pieds joints par-dessus tous les calculs de la prévision humaine? Je vois qu'on nous attaque avec vigueur. Hoche ne peut plus nous servir. Nous ne voulons pas de Moreau, qui trahit aussi bien que Pichegru, nous en avons la preuve; et Bonaparte est bien loin.

Moi. Il accourra à la nouvelle du moindre danger.

Barras. Je n'en doute pas ; mais, attendu qu'il y a plus près du palais des cinq-cents au Luxembourg que du Luxembourg à Milan, Bonaparte, quelque diligence qu'il fasse, ar-

rivera pour nous venger, mais nous trouvera pendus, et des pendus d'été que peut-on faire?»

Je me mis à rire, et dis ensuite :

« Pas grand chose, il est vrai; et les honneurs du Panthéon ne vous dédommageraient pas de ce désagrément positif.

Barras. Cela nous porte, mes deux collègues et moi, à tenter une démarche indispensable. Nos adversaires n'ont à leur tête qu'un homme, Pichegru.

Moi. Et Villot, Bourmont, le prince de la Trémouille, Frotté?

Barras. Gâteraient, perdraient la cause des conseils, s'ils tentaient ostensiblement de la défendre. La France n'est pas mûre encore pour qu'on essaie un plein retour à la royauté, et direct surtout : on n'y pourra revenir qu'en passant encore par une apparence de république. Si on voyait ces chouans se mettre à la tête d'une attaque, l'immensité des mécontens reviendrait à nous soudain. Villot est un fou qu'on sifflerait, je connais ces hommes. Mais Pichegru, Pichegru, celui-ci paraît républicain; sa trahison est ignorée; on croira qu'il ne s'arme que pour la patrie; on l'écou-

tera, on le suivra, des bataillons entiers viendront à lui. C'est notre seul antagoniste.

Moi. J'en tombe d'accord.

Barras. Aussi avons-nous résolu de l'écarter, si la chose est possible. Que veut Pichegru? de l'importance? il aura le commandement de l'armée du nord, que Hoche quitte pour passer à celle de l'océan. Une fortune positive? on lui fera accorder un grand domaine national à titre de récompense. De l'argent? on lui en donnera.

Moi. Mais, pour en donner, en avez-vous? On prétend que les caisses sont vides.

Barras. Il est vrai que le numéraire nous fait quelque peu défaut. On s'en procurera pourtant; nous en attendons d'Italie (ceci se rapportait à une négociation avec Bonaparte, qui viendra plus tard). Bref, on en créerait plutôt que de manquer à satisfaire Pichegru, s'il lui en fallait absolument beaucoup et tout de suite. Qu'aura-t-il de plus du comte de Lille? des titres, des cordons. *Un héros* tel que lui en a-t-il besoin? D'ailleurs lui tiendra-t-on tout ce qu'on lui promettra? Est-il certain que, le service rendu,

ou lui en conservera de la reconnaissance? Il inspirera des méfiances, de la crainte, de la jalousie, et un beau jour il aura à choisir entre l'exil, une prison d'état, ou peut-être la vieille *acqua toffana*. Avec nous, au contraire, point de danger; nous sommes tous égaux; certitude de paiement et amitié parfaite. Au demeurant, mon cher seigneur, poursuivit Barras en me serrant le bras qu'il tenait dans le sien, vous lui feriez envisager tout cela aussi bien que je pourrais vous le dire.

Moi. Que prétendez-vous? m'écriai-je.

Barras. Que vous deveniez auprès de Pichegru le chargé de pouvoir du directoire. Est-ce une mission si désagréable, surtout lorsqu'une ambassade la suivra?

Moi. Grand merci du paiement; il est magnifique. Souffrez pourtant que je le refuse. Quant à ce qui regarde la négociation.... Mais Pichegru voudra-t-il traiter avec moi?

Barras. Il vous connaît.

Moi. Je l'ai vu chez Cambacérès et ailleurs encore (c'était à la Place-Royale, mais je ne voulais pas le faire savoir).

Barras. Eh bien! cela suffit. Il saura qui

vous êtes, et ne vous traitera pas en intrigant.

Moi. En vérité, je ne sais si approcher du Luxembourg n'est pas acquérir un brevet de suspicion. Vous êtes environné de tant de gens, ces Montgaillard, par exemple, et R..., et T...., et A...., et mesdames de Mont...., de Vau...., et mille autres. Je vous assure qu'à la place de Pichegru, je me méfierais de tous ceux qui me viendraient d'ici.

Barras. On croirait, à vous entendre, que nous ne recevons que *ces espèces*. Ne voyons-nous pas ce qu'il y a de plus honorable?..... Votre réputation est faite. Voulez-vous ou non nous servir?

Moi. Je dirai donc à Pichegru qu'il a tout à gagner en passant de votre côté. Mais où il est il commande.

Barras. Oui, jusqu'au lendemain du succès; alors il obéira.

Moi. Oh! de tout point.

Barras. Présentez-vous chez lui demain matin de bonne heure. Si on vous voit là, soyez-y venu le solliciter pour un émigré de vos amis. Vous en avez, n'est-ce pas?

Moi. Quelques-uns.

Barras. On les radiera en masse.

MOI. Allons, ceci me détermine. Aussi ai-je déjà fait mon apprentissage.

BARRAS. Avec succès. Le bonheur de ce début nous fait espérer qu'en cette occasion vous ne serez pas moins heureux.

MOI. Je n'ai pas une aussi haute idée de mes moyens. La position n'est pas la même : Pichegru vous en veut beaucoup, craindra un piége.....

BARRAS. N'importe.

Faisons notre devoir, et laissons faire aux dieux. »

Après cette citation poétique, le directeur reprit le chemin de son appartement. Nous le trouvâmes rempli d'intimes qui avaient tous rompu la consigne; mesdames de Vau...., de Mont....., de Vi..., Am..., et que sais-je encore? la haute police féminine du moment; le prince Charles de Hesse, R..., le général Ba..., Chénier, Merlin, un fouillis digne de l'époque. Si on nous avait vus rentrer ensemble, que de conjectures on aurait faites, que de prévisions on aurait mises en avant! J'avais prévu le cas, et, tandis que le directeur se montrait à ses affidés par la porte de sa chambre, j'arrivais dans le salon par celle du public.

La conversation était tournée sur la séance de la journée du conseil des cinq-cents : c'était à qui tomberait sur les rebelles, à qui proposerait le moyen le plus violent de s'en débarrasser. Les dames n'étaient pas les moins belliqueuses. Chénier se faisait remarquer par sa véhémence : je lui en fis l'observation ; il me dit :

« L'ombre d'un roi me fait peur.

— Craignez-vous sa vengeance ?

— Non, mais sa tyrannie.

— Le despotisme n'est-il donc que chez les rois ?

— On l'excuse chez les peuples, parce que chacun l'exerce à son tour.

— Ainsi vous ne haïssez du despotisme que la part que vous n'en pouvez avoir. Je suis plus républicain que vous, car je n'en veux pas plus chez les peuples que chez les rois. »

CHAPITRE VIII.

Détails circonstanciés de mon entrevue avec Pichegru. — Il refuse la proposition du directoire. — Celle qu'il me charge de faire à Barras. — Je reviens vers ce dernier. — Ce que nous nous disons réciproquement. — Suite de la querelle des conseils avec le directoire. — Message évasif du pouvoir exécutif. — Lettre approbative du directoire à Bonaparte. — Proclamation singulière de celui-ci. — Ce que La Révellière et Barras en pensent. — Lavalette vient à Paris. — Sa mission. — Bonaparte y envoie également Augereau.

Je ne pus me livrer au sommeil tant que dura la nuit, à tel point je demeurais vivement préoccupé de la mission importante qu'on m'avait donnée à remplir. Je n'en augurais rien de bon, étant bien persuadé que Pichegru devait avoir lié trop fortement sa partie pour pouvoir, lors même qu'il le voudrait, s'en détacher avec facilité. Je savais d'ailleurs qu'il portait au directoire autant de haine que de mépris, ne lui pardonnant ni sa destitution, ni les injustices avec lesquelles il prétendait que ses services militaires avaient été récompensés. Cependant il y a dans le cœur humain

tant de fluctuations, tant de volontés diverses, et qui éclatent au moment où l'on s'y attend le moins, qu'en y réfléchissant bien, je me disais qu'il serait possible d'amener Pichegru à un sentiment tout opposé, si l'on s'y prenait avec adresse, ou si l'on avait assez de bonheur pour pouvoir le toucher par la fantaisie favorable.

On était aux plus longs jours de l'année. Je me levai en même temps que le soleil, ne pouvant rester dans le lit, où, comme je viens de le dire, il m'avait interdit de rencontrer le repos. Je savais que Pichegru se levait tard, et néanmoins, vers six heures et demie, je me mis en route, me dirigeant vers la demeure du général, qui, alors, était logé rue de Raincy, n° 505. A ma grande surprise, on me dit qu'il était levé. Je m'informai s'il était visible, et, au préalable, je lui fis remettre une carte où j'avais écrit mon nom. La réponse fut affirmative; j'en profitai, et entrai chez lui. Je le trouvai en manches de chemise, les bras, les jambes, la tête nus, presque en robe-de-chambre de hussard. Il ne portait que des caleçons. Il était déjà devant un secrétaire chargé de papiers et de brochures, ainsi que deux

tables assez grandes, placées à droite et à gauche; elles supportaient en outre une manière d'arsenal, tant je vis là de sabres de différentes longueurs ou formes, de pistolets de divers calibres; il y avait en outre des poignards, des fusils; bref, c'était trop s'il ne s'agissait que d'objets de curiosité, et pas assez cependant pour s'en servir à armer un nombre d'hommes suffisant à une entreprise hardie.

Pichegru n'était pas de haute taille; ses traits, sans être beaux, étaient assez réguliers; néanmoins il n'en imposait point par son extérieur, qui avait plus de rapport avec l'apparence d'un ancien sergent aux gardes françaises qu'avec la réalité d'un général en chef. Il ne se leva pas pour me recevoir, et, tournant vers moi la tête, tenant toujours sa plume, il se contenta de me faire un signe de la main gauche, me dit de m'asseoir sur le siége que son domestique avança, et aussitôt, et avant que je pusse entrer en matière à l'aide des préparations oratoires que j'avais disposées, il me dit si brusquement que j'en fus tout ému :

« Vous venez de la part de Barras?

Moi. D'où le savez-vous, général?

Pichegru. Je le devine ; je sais vos liaisons avec lui. Je sais que vous venez de faire un *voyage d'agrément* en Italie. Vous voyez que vos actes me sont connus ; je pourrais en dire autant de vos affections. Vous êtes ici le délégué majeur de Bonaparte auprès du directoire, de l'ancien évêque d'Autun, et de quelques autres. Je vous dis ceci, afin de vous mettre à votre aise et de vous éviter des circolocutions dont vous n'aurez plus besoin. »

Il appelait cela me *mettre à mon aise !* il ne m'y mettait pas du tout, le général ; j'étais au contraire désappointé et décontenancé même ; car il me plaçait dans une position pénible, et désormais il me semblait qu'il ne pourrait plus avoir de confiance en moi, puisqu'il était si bien instruit de mes liaisons intimes avec eux, qu'il devait croire ses ennemis. Néanmoins, je tâchai de refouler au fond de mon cœur et mon embarras et ma mauvaise humeur ; je pris le dehors d'une gaîté toute contrainte, et lui répondis :

« Vous avez eu tort, général, de ne pas vouloir, puisque vous savez si bien ce que je suis, faire pareillement connaissance avec ma franchise ; vous l'auriez vue éclater devant vous

dans toute sa plénitude; car je venais résolu, avant que de vous parler d'affaires, à vous apprendre d'abord ce dont on vous a si bien instruit.

PICHEGRU, *avec presque de la politesse.* Je n'en doute pas, monsieur, et j'en serai plus convaincu encore lorsque vous m'aurez appris ce qui vous amène, et cela sans *retentum*, sans rien garder en commençant, pour le défiler un peu plus tard.

MOI, *me remettant complètement.* En vérité, général, il y a du plaisir à traiter avec vous d'affaires diplomatiques; car vous les simplifiez de manière à gagner beaucoup de temps, en les dégageant d'une mer de paroles oiseuses. Je vous imiterai, dans ce qui m'est facile, par une sincérité égale, et j'entrerai *presto* en matière. Voici de quoi il s'agit. »

Alors, ayant débuté par lui présenter le tableau de la situation présente des choses, tel que je le voyais, je tâchai de lui faire concevoir les avantages qu'il trouverait dans un rapprochement avec le directoire, et finis par lui dérouler la série des conditions avantageuses qu'on lui offrait. Je parlai sans hésiter,

avec autant de rapidité, de clarté que de franchise; de telle sorte que, si je ne pus le convaincre, je le persuadai que je ne venais pas pour le tromper. Il me laissa aller aussi loin que je voulus, sans m'interrompre, sans faire aucune exclamation. Ses yeux, sa bouche, ses mains, son corps, restèrent dans une apathie complète. Je ne pus deviner, ni si je le touchais à l'âme, ni si elle se tiendrait indifférente à mes propositions; et lorsque j'eus achevé, il se leva; je l'imitai. Il fit seul deux fois le tour de la chambre, en allant et venant, tandis que je me tenais immobile, ne sachant plus qu'augurer de son silence et de ses mouvemens. Enfin, revenant à moi :

PICHEGRU. Tout ceci, monsieur, ne sont pas jeux d'enfans. Il s'agit du va-tout de chaque parti, et Dieu seul en sait les conséquences. Vous ne me parlez pas au nom du directoire, mais de trois directeurs. Il n'y a plus unanimité dans le pouvoir exécutif. La majorité ne tient qu'à une voix; aussi on est en droit de se demander si réellement elle existe; je crois qu'on peut répondre par la négative.

Je fis involontairement un geste de sur-

prise; lui m'imposa silence, comme s'il eût craint que je voulusse l'interrompre, et continua :

« Oui, la majorité n'existe plus du côté des trois directeurs, quoiqu'elle paraisse y être encore. Il y a un de ces *messieurs* que je regarde comme étant, à cette heure-ci, en état nécessaire d'accusation, pour le fait de la marche inconstitutionnelle des troupes dans l'intérieur du cercle constitutionnel. Or dès lors il ne peut avoir sa voix ; donc les deux fractions du directoire sont égales en nombre, et alors où est la majorité? nulle part. Pouvez-vous donc me porter ses offres, lorsque, d'un autre côté, on pourrait m'en faire de tout opposées, et avec autant de droit?

Moi. Général, permettez-moi de vous dire que vous déplacez la question. Il ne s'agit pas, dans la matière que je viens traiter avec vous, de savoir où est aujourd'hui la majorité, mais où elle sera demain, soit au moyen de votre concours ou de tout autre. Ce n'est pas de la légalité que nous disputerons ensemble ; on ne vous demande que de renforcer la force d'une fraction du directoire, voilà tout. »

Pichegru se mit à rire. La solennité de ses

traits disparut ; en même temps il frappa familièrement sur mon épaule avec le revers de sa main, et me dit :

« A la bonne heure. Vous êtes un bon enfant, qui ne vous amusez pas à enjoliver une intrigue ; vous avez assez de sens pour ne la présenter qu'avec sa physionomie naturelle, et cela vaut mieux. Traitons donc la question, réduite à son acception la plus simple. Il est deux choses auxquelles je ne crois aucunement, à la possibilité que le directoire puisse se maintenir long-temps encore, et à l'impossibilité de l'existence prolongée de la république. Le directoire aura pour adversaires, moi mis de côté, qui toutefois n'en abandonne point ma part, Moreau, Hoche, Joubert, Bernadotte, Kléber et Bonaparte, sans compter, si Dieu lui prête vie d'homme, tous les autres généraux qui s'élèveront. Il n'y en aura pas un qui ne veuille remplacer pour son compte le directoire, et des gens de plume ne tiendront jamais contre des épées aussi effilées que brillantes. Or, puisque le directoire ne peut échapper à ce sort, je ne peux ni le soutenir ni le préférer à un meilleur système de gouvernement. Quant à la république, vous

m'en direz des nouvelles aussitôt qu'elle sera tombée aux mains d'un de ces messieurs que je viens de nommer. Vous verrez ce qui restera avant peu de son *impérissabilité*. Elle deviendra une belle et bonne monarchie; et, ceci certain, à quoi bon recommencer une nouvelle dynastie? Dites à Barras que, lors même que mes affections me permettraient de m'entendre avec lui, ma perspicacité n'y consentirait pas; un autre dans six mois ferait ce qu'à tort on m'accuse de vouloir faire aujourd'hui. Le directoire devrait gagner ce général ambitieux tout comme il m'aurait acheté; puis viendraient un troisième, un quatrième; où trouverait-on les ressources pour satisfaire tant d'ambition et d'avidité? et nous-mêmes demeurerions-nous impassibles? ne finirions-nous pas par nous entre-dévorer? Faites part à Barras de ce que je vous signale; il sera forcé de convenir que j'ai raison. »

J'avoue que Pichegru portait au moins la conviction dans mon âme; que je ne trouvais en moi aucune objection à lui opposer, tant il me paraissait vrai que le directoire et la république ne tarderaient pas à avoir à combattre contre des chefs affamés d'étendre sur

la France la puissance absolue qu'ils exerçaient sur les camps. Je ne pus donc que dire à Pichegru :

« Ainsi vous refusez d'entrer en arrangement?

PICHEGRU. Je ne refuse rien; et, pour le prouver, je vais à mon tour vous faire mes propositions.

MOI, *charmé*. Pour peu qu'elles ne soient pas déraisonnables, tenez-les à l'avance pour acceptées.

PICHEGRU. Les voici : tout ce que Barras me fait offrir par vous, je le lui offre au nom de qui de droit. Je ne m'explique pas davantage; qu'il lui suffise, ainsi qu'à vous, de savoir que je suis autorisé à conclure définitivement, et sans avoir besoin de ratification, tout traité qui tendra à rétablir le bon ordre. Barras a du sens, à travers ses folies de jeune homme : qu'il réfléchisse avant que de me répondre, et, s'il est sage, nous nous entendrons.

MOI. Voilà cependant ma mission renversée.

PICHEGRU. Que vous importe, au fond, qu'elle aille de lui à moi ou de moi à lui?

MOI. Oh! peu de chose, très-peu, général.

De lui à vous, il s'agit de consolider la république, et de vous à lui ce serait....

Pichegru, *me coupant la parole.* Monsieur, je n'ai nommé personne, imitez-moi..... Au reste, ceci n'aura pas pour Barras autant de nouveauté que vous pourriez le craindre. Il y a eu depuis quelque temps nombre de négociations mises en jeu et manquées : Dieu veuille que cette dernière ne s'en aille pas aussi en fumée! Dites bien à Barras que, s'il se défie de moi, il doit un million de fois plus encore se méfier de votre ami.

Moi. De mon ami?... lequel, s'il vous plaît?

Pichegru, *ricanant.* Du vainqueur de l'Italie, à qui vous avez été demander de protéger le directoire contre nous. C'est un petit monsieur que je ne serais pas fâché de rencontrer à la tête d'une armée ; car, jusqu'à présent, il n'a attaqué que ceux que j'ai vaincus moi-même. Sa réputation mérite d'être soutenue par quelque chose de plus réel. Les trois directeurs se flattent de le conserver leur créature ; il les mangera un beau matin sans les en prévenir. »

Je vis, au ton qui fut mis à débiter ceci, que Pichegru n'avait pas l'âme assez élevée

pour être sans jalousie contre Bonaparte. J'en eus du chagrin, et ne me crus pas en droit de chercher à le guérir; je gardai le silence sur ce point, me contentant d'assurer le général que je rendrais mot à mot ses paroles au directeur; puis j'ajoutai :

« Ne vaudrait-il pas mieux que tous les deux vous eussiez ensemble une entrevue? Peut-être qu'en vous voyant vous parviendriez à vous mieux entendre.

Pichegru, *après avoir réfléchi.* Une entrevue avec Barras! elle ne serait ni sans difficultés ni sans inconvéniens. Néanmoins, je ne la veux ni ne la repousse. Parlez-lui; nous verrons ensuite. Bonjour, monsieur. »

C'était me donner mon congé; je le pris sans résistance. Mon cabriolet m'attendait au bas de la Petite-Provence; je le rejoignis, et Georges, le Suisse qui le conduisait, me mena avec une rapidité extrême vers le Luxembourg, où j'arrivai avant huit heures. Barras était au lit, et pas seul : on me fit attendre avant de m'introduire.

« Que vous avez hâte de paraître chez les gens! me dit-il. A peine si vous leur laissez le temps de sommeiller.

— Dormiez-vous? lui dis-je; il me semble que plutôt vous causiez. »

Et du bout du doigt je désignai un second oreiller, que son valet de chambre avait oublié d'enlever. Barras éclata de rire, puis, reprenant un ton sérieux :

« Quelle bonne besogne avez-vous faite?

Moi. Je vous apporte exactement, de la part de notre homme, ce que vous m'aviez donné commission de lui offrir de la vôtre.

Barras. Il n'est pas assez riche pour m'acheter.

Moi. Mais il est épaulé par des commanditaires dont la fortune peut devenir telle que les plus fortes opérations ne les incommoderont pas.

Barras. Expliquez-vous. »

J'entrai en matière, et lui racontai toute ma conversation avec Pichegru. A mesure que je parlais, la gravité du directeur augmentait; il portait une attention extrême à mes révélations, et je compris qu'en même temps il les pesait au fond de sa pensée. Lorsque j'eus achevé :

Barras. Pichegru s'avise un peu tard de

tout ceci. Les filets sont à la mer; l'un de nous doit s'y prendre. Voilà tout. Non, non, je ne peux ni ne dois abandonner la cause de la république. Je sais tous les dangers qu'elle court, je vois les récifs qui briseront peut-être le vaisseau; mais il n'appartient pas au pilote de quitter le timon au plus fort de la tempête. Au demeurant, Pichegru a raison : nous périrons tous par les généraux; c'est le chancre qui a toujours dévoré les républiques.

Moi. Vous ne voulez donc pas le voir?

Barras. C'est inutile, dès qu'il ne veut pas s'arranger avec nous. Quant à moi, je ne traiterai pas avec lui.

Moi. Souvent une explication fait du bien. Essayez-en.

Barras, *hésitant*. Nous verrons... plus tard.... Attendons quelques jours. »

Attendre, retarder, c'étaient les deux béquilles de sa nonchalance morale. Il croyait gagner beaucoup en louvoyant, et il perdait plus qu'il n'en retirait de l'avantage. Il ajouta que je pouvais faire savoir à Pichegru sa résolution.

Moi. Laquelle?

Barras. Oh! mandez-lui ce que vous voudrez. Ne lui faites rien dire, si cela vous convient mieux.

Je m'arrêtai à ceci. Ce que d'ailleurs Pichegru m'avait proposé n'était que dubitativement; car je présume que de son côté il ne croyait guère à une réconciliation de Barras avec les principes monarchiques.

Ce même jour la discussion continua avec chaleur aux cinq-cents sur la matière importante mise la veille en discussion. Le député Normand, rapporteur de la commission à laquelle on avait confié l'examen de la note du directoire relative au passage des troupes, s'exprima en ces termes :

« Ce message, dit-il, après avoir exposé de nouveau le fait, ne répond pas à la question qu'il vous importe le plus de connaître. Le directoire n'attribue point cette marche à la malveillance, mais à l'erreur du commissaire des guerres. Il déclare que, s'il trouve des coupables, il les fera punir. La commission a pensé que cette réponse était évasive. Vous désiriez connaître quel est celui qui a donné l'ordre de la marche, et il a paru à la commission qu'il était impossible que le directoire

ne pût vous donner là-dessus une réponse catégorique. En effet, un mouvement de troupes ne peut avoir lieu en vertu des ordres d'un général que dans l'étendue de son commandement : hors de là, les ordres sont donnés par le ministre de la guerre, qui les reçoit lui-même du directoire exécutif. Ainsi, comme La Ferté est hors du commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse, il faut nécessairement que l'ordre donné aux troupes de s'y rendre soit émané de quelqu'un autre que le général de cette armée, et c'est ce quelqu'un qu'il faut connaître.

« La commission a pensé encore qu'il importait de savoir dans quelle latitude le directoire avait usé de la permission que le corps législatif lui avait accordée d'avoir à sa disposition un corps de troupes dans le rayon de dix lieues autour de Paris; elle vous propose donc d'adresser au directoire deux nouveaux messages. Par le premier, vous lui demanderez qu'il vous fasse connaître le nom de celui qui a donné l'ordre de marche au détachement de troupes de l'armée de Sambre-et-Meuse; et, par le second, vous exigerez qu'il vous donne le nombre de troupes et les noms

des corps qui existaient au 1er messidor dans le rayon de dix lieues autour de Paris, le nombre et les noms de ceux qui s'y trouvent aujourd'hui. »

C'était perpétuer la lutte sans la finir; mais, en même temps, c'était laisser du répit au directoire. On s'amusa d'ailleurs à rendre une loi qui fermait les clubs, et dirigée contre le cercle constitutionnel, que l'on voyait trop favorable au gouvernement. Il est vrai que cette mesure atteignait aussi le cercle de Clichy; mais les hommes passionnés ne reculent pas toujours à la pensée de se nuire, pourvu qu'ils portent aux autres un préjudice égal.

Le directoire répondit aux questions des cinq-cents sur la fameuse marche des troupes. Dans le premier des deux messages adressés à cet effet, il disait qu'il fallait distinguer l'ordre de faire marcher les troupes de l'ordre de la marche à tenir par elles. Un mouvement a été ordonné, il est vrai, pour une destination éloignée, mais le directoire ignore celui qui a tracé la marche par La Ferté-Allais. Il sait seulement que Lesage, commissaire des guerres à Charleville, a prévenu les officiers municipaux de La Ferté d'un prochain passage

de troupes par leur commune ; mais il ignore s'il en a donné l'ordre, le ministre ne le sait pas lui-même. Dès que le directoire en sera instruit, il en informera le conseil.

C'était une vraie plaisanterie qu'une réponse semblable, la seconde ne valait pas mieux. Le directoire, par celle-ci, invitait le corps législatif à tracer le cercle de la distance constitutionnelle que les troupes devaient respecter, afin qu'il n'y eût plus d'erreur à cet égard. Il provoquait une loi d'autant plus nécessaire, que la distance de Paris à La Ferté n'était pas déterminée géographiquement ; puis il donnait le détail relatif aux troupes, nombre et corps, en garnison dans Paris et les environs.

Ceci parut suffisant. Quelques meneurs grondèrent bien encore ; mais on se laissa distraire par d'autres motifs de querelle, au milieu desquels celui-là se perdit. Il survint d'ailleurs un autre épisode du grand drame en scène qui appela toute l'attention des deux partis, et dont Bonaparte fut l'auteur.

J'ai rapporté dans un des chapitres précédens et l'attaque de Dumolard et la réplique de Bonaparte. Le directoire, avant d'en venir dans son sein à une rupture ouverte, et avant l'affaire

des ministres, décida qu'une satisfaction éclatante serait donnée au général en chef de l'armée d'Italie, satisfaction contenant l'approbation formelle de tous ses actes politiques et militaires jusqu'à ce jour. En conséquence, et le 13 juillet, une lettre officielle lui fut écrite; elle portait :

« Le directoire exécutif a pensé, citoyen « général, qu'il devait aux importans services « que vous avez rendus à la république depuis « votre entrée en Italie, de vous en témoigner « hautement sa satisfaction. Il vous déclare en « conséquence qu'il approuve pleinement la « conduite politique et militaire que vous y « avez tenue, notamment à l'égard de Venise « et de Gènes.

« *Signé* CARNOT. »

Ce bill d'indemnité était complet; mais presque le même jour, le lendemain au moins, une proclamation foudroyante de Bonaparte, adressée à son armée sous le prétexte de la commémoration du 14 juillet, dessina sa façon de penser de la manière la plus énergique, apprenant à la fois aux royalistes que désormais ils auraient affaire à lui, et au directoire

qu'il ne pouvait plus se sauver que par lui. Il se plaçait dorénavant entre tous les querelleurs, et amis et ennemis se trouveraient sous sa dépendance positive. Cette proclamation célèbre disait :

« Soldats,

« C'est aujourd'hui l'anniversaire du 14 juil-
« let; vous voyez devant vous les noms de nos
« compagnons d'armes morts au champ d'hon-
« neur (sur un sarcophage dressé pour la fête)
« pour la liberté de la patrie. Ils vous ont
« donné l'exemple : vous vous devez tout en-
« tiers à la république ; vous vous devez tout
« entiers au bonheur de trente millions de
« Français; vous vous devez tout entiers à la
« gloire de ce nom, qui a reçu tant d'éclat de
« vos victoires.

« Soldats, je sais que vous êtes profondé-
« ment affectés des malheurs qui menacent la
« patrie; mais la patrie ne peut courir des dan-
« gers réels : les mêmes hommes qui l'ont fait
« triompher dans l'Europe coalisée sont là...
« Des montagnes nous séparent de la France...
« Vous les franchiriez avec la rapidité de l'ai-

« gle, s'il le fallait, pour maintenir la consti-
« tution, défendre la liberté, protéger le gou-
« vernement et les républicains.

« Soldats, le gouvernement veille sur le dé-
« pôt des lois qui lui est confié; les royalistes,
« dès l'instant qu'ils se montreront, auront
« vécu. Soyez sans inquiétude, et jurons par
« les mânes des héros qui sont morts pour
« nous, pour la liberté, jurons sur nos nou-
« veaux drapeaux (le directoire venait de les
« envoyer à l'armée) guerre implacable aux
« ennemis de la république et de la constitu-
« tion de l'an 3. »

Ce fut une étoile flamboyante, une comète toute de menace, que cette proclamation inattendue. Barras en demeura stupéfait. La Révellière la voyait admirable; Barras lui dit:

« Ne comprends-tu pas que nous n'avons plus rien à ajouter? Cet homme monte sur nos épaules.

La Révellière. Il nous sert.

Barras. Il nous tue. On ne verra que lui désormais, et c'est notre arrêt de mort. »

Je le crus ainsi que lui; mais comment y parer? Bientôt arrivèrent des adresses de cette armée chargées de signatures; celle rédigée

par Augereau, toujours extrême, contenait cette phrase terrible :

« Ô conspirateurs, tremblez ! de l'Adige et « du Rhin à la Seine il n'y a qu'un pas. Trem- « blez ! vos iniquités sont comblées, et le prix « en est au bout de nos baïonnettes. »

Cette proclamation, cette adresse, furent apportées par La Valette, alors aide-de-camp de Bonaparte, et depuis intendant général des postes, sous l'empire. C'était un garçon fort agréable, peu adroit, et très-dévoué à Bonaparte. Il avait en outre la mission secrète de mettre à la disposition du directoire les fonds nécessaires au coup d'état à venir. La Valette, qui me vit en arrivant, et auquel je fournis les instructions nécessaires, se démêla fort adroitement de ce pas difficile. Le directoire avait été mis dans un mauvais pas par cette démarche de Bonaparte et de son armée.

Celle-ci, en délibérant, était entrée dans l'inconstitutionnalité formelle, et on ne pouvait songer à la punir ; il faudrait la récompenser peut-être : le cas devenait ardu. La publicité ne put non plus être évitée. Les conspirateurs en ressentirent de l'effroi. Dumolard éprouva de la crainte de son attaque mala-

droite; lui et les autres comprirent la faute qu'ils avaient faite en irritant le lion.

Ce lion, une fois réveillé, ne se rendormit plus. Le directoire avait provoqué et accepté l'offre d'un général de son armée pour le remplacer à Paris, puisque lui-même ne pouvait s'y rendre; il satisfit à cette convention en dépêchant Augereau. Augereau devenait fou de républicanisme. Jacobin, il voulait que ses collègues l'imitassent, et, à la moindre opposition, il mettait le feu aux quatre coins du camp. Des plaintes contre son irascibilité étaient faites perpétuellement au général en chef, qui, fatigué à son tour de cette véhémence extravagante, fut enchanté de rencontrer une occasion de se délivrer du radicalisme d'Augereau. Il ne lui confia rien, le prévenant seulement qu'il le mettait à la disposition du directoire. Augereau, enchanté de jouer un rôle à Paris, ne recula pas devant le voyage à faire, et nous le vîmes arriver tout-à-coup. Mais, dès la veille de son apparition, nous avions, avec La Valette, reçu des lettres de Bonaparte. Il nous mandait de nous tenir en une grande réserve vis-à-vis d'Augereau, et de le traiter en enfant perdu, sans l'admettre dans notre confidence, et sans recevoir la sienne.

CHAPITRE IX.

Je réfute en passant certains historiens. — Ce que pensaient les directeurs. — Ils accueillent Augereau. — Conciliabule de généraux. — Agitation dans Paris. — Le général Willot attaque encore le directoire. — Adresse de la vingt-neuvième demi-brigade. — Scène violente au directoire. — Récriminations violentes qui ont lieu. — Scherer ministre de la guerre. — Sotin ministre de la police. — Madame de Staël intrigue entre les deux partis. — Anecdote à ce sujet. — Talleyrand ne veut pas la paix. — Mot patriotique de Kléber. — Rapports de La Valette à Bonaparte peu favorable au directoire. — Barras se plaint de Bonaparte à moi. — Malo faisant une scène à La Révellière est chassé à coups de balais. — Les collègues amis de Barras se méfient de lui. — Ils ont tous les trois une explication satisfaisante. — Conseil secret tenu entre le directoire et ses principaux affidés. — Mot *sanglant* de Rewbell. — Rouerie de Barras à l'aide de R.... envers Pichegru. — Les conjurés se réunissent. — Dossonville. — Ce qu'il a été. — Décousu et frayeur de la conjuration.

Certains ont prétendu que la majorité du directoire, et au moins Rewbell et La Révellière, avaient vu avec peine Augereau venir leur offrir sa coopération; que son exaltation patriotique, ses jactances, ses paroles de menaces et toutes empreintes du type jacobin,

leur avaient fait peur, et qu'ils s'employèrent à le calmer, à l'adoucir, à lui faire comprendre qu'on aspirait à une révolution à l'eau de rose et point sanglante, et que par degrés et au moyen d'adroites flatteries on parvint à contenir sa turbulence; toute cette assertion m'a paru complètement fausse, à moi qui ai vu les choses de près et dans l'intimité du directoire; il ne fut au contraire nullement fâché d'avoir à sa disposition une sorte d'ogre, un vrai mangeur d'hommes, propre à épouvanter ses ennemis. On caressa sans doute Augereau, mais dans le seul but de le maintenir dans son exagération; on l'excita à ne voir de plus en plus dans les clichiens que les ennemis de la patrie et les siens en particulier. Il y a des gens qui depuis peu écrivent l'histoire moderne de France dans l'intérêt de leur coterie particulière; on est convenu, par exemple, depuis quelque temps, de réhabiliter les membres du directoire. Tous, à entendre ces écrivains, ont été d'habiles génies, et peu s'en faut qu'on ne fasse de La Révellière un Numa, de Rewbell un Socrate, de Moulin un autre Bonaparte, et du bonhomme Gohier un second Washington. La

vérité est que tout ce monde-là ne dépassa jamais la médiocrité la plus médiocre, et qu'à part Carnot pour la spécialité militaire et Barras pour celle de la politique extérieure, tous les autres directeurs furent de pauvres sires. Je ne prétends pas faire de calembourg.

Une preuve de ce que j'avance touchant les dispositions du directoire à l'égard d'Augereau est l'empressement qu'il mit à le nommer dès son arrivée au commandement de la dix-septième division militaire, dont Paris faisait partie, et qui, dans ce moment, manquait de chef supérieur. Le directoire, en outre, autorisa (je parle toujours de la majorité) autorisa, dis-je, autour d'Augereau la formation d'une sorte de conseil secret, composé d'une douzaine de généraux attirés aussi à Paris par l'espoir d'entrer pour quelque chose dans le coup d'état qui se préparait. Il y avait là Cherin qui, de chef d'état-major de l'armée de Hoche, devenait commandant de la garde du directoire (ce fait devenait significatif); Bernadotte, autre envoyé dans ce moment de Bonaparte, avec la commission apparente d'apporter les drapeaux conquis par les héros de l'Italie, et

qu'on n'avait pas expédiés en totalité ; Kléber, ce géant des braves, soit au moral soit au physique ; Lefèvre, Lemoine, Humbert, etc. Là on discutait des meilleurs moyens d'attaque et de résistance, et on préparait une opposition armée aux attaques constitutionnelles des conseils.

Ceux-ci les recommençaient avec une nouvelle véhémence. Des officiers des jacobins, marchant avec eux d'intelligence, insultèrent, frappèrent et égorgèrent même quelques *muscadins*, c'était le sobriquet appliqué aux fashionables du temps. Cette jeunesse, plus ardente que courageuse, irritait le reste impur des sans-culottes, et ne savait que mal se défendre lorsqu'on tombait sur elle. Ceci servit de texte au général Willot, qui, en outre, dénonça de nouvelles marches de troupes dans le rayon constitutionnel, et l'exagération des adresses de l'armée d'Italie, portée il est vrai au comble. On en jugera par la lecture de celle de la vingt-neuvième demi-brigade, qui tombe sous ma main.

« Citoyens directeurs,

« De tous les animaux produits par le ca-

« price de la nature, le plus vil est un roi, le « plus lâche est un courtisan, et le pire est « un prêtre.

« Quel sentiment a dû animer la vingt-« neuvième demi-brigade légère, lorsque son « oreille a été frappée des cris de sa patrie ?... « celui d'une vengeance terrible... Quoi ! des « scélérats marchandent, négocient, mettent « à prix notre liberté !... *Il faut un roi*, disent-« ils. Eh bien ! va, cours, tu en trouveras en « Allemagne et ailleurs... ; tu désires un maî-« tre, nous n'en voulons d'autres que la loi. « Si les coquins qui troublent notre chère « France ne sont pas bientôt écrasés par les « moyens que vous possédez, appelez l'armée « d'Italie, appelez la vingt-neuvième demi-bri-« gade, elle aura bientôt, à coups de baïonnet-« tes, chassé, balayé chouans, Anglais, etc. ; « tout fuira, notre victoire est certaine. Oui, « citoyens directeurs, oui, nous jurons de pour-« suivre ces faux frères, ces assassins, jusque « dans la garde-robe de leur digne patron « Georges III, et nous finissons par vous as-« surer que le club de Clichy subira le même « sort que celui de Raincy. »

De pareilles pièces devaient déplaire aux

royalistes; ils réunirent leurs efforts, et, pour punir le directoire, qui provoquait ces adresses, un message impératif en réclama le châtiment, et exigea en même temps une explication dernière et entière, relativement à la marche des troupes.

Il fallut répondre. Une scène affreuse eut lieu au sein du directoire; Barras injuria Carnot, qui lui répondit vivement; il lui reprocha qu'après avoir été de la faction d'Orléans, il était passé dans celle de Brissot.

« Et toi, s'écria Barras, tu as demeuré dans celle de Roberspierre, et à ce titre signé la mort de tous tes amis.

— Je ne les ai pas trouvés du moins parmi les galériens de Toulon, riposta Carnot en faisant allusion à une phrase célèbre d'une lettre de Barras.

— C'est à toi, dit celui-ci, que nous devons l'infâme traité de Léoben.

— Et à toi que la France devra la guerre civile et étrangère. »

Barras riposta :

« Si on avait couché sur le carreau, au 13 vendémiaire, un plus grand nombre de

royalistes, la révolution ne serait pas au moment de périr aujourd'hui.

— Allons, allons, citoyens, dit Rewbell, ne vous emportez pas ainsi; nous avons besoin d'un bon accord pour bien gouverner; nous sommes sans argent, et peut-être faudra-t-il lever soixante millions d'emprunt forcé sur Paris, et en vingt-quatre heures. »

Carnot, à cette proposition, ne pouvant plus se contenir, s'écria, avec une véhémence plus extrême :

« Vous voulez donc mettre à l'ordre du jour la terreur et la mort?

— Je voudrais qu'elles y fussent déjà, répondit Rewbell; je n'ai jamais eu qu'un reproche à faire à Roberspierre, c'est d'avoir été trop doux. »

Barras répéta son mot favori :

« Nous n'en serions pas là si nous avions mieux châtié les Parisiens au 13 vendémiaire. »

On revint au motif principal de la discussion, le message à adresser aux cinq-cents. Carnot et Barthélemy le taxèrent de mensonge patent, et lorsque l'on recueillit les

voix, non seulement ne l'approuvèrent point, mais encore refusèrent de le signer.

Ceci rompit l'homogénéité du directoire; il y en eut deux au lieu d'un, et la catastrophe à intervenir devint inévitable. Le message, loin de satisfaire les députés, les anima davantage; ils recommencèrent à vouloir agir, à tenter eux aussi un coup d'état; ce fut un moment décisif dont ils ne surent pas profiter. Tout le profit en demeura au triumvirat directorial.

Le ministère, d'ailleurs, à peine installé, fut au moment de se dissoudre; il fallut au moins le renouveler en partie. Hoche, n'ayant pu accepter le portefeuille de la guerre, on le remit au général Scherer, à qui Rewbell voulait procurer un dédommagement de la perte du commandement en chef de l'armée d'Italie, qu'on lui avait enlevé pour le transporter à Bonaparte. Lenoir La Roche ne demeura pas non plus à la police; il y avait contre lui une irritation trop vive dans les conseils, qui lui reprochaient avec juste raison ses placards contre eux; il abandonna la place, et on y appela Sottin, homme obscur avant sa nomination, et qui n'a pas eu plus

d'éclat après sa sortie du ministère. C'était un révolutionnaire à demi, un personnage sans caractère connu ; on alla le chercher au commissariat central près le département de la Seine, et on l'investit d'un ministère bien difficile dans la circonstance surtout.

Mais ce ne devait pas être lui qui serait le *quos ego* de cette tempête, soulevée avec tant de violence par toutes les passions humaines; il fallait une influence bien autrement puissante; où la trouverait-on ? Une femme se présenta, et conçut la pensée de débrouiller ce chaos d'intrigues, de trames, de perfidies, d'attaques directes, de menées fallacieuses, d'espérances sans fond, d'ambitions délirantes et déchaînées, de haines, de calomnies, de mensonges, en un mot impossible à comprimer, à rendre sages, et surtout muets. Ce fut madame de Staël.

Je la rencontrai au jardin de Mousseaux, alors fort à la mode pour les promenades du matin ; elle était avec madame Récamier, alors dans tout l'éclat de sa beauté superlative, traînant autour d'elle une foule nombreuse, et où, malgré la médisance, il y avait plus d'admirateurs que d'adorateurs. Madame Réca-

mier avait autant de grâces que de charmes, et autant d'esprit que de bonté. On allait à elle par entraînement, et on y restait retenu par le lien de ses qualités aimables. Sa grande liaison avec madame de Staël, ou plutôt leur amitié, ne faisait que de commencer; c'étaient aussi les inséparables. Dès que la fille de Necker m'eut aperçu, elle quitta le bras de Tallien, qui, depuis la conspiration de Grenelle, ne faisait guère parler de lui, tant avait été grande sa frayeur; et la dame vint à moi, en me faisant signe de venir à elle. Dès que je l'eus rejoint, elle m'entraîna en dehors de la société, et nous nous enfonçâmes dans le bois. Là, madame de Staël prenant la parole :

« Eh bien, me dit-elle, les affaires vont mal?

Moi. Comme le veut la Providence.

Madame de Stael. Il faudrait tâcher que la Providence les voulût en meilleur état, et vous occuper, ainsi que je le fais, de raccommoder les cartes; elles sont furieusement brouillées. Parlez à vos amis les royalistes; faites-leur entendre raison. Attaquez aussi Barras. Quant à moi, je me démène comme un beau diable dans un bénitier.

Moi. Vous êtes parfaite.

Madame de Stael. J'aime la France; c'est ma passion malheureuse, puisque je l'adresse à une ingrate.

Moi. Ah! madame, lui reprocheriez-vous de ne pas vous apprécier?

Madame de Stael. Que fait-elle pour mon père? Lui qui la sauverait si on l'appelait à la présidence de la république? Pour moi, dont les conseils ne sont pas à dédaigner? rien. On oublie ce *héros de l'humanité!.....*

Moi, *vivement.* En voudriez-vous être l'héroïne?

Madame de Stael. Allons, pas de mauvaises plaisanteries; la passe est sérieuse. On me néglige, n'importe. Je sers des ingrats; je me suis mis en tête de rapatrier les vrais constitutionnels avec le directoire. Ils font une résistance opiniâtre, se tiennent sur leurs pieds de derrière; ils ont des prétentions folles: celle, par exemple, que les directeurs venant à eux, pieds et poings liés, feront à leurs pieds amende honorable.

Moi. C'est beaucoup exiger.

Madame de Stael. C'est chercher à tout perdre. Hier, grâce aux soins de ce pauvre Constant, qui est le vrai postillon du direc-

toire, et cela par affection pure, par franc amour.....

Moi. Voyez le désintéressement!

Madame de Stael, *continuant.* Hier, j'ai rassemblé dans mon salon une douzaine de ces constitutionnels boudeurs. Constant a couru chercher La Révellière dans la voiture de l'ambassadeur (M. de Staël). La Révellière est donc arrivé; nos hommes, à sa vue, ont fait une grimace effroyable. Ils partaient..... Je venais de mettre dans mon ridicule la clef de la porte. On a ri de cette charte privée; la gaîté a amené de la confiance, et l'on s'est mis à discuter. Le directeur a fait de son mieux, au fond pas grand'chose; mais sa bonne volonté était extrême. Nos amis ont fort bien péroré, mais toujours avec des prétentions délirantes. Constant et moi allions des uns aux autres, portant des paroles de paix, des propositions. Mais le moyen de s'entendre, lorsque d'une part on veut tout envahir, et que de l'autre on ne consentirait à perdre que le moins possible? Il s'agissait du renvoi d'Augereau : refusé. D'une attribution spéciale au jury de Paris de tout acte criminel contre l'inviolabilité du corps législatif:

refusé. Que les troupes entrées téméraire-ment dans le cercle constitutionnel en sor-tissent : éludé. Que ce cercle constitutionnel ne rentrât dans aucune division militaire : refusé. Que vous dirai-je? On s'est échauffé de plus en plus; et les constitutionnels, réunis à ceux de Clichy, porteront ces volontés à la délibération des deux conseils.

Moi. Ils n'ont pas d'autre moyen de les obtenir.

Madame de Stael. Mais tout périra en même temps. Le directoire a, du reste, un grand ami dans Thibeaudeau; c'est sa créa-ture. Il le sert avec autant de zèle que d'a-dresse. Talleyrand fait aussi comme moi, il crie à tous : La paix! la paix! On lui répond : La guerre! la guerre! La discorde est tout entière parmi nous. Il n'y a pas un instant à perdre. On veut se jeter dans les partis les plus violens; et qui sait si un beau matin la royauté bourbonnienne ne surgira pas de ce conflit? Vous voyez aussi Barras, engagez-le à ne pas s'endormir; car il est au bord du précipice. »

Notre conversation se termina là. Je savais plus que je ne disais à madame de Staël, et ma

prudence était sage. Par exemple, Talleyrand, qu'elle me représentait comme prêchant la concorde, était celui qui poussait le plus le directoire vers les mesures de rigueur. C'était lui qui, de concert avec Barras et Merlin, rédigeait le plan d'attaque. On lui doit en presque totalité la journée du 18 fructidor. Il la provoqua, la dirigea du moins, et cela moins encore dans l'intérêt du directoire que pour plaire à Bonaparte. Il savait que celui-ci redoutait, dans ce moment, beaucoup plus les royalistes que les jacobins; et, en conséquence, il tomba sur les premiers au profit momentané des seconds.

Il était d'ailleurs impossible de ramener les esprits vers une même pensée. Plus on allait, plus on s'aigrissait réciproquement. Les conspirateurs se berçaient parfois d'espérances qui les portaient à ne plus rien ménager. Cependant l'opinion de l'armée leur était encore contraire; l'armée, à cette époque, respirait le jacobinisme, adorait le système républicain; elle a bien changé depuis. Kléber, l'un de ses héros, l'un de ses coryphées, exprima bien énergiquement l'opinion de ses frères d'armes, lorsque, sollicité par les direc-

teurs de se dessiner dans la lutte prochaine, il leur répondit :

« Je tirerai sur vos ennemis s'ils vous attaquent ; mais, en leur faisant face, je vous tournerai le dos. »

Le directoire, pourtant, devait compter sur la coopération de l'armée, parce qu'il se présentait en soutien de la république. C'était sans doute un concours puissant; mais il manquait de ce qui assure le succès de la guerre. La caisse particulière était vide ; on n'osait pas demander des fonds au ministre des finances, dans la crainte de donner l'éveil; et néanmoins il fallait de l'argent pour solder tous ceux que l'on mettrait en mouvement. On ne savait comment s'en procurer. Hoche avait envoyé la dot de sa femme, cinquante mille francs; c'était une goutte d'eau dans un océan de sable. Bonaparte avait promis des fonds, trois millions au moins, et il ne les envoyait pas.

Lavalette, qui, présent au milieu des intrigues de Paris, n'avait pas vu aussi clair que moi le succès assuré au directoire, écrivait depuis son arrivée lettres sur lettres à Bonaparte, pour le détourner de prendre une cou-

leur trop prononcée dans la lutte qui avait lieu. Il lui conseillait surtout de ne pas exposer témérairement le trésor de l'armée, dont un autre pouvoir exécutif, s'il venait à être installé, lui demanderait un compte sévère. Bonaparte, qui avait pleine confiance en Lavalette, hésitait donc à tenir ce qu'il avait promis. Je lui mandais, il est vrai, tout le contraire; mais son penchant naturel vers l'économie le portait à croire beaucoup plus aux prévisions timides de La Valette qu'aux miennes bien plus hardies.

Ce retard désespérait le directoire. Barras, un matin, me fit appeler en grande hâte. Je me rendis au Luxembourg, aussi vite que si le feu y eût été.

« Que me voulez-vous donc? dis-je en entrant.

Barras. Bonaparte nous place dans un embarras extrême. Il nous fait des offres d'espèces; nous comptons là-dessus : le moment approche, il vient même où ces fonds deviennent indispensables, et nous n'en entendons plus parler. Que vous en a-t-il écrit?

Moi. Rien.

Barras. Et pourquoi?

Moi. Je l'ignore. Toutefois, si je peux conjecturer sur ce point, c'est parce que Lavalette est spécialement chargé de sa part de traiter avec vous ce qui concerne l'administration. L'avez-vous vu ?

Barras. Oh, celui-là dit comme vous ; il ne sait rien..... Il sait seulement que Bonaparte a donné l'ordre de faire partir les fourgons porteurs de l'argent. Mais où sont-ils ? quelle route ont-ils prise ? quand arriveront-ils ?

Moi. S'il l'ignore, comment le saurai-je ?

Barras. J'aurais bonne envie de vous faire courir à leur rencontre.

Moi. Où, s'il vous plaît ?

Barras. Au quartier-général, d'où je gage qu'ils ne sont pas sortis encore.

Moi. Je suis à vos ordres ; mais réfléchissez que je ne peux être de retour avant quinze jours au plus tôt, supposé même que je vous rapporte les fonds promis, et qu'une décade ne se passera pas sans que la question soit décidée à Paris. »

Le directeur voyait ceci aussi bien que moi ; il comprenait que la violence de l'attaque royaliste ne lui laisserait aucun répit, aussi renonça-t-il à la fantaisie que je ne partageais

pas de me relancer sur les grandes routes : tout lui prouvait la nécessité de prendre un parti extrême et prompt. Les conspirateurs avaient tant fait, que le respect dû au pouvoir exécutif, et sans lequel il n'y a pas de gouvernement, n'existait plus. Le directoire dans l'opinion publique était descendu un peu plus bas que la boue. Cet état d'avilissement deviendrait mortel pour peu qu'il durât ; il fallait donc en sortir vite et par violence. La personne même des directeurs n'était pas à l'abri de cette déconsidération morale. Je signalerai, parmi les mille preuves qui en étaient données, l'attaque indécente que se permit le général ou colonel Malo (car je ne sais trop quel était son grade positif) contre La Révellière.

Ce moine défroqué s'imaginait avoir sauvé la république, parce qu'il avait attiré dans un piége un abbé, un maître des requêtes et un officier de marine ; depuis lors il fatiguait le directoire de ses prétentions, et l'ennuyait de sa présence ; il poussait des cris contre l'ingratitude du gouvernement, assiégeait avec des paroles hautaines et des demandes impudentes le Luxembourg, dont on ne pouvait

l'écarter ; enfin il pénètre dans la chambre de La Révellière, saisit celui-ci au collet, parle de l'étrangler, et lui administre des coups de cravache. Le grand-prêtre du culte théophilanthropique n'était pas de force à lutter contre le spadassin. Il appela au secours : sa femme, armée d'un balai, sa fille, tenant une casserole, accourent des premières, tombent sur Malo, que cette diversion arrête dans la vivacité de son attaque. Bientôt du monde se présente, et Malo est honteusement chassé.

Je trouvai Barras indigné au plus profond de son âme de cet attentat, et néanmoins n'osant pas le faire punir à cause du ridicule et du mépris qui en résulteraient pour le directoire, et cherchant à retenir le courroux de son collègue, celui surtout de madame La Révellière, qui prétendait conduire Malo devant le juge de paix, afin d'en obtenir, disait-elle, des dommages et intérêts.

Voilà où on en était aux approches du 18 fructidor. Un état semblable ne pouvait durer ; il fallait ou que la machine du directoire se remontât par un acte extraordinaire, ou qu'elle fût brisée sous les efforts de ses enne-

mis. Le coup d'état aurait dû même être plus rapproché ; mais, le croira-t-on ? la majorité du directoire n'était plus aussi compacte au dernier moment : je ne sais quelle fantaisie avait passé dans la tête de Barras, ce qui était intervenu auprès de lui, car il ne me disait pas tout ; ce qui est certain, c'est qu'à l'heure d'agir, pour ainsi dire, il reculait, et se laissait aller à une apathie dangereuse.

Ceux qui l'environnaient en ignoraient la cause. Ses deux collègues allèrent s'imaginer qu'elle provenait de ses négociations secrètes avec Louis XVIII ; tout me porta à croire qu'ils étaient dans l'erreur. J'ai déjà avoué que je n'ai eu jamais qu'une connaissance très-superficielle des ouvertures qui avaient pu être faites à Barras, avant le 18 brumaire, dans les intérêts de la famille écartée du trône. J'ai toutefois lieu de penser qu'il les avait repoussées déjà depuis quelque temps.

Ses collègues n'en conçurent pas moins de vives inquiétudes ; ils frémirent à la pensée de se voir abandonnés de leur troisième coopérateur, ce qui les mettrait sous la dépendance des deux autres ; ils se résolurent donc à avoir une explication avec lui. Tous les

deux passerent dans son appartement, lui demandèrent de les écouter, et Rewbell, portant la parole, le questionna sur ses projets définitifs. Barras répondit qu'ils étaient toujours les mêmes, et qu'on ne devait concevoir aucune inquiétude de ce qu'il les contenait encore. La Révellière alors lui dit :

« Sais-tu les bruits qu'on répand sur toi ?

BARRAS. Mais je présume qu'ils sont de la même espèce que ceux dont on vous charge.

LA RÉVELLIÈRE. Non, car on dit que tu traites avec le prétendant, et jamais on ne nous a flétris d'un semblable reproche.

BARRAS, *gaîment*. Ah ! c'est qu'on vous trouve de trop mauvaise compagnie pour vous soupçonner du penchant vers l'ancienne cour.

REWBELL. Allons, Barras, pas de badinage ; le cas est sérieux. Que veux-tu faire ?

BARRAS. Sauver avec vous la république, mes chers amis.

REWBELL. Alors pourquoi t'endors-tu ?

BARRAS. Qui vous l'a dit ? Je veille au contraire ; je travaille avec Augereau ; mais nous ne sommes pas prêts encore.

LA RÉVELLIÈRE. Nos ennemis nous pressent vivement.

BARRAS. Oui, de paroles, d'action; non. Nous les prendrons par surprise malgré leur jactance: j'ai besoin encore de trois ou quatre jours. »

On le pria de dire pourquoi. Alors il répondit en donnant les détails des mesures préparatoires qu'il prenait; l'ordre donné aux troupes de Hoche de ne pas sortir du rayon constitutionnel, quelque ordre que le corps législatif leur intimât; la réunion en bataillon dévoué des mêmes jacobins dont on avait tiré un si bon parti au 13 vendémiaire; la subornation de la majeure partie de la garde des conseils, subornation consommée à l'aide du nommé Blanchard, commandant en second, dont Ramel ne se méfiait pas, et qui travaillait avec d'autres officiers dans le seul intérêt du directoire; l'armement d'un grand nombre de gens des faubourgs Antoine et Marceau (car on avait enlevé la qualification de saints); les exercices à feu que l'on avait commencé de faire faire soit par les troupes de la garnison, soit par la garde du directoire, et par celle des conseils, qu'on y soumettait également. Enfin Barras prouva que c'était à tort que ses collègues se plaignaient

de sa négligence; le fait était qu'il demeurait oisif, mais qu'Augereau et les autres généraux travaillaient avec une extrême vivacité.

Les deux directeurs, que cet exposé tranquillisa, reconnurent que Barras ne méritait aucun reproche : ils consentirent à lui accorder le délai dont il avait impérieusement besoin, et lui, voyant qu'on lui mettait l'épée dans les reins, se détermina à se mêler enfin de cette besogne; il était temps, car Pichegru commençait de son côté à sortir de son inaction extraordinaire; mais, avant de m'occuper de ce qu'il fit, je veux achever de raconter les démarches du directoire ; elles doivent être groupées de manière à former un tout complet. La Révellière et Rewbell, une fois qu'ils eurent la parole de Barras, appelèrent à un conseil tous ceux initiés dans le secret du coup d'état prochain. Il y eut là, à part eux, quatre ministres plus particulièrement investis de leur confiance; c'étaient celui des relations extérieures, Talleyrand, celui de la justice, Merlin, celui de la guerre, Scherer, et enfin celui de la police, Sotin. Quatre députés y parurent également: Treilhard, qui leur était dévoué *per fas et nefas*,

Sieyès, Boulay de la Meurthe, et Ozun. On y décida constitutionnellement une mesure très-inconstitutionnelle. Il fut convenu qu'elle frapperait deux directeurs, Carnot et Barthélemy, un certain nombre de députés des deux conseils, et que pour en atteindre un plus grand sans trop faire crier on annullerait des élections de plusieurs départemens. Des journalistes opposés au directoire furent pareillement inscrits sur cette table de proscription. On discuta long-temps sur le mode de châtiment. Deux directeurs, Rewbell et La Révellière, insistèrent pour la peine de mort avec Merlin; la majorité se déclara pour une révolution non sanglante. On décida que les coupables seraient déportés à Cayenne et à Synnamary, non en vertu d'un jugement qu'on aurait craint de provoquer, mais en conséquence d'une loi qu'on obtiendrait des deux conseils. Décimés et frappés de terreur, ceux-ci seraient bannis momentanément du lieu ordinaire de leurs séances, et pour les avoir sous la main et assujétis de manière à ne leur laisser aucune liberté dans leur délibération, on transporterait les anciens à l'École de Médecine et les cinq-cents à l'Odéon.

Tout ayant été réglé ainsi, on remit aux trois directeurs le soin de l'exécution. Rewbell dit en sortant à Ozun :

« Encore une révolution de politesse, aussi n'aura-t-elle aucun résultat. On ne gouverne que par la terreur dans les républiques, et la terreur ne vient que lorsque chacun craint pour son cou. »

On arrêta également que, pour servir de texte à toutes ces mesures, on publierait les révélations obtenues de Duverne de Presle, qui, emprisonné, n'avait fait aucune façon de trahir son parti ; la fameuse conversation du comte d'Entraigues avec Montgaillard, saisie d'après les avis de ce dernier, et qui compromettait tant Pichegru ; enfin diverses autres pièces qu'on avait surprises çà et là, et qui toutes exciteraient contre les royalistes l'indignation républicaine.

Pichegru, ai-je dit, devenait menaçant. Il était à craindre qu'il ne tentât un coup de désespoir : il fallait ou le prévenir ou le calmer ; les deux moyens n'étaient pas sans danger. Barras lui détacha R... son âme damnée, à mon refus, car je ne voulus pas entrer dans une tromperie insigne. Barras m'en sut peu

de gré, et s'éloigna de moi jusque après le coup d'état consommé. R... alla donc vers le général de la part du directeur lui dire que les propositions qu'il lui avait fait faire par moi étaient sérieusement méditées par lui; qu'il ne fallait pas le croire ennemi de tout accord; que, bien loin de se refuser à traiter, il était prêt à le faire, pourvu que, des conditions larges fussent offertes; que pour en convenir, il fallait se voir : en conséquence, Barras demandait à Pichegru une entrevue dans le lieu qu'il voulait, et cela le 18 fructidor, ne pouvant avant cette époque disposer d'aucun de ses momens.

Je ne sais par quelle infatuation malheureuse à sa cause Pichegru se laissa prendre à ce leurre. La possibilité de déterminer Barras à se ranger vers la cause royale, l'avantage immense qu'il en résulterait pour celle-ci, lui firent accueillir cette proposition fallacieuse, dont il ne s'est jamais vanté depuis, tant il eut honte de sa trigauderie. Il accepta donc le rendez-vous, admit le délai, et dès ce moment paralysa lui aussi les actes que voulaient tenter les conspirateurs.

Ceux-ci continuaient à se réunir. Il venait

là le duc de la Trémouille, le prince de C......, dont, certes, on ne se défiait pas, MM. de Clermont Gallerande, de Bourmont, de Frotté, de La Harpe, Richer-Serisy, Villot, et en outre la commission des inspecteurs de la salle des cinq-cents, sorte de pouvoir exécutif déguisé sous un titre modeste, qui donnait des ordres pour la sûreté de la législature, pour la police intérieure, et dont relevait particulièrement la garde des conseils. Cette commission, depuis le premier du mois de fructidor était composée de Pichegru, Vaublanc, de la Rue et Thibeaudeau, celui-ci en dehors de ses collègues, qui ne lui communiquaient pas leur plan, se méfiant de lui et avec raison.

Cette commission se réunit à celle des anciens, ce qui non plus n'était guère légal, quoiqu'on eût sans cesse à la bouche le mot *respect à la constitution*, et là on convint de se donner une police que l'on opposerait à celle du directoire; mais on n'a pas de police sans la payer, et les conseils manquaient de fonds non moins que le directoire: on y suppléa par une cotisation personnelle qui ne produisit pas grand'chose. Il m'a toujours

paru surprenant que le comité royaliste n'ait pas versé dans cette circonstance entre les mains des inspecteurs de la salle une portion des sommes que l'Angleterre mettait à sa disposition. Il fallait en outre un chef à cette police secrète, on le trouva dans un agent public du ministère de la police générale, ce fut Jean-Baptiste Dossonville.

Jamais homme plus que celui-là ne se mêla à tant d'intrigues subalternes et n'en obtint moins de fortune. Né en 1761, nommé en 1791 officier de paix, et particulièrement connu de de Laporte, intendant-général de la liste civile, ce ministre le présenta à Louis XVI comme digne de sa confiance. Le roi, l'année d'après, l'envoya en Angleterre déjouer les manœuvres du duc d'Orléans. Dossonville s'y employa avec une dextérité qui lui valut des remercîmens de la part du roi. A son retour il tenta vainement d'amener des défenseurs au château le 20 juin, et ses rapports servirent à donner l'éveil sur l'attentat du 10 août suivant. Arrêté lui-même dès le lendemain, mis en jugement le 17 de ce mois, il parvint à se faire innocenter, ce qui n'exigea pas moins de bonheur que d'adresse : il

fit plus, car dans l'espérance de servir la famille royale dans son infortune, il obtint de la convention la réintégration de son emploi. Il en profita, dit-on, pour anéantir un grand nombre de pièces qui auraient amené de nouvelles victimes sous la hache révolutionnaire ; contribua pareillement à la chute de Robespierre, et ceci dans le but de sauver les restes du parti de Danton. Le 9 thermidor ne le destitua pas. Ce fut Dossonville qui présida aux arrestations du camp de Grenelle, qui mit la main sur Javogues, Babœuf et autres illustres de cette époque. Tallien, qui était fort mêlé à toutes ces conspirations démagogiques, et qui eut l'adresse de se mettre à couvert, se revancha en attaquant Dossonville à la tribune des cinq-cents ; il le dénonça comme l'un des plus vils suppôts de la royauté et l'agent de la terreur, ce qui au fond aurait pu être compatible. Le ministre Cochon prit la défense formelle de Dossonville, et le conseil passa sur ce point à l'ordre du jour [1]

[1] Déporté à la Guyane, Dossonville s'échappa avec Pichegru, il vint en Angleterre, passa sur le continent pour apprendre aux puissances que Miranda indiquait aux anglais les moyens de conquérir le Mexique. L'Autriche le fit arrê-

Tel était l'homme qui accepta les fonctions de directeur de la police secrète des deux conseils. Il chercha sans doute à les remplir avec zèle, mais il n'y fut pas heureux : il ne lui était pas possible de soutenir la partie avec Sotin son adversaire ; aussi fut-il entraîné dans la catastrophe de fructidor, et déporté à la Guyane. On espérait beaucoup de lui ; il avait promis des merveilles, il ne sut rien ou ne put rien, ce qui est bien possible ; toutes ses menées aboutirent à causer une frayeur extrême à ses commettans, à les égarer par des nouvelles sinistres qui leur faisaient craindre à chaque instant d'être arrêtés eux-mêmes.

C'était chose pitoyable que l'épouvante dont les conjurés furent saisis au dernier instant ; aucun ne conservait ni calme ni énergie ; ils ne faisaient que courir, que s'entre-demander ce que l'on savait ; tel qui péro-

ter ; mis en liberté en 1801, il devint l'un des agens supérieurs de la police de Bonaparte ; il fut emprisonné lors de l'affaire de Pichegru, puis exilé ; le roi à sa rentrée le nomma commissaire de police du quartier Saint-Louis ; j'ignore ce qu'il est devenu depuis.

(*Note de l'auteur.*)

rait encore avec véhémence faisait déjà proposer la paix particulière avec le directoire; il y en avait une douzaine qui ne sortaient plus de chez moi dans la pensée que je les garantirais d'un péril prochain. Chacun le voyait venir, et néanmoins il ne faisait rien pour le surmonter ; c'étaient des enfans pleurant, criant en face de l'objet de leur épouvante, sans qu'ils osent mettre la main dessus.

CHAPITRE X.

Le 16 fructidor les députés royalistes se rassemblent. — Détails de leur conférence. — Proposition de Willot. — Combattue par Pichegru. — Liste des directeurs provisoires nommés par Louis XVIII. — Cause de la mauvaise humeur de Pichegru. — Colère du directoire contre Bonaparte. — Qui veut se rapprocher de Carnot. — Lettre que celui-ci lui adresse. — La réponse de Bonaparte est escamotée par La Révellière. — Barras en fournit la preuve sans le vouloir. — Madame de Staël en mouche du coche. — *Son directoire.* — Sa citation. — Ce qu'elle veut que je mande à Bonaparte.

Les manœuvres du directoire ne pouvaient être tellement cachées qu'il n'en transpirât quelque chose. La frayeur d'ailleurs suffit seule à porter de plus en plus l'épouvante dans les âmes qui commencent déjà à ne pas compter sur leur fermeté. Il revenait de toutes parts aux clichiens que le pouvoir exécutif allait fondre sur eux; cette certitude, appuyée sur des mouvemens de troupes, sur les allées et venues de ces gens qui se remuent toujours aux environs des grandes catastrophes, apportèrent une telle conviction dans l'esprit

des conjurés, qu'ils se mirent à délibérer sur ce qu'il fallait faire.

La réunion eut lieu chez le général Willot, rue du Cherche-Midi, nº 295. Pichegru s'y trouva avec Henri La Rivière, Job Aymée, de La Rue, Imbert Colomès, Camille Jordan, Mersan, Lemerer, Madier, Vaublanc, Lafond-Ladébat, des anciens, ainsi que Murinais, Rovère, Tronçon du Coudray, formèrent le noyau du comité, dans lequel parut aussi et pour la première fois l'abbé de Montesquiou.

Camille Jordan, nommé rapporteur, fit un tableau de la situation de Paris, que rembrunit encore Dossonville, pareillement présent. Ils ne dissimulèrent pas que le directoire avait tout disposé pour une prochaine attaque ; il représenta que le moindre délai serait fatal.

Willot, prenant la parole, dit alors que la victoire appartenait presque toujours à l'assaillant ; que c'était être à moitié vaincu que de se résoudre à soutenir la première attaque. Si on m'en croit, ajouta-t-il, cette nuit même, et à une heure convenue, les conseils se rassembleront, tandis que je me chargerai à la tête

de leur garde de marcher sur le Luxembourg, où nous nous déferons des trois directeurs qui forment la majorité.

Pichegru parla dans le même sens, ajoutant qu'il ne demandait que trois cents hommes pour enlever cette nichée de jacobins; mais il ajouta que le péril ne lui paraissait pas aussi rapproché qu'on voulait le montrer, qu'il savait de science certaine que, si un coup de main avait lieu de la part du directoire, il ne pourrait avoir lieu avant le 20 ou le 21 fructidor; que jusque là il était en mesure d'assurer que les adversaires se tiendraient tranquilles. Il parlait ainsi, se fondant sur la conversation trompeuse qu'il avait eue avec R... Il finit en conseillant de reculer jusqu'à la nuit du 19 au 20 l'attaque demandée par Willot avec tant d'insistance.

La plupart des assistans manquaient de cette énergie qu'il faut posséder pour entamer la guerre civile. Ces hommes, si belliqueux à la tribune, redoutaient singulièrement le combat plus rude qu'il faudrait livrer dans les rues; ils ne furent donc pas fâchés que Pichegru, dont certes la bravoure ne pouvait être suspectée, reculât l'instant décisif;

tous opinèrent dans son sens, et la partie fut remise à la nuit fixée par le général. J'ai appris plus tard, de Camille Jordan, un autre motif du refus de Pichegru de prendre subitement l'initiative. L'abbé de Montesquiou, avec une rare maladresse, fit connaître les intentions de Louis XVIII, qui ordonnait la formation d'un gouvernement provisoire, que jusqu'à sa rentrée on déguiserait sous le nom de directoire exécutif; voici la liste des cinq membres qui le composeraient: l'abbé de Montesquiou, président; le duc de la Trémouille, Barthélemy, Barbé-Marbois et Boissy d'Anglas; et de Pichegru pas un mot. Le mécontentement de celui-ci fut extrême; il s'en expliqua avec aigreur, et je suis demeuré surpris, en lisant les mémoires de Fauche-Borel, de ne pas y trouver trace de cette anecdote et des paroles de colère que le général laissa échapper devant lui. Fauche-Borel me les cita en 1814, il me les rappela plus tard; comment les a-t-il oubliées en écrivant, ou quelle cause lui a fait faire cette nouvelle concession à une royauté qu'il a si bien servie et qui l'en récompensa si mal? il faut que j'aie avec lui une explication sur ce

point. J'ajouterai en note ce qu'il me dira là dessus [1].

Dès que Pichegru eut pu lire clairement dans l'ingratitude royale, il en ressentit un dépit qui paralysa ses bonnes intentions ; il se trouva moins de zèle à combattre pour une cause qui déjà le plaçait en seconde ligne, lui qui était cependant la cheville ouvrière de l'entreprise. Je présume que cette liste était au fond une étourderie (je tranche le mot), plutôt qu'un acte déterminé de rejeter Pichegru à la seconde place. Quoi qu'il en soit, elle causa un mal infini, car je ne voudrais pas assurer qu'elle n'eût été la cause de tout ce qui survint après ; non que pareillement je sois persuadé que Pichegru eût triomphé. La partie du directoire était bien liée : il avait pour lui l'élite des généraux, l'armée de Hoche aux portes de Paris, tous les jacobins, toute la canaille des faubourgs dans la ville, et en arrière Bonaparte, son génie et ses soldats ; c'était sans doute une masse de ressources immenses ; mais qui peut répondre d'un caprice de la fortune et d'un mouvement chaudement mené ?

[1] Il s'est tué !!!

Quoi qu'il soit, et quelle que fût la cause influente, il est certain que Pichegru ne se remua pas, qu'il paralysa l'activité de Willot, et que la victoire dès lors passa du côté des trois directeurs. La chose qui embarrassait le plus ceux-ci était qu'ils manquaient d'argent. Les trois millions promis par Bonaparte et demandés si instamment n'arrivaient point, et chaque minute de retard devenait une semaine de désavantage ; on était pressé dans l'étau de diamant de la nécessité : en sortir était impossible. Barras et ses collègues fulminaient contre Bonaparte, qu'ils accusaient de jouer un double jeu. L'accusation était fondée. Bonaparte, même en se décidant pour la majorité du directoire, hésitait encore ; j'en trouve une preuve dans les délais qu'il mit à envoyer l'argent, qu'il n'envoya définitivement pas, et par la correspondance toujours continuée avec Carnot, malgré les sujets de plainte que réciproquement ils élevaient l'un contre l'autre.

Lavalette avait reçu de son général, en venant à Paris, l'ordre de voir Carnot. Il prévint à plusieurs reprises ce directeur que son aide-de-camp viendrait prendre ses ordres. Lavalette, en homme de sens, se con-

forma aux instructions de Bonaparte, et Carnot, satisfait de ces prévenances, crut devoir écrire au vainqueur de l'Italie la lettre suivante, datée du 30 *thermidor an V* (17 août 1797).

« Je ne vous entretiendrai pas, cher gé-
« néral, des prétendus dangers que court en
« ce moment la république ; si ces dangers
« ne sont pas nuls, ils sont au moins centu-
« plés par la peur. La peur fait prendre de
« part et d'autre des mesures extravagantes,
« et c'est dans ces mesures qu'est le véritable
« péril pour les spectateurs ; il y a de quoi
« rire de ces terreurs paniques et réciproques :
« on peut dire que les deux factions ont le
« cauchemar ; chacune d'elles s'arme pour
« combattre des moulins à vent. La seule
« chose à craindre, c'est que, lorsqu'elles
« seront armées sans savoir pourquoi, elles
« ne se trouvent en présence et ne se battent
« réellement ; mais on commence à s'éclairer ;
« la peur a fait le mal, la peur en sera le re-
« mède.

« J'ai vu plusieurs fois votre aide-de-camp
« Lavalette, pour lequel vous m'avez écrit ;
« c'est un homme d'esprit, qui m'a paru très-

« sage : je serai fort charmé s'il m'est possible
« de faire quelque chose pour lui.

« Ce qui à travers l'exaltation, la folie de
« nos don Quichottes, fixe l'attention des
« hommes raisonnables qui veulent enfin
« un terme aux maux de la patrie, c'est l'ex-
« pectative de la paix ; tous, mon cher géné-
« ral, ont les yeux fixés sur vous. Vous tenez
« en vos mains le sort de la France entière.
« Signez la paix, et vous la faites changer de
« face comme par enchantement. Je sais quelles
« sont à cet égard vos bonnes intentions ; je
« sais que c'est la mauvaise foi seule de l'em-
« pereur qui a retardé un événement si dési-
« rable ; mais puisque enfin l'empereur semble
« vouloir se rapprocher et conclure séparé-
« ment, ne laissez pas échapper l'occasion. Ah !
« croyez-moi, mon cher général, il est temps
« de couronner vos travaux militaires. Faites
« la paix ; il ne vous manque plus que ce
« genre de gloire. Ne remettons pas la répu-
« blique en problème ; songez qu'elle en sera
« toujours un jusqu'à la paix. Dussiez-vous
« la faire sur les seules bases du traité préli-
« minaire de Léoben, concluez-la ; elle sera
« encore superbe ; elle le sera aussi pour

« l'empereur à la vérité ; mais qu'importe, « la paix pourrait-elle être solide, si elle était « onéreuse pour lui? L'empereur ne devient-« il pas notre ami naturel, et forcé par sa « position géographique du moment que la « pomme de discorde qui était dans les Pays-« Bas se trouve enlevée? D'ailleurs son agran-« dissement ne donne-t-il pas de la jalousie « à ses voisins, à la Russie, aux Turcs, au « roi de Prusse? Ses nouvelles possessions ne « lui semblent-elles pas des embarras qui de « long-temps l'empêcheront de s'occuper de « nous? Je ne vois qu'une seule précaution à « prendre, c'est de vous ménager l'occupation « de l'Italie même le plus long-temps possible; « et en tout état de cause ne consentez à l'é-« vacuer qu'après le traité fait et ratifié par « François II, tant en sa qualité de roi de « Hongrie et de Bohême, qu'en sa qualité « d'empereur et chef de la confédération ger-« manique ; en un mot, vous devez rester « maître du pays jusqu'à ce que la paix « continentale ait lieu de fait. Il me semble « que cela peut se faire aisément ; et alors, « mon cher général, venez jouir des béné-« dictions du peuple français tout entier, « qui vous appellera son bienfaiteur ; venez

« étonner les Parisiens par votre modération
« et votre philosophie. On vous prête mille
« projets plus absurdes les uns que les autres.
« On ne peut pas croire qu'un homme qui ne
« fait que de grandes choses puisse se réduire
« à vivre en simple citoyen. Quant à moi, je
« crois qu'il n'y a que Bonaparte, redevenu
« simple citoyen, qui puisse laisser voir le
« général Bonaparte dans toute sa grandeur.

« Croyez-moi, mon cher général, le plus
« inviolable de vos amis.

« *Signé* CARNOT. »

J'ai tenu à rapporter toute cette lettre d'abord, pour montrer que Bonaparte, tout en sachant que le directeur le jalousait en secret, persistait à son égard dans le développement de la règle de conduite dont il m'avait fait part avant d'aller en Italie; qu'il travaillerait de tous ses moyens à ramener à soi ses ennemis, avant que de se déterminer à les traiter avec dureté; et ensuite pour prouver aussi que Carnot, bien qu'il craignît le général et se défiât de lui, cherchait à le lui cacher dans sa correspondance. Sait-on pourquoi tous les deux agissaient ainsi? c'est qu'au fond, s'ils ne s'aimaient pas, ils ne pouvaient du

moins se refuser leur estime réciproque.

Lavalette, qui trouvait son avantage à entretenir cette bonne intelligence, ne fût-elle même qu'apparente, vint le 12 fructidor chez Carnot, et lui dit, après avoir causé avec lui de diverses affaires qu'ils avaient à traiter ensemble:

« Enfin, citoyen directeur, j'espère qu'il ne vous reste plus aucun motif de défiance contre mon général, et que vous êtes complètement rassuré au sujet des nuages qu'on aurait élevés contre vous dans son esprit. Il a été si satisfait de votre dernière lettre, de vos expressions franches et amicales, que, dans celle que je viens de recevoir aujourd'hui, il m'annonce vous avoir écrit de manière à ce que le même courrier vous a apporté cette preuve de sa réconciliation sincère; il ajoute que sa politique est conforme à la vôtre, tant pour ce qui a lieu au dedans qu'au dehors. »

Carnot, charmé de ces paroles, témoigna combien elles plaisaient à son cœur, mais ajouta en même temps que la lettre annoncée ne lui était point parvenue. Lavalette, en réponse, persista à soutenir son envoi. Carnot alors alla aux informations au secrétariat du directoire, il n'obtint aucune nouvelle de cette missive, ou perdue, ce qui n'était guère

possible, ou soustraite, ce qui était vrai; il soupçonna coupable du fait La Révellière, et il avait raison.

J'ai dit que Barras, aux derniers momens avant le coup d'état, se piqua un peu contre moi de mon refus à ne pas vouloir l'aider à tromper Pichegru, que je le vis moins jusqu'après l'événement. Cependant la chose n'alla pas à une rupture ouverte, il savait qu'on devait me ménager à cause du général Bonaparte, et le 15 ou 16 fructidor il me dit en passant :

« Nous n'aurons pas l'argent d'Italie, le général n'est plus pour nous.

— Comment le savez-vous? demandai-je; ceci ne serait-il pas le résultat d'une intrigue?

— Non, non, il se rapproche de Carnot. Il lui mande que leur façon de voir en politique est absolument semblable. Oh! nous sommes bien informés. »

Barras s'arrêta sans pousser plus loin la confidence; mais, malgré sa réserve, il m'en apprit plus qu'il ne voulait sans doute. Lavalette la veille au soir, m'ayant fait part de la disparition de la lettre de Bonaparte à Carnot, il me fut facile de reconnaître que, si elle n'était pas parvenue au directeur dont

elle portait l'adresse, du moins n'avait-elle pas été perdue pour tout le directoire. Je me contentai de répondre à Barras :

« Je ne crois point que le général vous joue, mais je doute qu'il soit satisfait du choix de votre nouveau ministre de la guerre. Vous ne pouviez ignorer comment il a mécontenté Scherer quand il a reçu de lui les explications sur l'état de l'armée d'Italie. Il est naturel qu'il range Scherer au rang de ses ennemis, et, par conséquent, qu'il le voie de mauvais œil investi d'un portefeuille, qui le mette lui Bonaparte, dans une sorte de dépendance de quelqu'un qu'il a violemment offensé.

Barras me répliqua : « C'est la faute de Rewbell ; il a tenu à nous bombarder, Scherer son ami ; et le moyen de résister toujours à un homme qui veut fortement et avec persistance une chose ? on cède de guerre lasse, et presque toujours on fait mal. »

Je reconnus dans cette excuse le fond de faiblesse naturelle du caractère de Barras.

Nous finîmes là notre conversation, d'autant que madame de Staël entra. Bon Dieu ! qu'elle était affairée ! Nous étions une trentaine dans le salon, directeurs, législateurs, fonc-

tionnaires, militaires, simples particuliers. Eh bien, nous fûmes tous appelés successivement, et nous eûmes avec elle notre causerie secrète *in fiochi*, sorte de mystère public qui plaisait beaucoup à madame de Staël.

Sa fantaisie dans ce moment était entièrement anti-royaliste et toute pour la république. Elle intriguait contre les conseils de son mieux. Quand mon tour vint :

« Nous touchons à la catastrophe, me dit-elle, le directoire triomphera ; je lui ai préparé les voies ; il me devra de la reconnaissance et sera ingrat, afin de rentrer dans la règle : n'importe ; j'aurai fait *mon devoir*, et mon esprit sera satisfait. »

Je ne compris pas trop ce que son devoir était dans cette affaire. Mais j'eus garde de le lui demander, nous n'eussions pu nous entendre. Elle, sans me laisser le loisir de répliquer, poursuivit :

« Il faut que Bonaparte profite de ceci. Je veux qu'on le fasse directeur très-incessamment. Je veux qu'il entre là, avec Barras, que je conserve, Sieyès, Tallyerand, Constant et lui ; la république sera parfaitement administrée.

Alors, cher Cinéas, glorieux et contens,
Nous pourrons rire à l'aise et prendre du bon temps.

Ce fut par cette citation de Boileau qu'elle acheva sa période étourdissante, qui m'assomma. J'admirai comment une femme, dont la raison était supérieure, pouvait s'attacher à jouer la mouche du coche, et les projets absurdes qu'elle formait. Aucun mot ne put sortir de mes lèvres, je m'inclinai seulement, il ne lui en fallait pas davantage, et poursuivant :

« Mandez à votre ami ce qui se passe, ce que je fais pour lui, qu'il sache bien l'intérêt que je lui porte; il y a des nuits où ses triomphes troublent étrangement mon sommeil; il y aura de la sympathie entre nous, j'en suis certaine. »

Je me tus encore, que répondre à de telles pauvretés? J'étais au supplice; par bonheur que j'avais été appelé le vingtième, et qu'elle devait tous nous passer en revue. Cette nécessité la contraignit, à ma grande joie, à se séparer de moi. Je pus m'éloigner sans compromettre ma prudence, et sans faire devant elle un abandon complet de mon simple bon sens.

CHAPITRE XI.

Barras, pour éloigner le coup d'état, amuse ses collègues et renvoie Merlin chez lui. — Sotin force les portes. — Pourquoi. — Billet du prince de C..., qui demande une audience à Barras. — Barras consulte ses collègues et Merlin, qu'il rappelle, et va au rendez-vous. — Révélations du prince de C.... — Le 18 fructidor est décidé. — Barras engage Barthélemy à donner sa démission. — Ce que Barthélemy dit à Carnot. — Fragment des mémoires de Carnot. — Nuit du 17 au 18 fructidor. — Détails curieux. — Conseil que Carnot donne à Barthélemy. — Récit complet de la fuite de Carnot. — Le général Cherin. — Carnot prétend qu'on voulait l'assassiner. — Barras me raconte les particularités de l'arrestation de Barthélemy. — Qui ne veut pas se sauver.

Cependant, et comme le disait madame de Staël, nous touchions en réalité à la catastrophe. Barras et Augereau avaient pris toutes les mesures qui en assureraient le succès au directoire, mais eux non plus n'étaient pas décidés sur le moment de la mise à exécution; peut-être même l'aurait-on retardée avec imprudence jusqu'à l'heure où Pichegru se serait décidé à agir avec les siens; peut-être que le laisser-aller de Barras le retenait dans

une inaction funeste, bien que d'ailleurs il eût tout décidé, lorsqu'un incident particulier précipita le dénoûment de cette grande affaire. Je vais le raconter tel qu'il a eu lieu, prévenant mes lecteurs que je varierai avec certains historiens bien instruits d'ailleurs, non sur le fond des choses, mais sur les détails et les instans; il me semble que certains ont confondu ceux-ci; je ne dirai pas qui, afin de ne pas me perdre en des réfutations inutiles. Je me contente de prévenir du fait, afin qu'on ne m'impute point ce tort si on me surprend à ne pas suivre pas à pas mes devanciers.

Le 16 fructidor au soir (samedi 2 septembre 1797), le bruit se répandit plus vivement au directoire que les conseils tenteraient le lendemain un coup d'état; la police avait été instruite du conseil secret tenu ce même jour par les conjurés royalistes; elle en avait prévenu simultanément Augereau et le directoire. Augereau, La Révellière et Rewbell vinrent trouver Barras, afin de régler ce qu'il fallait faire. Barras, on ne sait trop pourquoi, refusa son consentement à une attaque soudaine; prétendit que ses mesures n'étaient pas

complètes, et qu'il avait besoin de retarder jusqu'à la nuit du 19 au 20. Ses collègues et le commandant en chef de la dix-septième division le quittèrent de très-mauvaise humeur, en lui reprochant qu'il serait cause de quelque malheur. Il plaisanta, tourna leurs pressentimens en railleries, et dès leur retraite se coucha ; il en avait besoin, car depuis huit jours il passait les nuits ou à travailler ou en galanteries.

A peine se couchait-il que voici Merlin, apportant avec lui le dossier complet des proclamations, des actes, des arrêtés, des documens nécessaires, et qu'il avait rédigés et fait imprimer ou copier à l'avance, afin de les avoir prêts au moment de s'en servir. Les employés dont il s'était servi pour cette besogne étaient depuis deux jours retenus sous clef en charte privée, tant il importait de s'assurer de leur discrétion. Merlin avait été prévenu par Rewbell que le coup de main aurait lieu cette même nuit. Sa surprise fut donc extrême de trouver Barras non sous les armes, mais entre deux draps. Il eut à se débattre contre la valetaille (car celle-ci revenait au Luxembourg) pour arriver jusqu'à

lui. Barras, en le voyant, se récria sur ce qu'il ne pouvait reposer un instant tranquille; il s'emporta contre les ennuis de ses fonctions; et tout à la fois s'apitoyant sur les nuits blanches que Merlin avait lui aussi passées, lui conseilla d'aller faire comme il faisait, et de se mettre au lit, attendu que la partie était remise à trois ou quatre jours.

Merlin, étonné de ceci, n'insista pas, et partit. Oh! pour le coup, pensait Barras, à ce qu'il m'a conté depuis, je vais sommeiller à mon aise... Point.... Voilà derechef qu'on frappe à la porte de l'appartement du directeur; c'est cette fois le ministre de la police en personne, qui s'opiniâtre à ne pas se retirer qu'il n'ait vu Barras. Force est donc au valet d'accourir vers son maître, qui entre dans une fureur véritable, qui veut faire jeter Sotin par la fenêtre, et qui, en résultat, ainsi qu'on en agit toujours en pareil cas, donne l'ordre qu'on introduise l'importun officiel. Sotin paraît; Barras le rudoie; l'autre reçoit l'ondée, et puis, déroulant la matière, dit que depuis son entrée au ministère il a mis aux trousses du prince de C... une demoiselle de vertu médiocre, mais d'habileté

très-étendue ; qu'elle a si bien manœuvré autour du gentilhomme en lui faisant espérer de l'impunité et de l'argent, qu'elle l'a déterminé à faire des révélations importantes ; que le prince de C... est venu il y a peu de momens chez lui, ministre de la police, annoncer son projet, puis en même temps sa ferme résolution de ne rien avouer qu'à Barras lui-même, et au moyen d'un rendez-vous. Au demeurant, voici la copie, que je tiens de Barras, du billet écrit par ce misérable prince, à qui Dieu fasse paix :

« CITOYEN DIRECTEUR,

« Ma position doit vous inspirer peu de « confiance : je suis émigré non encore rayé « définitivement, et fils d'un ministre de celui « qui s'appelle Louis XVIII et se dit roi de « France. Mon père, dont il a méconnu les « services et la probité, est en pleine dis- « grâce. J'ai sa cause à venger, et je peux « sauver la république. Voulez-vous m'enten- « dre? mais vite, car il n'y a pas de temps à « perdre ; une heure de retard peut même « vous être funeste. Je suis si assuré de la gra-

« vité des révélations que j'ai à faire, que je
« ne crains pas de vous proposer de me rete-
« nir en otage jusqu'après avoir eu l'assu-
« rance de ma sincérité et de l'exactitude des
« documens que je vous apporte. Je suis dans
« la rue de Vaugirard, sous le portique de
« l'Odéon, à attendre votre réponse. Méditez-
« la, car l'existence de l'ordre actuel est à
« l'attendre avec moi.

« *Signé* C.... »

Ceci, en effet, méritait qu'on réfléchît. Barras connaissait le personnage; il savait sa vie désordonnée, la mauvaise réputation dont il était couvert. Était-ce une escroquerie d'un nouveau genre, ou bien savait-il véritablement quelque chose de majeur? Il voulut prendre là-dessus d'autres avis que ceux du ministre de la police; il envoya simultanément courir après Merlin, qu'il faisait rappeler, et chez ses deux collègues, qu'on pria de sa part de venir le trouver; enfin Sotin alla lui-même prévenir C... qu'on ne tarderait pas à lui donner une réponse.

Les deux directeurs arrivèrent les premiers, et, quand on leur eut appris le cas, se

récrièrent sur l'inconvenance d'un rapprochement avec un homme aussi taré ; que ses révélations prétendues cachaient un piége, le projet peut-être d'assassiner Barras, afin de détruire la majorité du pouvoir exécutif. C'était assurément manifester d'étranges craintes ; Barras ne les partageait pas. Merlin arriva sur ces entrefaites ; le cas lui fut pareillement soumis. Il fut pour l'acceptation du rendez-vous, et donna de si bonnes raisons, que les trois directeurs se rangèrent à son avis. On décida que Barras parlerait au prince de C..., mais hors du palais et dans le jardin, cette nuit même. Le ministre de la police s'en fut chercher le dénonciateur. Barras prit une paire de pistolets pour contenter ses collègues, qui l'auraient voulu voir escorter par tout un régiment de cavalerie et par quelques pièces de canon, et s'en alla au rendez-vous.

Le prince parut presque aussitôt, toujours conduit par Sotin, qui se donna les gants de cette affaire. Une conversation intime s'établit ; C.... fit d'abord ses conditions. Barras, qui en fait d'argent n'était pas ménager, promit tout ce qu'on lui demanda, bien que la caisse du directoire fût vide, et en retour ob-

tint la connaissance du plan entier de la conspiration, le moment où elle éclaterait, ses ressources, ses ramifications, le nom des conjurés, en un mot, tout ce que C... avait entendu par lui-même, et ce qu'il avait obtenu de la confiance loyale du duc de La Trémouille.

Les faits furent si précis, si détaillés, que le directeur dut admettre leur évidence; il comprit que désormais le moindre retard serait fatal, et, pressé de se mettre à l'œuvre, il remercia le prince, l'assura qu'on le récompenserait généreusement, et, chargeant Sotin de le reconduire, rentra au Luxembourg en toute hâte, et là répéta à ses deux collègues et à Merlin tout ce qu'il avait appris. On se confirma dans la nécessité d'agir promptement, et l'on ne retarda que jusqu'à la nuit suivante pour tout délai.

Les ordres définitifs furent donnés à l'instant, soit aux ministres qui étaient dans le secret, soit à Augereau et aux autres militaires sur qui on comptait, et dont on voulait la coopération. Barras ne dormit pas, ainsi qu'il l'avait projeté, de plus graves soins l'en empêchèrent.

Au milieu de tous ces mouvemens, celui qui aurait dû être un de ceux à s'en occuper davantage, et qui, en réalité, y prenait le moins de part, fut le directeur Barthélemy; il paraissait assister à une représentation indifférente, au lieu de se montrer en principal acteur. Ses adversaires ne pouvaient ni le haïr ni le craindre, à tel point sa douceur et son peu d'énergie leur étaient connus; aussi ils auraient voulu pouvoir le séparer de la masse que l'on frapperait, et je tiens de Barras le fait suivant.

Le 17 fructidor, dans la matinée, Barras entra chez Barthélemy, qui se montra assez surpris d'une telle visite. Barras, ayant amené la conversation sur les convulsions du moment, prit par la main son collègue, et lui dit :

« Pourquoi, vous, dont les intentions sont si droites, vous, qui n'avez aucune ambition, êtes-vous mêlé à des tracasseries, à des intrigues dont les conséquences vous seront funestes? »

Barthélemy se récria sur ce qu'il appelait une supposition.

« Mon cher ami, lui dit Barras, on ne peut se dissimuler que la lutte ne soit établie entre

la minorité et la majorité du directoire; il est impossible que le combat qui dure ne se termine pas bientôt; la majorité est déterminée à soutenir son droit par toutes les voies possibles, et elle triomphera, soyez-en sûr. Elle sera alors forcée de sévir contre ses ennemis. Elle vous voit parmi eux avec peine; croyez-moi, ou revenez à nous franchement, et nous vous recevrons à bras ouverts, parce que votre loyauté est connue; ou, si vous croyez que l'honneur vous le défend dans ce cas, aujourd'hui même et pour tout retard, donnez votre démission; cet acte vous placera en dehors de toute querelle, et les résultats à venir ne vous atteindront pas. »

Barthélemy, surpris de cette double proposition, se refusa à l'accepter dans l'une ou l'autre de ses voies. Il répliqua que le devoir lui interdisait d'abandonner son poste; qu'il en savait le péril, mais qu'un homme public faisait acte de lâcheté en se retirant en présence de l'orage; qu'il croyait être dans le bon chemin, et se flattait d'y voir revenir des collègues qu'il affectionnait toujours, malgré leurs dissentimens.

Barras renouvela ses instances, allant aussi

loin que possible, sans laisser deviner l'opportunité de ses avis; il ne put rien gagner. Barthélemy, s'il manquait de vues profondes, possédait toutes les vertus de l'honnête homme, et il aurait cru y manquer en cédant. Barras le quitta, chagrin de ne pouvoir obtenir une démission qui aurait tout arrangé. Barthélemy, peu de temps après, passa dans le cabinet de Carnot. Il trouva celui-ci congédiant un jeune officier qui, enthousiaste du républicain farouche, le suppliait, pour la seconde fois depuis le commencement de la journée, de l'autoriser à poignarder Barras. Carnot se refusait à ce crime, et tâchait d'en distraire celui qui, en voulant le commettre, pensait délivrer la France d'un de ses tyrans.

Barthélemy lui conta ce qui lui était arrivé tout à l'heure. Carnot répondit en mettant sous les yeux de son collègue un billet sans signature qu'il venait de recevoir. On le prévenait que la nuit prochaine le canon d'alarme serait tiré; qu'à ce signal une révolution aurait lieu, et que des assassins pénétreraient dans le domicile de lui, Carnot, pour le mettre à mort.

« Eh ! bon Dieu, que ferons-nous ? demanda Barthélemy.

— Rien, répliqua l'autre directeur. Je me méfie de ces avis mystérieux et alarmans; ce sont, pour l'ordinaire, des spéculations d'intérêt sur notre reconnaissance effrayée. Je crois le triumvirat plus embarrassé que nous; il y pensera plus d'une fois avant que de mutiler par un attentat le pouvoir exécutif. »

La sécurité de Carnot lui fut fatale; il avait cependant à l'avance pris des mesures de précaution, et il s'était ménagé une issue secrète par laquelle il s'échapperait à volonté du Luxembourg, mais en même temps il avait négligé de remplir sa bourse. Il a dit lui-même dans l'un de ses écrits :

« La haine des ennemis *souverains* de Carnot avait été prévoyante; et, pour les cas où il parviendrait à se soustraire à leurs coups, ils avaient eu la précaution de suspendre, sous des prétextes sur lesquels il ne prit jamais la peine de réfléchir, le paiement de son traitement de directeur; de sorte qu'au 18 fructidor il avait chez lui, et pour toute ressource, quelques écus, dont il n'eut pas même, au moment de sa fuite, le temps de se saisir, pas

plus que de ses armes, qu'il laissa par trophée à ses *vaillans* et *généreux* vainqueurs. »

Barthélemy, rassuré par Carnot, ne répandit pas ailleurs les conjectures que lui avaient inspirées les supplications de Barras, à l'effet d'obtenir sa démission. Il passa tranquillement le reste de la journée, assista au conseil où les cinq directeurs se trouvèrent réunis, et pour la première fois, peut-être, la discussion ne tourna pas en aigre dispute. Ces ménagemens de la part des trois directeurs auraient dû servir de dernier éveil aux deux autres. Ils ne leur servirent pas, bien que Carnot, dans sa réponse à Bailleul, page 155, ait dit : « Dans la séance du 17, au directoire, les deux victimes désignées furent en présence de ceux qui les proscrivaient. Elle fut calme. Un sourire, il est vrai, trahit le secret du président (La Révellière); un poignard semblait s'élancer de chacun des angles de sa figure; sa tête était penchée sur son épaule; ses yeux, devenus presque opaques, regardaient obliquement; le haut de ses joues était agité d'un mouvement convulsif, et ses lèvres s'entr'ouvraient et se portaient en avant, comme à l'approche d'une coupe remplie du sang de sa victime. »

Cependant les directeurs et Augereau activaient leurs dispositions ; elles furent toutes amenées à point, sans que Dossonville ni ses agens en eussent une connaissance positive. Le corps législatif délibérait sur le bord de l'abîme. La nuit vint, et avec elle commença l'exécution du plan d'attaque. Le jardin du Luxembourg se remplit d'une multitude de jacobins, de coupe-jarrets, d'officiers à mauvaise réputation, tous gens de main, et capables de tout ce qu'on exigerait d'eux. Carnot prétend qu'ils avaient la mission de l'assassiner.

Un message d'une personne affidée le prévint, vers onze heures du soir, de ce qui se passait dans le jardin. Peu après arriva le commandant supérieur de la garde du directoire, qui sans doute n'était pas dans le secret de la conspiration, car il vint apprendre à Carnot ce que Carnot savait déjà de ce mouvement de tant de personnages à figures sinistres, et qui, sur son interpellation, avaient refusé d'évacuer le jardin. Carnot lui demanda pourquoi il s'adressait à lui, qui n'était plus président? L'officier répliqua que La Révellière n'était pas dans le palais (la

frayeur, au moment du choc venu, lui avait fait chercher une retraite dans une maison écartée), et que dans ce cas il avait cru devoir rendre compte de ceci au dernier président en fonction. Carnot alors donna l'ordre par écrit de renvoyer ce monde, qui obéit, on ne sait trop pourquoi, et qui alla se réfugier chez un affidé, dont la demeure était proche du Luxembourg. Carnot, jusqu'à une heure du matin, conserva cette sorte d'autorité.

Barthélemy avait passé la soirée à jouer au trictrac; on lui rendit compte des mouvemens qui avaient lieu, et il vint s'en entendre avec son collègue. Là, tous les deux comprirent que le coup d'état était en action, et Barthélemy demanda quel parti il y avait à prendre.

« Celui, pour vous, de la fuite, repartit Carnot, si vous ne voulez être assassiné ou arrêté au moins. »

Barthélemy, peu rassuré, et voyant que sa résistance serait inutile, ne voulut aucunement se soustraire à sa destinée. Il rentra chez lui, et y attendit ce qu'on voulait faire de sa personne. Carnot, qu'un aide-de-camp d'Augereau était venu visiter sous un prétexte futile,

mais afin de s'assurer s'il était au Luxembourg, se jeta tout habillé sur un lit de camp, placé dans une alcôve construite dans la salle à manger, et bien cachée par la boiserie.

Vers deux heures du matin, l'officier supérieur de la garde se présenta à l'appartement de Carnot pour l'y arrèter. Il frappe, on ne lui répond point; la porte est verrouillée; il n'ose prendre sur lui de l'enfoncer, et retourne vers Barras, alors avec Rewbell, et qui faisaient chercher La Révellière, qu'on ramena plus mort que vif de la maison où il s'était renfermé. Barras, aussitôt, appelant le général Chérin, nommé tout nouvellement commandant suprême de la garde du directoire, lui enjoignit d'arriver à Carnot, et de se saisir de lui, dût-on *hacher* la porte, si on ne pouvait l'ouvrir autrement. Chérin ne balança pas à se charger d'une mission pareille. Il va, suivi d'un groupe d'officiers et d'un gros de soldats, arrêter illégalement le directeur. Il frappe; cette fois on ouvre; c'est Allent, le secrétaire de Carnot, qui, par une feinte précise, le conduit, non à l'alcôve cachée où son patron a reposé, mais vers son lit ordinaire, *encore chaud*, dit-il

dans son procès-verbal, ce qui n'est pas vrai, car le directeur ne s'y est pas reposé. Il fait des recherches actives et multipliées dans le reste de l'appartement; ses investigations sont vaines, Carnot a disparu. Chérin se désole; on doutera de son zèle, on suspectera sa fidélité; il ne se trompe pas; on ne lui tiendra aucun compte de son excès d'obéissance, et, comme il ne peut arrêter le directeur, il sera remplacé et mis à l'écart peu de jours après.

Carnot, au premier appel hostile de ses ennemis, s'est relevé, et, dans un appareil de toilette un peu négligé, a pris le chemin d'une porte dérobée qu'à l'avance il avait fait ouvrir par mesure de précaution. Elle conduit dans un jardin particulier, qu'il traverse, et une autre issue le mène hors du Luxembourg. Voici dans quels termes lui-même raconte cet incident de sa vie aventureuse :

« Le Luxembourg était cerné par une quantité immense de troupes et d'artillerie ; mais je trompai la vigilance des sbires en ce que je m'étais ménagé à l'avance une issue qu'ils ne connaissaient pas. J'entendis le canon d'alarme au moment où je venais de fermer la dernière porte; et, avec deux pistolets dans la main,

j'errai environ trois heures dans la ville, pour pouvoir gagner l'asile où je me réfugiai par des rues détournées, afin d'éviter les corps-de-garde et les postes militaires, qu'on avait multipliés. Rewbell entra dans un accès de rage contre l'officier porteur du mandat d'arrêt, et Barras eut l'inconcevable lâcheté d'aller avec ses soldats arrêter le débile Barthélemy. »

Carnot, autre part, accuse formellement ses collègues d'avoir voulu attenter à ses jours; car il a écrit en plainte formelle la phrase suivante :

« Le moment de l'assassinat de Carnot devait être celui des mouvemens concertés depuis long-temps, et le canon d'alarme ne fut tiré par les conjurés que quelque temps après que son évasion ne fut plus douteuse. »

Tandis que Chérin accepte et exécute la mission coupable de s'emparer de Carnot, Barras se charge de celle non moins odieuse de saisir également Barthélemy. Il le fit, m'a-t-il répété dix fois, par égard pour ce collègue, que tous aimaient, jusqu'à ses ennemis, et je vais répéter mot à mot ce que je tiens sur ce fait de sa bouche.

« Nous ne fûmes pas fâchés de la fuite de Carnot. Quoi que depuis il en ait dit, elle nous sauvait d'un grand embarras, celui de punir un homme aussi recommandable, et que Bonaparte d'ailleurs pourrait bien s'aviser de protéger, ne fût-ce que pour nous faire pièce. On aurait pu le saisir tant qu'il demeura à Paris et en France; et, si on ne le fit pas, c'est parce qu'il nous plut de ne point le faire; croyez-en là-dessus ma parole beaucoup plus que toutes ses allégations. Nous dîmes entre nous trois : « Qui enverrons-nous à Barthélemy? — Vous devriez aller vers lui, » dis-je à Rewbell. Rewbell en eut de la douleur, peut-être même de la honte. « Eh bien, ajoutai-je, je vous rendrai ce service. » Me voilà donc en chemin vers son appartement. Je dis à un de ceux qui m'accompagnaient de frapper; il obéit, et aussitôt on répond. « C'est de la part du directoire, réplique mon homme. » Soudain on ouvre; j'entre le premier. « Où est le directeur? demandai-je. — Dans son cabinet. » On nous y conduit; j'entrai; il venait de se relever. « Qu'est-ce ceci? me dit-il. — Ma foi, mon cher collègue, une mauvaise nouvelle que j'ai à vous annoncer. Vous avez

voulu lutter contre nous, l'avantage nous est resté, et nous en profitons très à regret, toutefois en ce qui vous concerne. — Où est Carnot? — Sauvé. — Tant mieux. — Écoutez, lui dis-je en m'approchant de lui et en baissant ma voix, si son exemple vous tente, nous ne sommes pas gens à nous y opposer, peut-être même vous feriez bien. Je vais placer des sentinelles aux entrées principales de votre appartement; les derrières resteront libres. Cela vous tente-t-il? — Non. Si on veut me donner un passeport pour Hambourg, sous mon nom, à la bonne heure, et avec la faculté de sortir d'ici en plein jour. — Nous ne le pourrions sans nous donner tort, et nous tenons à avoir raison. — Dans ce cas, je suis votre prisonnier. — Réfléchissez bien. — Ma détermination est formelle : je reste, et proteste contre ce qui se passe. — Adieu donc. Ne nous accusez plus de l'avenir qui vous est échu. » Barthélemy leva les yeux et les mains au ciel, s'écria : « O ma patrie! » Et moi, qui le vis faisant du pathos, et qui avais ailleurs de la besogne, je lui dis adieu et sortis. Nous ne nous sommes plus revus.

« Le ministre de la police, à qui on laissa

le soin de le conduire au Temple, le catéchisa encore, le conjura même de nous délivrer de sa personne, essaya de lui faire peur de la déportation, de la mort même. Il y a souvent des âmes de bronze dans des corps débiles, et un courage moral supérieur là où manque toutefois l'énergie. Barthélemy nous le prouva, et je vous assure que la nécessité de le traiter avec rigueur empoisonna pour nous le succès de cette nuit heureuse. »

CHAPITRE XII.

Détails complets de la journée du 18 fructidor. — Marche des troupes. — Honorable conduite du général Ramel. — On veut arrêter les inspecteurs de la salle. — Discours de Pichegru aux soldats. — Conduite indigne d'Augereau envers Ramel. — Les conseils ne peuvent se réunir légalement. — Le directoire fait une première proclamation qui a plusieurs éditions. — Les deux conseils sous l'influence des vainqueurs. — Poulain Grandpré. — Détail des séances des conseils. — Message du directoire. — Lois révolutionnaires. — Autre message insolent du directoire. — Barras est inquiet des projets de Bonaparte. — Bailleul partisan de la tyrannie. — Départ des détenus. — Joie odieuse des jacobins. — Merlin et François de Neufchâteau nommés directeurs. — Quinette et Lambrechts ministres. — Hoche. — Moreau. — Bassesse de sa correspondance. — Madame de Staël est aux anges. — Maxime politique.

Parmi les précautions prises à l'avance pour assurer le coup d'état, on n'avait pas négligé celles qui amèneraient à proximité les troupes dont on aurait besoin. Celles de l'armée de Hoche reçurent l'ordre de marcher rapidement sur Versailles. Elles y arrivèrent en différentes heures dans la journée du 17 fructidor, et, dès la nuit venue, se rapprochèrent

de Paris. On les plaça aux barrières, sur les boulevards, le long des quais, aux avenues des ponts. Elles protégèrent le Luxembourg et investirent les Tuileries.

Des avis de ces mouvemens, tous de menace, étaient parvenus aux députés. Les membres de la commission des inspecteurs hésitèrent à y croire, et, au lieu de se maintenir en permanence, ils se dispersèrent. Ce fut une faute fatale. Rovère, qui, seul de la commission des anciens, passait la nuit dans la salle, se refusa pareillement à admettre la réalité des prévisions sinistres de Ramel, le commandant en chef de la garde des conseils, qui lui annonça vers une heure du matin qu'un ordre d'Augereau lui enjoignait de se rendre sur-le-champ chez le ministre de la guerre. Il n'obéirait pas, dit-il, et il ajouta que des troupes sans nombre faisaient irruption dans Paris. Rovère prétendit que Ramel exagérait.

Ramel n'était pas dans l'erreur. Sa fidélité à son devoir fut inébranlable. Il devait être malheureux chaque fois qu'il ferait acte de dévouement. Vers trois heures du matin, un envoyé du directoire somma Ramel de livrer le passage du pont tournant à une colonne

de quinze cents hommes chargée d'une mission du pouvoir exécutif : sa réponse fut négative, bien que des avis multipliés lui prouvassent qu'en ne se soumettant pas il se perdrait sans être utile à sa cause. On l'assura que douze mille hommes dispersés autour des Tuileries environnaient déjà ses huit cents grenadiers, et que cette petite armée était soutenue par quarante pièces d'artillerie.

Lui, sans balancer, fait prendre les armes à son corps, et détache des ordonnances chez Siméon et Lafond Ladebat, le premier président des anciens, le second des cinq-cents. Il prévient également les députés logés dans le voisinage. Pichegru, qui n'avait pas été coucher à la petite Pologne, chez lui (car, par un pressentiment que tout réalisait, il s'était arrêté chez un de ses amis, rue Richelieu), a à peine le temps d'accourir aux Tuileries, dont l'investissement est formé aussitôt. Le pont tournant ne tarde pas non plus à être forcé, et une batterie pénétrant dans le jardin est aussitôt tournée vers la salle des députés; en même temps on s'empare des diverses avenues, et toute communication cesse entre le palais et le reste de la ville. Un seul officier,

le lieutenant Blot, refuse d'ouvrir la grille du conseil des cinq-cents : le directoire le punit de sa magnanimité par la destitution. Que son nom reste à la postérité, ce sera sa récompense.

Ramel, dans cette position, demande aux inspecteurs de la salle l'ordre de repousser la force par la force. On lui répond que toute résistance devient inutile, et qu'il ne faut pas répandre du sang, lorsque son effusion ne servirait pas. Les inspecteurs sont peu après environnés. On leur signifie de la part du directoire un mandat d'emprisonnement. Willot, qui est venu les rejoindre avec le dessein de combattre, est arrêté comme eux ; on va porter la main sur Pichegru, mais il se recule, et prenant la parole avec majesté.

« Compagnons d'armes, dit-il aux soldats, serait-il vrai que vous venez donner des fers à celui qui, tant de fois vous conduisit à la victoire? Vils instrumens du caprice des tyrans qui osent vous faire servir à violer la constitution, ne marcheriez-vous aujourd'hui que pour conduire à l'échafaud celui que naguère vous appeliez votre père, et qui le fut réellement? Ah! plutôt que d'offrir ma tête

à mes ennemis, plutôt que de périr par leurs mains, frappez vous-mêmes ce sein couvert de blessures que j'ai reçues en combattant pour la patrie et à votre tête. Il me sera plus doux de succomber sous vos coups que sous le glaive assassin que me destinent les brigands qui oppriment mon pays. »

Ce discours véhément, la réputation de celui qui le prononce, le souvenir de ses victoires partagées avec lui, et son aspect, étonnent, arrêtent les soldats du directoire; ils se taisent, baissent la tête, et refusent d'exécuter envers Pichegru l'ordre de s'emparer de tous ceux qui se trouveront dans l'enceinte des Tuileries. Les chefs du mouvement craignent une réaction; on appelle un autre piquet, que l'on précipite sur le groupe des représentans de la nation qui est là, sans laisser à aucuns le loisir de parler. Ceux-ci d'abord ne veulent pas céder de bonne grâce. Il faut les arracher aux meubles, aux colonnes qu'ils embrassent, et à la violence on joint les mauvais traitemens. Là sont saisis Rovère, Pérée, Tupinier, Jarry, de la Metherie, des Courtils, du conseil des anciens; Pichegru, Willot, Delarue, d'Auchy, de Ruru-

mate, Fayolle, Bourdon de l'Oise, des cinq-cents.

Ne pouvant rien contre le nombre, Ramel s'abandonne à son désespoir, mais ne se résout pas à céder à sa mauvaise fortune. A cinq heures du matin, il reçoit d'un aide-de-camp d'Augereau l'injonction de diriger son corps devant la maison de l'état-major de la place. Il répond par un nouveau refus. « Je suis, dit-il, aux ordres des conseils, et n'en peux recevoir que d'eux ; et il encourage ses grenadiers, qui paraissent déterminés à ne pas l'abandonner. En ce moment, un état-major nombreux s'avance aux cris *vive la république!* Il suit Augereau, qui s'avance vers Ramel, auquel il commande de se rendre aux arrêts. Ramel se soumet, il part ; mais un geste qu'il fait, en portant la main sur la garde de son épée, est mal interprété; Augereau le croit hostile, ou tout au moins menaçant ; alors, emporté par sa violence farouche et brutale, il oublie ce qu'on doit de respect au malheur héroïque; il se précipite sur Ramel, lui enlève son épée et la brise. La tourbe toujours servile des militaires qui environnent le pouvoir insulte son chef; on frappe

Ramel, on arrache ses épauletes, on déchire ses vêtemens; et, s'il n'est pas assassiné cette fois, il doit ce répit à Augereau, qui, enfin rougissant de sa propre conduite, apprécie celle de Ramel, et le sauve tout sanglant de la fureur lâche de son état-major.

Les grenadiers du corps législatif demeurent spectateurs impassibles de cette scène; un autre commandant leur est donné, ils le suivent. Les soldats sont des machines sur lesquelles est fou qui se fie; ils ne savent ni être fidèles avec discernement, ni être patriotes avec enthousiasme; ils varient avec une facilité funeste qui trompera toujours les espérances qu'on fondera sur eux, et on peut avec raison leur appliquer ces vers de je ne sais quel poète:

Pareils à l'humide élément,
Dont les vagues sont toujours prêtes
A rouler indifféremment
Dans le calme et dans les tempêtes.

Cependant quelques députés, fidèles à leur mandat et à la constitution, sont parvenus, à travers mille dangers, à se réunir dans la salle ordinaire des cinq-cents, mais ils n'y reste-

ront pas long-temps. On envoie contre eux un bataillon qui les chasse. Ils ne se dispersent point, et vont tous chez un de leurs collègues, où d'autres députés les rejoignent successivement. Pastoret les préside. Ils savent que le directoire a fixé pour le nouveau lieu de leur assemblée la salle de l'Odéon (je crois déjà l'avoir dit), et aux anciens celle de de l'École de Médecine. Ils délibèrent s'ils s'y rendront; la majorité s'y refuse, dans la juste crainte d'approuver l'usurpation du directoire en lui obéissant. Une détermination plus honorable est adoptée; tous, au nombre de quatre-vingts, revêtus de leur costume de cérémonie, marchent vers leur palais que la troupe environne. Deux fois le président la somme de se retirer et de ne pas violenter la représentation nationale; deux fois une manœuvre de cavalerie contraint les députés à se retirer; ils reviennent encore, on les écarte avec le même moyen, et l'impossibilité de forcer cette barrière inconstitutionnelle est constatée. Pareil attentat est commis envers les anciens, qui, ayant Marmontel leur doyen pour président, essaient aussi de se rendre à leur poste; et le peuple, témoin de ce

crime politique, le laisse commettre sans s'en indigner et sans le punir; son attention est distraite par une proclamation que l'on affiche simultanément et avec profusion sur tous les murs des rues; elle porte:

« Citoyens, un grand nombre d'émigrés, « d'égorgeurs de Lyon, de brigands de la « Vendée, attirés ici par les intrigues du roya-« lisme et le tendre intérêt qu'on ne crai-« gnait pas de leur prodiguer publiquement, « ont attaqué les postes qui environnaient le « directoire exécutif. Mais la vigilance du « gouvernement et des chefs de la force ar-« mée a rendu nuls leurs criminels efforts. »

C'était un mensonge complet; ceux qui le répétaient en eurent honte; une seconde édition de la proclamation suivit la première, et en place des mots *ont attaqué* il y eut *devaient attaquer;* à la suite on joint les pièces surprises sur d'Entraigues, les déclarations de Duvernet de Presle, et trois lettres du prétendant adressées à Imbert Colomès. Enfin cette deuxième édition porte: « Que tout individu qui rappellerait la royauté, la constitution de 1793 *ou d'Orléans*, serait à l'instant fusillé. » Aux termes de la loi, elle contient

des peines sévères contre ceux qui attenteront aux fortunes ou aux propriétés.

Cependant le directoire, en usurpant tous les pouvoirs constitutionnels, a compris la nécessité de faire illusion à la France, en se montrant appuyé sur un simulacre de représentation nationale. Il appelle à l'Odéon les députés qui lui ont vendu leur vote, et à l'École de Médecine ceux des anciens pareillement traîtres à leurs sermens. Le député Lamarque osa présider les cinq-cents, dont la séance s'ouvrit à onze du matin, Siméon, l'honnête homme, ayant refusé de concourir à cet acte inconstitutionnel. Poulain Grandpré, autre complaisant de toutes les tyrannies, parla le premier en termes tellement adulatoires, qu'il fut le seul à ne pas en rougir; et, bien qu'on eût à prix d'argent ramené dans les tribunes les tricoteuses de Robespierre, un silence morne accompagna les phrases basses dans lesquelles il rendit hommage au directoire de ce qu'il avait sauvé la patrie. Pauvre patrie! que de fois tu as été sauvée sans t'en douter, et que de fois tu as eu à récompenser des lâches du service qu'ils ne t'ont pas rendu! Cette mutilation

des cinq-cents nomme d'abord une commission de cinq membres. C'est Boulay de la Meurthe, Sieyès, Poulain Grandpré, Villiers et Chazal. Puis on autorise par un décret le directoire à faire entrer autant de troupes qu'il le jugera nécessaire dans le rayon constitutionnel, et par cette mesure on sanctionne l'attentat déjà commis. Chazal, envoyé au Luxembourg, vient annoncer que le pouvoir exécutif enverra à six heures le message explicatif de sa conduite. On arrête la permanence, et on se sépare en attendant.

C'est Roger Ducos qui se flétrit en acceptant la présidence des anciens; ceux-ci délibèrent, n'ayant pour spectateurs que des militaires sans armes, mais en costume; c'était leur prouver de quelle liberté on prétendait les faire jouir. J'emprunte ici quelques phrases à un de mes amis présent à cette séance, et qui en a écrit les particularités.

Laussat, ayant pris la parole le premier, demanda qu'avant de délibérer l'on constatât s'il se trouvait présens cent quatre-vingt-six membres formant la majorité du conseil, et s'il avait été pris un arrêté dans les formes qui transférât le lieu des séances. L'ordre du

jour fut bien vite invoqué sur cette importune proposition, que d'un autre côté on soutint, en déclarant qu'il fallait se convaincre qu'il ne pouvait y avoir ailleurs un autre conseil des anciens. On alla même plus loin, et l'on proposa d'écrire aux membres absens, ce qui fut ordonné. Cependant la question de l'appel nominal, défendue par Régnier, par Lecouteulx, et d'autres, n'étant point décidée, Harmand de la Meuse trancha la difficulté en proposant d'ouvrir une liste sur laquelle chaque député viendrait inscrire son nom; ce qui s'exécuta. Aussitôt que Girod Pouzols eut observé qu'on était peut-être en majorité sans le savoir, surtout si l'on comptait ceux qui se promenaient dans la cour....., la séance demeura suspendue pendant une heure, au bout de laquelle Lacombe Saint-Michel prétendit qu'il y avait plus de cent membres inscrits sur la liste; que vingt-six étaient absens par congé, et que cela formait bien la majorité. Cette heureuse manière ne séduisit cependant pas le conseil, qui se contenta de déclarer la permanence, et suspendit la séance de nouveau. Au bout d'une demi-heure Marbot revint à la charge.

« Le temps presse, dit-il; il s'agit de sauver la liberté. J'ai la presque certitude qu'il y a au moins cent vingt-huit noms inscrits sur la liste; je demande au président de vérifier si nous sommes en nombre suffisant; car il faut en finir. »

Le président procéda à la vérification demandée; il déclara que ce nombre ne s'y trouverait que lorsque quelques-uns des membres auxquels on avait écrit seraient arrivés. Cependant on avait renvoyé à une commission la résolution qui autorisait le directoire à faire entrer à Paris le nombre de troupes qu'il jugerait convenable; et, soit que la majorité fût alors réunie, soit plutôt qu'elle ne le fût pas (car, dans le cas contraire, on n'aurait pas manqué d'en faire mention), Baudin proposa de reconnaître l'urgence, et de sanctionner cette même résolution, qui fut adoptée à l'unanimité; et le conseil, pour la troisième fois, suspendit sa séance.

Le conseil des cinq-cents reçut enfin le message du directoire, s'exprimant ainsi :

« Citoyens législateurs,

« Le directoire s'empresse de vous faire

« part des mesures qu'il a été forcé de prendre « pour le salut de la patrie et le maintien de « la constitution. Il vous remet, à cet effet, « toutes les pièces qu'il a recueillies, et celles « qu'il a fait publier avant que vous fussiez « rassemblés. S'il eût tardé un jour de plus, la « république était livrée à ses ennemis ; les « lieux mêmes de vos séances étaient le point « de réunion des conjurés. C'étaient de là « qu'ils distribuaient hier leurs cartes et les « bons pour la délivrance des armes. C'était « de là qu'ils correspondaient cette nuit avec « leurs complices ; c'était là, enfin, ou dans « les environs, qu'ils essaient encore des ras-« semblemens clandestins et séditieux, qu'en « ce moment même la police s'occupe à « dissiper. C'eût été compromettre la répu-« blique et la sûreté des représentans fidèles, « que de les laisser confondus avec les enne-« mis de la patrie, dans l'antre des conspira-« teurs. »

A cette pièce était jointe une longue adresse aux Français, où l'on répétait en un verbiage sans fin tout ce que disait le message. Il y avait un passage foudroyant contre Pichegru, que l'on accusait formellement d'a-

voir cherché à détruire la république. Et qui l'en avait empêché? qu'on le devine en mille : le prince de Condé.

Les conseils n'étant plus composés que des partisans de la majorité du directoire, adoptèrent d'enthousiasme les mesures vigoureuses que Boulay de la Meurthe, Poulain Grandpré, et Villiers, proposèrent. On annula les élections de quarante-huit départemens. On déporta deux directeurs, un grand nombre de députés, des journalistes, et même de simples citoyens, auxquels on appliqua l'ostracisme d'Aristide.

Parmi les députés proscrits, quelques-uns échappèrent, soit à l'aide d'un protecteur (Santerre fut celui de Fabre de l'Aude), soit par des causes de républicanisme (comme Pontécoulant), de faiblesse, d'imbécillité, etc. On séquestra les biens des déportés, afin d'avoir la garantie que ces derniers ne se soustrairaient pas à la mesure qui les frappait, et l'injustice fut consommée; car je n'hésite pas à donner ce nom à tout acte fait en dehors de la loi; et certes la loi fut ici indignement violée.

Une fois que l'on entre dans la voie de

l'arbitraire, on n'en sort plus. Des décrets multipliés suivirent celui-là; tous portaient le cachet de l'animosité. On recommençait les rigueurs qui pesaient sur les émigrés et sur les prêtres. On soumettait à la peine de deux ans de fers tout fonctionnaire qui ne serait pas impitoyable à l'égard de ces deux classes d'ennemis. On ordonna l'exécution des décrets qui bannissaient les Bourbons de France. La censure fut établie sur les journaux. On ferma les sociétés populaires, et on rendit au directoire le droit de mettre une commune en état de siége.

Toutes ces mesures désastreuses ne furent prises qu'après des débats où des voix généreuses s'élevèrent en faveur des vaincus. Le directoire vainqueur en éprouva une telle colère, qu'il adressa aux conseils le message suivant, dont je supprime les premiers paragraphes, qui n'étaient que des déclamations oiseuses :

« On vous parlera de principes; on cher-
« chera les formes, on inventera des excuses,
« on voudra des délais, on gagnera du temps,
« *on assassinera la constitution, en ayant l'air*
« *de l'invoquer.* Cette commisération qu'on

« invoque pour certains hommes, à quoi va-t-« elle vous conduire? A voir ces mêmes hom-« mes reprendre de leurs propres mains le fil « de leurs trames coupables, et ramasser dans « votre sein les horribles brandons de la « guerre civile pour incendier la patrie. Quelle « pitié mal entendue! quels sentimens funes-« tes! quelles vues rétrécies concentreraient « l'attention du corps législatif sur des indi-« vidus, et pourraient balancer entre le sort « de quelques hommes et celui de la républi-« que?

« Le directoire exécutif s'est dévoué pour « vous donner les moyens de sauver la France; « mais il a dû compter que vous le suivriez. Le « directoire exécutif a cru que vous vouliez « sincèrement la liberté, la république, et que « les conséquences de ce premier principe ne « devaient pas vous épouvanter; il vous les re-« met sous les yeux, il est obligé de vous dire « que vous êtes placés dans une circonstance « unique, et qu'on ne saurait appliquer les rè-« gles ordinaires à un cas extraordinaire, à « moins que de vouloir se livrer à ses enne-« mis. Si les amis des rois trouvent des amis

« parmi vous, si les esclaves peuvent y ren-
« contrer des protecteurs, si vous attendez un
« instant, il faut désespérer du salut de la
« France, fermer la constitution, et dire aux
« patriotes que l'heure de la royauté est son-
« née dans la république; mais si, comme n'en
« doute pas le directoire exécutif, cette idée
« affreuse vous contriste et vous frappe, con-
« naissez le prix du moment, saisissez-le, soyez
« les libérateurs de votre pays, et fondez à
« jamais son bonheur et sa gloire. »

Les conseils entendirent ce langage, et le directoire put tout oser. Il poursuivait de sa haine particulière les journalistes qui l'avaient attaqué; et, en cette circonstance, trouvant une occasion propice de consommer la vengeance, il la saisit avec empressement. Un arrêté du 18 fructidor, dressé à l'avance par Merlin, ordonna de conduire dans une prison, comme prévenus de conspiration contre la sûreté intérieure et extérieure de la république, et spécialement de provocation au rétablissement de la royauté, et à la dissolution du gouvernement républicain, les auteurs et imprimeurs d'environ trente journaux indi-

qués dans le même arrêté, pour être poursuivis et jugés comme tels, conformément à la loi du 23 germinal an IV.

Bailleul, qui a tant parlé de liberté, et qui a toujours aidé au despotisme populaire, fut le rapporteur de cette loi monstrueuse, et, au lieu de se borner à demander des sévices contre les trente journaux mentionnés par le directoire, il étendit libéralement la mesure sur cinquante-quatre; c'était frapper quatre à cinq cents individus. Les conseils n'eurent pas la magnificence de Bailleul, et se montrèrent un peu moins prodigues de châtimens; ils ne condamnèrent que les auteurs, rédacteurs, imprimeurs de quarante journaux, afin qu'on criât à la clémence grande.

Ceci achevé, le directoire s'occupa du départ des prisonniers. Des chariots couverts, ou plutôt de véritables cages telles qu'on s'en sert pour les bêtes féroces, furent destinées à transporter les victimes au lieu de leur embarquement. Là on entassa Barthélemy, Pichegru, Willot, de Larue, Bourdon de l'Oise, Rovère, Aubry, Lafond-Ladebat, Tronçon-Ducoudray, Barbé-Marbois, Murinais, l'adjudant-général Ramel, Dossonville, Lavillheur-

nois, Brottier et Duverne de Presle, à qui sa trahison ne profita pas, du moins en apparence; car en réalité il fut récompensé des aveux que la frayeur lui avait arrachés. Les trois directeurs, deux du moins, Rewbell et La Révelliere, voulurent jouir de leur victoire; ils firent passer à la nuit close ce cortége devant le Luxembourg; on le fit arrêter là pendant trois quarts d'heure, tandis que l'édifice était illuminé et que l'intérieur retentissait d'applaudissemens et de cris d'allégresse. Il y eut des députés des cinq-cents qui, par haine ou lâcheté, vinrent insulter aux prisonniers. Je ne suivrai pas ceux-ci dans leur pénible voyage, que l'on s'appliqua à rendre le plus pénible qu'on put. Embarqués à Rochefort, ils abordèrent à Cayenne après une traversée de cinquante-quatre jours, et, transportés dans le désert humide et brûlant de Sinnamary, ils y trouvèrent d'horribles infortunes et quelques-uns la mort.

Le triomphe complet, il fallut en envisager es suites. Le directoire pensa qu'il convenait de se compléter, et demanda que deux membres lui fussent adjoints. Les cinq-cents dressèrent une première liste formée de François

de Neufchâteau, Merlin de Douai, Masséna, Garat et Goyer. Les anciens nommèrent Merlin. Le 22 on procéda à une seconde liste à l'effet de remplacer Carnot. Les mêmes candidats s'y retrouvaient avec Ginguené à la place de Merlin. Le choix des anciens tomba sur François de Neufchâteau, alors ministre de l'intérieur; Quinette, régicide, prit le portefeuille de celui-ci, et Lambrecht celui de la justice. On ne peut refuser à ces deux fonctionnaires des talens et de la probité.

Tant que dura le premier feu de l'agitation je me tins à l'écart, ne sachant même pas ce qu'on me réserverait; car dans ces momens de catastrophe chacun de nous est à la discrétion d'un ennemi acharné. Je restai chez moi, n'allant que le soir chez madame d'Esparbès, demeurée si complètement seule, que sa solitude me toucha. Les royalistes, justement épouvantés, avaient tous pris la fuite, le plus brave autant que le plus effrayé. La Harpe, Richer Serisy, atteints par la loi rendue contre les journalistes, étaient prisonniers ou en fuite. La pauvre dame n'avait que le digne abbé de Besplas pour la consoler; elle se mourait de chagrin, de désespoir,

surtout en songeant à la conduite abominable du prince de C... La comtesse de L.... était aussi disparue, bien que sa conduite m'inspirât d'autant plus de soupçons, que je la savais en grande liaison avec Montgaillard.

Le 21 fructidor Bottot vint chez moi m'annoncer que Barras voulait me voir. Bottot m'apprit les inquiétudes des vainqueurs; il y avait des écueils qui se présentaient menaçans. Hoche jetait feu et flamme; il tonnait; son mécontentement était à craindre; on ne savait comment l'apaiser, et Barras avait en outre à se venger de lui. Mais, plus que tout, on redoutait Bonaparte, Bonaparte, nouvellement rapatrié avec Carnot; Bonaparte, qui, en définitif, avait retenu les trois millions offerts et demandés; Bonaparte, à qui on avait fait d'immenses promesses, qu'on craignait de tenir, et qui serait jaloux, pensait-on, d'avoir vu le nom de Masséna sur la liste de candidature pour une place au directoire, comme si on eût voulu opposer cette réputation à la sienne.

Je fus charmé d'être informé de toutes ces particularités avant de paraître chez Barras. Je m'y rendis à l'heure indiquée. Il était seul

et m'attendait. Du plus loin qu'il me vit :

« Où vous êtes-vous tenu, me dit-il, pendant cette échauffourée ?

Moi. A l'écart, de peur des éclaboussures.

Barras. Pourquoi cela? Vous êtes des nôtres; on peut compter sur vous. »

Il s'exprima d'un ton à me prouver que le besoin de mon concours auprès de Bonaparte rehaussait mon importance.

Moi. Vous me battiez froid.

Barras. Vous l'avez cru : au demeurant, laissons le passé, occupons-nous de l'avenir ; il est encore très-sombre. Avez-vous écrit au général ?

Moi. Oui.

Barras. Que lui avez-vous mandé ?

Moi. Ce qui a eu lieu.

Barras. Sous quelle couleur ?

Moi. Sous aucune; j'ai narré les faits; je suis prudent.

Barras. Si chacun faisait comme vous, on s'entendrait mieux. Mais il y a des gens qui poussent la roue du char de la discorde. On nous a brouillés avec Hoche ; nous sommes dans la nécessité de nous débarrasser de Moreau à cause de ses liaisons avec Pichegru, et

nous avons la certitude que Lavalette nous a mal mis avec Bonaparte. En savez-vous quelque chose ?

Moi. Non. Qui vous le fait présumer ?

Barras. Ses rôderies autour de Carnot ; il est parvenu à remettre celui-là en intelligence avec Bonaparte. Les intentions de votre ami sont embrouillées. Que veut-il ? nous ne le savons pas trop ; il aura, j'en suis certain, des griefs à articuler. Je n'ose vous proposer de retourner en Italie ; je vais y envoyer Bottot.

Moi. Et bien vous ferez. Mon attachement pour le général paraîtrait suspect à vos collègues ; un homme tout à vous les rassurera. »

Ma réponse plut à Barras, qui ne se confiait à moi que par nécessité, et qui, en me repoussant des suites d'une négociation que j'avais commencée, craignait de me déplaire et de se faire un ennemi dangereux, quoique en apparence peu redoutable. La conversation continua. J'appris que Hoche remplacerait Moreau : on craignait un coup de tête de ce dernier ; on le connaissait peu : Moreau, ailleurs que sur le champ de bataille, était une poule mouillée, petit, mesquin, sans dignité ;

il en fournit la preuve en cette circonstance par des lettres qu'il adressa au directoire en réponse à l'ordre du ministre de la guerre de venir rendre compte de sa conduite.

Au quartier-général de Strasbourg, le 24 fructidor an V.

CITOYENS DIRECTEURS,

« Je n'ai reçu que le 22, très-tard et à dix « lieues de Strasbourg, votre ordre de me « rendre à Paris.

« Il m'a fallu quelques heures pour pré- « parer mon départ, assurer la tranquillité « de l'armée, et faire arrêter quelques hom- « mes compromis dans une correspondance « intéressante que je vous remettrai moi- « même.

« Je vous envoie une proclamation ci-jointe « que j'ai faite moi-même, et dont l'effet a « été de convertir beaucoup d'incrédules. Je « vous avoue qu'il était difficile de croire que « l'homme qui avait rendu de grands ser- « vices à son pays, et qui n'avait nul intérêt « à le trahir, pût se porter à une telle in- « famie.

« On me croyait l'ami de Pichegru, et

« dès long-temps je ne l'estime plus. Vous « verrez que personne n'a été plus compro- « mis que moi ; que tous les projets étaient « fondés sur les revers de l'armée que je com- « mandais. Son courage a sauvé la république.
« Salut et respect.

« *Signé* MOREAU. »

Une autre lettre, anti-datée du 19 fructidor, et adressée à Barthélemy par Moreau, donnait tous les détails de l'intelligence de Pichegru avec l'étranger. Moreau l'avait tenue cachée jusque là, et maintenant il la revélait ; cette platitude ne lui servit pas, et lui attira, à cette époque, le blâme universel.

Barras me congédia. J'allai, en sortant de chez lui, voir madame de Staël. Que je la trouvai rayonnante ! elle aussi avait sauvé la république. C'était elle, Talleyrand, Constant, qui avaient tout fait, et non les directeurs ; je me trompe, un homme mieux encore, avait acquis le titre glorieux de sauveur : M. Necker..... oui, lui-même en personne..... Comment? de quelle façon ? Madame de Staël ne l'expliquait pas, mais n'importe, la chose était assurée, patente, disait-elle, et

on ne pouvait récompenser un tel service qu'en lui donnant la présidence du directoire. C'était fort plaisant. J'ai revu depuis tout ce monde, oh! comme il avait changé!

Le directoire, sans s'occuper de cette folie, attendait avec anxiété le résultat du coup d'état sur l'opinion des citoyens; nul ne se remua. La terreur planait de nouveau en France, et on voyait avec effroi le jacobinisme relever sa tête hideuse et menaçante. Le directoire put espérer une longue vie, une éternité même; deux ans suffirent cependant pour l'amener au terme de son immortalité.

Chaque fois qu'un gouvernement sort de la voie légale, il se suicide; le temps d'existence qu'il conserve encore n'est plus qu'une agonie: mille exemples en font foi.

CHAPITRE XIII.

Lettre de Talleyrand à Bonaparte.— De Barras au même.— Ce que Bonaparte me mande. — Il offre sa démission motivée. — Embarras des directeurs. — Détails importans. — Mot profond de Barras. — Négociations ouvertes à Lille pour la paix avec l'Angleterre. — Maret duc de Bassano. — Le directoire ne veut pas la paix. — Bonaparte plus tard raconte les détails de la paix de Campo-Formio. — Les porcelaines brisées, utiles en diplomatie. — Dispositions du traité. — Comment le directoire en reçut la nouvelle. — Je me réconcilie avec Barras. — Notre conversation politique. — Elle est curieuse à lire.

J'avais écrit à Bonaparte, selon mon engagement envers lui, tous les détails venus à ma connaissance de la nuit et du jour du 18 fructidor. Lavalette avait pris le même soin; Augereau fit comme nous. Certes, il ne manqua pas de relations de ce coup d'état, aucune conforme à l'autre. Je gage que Talleyrand prit ce même soin; mais lui dans le seul but de justifier un acte auquel il avait pris tant de part, et dont il ne savait pas comment Bonaparte accepterait les conséquences. Bourrienne, parmi le fatras indigeste qu'on est

convenu d'appeler ses mémoires, a placé certaines pièces officielles qui en font toute la valeur. On y trouve un lambeau de cette lettre de l'ancien évèque d'Autun : le lecteur ne m'en voudra pas de la lui représenter.

« Vous lirez dans les proclamations qu'une « conspiration véritable, et toute au profit de « la royauté, se tramait depuis long-temps « contre la constitution ; déjà même elle ne se « déguisait plus, elle était devenue visible pour « les yeux les plus indifférens. *Le mot patriote « était devenu une injure ;* toutes les institu- « tions républicaines étaient avilies ; les enne- « mis les plus irréconciliables de la France ac- « couraient en foule dans son sein, y étaient « accueillis, honorés ; *un fanatisme hypocrite* « nous avait tout-à-coup transportés au sei- « zième siècle ; la division était au directoire ; « dans le corps législatif siégeaient *des hommes « véritablement élus d'après les instructions « du prétendant*, et *dont toutes les motions res- « piraient le royalisme.* Le directoire, fort de « toutes ces circonstances, fait saisir les con- « jurés, pour confondre à la fois les espéran- « ces et les calomnies de tous ceux qui auraient « tant désiré, ou qui méditeraient encore la

« ruine de cette constitution. *Une mort prompte*
« *a été prononcée contre quiconque rappelle-*
« *rait la royauté*, *la constitution de* 93, *ou*
« *d'Orléans.* »

Barras à son tour avait voulu caresser Bonaparte, bien qu'il eût l'arrière-dessein de le perdre, s'il le pouvait, car, dès le 21 fructidor, il lui avait mandé :

« Les infâmes journalistes auront leur tour
« aujourd'hui : la résolution des cinq-cents
« est adoptée. On nous donne demain deux
« collègues ; ce sont François de Neufchâteau
« et Merlin. Termine la paix, mais une paix
« honorable. Que le Rhin soit limité, que
« Mantoue soit à la république cisalpine, et
« que Venise ne soit pas à la maison d'Au-
« triche : voilà le vœu du directoire épuré,
« voilà celui des républicains, voilà ce que
« veut l'intérêt de la république, et la gloire
« bien méritée du général et de l'immortelle
« armée qu'il commande ! »

Barras, le 23, dans une nouvelle lettre, disait encore :

« Ton silence est bien étrange, mon cher
« général. Les déportés sont partis hier. Au-
« gereau se conduit on ne peut mieux ; il a la

« confiance des deux partis : elle est bien mé-
« ritée. Les Bourbons partent demain pour
« l'Espagne. »

Ces lettres furent suivies, dans le délai de peu de jours, de cent autres écrites par les mêmes personnages, tous désireux de calmer Bonaparte, de le faire voir selon leurs désirs. J'ignore quelle réponse particulière il leur fit, n'ayant eu connaissance que de l'officielle, qu'on retrouve partout; mais, si j'en juge par celle que je reçus vers la fin de septembre, on avait dû être peu satisfait de ses épanchemens. La voici exactement transcrite :

« J'ai retardé ma réponse, parce que j'ai
« voulu voir venir. Quoi? demanderez-vous.
« Tout, vous répliquerai-je. Et, comme j'ai vu,
« je puis maintenant causer avec vous. Ils
« appellent cela (le 18 fructidor) un événement
« solennel; tenez-le pour un vrai tripotage.
« On en a fait une question de personnes, et
« non de principes; on a déplacé des gens pour
« en mettre d'autres; et, au fond de tout cela,
« qu'y a-t-il? Rien pour la grandeur de la
« France. Je regrette Carnot, coupable envers
« Barras, oui; envers la patrie, non. Déjà on
« veut oublier les services; on tâche à parer

« des mannequins, pour en faire des hommes.
« et l'animation manquera toujours à ces « mannequins. On a violé la constitution sans « nécessité, et on a déconsidéré le triomphe « par la mesquine vengeance qui l'a suivi.

« Hoche vient de mourir, HOCHE EST MORT « EMPOISONNÉ ! On en accusera les étrangers ; « je vois le crime dans l'intérieur. On a chassé « Moreau : que me destine-t-on ? Hoche, je « vous le répète, est mort empoisonné ; c'est « un avis adressé aux forts qui importunent « les faibles... Déjà on me cherche querelle ; « ils veulent à Paris régler ma conduite, dicter « des conditions de paix folles. La paix est « maintenant nécessaire ; je la signerai quand « et comment il me conviendra.

« Quand je dis que je la signerai, c'est une « manière de m'exprimer, car je viens d'en- « voyer ma démission au directoire. Je suis « fatigué de servir des envieux, des ingrats. « Bottot est venu... avec des finasseries, des « louanges exagérées, des menteries, et, sous « main, une inquisition dont je me moque. « Ce *monsieur* investigateur a failli être fusillé « comme espion... J'ai eu la velléité de le pu- « nir de ses formes semi-officielles, semi-ca-

« chées; mais depuis j'ai réfléchi qu'il n'était que « le valet de son maître, et me suis contenté « d'ouïr impatiemment ses explications.

« Mon ami, je suis mécontent du directoire, « très-mécontent; il ne me ménage pas, et « néanmoins je crois mériter des égards. Parce « que Barras me tutoie, il pense que je lui suis « redevable. Ces formes jacobines sont absur- « des, quand l'amitié ne les relève pas.

« Attendez-vous à du bruit, à ce qu'on vous « circonvienne. On vous demandera pourquoi « je me fâche. Prétendez ne rien savoir; affir- « mez que je ne vous écris pas. Si on veut que « vous m'écriviez, refusez-vous-y, à moins que « l'on ne vous donne la minute originale des « propositions à me faire. Dans ce cas seul « chargez-vous de la négociation. Adieu. »

Il avait en effet cassé les vitres en s'adressant au directoire par une lettre dans laquelle il lui disait :

« CITOYENS DIRECTEURS,

« Un officier est arrivé avant-hier de Paris « à l'armée; il y a répandu qu'il était parti de « Paris le 25 (fructidor), qu'on y était inquiet

« de la manière dont j'aurais pris les événe-
« mens du 18. Il était porteur d'une espèce
« de circulaire du général Augereau à tous les
« généraux de division; il avait une lettre du
« ministre de la guerre à l'ordonnateur en
« chef, qui l'autorisait à prendre tout l'argent
« dont il aurait besoin pour faire sa route.

« Il est constant, d'après tous ces faits, que
« le gouvernement a agi envers moi à peu près
« comme envers Pichegru après vendémiaire
« an 4.

« Je vous prie de me remplacer et de m'ac-
« corder ma démission. Aucune puissance de
« la terre ne sera capable de me faire conti-
« nuer de servir, après cette marque horrible
« de l'ingratitude du gouvernement, à laquelle
« j'étais bien loin de m'attendre. Ma santé,
« considérablement affectée, demande impé-
« rieusement du repos et de la tranquillité.

« La situation de mon âme a aussi besoin
« de se retremper dans la masse des citoyens.
« Depuis trop long-temps un grand pouvoir
« est confié dans mes mains. Je m'en suis servi
« dans toutes les circonstances pour le bien
« de la patrie; tant pis pour ceux qui ne
« croient pas à la vertu, et qui pourraient

« avoir suspecté la mienne : ma récompense « est dans ma conscience et dans l'opinion de « la postérité.

« Je puis, aujourd'hui que la patrie est tran- « quille et à l'abri des dangers qui l'ont me- « nacée, quitter sans inconvéniens le poste où « je suis placé.

« Croyez que, s'il y avait un moment de pé- « ril, je serais au premier rang pour défendre « la liberté et la constitution de l'an III. »

Bonaparte avait eu raison dans la lettre qu'il m'adressait ; celle-ci, déjà arrivée, avait bouleversé le directoire ; il y reconnaissait les premiers symptômes d'une levée de boucliers dangereuse. Ce fut cette fois Rewbell qui m'entreprit chez Barras.

« Que veut Bonaparte ? me demanda-t-il ; quelle est sa résolution secrète ? que lui avons-nous fait ?

Moi. Je l'ignore ; il ne me donne plus signe de vie.

Barras. Il est clair qu'il veut rompre avec nous ; autrement que signifient cette colère, cette démission jetée par terre ? Quoi ! une circulaire d'Augereau, des frais de route fournis à un officier, sont des actes hostiles

contre lui! est-ce raisonnable? Bottot dit qu'il n'en peut rien tirer de positif; que ses récriminations, ses plaintes, ses soupçons ne finissent pas. Pourquoi ce bruit, cette conduite? N'est-ce pas lui qui nous a fait défaut? A-t-il ténu, je ne veux pas dire ses engagemens, mais ses offres (les trois millions)? C'est nous enfin qui devrions faire ce tapage, et c'est nous qui cherchons à le contenter. Il est impossible que vous n'en sachiez pas quelque chose.

Moi. Je vous assure que je sais ce qui est public, et voilà tout.

Rewbell. Eh bien! apprenez-nous ce qui est public, puisque la chose ne vient pas à notre connaissance.

Moi. D'abord, que vos amis ont crié après lui; qu'on croit que votre intention est d'opposer le héros de fructidor au vainqueur de vendémiaire...

Rewbell *m'interrompant.* Il est certain qu'Augereau est un bon patriote; il a fait des merveilles.

Moi. Il a, pour cette affaire, vidé le fond de son sac, où il ne reste plus rien. Ce n'est pas là le pendant de Bonaparte; celui-ci a dû donc

être fâché de cette pensée secrète, et puis (et j'ajoutai ceci étourdiment, je dois l'avouer) la mort de Hoche l'effraie.

Barras. Qu'est-ce que cela signifie? Nous accuserait-il de cet événement fâcheux? Pouvions-nous répondre à Bonaparte des folies de Hoche, lui garantir la prolongation de sa vie? nous l'avait-il donné en garde? »

Je vis, à l'aigreur véhémente de la réplique de Barras, la faute que je venais de commettre. Je cherchai à m'en tirer en feignant de la gaîté; et, prenant texte de la dernière phrase, je lui répliquai en riant:

« Citoyen directeur, prenez-y garde; c'est le propos de Caïn à Dieu. »

Il y a des instans où les plaisanteries ne sont aucunement à leur place; je le reconnus bien ici. Barras et Rewbell ne purent s'empêcher de s'entreregarder avec une expression singulière, et tout au moins un mécontentement extrême d'un soupçon injuste. Le premier ensuite prenant la parole, dit avec gravité:

« Ainsi la calomnie égare ceux qui devraient prendre notre défense. Citoyen, vous venez de vous exprimer bien légèrement.

Moi, *vivement.* Citoyens directeurs, accor-

dez-moi assez de sens commun pour présumer que, si je vous jugeais coupables, je me retiendrais de badiner sur un tel sujet. Je suis persuadé que les rumeurs répandues sont le calcul d'une méchanceté atroce; mais Bonaparte, que cette même méchanceté entoure, peut en être tourmenté, car il est loin. Il doit en outre se plaindre de ce que vous ne voulez pas la paix.

Barras. Nous la voulons à des conditions qui maintiennent l'honneur de la France et du général.

Moi. Oh! pour ceci, reposez-vous en ses propres lumières. Certes, il n'est pas homme à traiter de manière à flétrir ses lauriers; cette assertion est inadmissible. Enfin il y a des promesses que peut-être on lui a faites, que j'ignore, et qu'on ne lui tient pas.

Rewbell. Des promesses! Les sais-tu, Barras?

Barras, *à moi.* Êtes-vous dans la pleine confidence de Bonaparte?

Moi. Oui.

Barras. Dans ce cas, il a dû vous dire à quelle expédition on le destine. »

Un signe de tête et affirmatif fut ma réponse; Barras poursuivit.

« Eh bien! dès que la paix sera faite, on tiendra cet engagement. »

Il ne s'expliqua pas davantage, Rewbell non plus ne dit rien, et je dus comprendre. On me pria d'écrire au général pour qu'il articulât ses griefs. Je répondis, conformément à ses instructions, que je ne pouvais le faire avant qu'on m'eût donné par écrit ce qu'on ferait dans l'avenir. J'avançai ce point, comme devant être ma décharge. Il ne convint pas, je m'y attendais; la discussion alors devint personnelle. Mon insistance déplut beaucoup, on ne me le cacha pas; je tins ferme, et je sortis du Luxembourg à peu près disgracié.

Le directoire, en réalité, ne voulait pas la paix continentale; il se figurait son existence attachée à la continuation de la guerre. Il redoutait au-delà de toute idée la présence à Paris de quelques généraux inoccupés. Le mot favori de Barras était celui-ci :

« Quand on se fusille au dehors, on ne se mitraille pas au dedans. Les batailles ne tuent pas les gouvernemens, mais bien la paix, parce qu'elle amène dans le sein de l'état des ambitions qui se développent à l'extérieur. »

Voilà pourquoi lui et ses collègues éloignaient autant que possible la conclusion du traité dont Bonaparte était chargé, et en même temps ils rompaient, pour la seconde fois, les négociations entamées par l'Angleterre. Cette puissance, sans se formaliser du brusque renvoi de lord Malmesbury, qui avait eu lieu l'an passé, fit écrire, le 1er juin 1797, par lord Gréville au ministre des relations extérieures de France, pour proposer de renouer les conférences et les faire coïncider avec la paix de l'empire. Le directoire, n'osant refuser de prime abord, désigna la ville de Lille, et en même temps témoigna être blessé du choix de lord Malmesbury pour négociateur. De son côté le directoire envoya Pléville le Belley, Letourneur, l'ex-directeur, et Maret, depuis duc de Bassano. J'ai fait connaître les deux premiers. Le troisième, qui vit encore, est, de tout point, une de ces heureuses médiocrités qui, servies merveilleusement par les circonstances, leur doivent toute leur renommée, sans par cela même y avoir coopéré. Bonaparte, comme les gens habiles, n'a jamais voulu des aigles dans son intimité. Il préférait avec raison des hommes ordinaires, cela explique ses choix

de Berthier, de Duroc, de Bertrand et de Maret. Celui-ci a joui de l'éclat que répandait sur lui le reflet de son maître. Il en a tiré un tel avantage, que pendant long-temps on l'a cru quelque chose; maintenant, il est vrai, on est bien revenu de cette erreur.

Maret eut le secret du directoire, celui d'éviter la paix à tout prix ; il s'employa de manière à ne pas manquer à cette funeste mission, et j'ai eu à ce sujet des renseignemens positifs de ses collègues. Le 18 fructidor advint; les plénipotentiaires français furent rappelés, on les remplaça par Treilhard et Bonnier. Ceux-ci, plus encore dans l'amitié du directoire, répondirent mieux à ses intentions : ils agirent avec tant de rudesse, que les conférences furent rompues et que la guerre continua. Les journaux ministériels de France accusèrent le cabinet d'Angleterre de mauvaise foi ; les gazettes anglaises nous renvoyèrent le même reproche, et avec meilleur droit certainement.

Le directoire de ce côté avait pu agir à sa pleine fantaisie, au moyen de mannequins tels que Maret et Treilhard ; mais il ne possédait pas la même facilité du côté de l'Italie, parce

que là il se trouvait en contact avec Bonaparte, et qu'on ne manœuvrait pas despotiquement avec lui. Aussi, malgré les entraves, les retards, les intrigues des directeurs, la paix fut enfin conclue à la satisfaction de la France et au désespoir du directoire. Je vais rapporter ce que Bonaparte me raconta, lorsque je le revis, sur cette partie importante de son histoire.

« Je voulais en finir, ici (Paris) on ne le voulait pas. L'empereur avait autant que moi l'envie de conclure, et ses prétentions devenaient chaque jour plus déraisonnables. Il ne voulait rien garantir, il renvoya la *conclusion* à un congrès général à Berne. Je répondis que chaque chose aurait son tour; que je traiterais d'abord avec l'empereur, plus tard avec l'empire, et que, si on ouvrait des négociations à Berne, mon gouvernement n'y prendrait aucune part. J'ajoutai que, si au 1er octobre tout n'était pas réglé, je regarderais cette lenteur comme une rupture de l'armistice, et que j'entrerais en campagne. L'Autriche voulait gagner du temps; elle attendait la rentrée des Bourbons, et, par conséquent, la France battue en Italie. La

révolution du 18 fructidor détrompa ses espérances, et ses ministres plénipotentiaires Gallo, Marweldt, Degelmann et Cobentzell, accoururent précipitamment à Udine pour s'entendre avec moi. J'allai de mon côté me loger à Passeriano, maison de campagne aux portes de cette ville, et nous nous mîmes à discuter sérieusement le traité. Ces messieurs venaient chez moi, j'allais chez eux, la confiance personnelle était entière, la loyauté diplomatique pas autant. L'Autriche persistait dans ses demandes étranges. C'était toute la Lombardie et la totalité des états de Venise, des folies, car enfin j'étais le vainqueur. Je consentais à céder tout ce qui avait appartenu à Venise, et rien au-delà. Je laissais le reste à la nouvelle république Cisalpine, me réservant en outre les îles Ioniennes, la ligne du Rhin, Mayence et les Pays-Bas. On se récriait, on allait plus loin dans les demandes exagérées, ma patience expirait, elle eut un terme. Le 16 octobre j'arrive chez M. de Cobentzell, il me reçoit la larme à l'œil, il savait pleurer, le malin diplomate, et m'annonce que, puisque je ne veux accéder à rien de ce qu'il me propose, lui et ses collègues allaient partir.

Il me montra leurs voitures dans la cour, tout attelées. Je répondis par des souhaits d'un bon voyage, ce qui n'était pas ce qu'il attendait.

« Au lieu de sortir, il s'assied à la table carrée, plus longue que large, avec les autres envoyés. Je vais prendre ma place vis-à-vis, riant *in petto* de cette jonglerie, dont je n'étais pas dupe. Mon sang-froid piqua vivement Cobentzell : voici qu'il se met à parler, à me tenir un langage hautain auquel je n'étais pas accoutumé. Il soutint que la France n'avait, à aucune époque de son histoire, traité à des conditions aussi avantageuses ; qu'elle déplorerait l'obstination du guerrier qui, pour obtenir une plus grande gloire personnelle, sacrifiait la prospérité et le repos de la patrie.

« Oh! poursuivit Bonaparte, encore ému en me narrant ce fait, je ne pus tenir à ce dernier trait d'arrogance; je me levai, et, courant vers un riche déjeûner de porcelaine donné autrefois par Catherine II à Cobentzell, et que, comme un enfant, il s'amusait à mettre en parade, je le poussai rudement hors du guéridon qui le portait; il tomba, se brisa en mille

pièces, tandis que moi, m'adressant aux plénipotentiaires confondus :

« La guerre est déclarée, puisque vous le voulez ; mais souvenez-vous qu'avant trois mois je briserai votre monarchie comme je viens de briser ces porcelaines.

« Et, sans leur laisser le temps de répliquer, je retournai à Passeriano, ayant eu auparavant le soin de donner devant les envoyés l'ordre à Marmont d'aller annoncer au prince Charles le renouvellement des hostilités. Le cher Cobentzel et les siens entrèrent dans une consternation telle, qu'après mon départ, et sans nouvelles négociations, ils se hâtèrent de m'envoyer le traité tout prêt et revêtu de leurs signatures. La première clause portait naguère : *S. M. reconnaît la république française......* Qu'on raie cela, dis-je impétueusement. La république est comme le soleil ; elle existe, et n'a pas besoin d'être reconnue par ceux qui traitent avec elle.

« Ce fut donc le 17 octobre que la paix fut définitivement signée, non à Udine ni à Passeriano, mais dans un misérable petit village situé entre les deux lieux, et tellement misé-

rable, qu'on n'y trouva pas une maison où nous pussions nous réunir; et pourtant *Campo-Formio* a donné son nom à cette paix célèbre qui accorda à la France la Belgique, la ligne du Rhin, Mayence et les îles Ioniennes; qui accorda à la république cisalpine la Romagne, les trois légations, le duché de Modène, la Lombardie, la Valteline, Bergame et son territoire, Bresse, Mantoue, enfin la ligne de l'Adige. L'empereur eut les provinces vénitiennes restantes, à la condition qu'il céderait au duc de Modène le Brisgaw en dédommagement. J'étais d'autant plus pressé d'achever, que je savais combien ici on en aurait du chagrin. Mais avant le directoire je voyais la France, et après la France moi. J'envoyai le traité de paix; deux de mes amis, comme on le sait, en furent les porteurs, Berthier et Monge. Le premier est à moi, et sera à moi tant que je serai là: c'est un petit esprit, mais c'est une plume toute taillée, qui va en devinant ma pensée. Berthier ne me quittera plus. Monge est en avant de sa science, il sait au-delà de ce que savent les géomètres. La révolution a produit des hommes bien forts,

et tous ceux dont elle a développé le génie, tous ceux qui priment ont voté la mort de Louis XVI. C'est singulier.....»

Ce fut par cette phrase remarquable que Bonaparte clôtura son récit; phrase dont je livre le texte à ceux qui voudront le méditer. J'aurais pu lui répéter à mon tour la surprise, le désappointement, la colère sourde du directoire; lui peindre Berthier et Monge arrivant dans la nuit et allant réveiller La Réveillière, alors en son tour de présidence; la stupéfaction de celui-ci à l'annonce de ce grand acte, sa réponse embarrassée aux deux messagers; que, dès qu'il les eut congédiés, il appela près de lui ses quatre collègues; que là tous s'abandonnèrent à leur douleur, à leurs regrets, et prirent la résolution d'éloigner la ratification de la paix; mais que le bruit que nous en répandîmes le lendemain, et à dessein, ayant inspiré à tous les citoyens un tel orgueil et tant de joie, manifestée par des chants, des danses, des illuminations spontanées, le directoire se fit forcer la main, et ne put tenir sa résolution, et il y eut à lui nécessité d'approuver tout en maugréant.

Je m'étais jusque là mis à l'écart, ne me remontrant plus au Luxembourg ; je crus devoir en cette occurrence m'y présenter avec la foule ; je me tenais cependant en arrière, lorsque Barras, qui faisait le tour du salon, m'ayant aperçu dans un coin, où je jasais avec Ozun, vint droit à moi, et me dit :

« Vous vous êtes donc rendu justice ?

Moi. Est-ce en venant, ou en ne venant pas ?

Barras hésitant..... En venant.

Moi. Grand merci ; mais l'amnistie est-elle bien franche ?

—Barras. Allons, allons, oublions le passé ; je suis jaloux de mes amis plus que de mes maîtresses, et lorsque j'ai vu que vous me préfériez.....

Moi, *l'interrompant, et du ton d'une sensibilité diplomatique.* Citoyen, j'ai agi en homme qui ne veut déplaire à personne, et qui trouve le moyen de vous mécontenter tous. Le général m'accuse de prendre votre parti ; vous me faites le reproche contraire. Je ne suis pas heureux, convenez-en. »

Barras me prit sous le bras, me conduisit dans une embrasure de fenêtre, et là, nous trouvant à l'écart, me dit :

« Je vous avouerai avec pleine franchise que je vous soupçonnais de ne pas tenir la balance égale; j'ai eu tort..... que tout soit oublié..... Notre homme (Bonaparte) nous a traités bien lestement; il a signé la paix sans nous en prévenir; un autre que lui expierait cher cette liberté grande. Nous avons été sur le point de refuser notre ratification.

Moi. Auriez-vous bien fait? j'en doute; vous devez savoir qu'on vous accuse tous de ne pas vouloir de la paix; qu'on vous blâme de la rupture des négociations de Lille; qu'on en arguë qu'il vous convient de prolonger la guerre. Que vous serait-il arrivé, si vous eussiez provoqué la continuation de celle d'Italie? vous eussiez justifié les reproches qu'on vous adresse, et compromis les avantages de la journée de fructidor.

Barras. Aussi ces réflexions, que nous avons faites, ont déterminé notre acceptation.

Moi. Voilà le général les bras croisés désormais.

Barras. Oui, et vis-à-vis de nous.

Moi. A votre place, je ne l'y laisserais pas.

Barras. Et nous ne ferons pas cette faute.

Moi. Où ira-t-il?

Barras. Mais vers l'Angleterre.

Moi. Ou vers l'Égypte.

Barras, *vivement.* Où il voudra, pourvu qu'il ne demeure pas à Paris.. »

Nous nous séparâmes ceci dit, et j'allai méditer sur ces dernières paroles. Il était certain que la prolongation du séjour que Bonaparte ferait dans la capitale serait incompatible avec la propre existence du directoire.

CHAPITRE XIV.

Bonaparte doit aller à Rastadt. — Bonnier d'Alcoz. — Treilhard. — Désespoir des Vénitiens. — Leur dernier doge. — Adieux de Bonaparte aux Italiens. — Récit qu'il me fait de son voyage de Milan à Rastadt. — Comment il se dessine au congrès. — Espérances de madame de Staël. — Errata au chapitre XII. — Letourneur. — Lacépède et la girafe. — J'apprends de Barras l'arrivée de Bonaparte. — Je vais voir le général. — Quelques détails intéressans. — Ce que Bonaparte me dit. — Brouillerie et impatience entre madame de Staël et moi. — Détails concernant Bonaparte. — Le public le préfère au directoire. — Portrait de François de Neufchâteau. — Récit de la réception solennelle faite par le directoire à Bonaparte le 5 décembre 1797. — Propos de Mercier. — Nous causons ensemble sur la cérémonie du jour.

Cette venue de Bonaparte à Paris, en la compagnie de tant de triomphes, d'une réputation si brillante, couronnés par la paix la plus glorieuse que la France ait jamais dictée, devenait réellement pour le directoire une autre tête de Méduse devant laquelle il se pétrifierait. Les directeurs, avec la faiblesse des hommes ordinaires, croyant tout gagner, en gagnant du temps, se mirent à

chercher de quelle façon, sans mécontenter le général, ils pourraient l'écarter de Paris, où on craignait que sa présence n'amenât à son profit une nouvelle révolution. Ce monde-là eut aussi sa passe de joie, en voyant qu'il y avait encore une paix générale avec l'empire à traiter à Rastadt, et qu'y dépêcher Bonaparte serait lui montrer une confiance extrême, une satisfaction éclatante de sa conduite en Italie, et en même temps le maintenir dans un exil honorable. On le nomma donc plénipotentiaire, avec Bonnier d'Alcoz et Treilhard.

Bonnier, homme de robe, ancien président à la cour des aides de Montpellier, avait abandonné les opinions de sa caste (il était noble) pour embrasser avec ardeur celles de la démagogie. Il parut à la convention nationale, où il se souilla de régicide. Il ne manquait ni de sens, ni d'esprit, ni de science; c'était un personnage de mérite, fin, délié, avec des formes de bonne compagnie, que ne gâtait pas la gravité magistrale, et que relevait sa bonne mine, si je ne me trompe pas en ce point.

Treilhard, autre jurisconsulte de rang in-

férieur, autre conventionnel, et taché de la même souillure, jouissait d'une haute réputation de savoir, très-justement acquise. Il avait la tête d'un homme d'état, et les connaissances d'un avocat supérieur à son ordre, si ignorant en général dans ses prétendues sommités. Treilhard devait jouer un rôle à une époque où l'intrigue ne faisait pas tout. Ses talens le mirent en évidence, et dans la suite il fut un de ceux dont Napoléon faisait le plus de cas. On lui doit une grande partie du code civil, monument immortel du passage au pouvoir de Bonaparte.

Celui-ci, bien que la mission d'aller à Rastadt fût très-honorable, en ressentit de la mauvaise humeur, augmentée par le fracas de l'indignation vénitienne contre lui. Les patriotes de cet état tombèrent dans un désespoir extrême autant que légitime, quand ils se virent livrés à l'Autriche. Était-ce pour passer du joug des patriciens nationaux à celui d'un étranger qu'ils avaient favorisé la conquête de leur pays? qu'ils avaient eux-mêmes aidé à renverser leur propre gouvernement? Non, sans doute; et lorsque la nouvelle du traité de Campo-Formio leur arriva,

ils s'abandonnèrent à une rage véritable, et couvrirent le nom de Bonaparte de la masse de leurs imprécations. Le dernier doge, Louis Manini, s'évanouit en prêtant serment à l'empereur. L'un de ses prédécesseurs, Forcarini, était mort à l'heure de sa propre destitution, et pourtant la patrie n'était pas perdue; c'est qu'à cette époque il y avait plus de vertu que dans l'âme dégénérée du Vénitien de nos jours. Bonaparte, en partant, adressa à la haute Italie une de ces proclamations qui ne pouvaient sortir que de son génie, n'en déplaise à Bourrienne, qui croit les avoir faites. Il disait dans celle-là aux Italiens :

« Nous vous avons donné la liberté, sachez « la conserver pour être dignes de votre des- « tinée. Ne faites que des lois sages et modé- « rées; faites-les exécuter avec force et énergie. « Favorisez la propagation des lumières, et « *respectez la religion*. Composez vos batail- « lons, non pas de gens sans aveu, mais de « citoyens qui se nourrissent des principes de « la république, et soient immédiatement atta- « chés à sa prospérité. Vous avez besoin, en « général, de vous pénétrer du sentiment de « votre force, et de la dignité qui convient à

« l'homme libre. Divisés, et pliés depuis des « siècles à la tyrannie, vous n'eussiez pas con« quis votre liberté, mais sous peu d'années, « fussiez-vous abandonnés à vous-mêmes, au« cune puissance de la terre ne sera assez forte « pour vous l'ôter. Jusque alors la grande na« tion vous protégera contre les attaques de « vos voisins; son système politique sera uni « au vôtre. Je vous quitte sous peu de jours; « les ordres de mon gouvernement, et un dan« ger imminent de la république cisalpine, me « rappelleront seuls au milieu de vous. »

Voici de quelle manière il m'écrivit, peu de temps après son arrivée à Rastadt, au moment où il revenait à Paris :

« J'ai quitté l'Italie; ils croyaient que je « voulais m'en faire roi. C'est un état secon« daire, dont le nouveau chef aura besoin de « tout le monde, qu'il faudra protéger; et une « telle position me conviendrait-elle? Non, « je veux protéger les autres, ou vivre en sim« ple citoyen. Ma route a été triomphale; « chacun prétendait ou me voir ou me ga« gner. Il y avait partout des arcs de victoire « et des présens disposés; j'ai évité les uns « et les autres; je n'ai pas eu autant de bon-

« heur avec les canonnades dont on m'a bourré « partout. J'ai vu à Turin le roi, c'est un « pauvre prince. Les Suisses sont sortis de « leur apathie naturelle. Berne m'a fait mau- « vais visage; j'en ai ri. Ils ont là, sur le « cœur, l'indépendance rendue à la Valteline. « A Rastadt, j'ai trouvé, en file, sur mon « passage, toute l'Allemagne princière. Oh! « que de basses révérences on m'a adressées! « Mon ami, il n'y a aucune dignité dans ces « majestés; elles manquent d'énergie. Je leur « ai sur-le-champ appris à juger celle de « la France, car mon début a été de refuser « d'admettre aux conférences, et en qualité « de chargé d'affaires de la cour de Suède, le « comte de Fersen. Vous savez qu'il fut l'ami « de Marie-Antoinette, qu'il complota la fuite « de Varennes; cela m'a suffi pour le re- « pousser. J'ai déclaré que je ne traiterais pas « avec un ennemi direct de la république; on « s'est récrié, j'ai tenu ferme, et l'état de la « santé du comte de Fersen l'a obligé de « sortir de Rastadt.

« Je me déplais dans cette ville, où je parle « sec, afin d'obtenir par la peur ce que d'au- « tres tiendraient à emporter par la ruse. Je

« ne crois pas cependant y demeurer jusquà « la fin, je me noyerais à discuter tant de « prétentions pygmées, qui, pour les nains « dont je suis environné, sont des affaires de « géans. Dès que les ratifications de Campo-« Formio auront été échangées, et que « Mayence nous aura été remis, je prends la « poste dans le seul dessein de vous embrasser, « mon cher. »

Ce final m'amusa; il me parut bouffon. Je m'attendis donc tous les jours à être embrassé par Bonaparte, *qui ne venait à Paris* que dans ce *seul dessein*. Madame de Staël, à la première nouvelle qu'elle eut de ce retour, m'envoya chercher sans façon.

« Eh bien! dit-elle, il arrive, il arrive enfin; quel plaisir de le revoir! d'essuyer la poudre de ce front chargé des lauriers de cent victoires! Ne manquez pas de me l'amener; il faut que je sois la première à le féliciter, à causer avec lui. J'ai force choses à lui dire, et un plan superbe de conduite à lui tracer. Vous me l'amènerez à son débotté, n'est-ce pas? j'y compte. »

Je ne sus trop que répondre à ce flux d'extravagances. Avoir un plan de conduite à

tracer à Bonaparte! il n'y avait au monde que madame de Staël capable d'en concevoir la pensée. Je mâchonnai quelques-unes de ces phrases qui ne signifient rien, et me retirai le plus tôt possible, ne sachant pas comment je pourrais satisfaire la dicteuse de conduite, sans mettre hors de lui un homme bien déterminé à ne se laisser guider par qui que ce soit. Me voici à la partie curieuse des incidens qui amenèrent cette haine entre madame de Staël et Bonaparte, et dont tous les deux ont donné tant de marques. J'en rapporterai quelques traits si l'occasion s'en présente, ainsi que les détails du manége de la dame; mais il faut auparavant que je fasse arriver le héros à Paris, et aussi que je répare une erreur de date que j'ai commise dans l'un des chapitres précédens, en faisant succéder, au ministère de l'intérieur, Quinette à François de Neufchâteau, lorsque celui-ci entra au directoire. J'ai interverti complètement l'ordre chronologique de ces excellences républicaines, et vais le rétablir.

Ce fut Letourneux qui vint en premier après François de Neufchâteau; Letourneux, l'un des plus enveloppés de ténèbres de l'é-

poque, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir du mérite et de la probité. Ancien avocat, point législateur, on le bombarda à un portefeuille qu'il garda un an, et qu'il rendit à son prédécesseur, lorsque celui-ci quitta le directoire. Ce fut en l'an VII, quand une intrigue l'enleva à ce dernier poste, que Quinette vint à son tour reluire sous le boisseau.

Madame Letourneux était une bonne femme toute ronde, toute simple, un peu étonnée de son rang de *ministresse*, cherchant à le soutenir sans le pouvoir guère; trop simple, naïve, et peu instruite en histoire naturelle, car, ayant un jour été visiter le Jardin des Plantes, elle répondit au retour à Talleyrand, qui lui demanda si elle avait vu Lacépède : « Non, on ne me l'a pas montré, mais j'ai vu la girafe. » (Il y en avait une empaillée.) On doit croire que Talleyrand plaça cette repartie à côté de celle de sa femme, qui, ayant pris les voyages de Robinson Crusoé pour ceux de Denon, parlait avec intérêt à celui-ci de son *excellent Vendredi*.

On attendait chaque jour Bonaparte, quoiqu'il n'eût mandé à personne qu'il arriverait positivement; quand je dis à personne, nous

étions trois dans sa confidence. J'allais chaque jour à sa très-petite maison de la rue Chantereine, savoir s'il était arrivé ; nous ne savions pas au vrai le moment précis. Le 3 décembre au soir, j'étais chez Barras, lorsque le ministre de la police parut avec un air fort affairé ; il prit le directeur en particulier, lui dit deux mots qui le firent changer de couleur, puis il vint à moi.

« Allez vite, me dit-il, rue Chantereine, vous trouverez un voyageur qui sera charmé de vous voir. »

Je ne me fis pas répéter deux fois le propos ; je saluai la compagnie, que je laissai aux champs, et courus embrasser le vainqueur d'Italie. Je le trouvai se déshabillant et prêt à se coucher. J'eus lieu d'être satisfait de son accueil ; il me témoigna une amitié bienveillante. Je l'assurai, en retour, de mon attachement, et ensuite lui citai en quel lieu et comment j'avais appris son arrivée.

« Ils ont dû en être charmés.

— Pas tout-à-fait, répondis-je ; mais je vous assure que les dehors seront gardés solennellement. »

Notre conversation fut interrompue par

Bottot, qui vint complimenter Bonaparte au nom de Barras, et par Talleyrand, qui accourut selon son usage, comme il va en tous lieux où un nouveau soleil se lève. Je me retirai discrètement.

La joie fut extrême dans Paris, dès que l'on y sut la venue de Bonaparte. Une foule immense assiégea la rue et les environs; on était affamé de le voir, et lui se refusait à cet empressement avec une modestie par trop superbe. Je ne sais pourquoi on a dit, et Talleyrand laissé dire, que Bonaparte ne voulut pas l'admettre chez lui ce même jour, et que le lendemain il alla le prévenir par une visite. Je suis assuré d'être sorti au moment où entrait l'ancien évêque d'Autun. Il est de ces petits arrangemens historiques, dont la finesse ou l'importance m'échappe; je rapporte ce dont je suis certain, et on doit concevoir que je suis sans intérêt à contredire qui que ce soit pour le seul plaisir de le faire.

Ce que j'affirmerai encore, c'est que le lendemain, demandant à Bonaparte quand il irait au directoire, il me répondit :

« Décadi prochain, en audience publique. »

Me trompa-t-il ? je n'en sais rien ; ce que je peux affirmer, c'est que Barras et ses collègues s'étonnèrent de son absence. Ils s'étaient flattés de le recevoir d'abord incognito ; il n'en fut rien. Pendant la nuit, la commune de Paris fit enlever le nom de la rue (Chantereine), pour y substituer celui bien plus significatif DE LA VICTOIRE. Cette galanterie délicate et convenable eut un grand succès. Bonaparte, vêtu avec une simplicité affectée, alla chez le ministre des affaires étrangères ; il y avait foule. Talleyrand, l'ayant chambré, le conjura de ne pas bouder le directoire, de consentir à le voir.

« En public, oui ; en particulier, non.

— Mais si c'est moi qui vous y amène ?

— Vous êtes ministre ; ce sera une audience, et pas une visite. »

Il fallut en passer par là ; une réception officielle devança celle plus pompeuse qui devait avoir lieu. On a imprimé qu'il y eut effusion des deux côtés ; ceci est encore une erreur. La froideur y fut glaciale ; on ne se parla que diplomatiquement. Bonaparte se tint, comme on dit, dans une réserve complète, boudeuse presque, et au moins sé-

vère. Le directoire, non plus, ne se montra pas ouvert; mais tout ceci demeura caché entre les intimes. Il y a des récits de convention sur toutes les entrevues politiques; les gobe-mouches les acceptent pour vraies, et les historiens s'en emparent.

Je vis ensuite et Bonaparte et Barras, tous les deux peu satisfaits, celui-ci encore plus que l'autre. La défiance commençait à se glisser dans leurs cœurs.

Madame de Staël entra chez le ministre dix minutes après le départ du général; elle ne pouvait concevoir qu'il ne fût pas déjà venu se mettre à ses pieds. Je crois même qu'elle se plaignit sérieusement de ce qu'il manquait de reconnaissance des obligations qu'il devait lui avoir. Elle s'en prit à moi, se mit à me gronder, m'accusa de me placer entre lui et elle; oh! pour le coup, ceci m'impatienta au point que je me permis de lui dire :

« Eh! madame, permettez que désormais je ne sois ni votre confident ni votre ambassadeur. »

Je fis une profonde révérence, et me mis à l'écart. Elle comprit son tort, et qu'il valait

mieux m'avoir pour compère que pour ennemi; aussi me faisant signe de me rapprocher :

« Vous êtes prompt à prendre la chèvre, me dit-elle; ne savez-vous rien supporter des dames?

— Je souffrirai tout de mes maîtresses et de mes amies.

— Dans ce cas, je peux vous maltraiter, car je me range dans cette dernière catégorie.

— C'est pour moi beaucoup d'honneur; mais j'en crains les charges, » ajoutai-je en riant.

Madame de Staël, partageant ma gaîté, répliqua : « Seriez-vous de ces égoïstes qui ferment leur vie, et s'enferment dans un cercle dont ils sont à la fois la circonférence et le centre? cela ne vous irait pas. Je veux que vous fassiez comme moi, qui en amitié suis toute à tous; essayez-en, vous vous en trouverez bien. »

Je répliquai de mon mieux; j'avais affaire à forte partie. Elle me conjura de prévenir Bonaparte du désir qu'elle aurait de le recevoir; j'eus beau faire pour éluder cette

commission, dont je n'augurais rien de bon, il me fallut prendre ce fatal engagement. J'aurais, à cette époque, fait un errata aux vers connus :

> Désir de fille est un feu qui dévore,
> Désir de none est cent fois pis encore!

Mettre madame de Staël à la place de l'épouse du Seigneur aurait à peine suffi à exprimer la vivacité de sa volonté.

Je reviens à Bonaparte ; les administrateurs de la ville de Paris lui ayant fait demander quelle heure lui serait convenable pour recevoir leur visite, il répondit en allant lui-même à l'Hôtel-de-ville, où il fut accueilli avec des acclamations et un enthousiasme bien propres à satisfaire sa vanité. Il est certain que, dès cette époque, le peuple traita Bonaparte autrement qu'il traitait le reste des généraux ; on aurait dit qu'un instinct intime entraînait vers ce grand homme, non encore parvenu à l'apogée de sa gloire, ces citoyens, que le premier il salua du titre de grande nation ; il était certain, en chaque lieu où il paraissait, de produire un même effet. Les grands et les petits étaient affamés de sa pré-

sence, comme ils avaient pareillement le besoin de lui manifester leur amour.

La classe des mathématiques de l'institut crut, en l'admettant dans son sein, faire une acquisition précieuse, et rehausser son importance; et, si à des époques antérieures on avait ri de l'entrée du maréchal de Richelieu et de quelques autres seigneurs à l'académie française, nul dans la circonstance présente n'osa blâmer le choix de l'institut; on ne plaisanta jamais aux dépens de Bonaparte, ses ennemis ne lui firent la guerre que sérieusement.

Le directoire souffrait une douleur excessive chaque fois que Bonaparte obtenait de pareils témoignages d'affection, et cela arrivait souvent. Aucun de ses membres n'en avait recueilli de semblables; on les accablait de sarcasmes, de chansons, d'épigrammes moqueuses, il n'y avait pour eux ni considération ni estime; de la haine et du mépris, tel était leur lot. Mais dans leur nombre, un surtout, encore plus que les autres, était en butte à l'animadversion publique, c'était Merlin. Celui-ci continuait à provoquer d'atroces mesures révolutionnaires, telles, que Robespierre et ses amis auraient reculé devant leur pro-

mulgation. Merlin, par ces actes, par ces formes, était demeuré le résidu odieux des comités de salut public et de sûreté générale; et certes ce n'était pas un droit acquis à la considération universelle.

Quant à François de Neufchâteau, homme de lettres médiocre, et girouette qui n'a cessé de tourner à tout vent qu'au moment de sa mort, on ne le connaissait que par de faibles ouvrages sans chaleur, sans génie, déshonorés par les formes démagogiques. Qui a pu oublier la fable infâme qu'en 1792 il publia et dirigea contre la famille royale? Ce fut alors un acte de lâcheté, et François de Neufchâteau, depuis cette époque, eut toujours l'habitude d'encenser les forts et d'outrager les faibles. Au demeurant, c'était un homme de mœurs douces, incapable par lui-même de faire du mal, mais, comme les gens sans caractère, très-capable d'en faire en mauvaise compagnie.

Les trois autres directeurs sont trop connus pour que je revienne à eux. Ce n'était pas ce quintuor qui disputerait à Bonaparte l'amour de la patrie; il ne pouvait que lui servir d'ombre, et que le jalouser.

Cependant il dut refouler en lui son mécontentement, et se préparer à recevoir le jeune vainqueur avec toute la pompe du triomphe qu'il méritait tant. Cette cérémonie suivit de cinq jours l'arrivée de Bonaparte; elle eut lieu le 10 décembre. La salle d'audience et tous les appartemens du Luxembourg n'auraient pu contenir la foule envieuse de jouir de ce spectacle; on décida, malgré la rigueur de la saison, que l'audience solennelle serait donnée en plein air et dans la cour, où déjà on s'était réuni dans une occasion semblable.

On éleva une estrade haute, large et profonde, à laquelle on parvenait par des gradins. Le plancher et l'escalier furent couverts des plus riches tapisseries de l'ancien garde-meuble de la couronne; une tente superbement brodée couvrit la majeure partie de l'enceinte de la cour, et fut ornée de draperies aux trois couleurs en velours, de crépines, de cordons, de glands d'or. D'autres tapisseries des Gobelins environnaient l'amphithéâtre; on y attacha des trophées militaires, que des inscriptions caractérisaient; c'étaient ceux de toutes les victoires remportées par l'armée d'Italie, dont ce jour-là on célébrait les prodiges dans la

personne de son général. Au centre de l'estrade, et presque contre le pavillon du milieu du palais, s'élevait l'autel de la patrie, en marbre blanc chargé d'élégantes arabesques d'or. Au-dessus, la statue de la Liberté, à laquelle on tournait le dos, semblait planer sur l'assemblée, couronnée par la Victoire, et soutenue par la Force. La composition de ce groupe, dû au sculpteur Moitte, me sembla très-ingénieuse.

En avant et au pied de l'autel, les cinq directeurs prirent leurs places, accompagnés de l'institut, alors le corps principal de l'état; des ministres, des fonctionnaires publics, de quelques généraux vainqueurs honteux de la constitution du 18 fructidor, des ambassadeurs, envoyés et consuls des puissances alliées. Il y avait en outre des tribunes fort bien décorées et remplies en hommes et en femmes de ce qu'on appelait la meilleure compagnie de Paris, furieusement mélangée, mais du moins brillamment parée, et affichant un luxe qui contrastait avec la misère universelle. Des chœurs de musique bourgeoise et militaire, celle de l'opéra, divisés en plusieurs groupes, faisaient entendre de momens en momens des

airs patriotiques. Une cantate fut chantée, les poètes Chénier et Lebrun ayant voulu concourir de leur poésie à la pompe de la fête. Il n'y manqua rien de ce qui l'embellirait; enfin, et dans le jardin, plusieurs batteries de canon tonnèrent aux signaux donnés, et transportèrent, en idée, les spectateurs sur ces champs de bataille où Bonaparte les fit gronder tant de fois et avec tant de succès.

Un malheur contrista cette fête; un employé du directoire ayant voulu traverser sur une planche un angle du palais à la hauteur de la toiture, ce pont mal affermi fit la bascule, et le précipita sur le pavé, où il trouva la mort. « Ah! s'écria Mercier, placé auprès de moi, quel funeste augure pour le directoire! » Je ne répondis pas, mais me rappelai ce propos.

Bonaparte, attendu avec tant d'impatience qu'on l'accusa d'inexactitude, arriva accompagné de Talleyrand, des administrateurs du département de la Seine et d'un long cortége d'officiers et de simples soldats. Le directoire l'avait précédé sur l'estrade. Quelques flatteurs battirent des mains; des *chut! chut! paix là!* se firent entendre en si bon nombre, que

les claqueurs durent se taire, et le pouvoir exécutif recevoir cet affront; mais le bruit de l'artillerie et les sons éclatans des douze cents musiciens présens furent tout-à-coup couverts à ne plus les entendre, aussitôt que le héros de la fête se présenta, par les cris, les *vivat*, les applaudissemens de tous ceux présens; c'était pis que de l'enthousiasme, il y avait de la folie, de la fureur; et un mouvement spontané, que la force armée eut grand'peine à contenir, emporta toute cette foule vers Bonaparte. Cet élan fut d'un effet sublime, tant il fut empreint à la fois d'amour et de respect, par son entraînement, et par la retenue qui le suivit.

Talleyrand prit la parole; son discours rempli de prétentions parut sans couleur, sans style; ce diplomate n'est pas éloquent. Bonaparte répliqua par quelques phrases brèves, sententieuses, il ne parla que du directoire, et il s'oublia. Il fut le seul à commettre cette faute, et acheva par remettre l'original du traité de Campo-Formio. Barras à son tour essaya de lui répondre; c'était impossible; le discours verbiageux ennuya, ce fut une vraie chute pour le directoire. Deux généraux, Joubert

et Andréossy s'avancèrent et remirent à Bonaparte, pour être rendu à l'armée d'Italie, un drapeau dont le gouvernement lui faisait présent, et sur lequel on avait inscrit tous les hauts faits d'armes: il en était surchargé. Ces militaires dirent aussi quelques mots qu'on n'entendit pas, Bonaparte avait parlé..... Enfin, au moment de donner l'accolade fraternelle, acte républicain qui était devenu d'étiquette, les cinq membres du directoire, ne sachant comment désabuser le public de leur jalousie secrète, se jetèrent spontanément, et comme y étant entraînés par leur amitié, dans les bras de Bonaparte, qui ne se refusa pas à les voir. Louis Mercier, auprès duquel j'étais, ai-je déjà dit, se pencha en ce moment vers mon oreille, et me répéta ce vers de Racine dans Britannicus :

J'embrasse mon rival, mais c'est pour l'étouffer.

« Où est Néron? lui demandai-je.

— Puis-je le désigner? il y en a tant, soit développés, soit en espérance !

— Vous voyez en noir.

— Je vois couleur de sang, si cela vous convient mieux.

— Prophète de malheur.

— Et malheur au prophète, » répliqua-t-il.

La cérémonie s'acheva par une détonation de toutes les batteries, par des feux de file, par le roulement de quelques centaines de tambours et par des applaudissemens sans terme. Ce fut encore un autre présage de guerre, et pourtant nous marchions vers la pleine paix.

CHAPITRE XV.

Comment Bonaparte agit au début de sa rentrée à Paris. — Il ne veut pas aller voir madame de Staël. — Orage que j'élève en avouant le fait à cette dame. — Souhait peu charitable du général. — Une soirée chez Talleyrand. — Conversation singulière et curieuse entre Bonaparte et madame de Staël. — Je m'y mêle à bonne intention. — Comment elle finit. — Colère de la fille de Necker, qui l'exprime avec vivacité. — Aigreur du héros. — Barras se plaint à moi de lui. — Ses griefs. — Haute matière que nous traitons ensemble. — Récriminations de Bonaparte. — De quels traits il peint les cinq directeurs. — Il refuse d'abord d'assister à l'anniversaire du 21 janvier. — Talleyrand l'engage à y paraître. — Paroles profondes de Bonaparte sur ce point. — Il va pourtant à la cérémonie. — A quelles conditions. — Ses excuses. — Son rêve. — Dialogue rapide entre nous deux.

Dès cette cérémonieuse réception, on ne parla que de la descente prochaine en Angleterre. Bonaparte, nommé chef de l'armée de l'Océan, parut s'en occuper avec son activité ordinaire; mais ces démonstrations hostiles vers l'ouest de la France avaient pour but de cacher le motif réel de tant de préparatifs. Il ne s'agissait point de porter la guerre vers

les rives britanniques, mais de faire voile vers celles de l'Égypte, où l'on faisait espérer un bel établissement à Bonaparte. Je crois être le seul qui reçus à cette époque la pleine confidence de tout son avenir, et cela en récompense d'une discrétion à toute épreuve qui n'a jamais laissé connaître parfaitement l'intimité existante entre nous. Certes il m'a bien récompensé des services que j'ai pu lui rendre, et tous si légers que je me crois encore son obligé.

Les premiers momens de son arrivée furent complètement remplis par un cercle de fêtes dont il ne lui était pas donné de s'affranchir, bien qu'elles fussent sans attrait pour son âme. On aurait dit que le directoire essayait des enchantemens d'Armide ou des délices de Capoue, et qu'il espérait abattre ce jeune héros sous les roses et les enivremens du plaisir. Il s'impatientait de ce qui faisait la joie des autres, se retirait à part dans ces salons si richement décorés et remplis de femmes charmantes, toutes empressées d'augmenter le nombre de ses victoires, et dont lui dédaignait la conquête. On se plai-

gnit bientôt de sa froideur, de son indifférence.

« Votre ami, me dit Barras, est un marbre, a-t-il des sens ?

— Adressez cette question à sa femme. »

Barras sourit; je n'aurais pas voulu, dans son intérêt, que Bonaparte pût voir cet insolent sourire; je dis à celui-ci :

« Ne me délivrerez-vous jamais des obsessions de madame de Staël.

— Comment ?

— En allant la voir.

— Dieu m'en préserve ! je ne sais ni conduire une intrigue, ni brusquer une passion. Je n'ai ni envie d'être son ami, ni conviction en la divinité de son père. Si je mettais le pied chez elle, aussitôt elle s'emparerait de moi. Cette dame serait ma langue, agirait, penserait, marcherait à ma place, me vendrait, me céderait, me maquignonnerait ; j'entrerais forcément dans ses marchés, dans ses intrigues, dans ses tendresses, dans ses haines, aussi mobiles les unes que les autres. Cela ne me conviendrait nullement ; je veux être moi, et à moi. Permettez donc que je n'aille pas dans cette maison, où je servirais d'appeau ou d'esclave. »

Après cette déclaration, il me fallut renoncer à insister, je m'en gardai bien; il m'importait fort peu, au fond, que madame de Staël fût ou ne fût pas satisfaite. Je me promis de lui avouer avec sincérité que Bonaparte se refusait à l'honneur qu'elle voulait lui faire. Je ne tardai pas à en trouver l'occasion; car, dès qu'elle m'eut vu entrer chez le ministre des relations extérieures :

« Quand m'amenez-vous Bonaparte? me dit-elle?

Moi. Jamais.

Madame de Stael. Est-ce vous qui ne voulez pas, ou lui?

Moi. Il craint votre supériorité; il redoute votre influence.

Madame de Stael. C'est me faire très-honorablement une impolitesse. Je ne croyais pas la mériter. Il ne veut pas me voir! mais c'est peu aimable; il est le seul homme auquel j'aurai fait peur.

Moi. Et vous pouvez vous vanter d'être la seule qu'il craigne. Savez-vous s'il ne répète pas le vers célèbre?

Mon génie étonné tremble devant le sien.

MADAME DE STAEL. Tout cela est bel et bon; vous êtes aimable et plus galant que lui; et, pour faire avec vous assaut de citations et de poésie, je vous répondrai :

Le seigneur Jupiter sait dorer la pilule,

Sans toutefois rien en diminuer de l'amertume; il est peu flatteur..... Mais je ne dois pas me blesser de cette conduite..... J'en devine le motif. Le général a de la peine à supporter le poids de la reconnaissance. Oui, monsieur, il me doit sa réputation et le commandement de l'armée d'Italie. »

Ceci était une de ces allégations qui ressortaient de l'imagination de la dame. On aurait pu lui appliquer le distique connu des jésuites envers un membre de leur société célèbre :

C'est notre père Tournemine
Qui croit tout ce qu'il imagine.

Madame de Staël avait des lubies très-plaisantes en ce genre. Tout le monde lui était redevable, même ceux qu'elle n'aimait pas ; il fallait lui savoir gré de son silence, et

à plus forte raison de ses propos. Piquée au vif contre Bonaparte, elle ne le bouda pas cependant, et, dès que Joséphine fut de retour d'Italie, elle assiégea sa porte, qu'on ne lui ouvrait pas toujours. Chaque fois qu'au directoire et chez les ministres elle rencontrait le général, c'étaient des minauderies, des gracieusetés sans fin; elle avait toujours un sujet de haute conversation politique, morale ou littéraire, et elle s'y montrait véritablement brillante. Elle écrivait à madame Bonaparte des billets du matin, étincelans d'esprit et profondément pensés; enfin son manége ne manquait pas d'adresse. Mais, hélas! à qui s'adressait-elle? à l'homme le moins susceptible d'être surpris par tout ce qui séduit nos semblables. Il voyait avec indifférence, avec ennui, tous ces frais entièrement perdus, et plus d'une fois me répéta avec un accent d'impatience:

« Pourquoi madame de Staël n'a-t-elle pas été comprise parmi les déportés de fructidor? »

Néanmoins il ne pouvait toujours lui échapper; il y avait des rencontres imprévues où la fuite aurait paru impolie. Alors il s'armait

de résignation et de courage, et soutenait cet assaut de son mieux; il fut surpris à une soirée que Talleyrand dédiait en apparence à madame Bonaparte, et en réalité à son mari. La fille de M. Necker y parut singulièrement accoutrée, selon son usage, car jamais il n'y eut femme de plus mauvais goût avec des prétentions à une parure plus élégante. Elle portait sur sa tête un univers complet de chiffons, qu'elle appelait toque; sa robe, mal taillée, était d'une étoffe voyante, bariolée de couleurs tranchantes, et qui s'assortissait mal avec sa peau noire grainée et huileuse; mais en revanche elle avait provision d'esprit. Une chaise se trouva vide près d'elle. Bonaparte, je ne sais pourquoi, fut s'y asseoir.

« Ah, général! s'écria la dame, vous à mes pieds!

Bonaparte. C'est un hommage que mon sexe doit au vôtre.

Madame de Stael. Cette générosité en diminue la valeur. Il est vrai que la victoire a seule pour vous des attraits, vous l'avez fixée; et pourtant.....

Bonaparte, *vivement*. Elle est femme.

Madame de Stael. Vous achevez mal ma phrase ; un homme marié doit-il parler comme vous le faites?..... Il est vrai que vos pensées sont si étendues, que parfois vous oubliez les nœuds qui vous lient.

Bonaparte. Les mille qualités de ma femme sont là pour me les rappeler.

Madame de Stael. Votre femme est charmante.

Bonaparte. Son éloge a plus de prix passant par votre bouche.

Madame de Stael. Oh! vous tenez peu à mon opinion. Vous supposez que je n'ai pas d'idées arrêtées. Cependant....

Bonaparte. Madame, n'amenez pas les grâces dans le domaine de la politique.

Madame de Stael. Je suis peu touchée d'un compliment mythologique; je le serais beaucoup qu'il vous plût de causer raison avec moi.

Bonaparte. N'êtes-vous pas d'un sexe qui nous la fait perdre, et en dédaigneriez-vous le pouvoir?

Madame de Stael, *s'impatientant*. Général, ne vous jouez pas de moi comme d'une poupée. Veuillez me traiter en homme.

Bonaparte. Ah! madame, vous plairait-il que je prisse des jupons? »

J'écoutais cette conversation piquante, et je commençais à craindre qu'elle finît mal. Il y avait au fond de chaque voix des inflexions aigres qui m'épouvantaient ; je comprenais que madame de Staël n'était pas contente ; elle eût souhaité pouvoir déployer ses théories de gouvernement devant un juge capable de les apprécier, et s'indignait de sa persistance à repousser tout propos sérieux. Les dernières phrases échangées furent dites d'une part avec dépit, de l'autre avec persiflage. Je crus convenable d'intervenir ; je le fis par un de ces mots niais et oiseux qui ne signifient rien, et qui ont la propriété, néanmoins, de briser des répliques amères. Madame de Staël vit avec impatience mon manége ; aussi se retournant vers moi, qui étais derrière son fauteuil :

« Je vous préviens, me dit-elle, que je ne vous ai pas appelé en qualité d'auxiliaire, bien, toutefois, que j'aie affaire à forte partie.

— C'est à mon secours qu'il arrive, répliqua Bonaparte ; il voit mon péril, et veut m'en dégager.

Madame de Stael. Je suis dans mon droit

de lui en savoir peu de gré, puisque vous avouez que ma victoire était prochaine. C'est, du reste, un ami précieux; il ne se repose pas de sa tendresse pendant votre absence; et dans l'absence l'amitié sommeille toujours.

Bonaparte. Elle imite sa sœur aînée.

Madame de Stael. C'est que l'amour et l'amitié vrais sont rares. L'amour ne peut se maintenir dans la solitude que par le retentissement du bruit de la gloire ou des grandes vertus. La beauté vulgaire, sans élévation de l'âme, sans le fracas des actions sublimes ou des inspirations du génie, doit perdre son influence dès qu'elle s'éloigne. Il y a dans ce cas distance énorme entre deux cœurs; tandis que, lorsque l'un et l'autre correspondent par l'intermédiaire de la renommée, l'espace disparaît, et l'on est toujours en face de l'objet aimé. »

C'était sans doute avouer avec esprit le désir que l'on aurait de nouer un attachement avec un héros auquel on pourrait présenter, de son côté, une célébrité reconnue. Bonaparte le vit comme moi, mais n'eut aucune fantaisie de répondre dans le même sens; et avec une froideur désolante :

« A quelle page, dit-il, de vos œuvres, avez-vous confié cette brillante hypothèse?

Madame de Stael. Elle a toujours été la chimère de mon cœur.

Bonaparte. Oui, votre pierre philosophale.

Madame de Stael. On peut la rencontrer.

Bonaparte. L'alchimie morale est une erreur comme l'autre; l'idéologie conduit à des abîmes.

Madame de Stael. Que le génie éclaire de son flambeau.

Bonaparte. Sans empêcher qu'on n'y tombe. Le tort du siècle est peut-être de se perdre en vaines spéculations; la vie est positive, nos pensées doivent l'être.

Madame de Stael. Ainsi vous ne rêvez jamais?

Bonaparte. Quelquefois quand je dors, et jamais éveillé.

Madame de Stael. Alors vous êtes toujours sur vos gardes?

Bonaparte. C'est mon devoir.

Madame de Stael. Ce ne sera jamais un plaisir.

Bonaparte. Il y en a beaucoup à déjouer certaines intrigues.

Madame de Stael. Général, quel est, selon vous, la première des femmes ?

Bonaparte, *impétueusement.* La plus féconde. » Ce mot termina la conversation. Madame de Staël détourna la tête avec une mauvaise humeur marquée, et Bonaparte se retira en la saluant profondément. Certes la dernière question de la dame, si complètement étrangère aux précédentes, avait été l'ancre de salut qu'elle avait jeté; elle avait voulu offrir au général, dans la réponse à faire, un moyen de réparer son tort; et lui, au lieu de s'en servir dans ce sens, en fit un cas de rupture ouverte. J'en fus fâché; car enfin, sans devenir l'amant de madame de Staël, il pouvait la ménager. Le génie a des vengeances terribles, il fait des blessures dont on ne guérit pas, et madame de Staël est de tous les ennemis de Bonaparte celui dont les sarcasmes ont porté le plus profondément.

Dans cette occasion, il fut impossible à Sapho outragée de retenir son courroux. Elle revint à moi, qui, par malheur, n'avais pu prendre la fuite, et me dit avec aussi peu de justesse que de mesure :

« Bonaparte est un sot.

Moi. Qualifiez-le d'insensible, à la bonne heure; mais qui ratifiera l'autre jugement?

Madame de Stael. C'est un homme du jour.

Moi. Comme vous toutes, mesdames, avez voulu les faire. La révolution ne peut porter que ses fruits.

Madame de Stael. Il me prend pour une ogresse; il est, lui, un ours..... un tigre, dis-je; et s'il y manque quelque ressemblance, il l'y mettra. »

Je ne crus pas devoir opposer de digue à ce torrent, d'après la maxime que toute violence qu'on cherche à retenir augmente d'impétuosité. Je me contentai de garder un profond silence; enfin la dame s'arrêta, mais ce fut après avoir ajouté :

« Il ne veut pas de mon admiration; voyons ce qu'il lui semblera de ma haine. »

Quelqu'un vint me délivrer de cette position difficile. Je me sauvai et courus à la recherche de Bonaparte; il était parti, je ne pus le rejoindre que le surlendemain; et lorsque je l'eus entrepris sur le fait de cette conversation, qui ne sortira jamais de ma mémoire, et lui eus révélé la tempête qu'il avait amassée :

« Tant pis pour moi ; je combattrai madame de Staël et l'Angleterre. »

Il a malheureusement trop bien tenu sa parole, puisque par sa persistance à tourmenter cette femme célèbre, il l'a fait monter au rang des puissances belligérantes de l'Europe.

Ce n'était pas là le seul ennemi que Bonaparte eût à redouter à cette époque de son histoire. La force des choses lui en faisait de plus puissans des cinq directeurs. Par exemple, il revenait à ceux-ci, de toutes parts, que les soldats, que le peuple ne juraient que par le héros du jour, que la voix publique l'appelait à la tête du gouvernement, et les rapports circonstanciés de la police ne laissaient aucun doute sur ce fait. Barras m'en parla.

«Bonaparte, dit-il, a besoin de toute sa vertu pour ne pas descendre au-dessous de sa gloire. On conspire pour son compte aux halles, dans les casernes, et sans son consentement, c'est une justice que nous devons lui rendre. On se plaint de notre conduite à son égard ; que pouvons-nous faire de mieux pour lui témoigner estime, amitié et confiance ? Nous lui montrons tout ce qui nous arrive, soit du dedans, soit du dehors. Nous l'appelons au directoire ; il prend place au conseil, autant

que s'il en était le sixième membre; nous lui destinons le plus brillant commandement dont un militaire ait été investi depuis les temps modernes. Que faut-il de plus? placer la couronne de France sur sa tête?..... Je suis peu satisfait de lui; il est gêné, retenu avec moi ; je suis pourtant son ami, je l'ai mis où il est sans m'en repentir, et cependant plus il va plus il se boutonne. Je me suis aperçu que lorsqu'il dîne chez Merlin, chez moi, il ne mange que des plats dont j'ai mangé, et ne boit que du vin de ma bouteille. Ces formes sont affligeantes. Sont-ce des précautions contre un empoisonnement? me ferait-il l'affront de me supposer capable d'une pareille horreur? Qu'en savez-vous? que pense-t-il? »

Je me trouvais fort mal à mon aise : c'était un méchant pas; j'y songeai rapidement, et vis que pour en sortir sans embarras il fallait de la franchise. Aussi répliquant au directeur :

« Vous convenez, lui dis-je, que l'on vous prévient contre le général; que l'on cherche à vous le rendre redoutable; on ne peut faire pis qu'on lui a fait. Eh bien! pensez-vous que les mêmes gens ne travaillent pas à son encontre? Ils vous attaquent dans son esprit avec des armes opposées. On vous le montre

prêt à se mettre à la tête d'un parti ; on vous présente à lui comme remplis de méfiance, et prêts à vous en défaire à tout prix. On accuse, à tort ou à raison, les gouvernemens d'employer des voies détournées lorsqu'un homme leur déplaît ; on fait peur à Bonaparte du poison : c'est possible ; on lui présente l'exemple de Hoche...

— Comment ! s'écria Barras, comment ! est-ce que la mort de Hoche nous serait imputée ? »

Et il pâlit de colère sans doute.

Moi. Votre police vous sert mal si elle vous laisse ignorer cette odieuse calomnie ; elle a cours dans Paris, dans l'Europe.

Barras. On ne peut empêcher les propos de la malignité.

Moi. Dès lors ne vous étonnez pas si l'imagination du général est agitée. Au reste, je parle ici sans savoir ce qu'il en est ; je réponds seulement à vos plaintes, et je tâche d'expliquer naturellement les griefs qui vous blessent. »

Barras me répéta ce qu'il m'avait dit précédemment ; roula dans le même cercle ; je l'y suivis ; il n'en sut pas davantage de moi, et

de sa part je n'en appris que ce qu'il m'avait déjà conté.

Je ne fis faute de répeter à Bonaparte les les inquiétudes et les imputations des directeurs. Lui me dit à son tour :

« La prudence me commande des précautions qui me font rougir. Je me plais à croire que ces hommes sont incapables d'un crime; mais leur abominable entourage, que se refuserait-il? rien. Oui, Hoche est mort empoisonné, Carnot est en fuite, Pichegru déporté, Moreau en disgrâce; cela donne à penser. Je veux bien être l'orange de la France, mais l'écorce que l'on jette, non.

— Pas plus que le Corse.

— Ah! de grâce, pas de fades plaisanteries, de calembourgs, je ne peux les souffrir; je suis Français des pieds à la tête; mes victoires ont été du moins mon baptême de sang. Les directeurs ne me conviennent en aucune manière pour me lier avec eux d'intimité; Merlin est par trop enfoncé dans la jacobinerie; François de Neufchâteau fait de la littérature une affaire de gouvernement; je ne peux suivre le théophilanthrope la Révellière dans ses songes-creux, ni m'accointer de Rewbell, dans la

crainte qu'on ne me prenne pour un fournisseur; quant à Barras, comme je ne suis ni fille ni juif, je ne sais trop de quoi nous pourrions parler ensemble. Il y a, dans tous leurs actes communs, un fond qui me déplaît, un engorgement de démagogie qui ne convient plus. Quelle est cette sotte noirceur de Boulay de la Meurthe qui, après la chute de Robespierre, est venu demander la proscription en masse de la noblesse française? cela a produit un mauvais effet en Europe. Quelle est cette hydrophobie de certaines gens contre une caste qui n'existe plus? Dépend-il d'un noble de ne plus l'être? cesse-t-on, par un moyen quelconque, d'être le fils de son père et le petit-fils de son aïeul? non, sans doute. Quoi! la philosophie proclamera la personnalité des fautes, et, au nom de cette même philosophie, on poursuivra des hommes parce qu'ils sont nés nobles? tout cela ressemble beaucoup à de la jalousie. Je soupçonne que si on faisait noble le citoyen Boulay de la Meurthe, il le porterait plus haut qu'un duc et pair de l'ancien régime. Tout franc, la démocratie pure est une rage ou un masque trompeur. »

J'écoutais avec respect ces paroles profon-

des ; j'admirais comment si jeune il avait tant de pénétration ; je voyais que, de son côté, il ne faisait que supporter le directoire, et qu'à la place relevée où la fortune l'avait mis, il fallait ou qu'on l'employât au loin, ou qu'en dedans on lui cédât la place.

Mais il y eut, peu de temps après, un autre sujet de discussion bien plus grave. Je me promenais avec Bonaparte hors Paris et dans la plaine de Mousseaux, lorsque s'arrêtant il croisa ses bras et se mit à me dire :

« Vous savez peut-être que l'on veut me faire participer au meurtre de Louis XVI?

Moi. Vous, grand Dieu! et comment?

Bonaparte. En assistant à leur horrible et impie fête d'anthropophages du 21 janvier. Conçoit-on de faire d'un jour de sang, d'un jour de meurtre, une cérémonie annuelle, et que ce délire de la convention se soit continué dans le directoire!

Moi. C'est que presque tous savent ce qu'en vaut l'aune.

Bonaparte. Eh bien! qu'ils la vendent sans moi. Talleyrand est venu me proposer d'accompagner le directoire ; je me suis récrié. Il m'a dit : Vous êtes catholique peut-être? —

Oui, certainement. — Vous suivriez cependant un sultan turc dans sa mosquée? — Je le devrais si j'étais à sa solde. — C'est justement là votre cas. La France fête, à tort ou à raison, le 21 janvier, et vous êtes au service de la France. Ce sophisme, ce dilemme, cette argumentation m'a impatienté.

Moi. Et comment y avez-vous répondu?

Bonaparte. En envoyant .... le professeur qui me l'adressait.

Moi. Et je gage que, sans manifester de colère, il y aura été, s'il l'a pu. »

A cette réplique Bonaparte se mit à rire; puis reprenant et le chemin et la parole :

« Non, de par Dieu, on ne me verra pas me réjouir de la mort d'un honnête homme, applaudir à un acte atroce de la convention. Qu'ils processionnent sans moi à cette momerie épouvantable. Je croirais, en y prenant place, patauger dans tout le sang innocent que la révolution a répandu. »

Nous épuisâmes ce sujet. Je sus le lendemain que le directoire voulait à tout prix la présence de Bonaparte à cette fête dégoûtante. On eut assez de pudeur pour ne pas s'adresser à moi afin de le décider. Talleyrand

alla chez lui dix fois au moins; je gage qu'aujourd'hui il ne s'en souvient plus. On retourna de toute façon le dilemme du sultan. Enfin Bonaparte, de guerre lasse, ou plutôt instruit que de tous les officiers-généraux présens à Paris il serait le seul absent, consentit à ce qu'on voulait avec une telle insistance. Mais il fit les conditions que, premièrement, il n'y paraîtrait pas en costume militaire, qu'il revêtirait celui de l'Institut; que, loin d'avoir une place auprès du directoire, il lui serait libre de se confondre dans la foule de ses collègues de l'Institut; ceci forma son second article, qu'il exécuta avec encore plus de rigueur que le premier. Il se montra pendant l'allée, le séjour et la venue, honteux et de mauvaise humeur.

Il m'évita la veille et le lendemain du 21 janvier. Je me prêtai à cette amende honorable; je gémis du sacrifice qu'il faisait à la circonstance : plus tard il ne l'aurait pas consommé. Quand nous nous retrouvâmes ensemble, il me dit :

« J'ai fait comme une nouvelle mariée qui crie : Je ne souffrirai pas cette horreur! et qui finit par s'y prêter. On m'a vu parmi les

assassins d'un roi; et moi, pendant ce temps, je voyais les ombres de Jacques Clément, de Ravaillac, de Cromwell, d'Ankarstroem et de Robespierre, danser un branle affreux autour de nous. Oh! comme elles piétinaient! quels regards elles lançaient, et avec raison, car cette cérémonie est la Toussaint des régicides. Si j'avais des époques à célébrer, je les choisirais mieux. »

Je ne pus que l'approuver; il ajouta :

« Si j'étais passé inaperçu.

— Vous! général; c'est impossible : il n'y a pas d'incognito pour la gloire; plus elle veut se voiler, plus ses rayons resplendissent. On n'aura vu que vous parmi tout ce monde.

— Alors tant pis. Mais quoi! on m'aura pris pour un savant : j'en portais le costume. Qui se sera imaginé que le général Bonaparte était là.

— Les géans se cachent mal.

— Moi géant! Voyez ma taille.

— On voit votre renommée.

— Vous me flattez.

— Non parbleu; car cette fois votre grandeur a décélé votre méfait. »

J'avais raison.

CHAPITRE XVI.

L'ambassadeur de Portugal intrigue à Paris. — Il veut acheter la paix. — S'adresse à R... — Tripotage dans lequel on veut mêler Bonaparte. — Arrestation des Portugais. — Assassinat du général Duphot à Rome. — Récit que Joseph Bonaparte fait de cet événement tragique. — Conséquence que ce meurtre doit avoir.

Les victoires de Bonaparte et la paix donnée à l'Italie, qui paraissait devoir être suivie de la paix générale, avait rehaussé singulièrement la situation du directoire. C'était à qui se rapprocherait de lui, et de toutes parts on recherchait son alliance. C'était son époque brillante ; il est vrai qu'en même temps on lui insinuait qu'il devait cet empressement à la frayeur qu'inspirait un jeune général dont chaque acte portait le cachet du génie, et que par là tout en satisfaisant l'orgueil des directeurs on tenait vivement éveillé leur jalousie. Un fait qui eut lieu le laissa bien connaître des initiés ; ce fait a éclaté sans doute, mais la cause secrète est ignorée, et je vais la dévoiler.

Le Portugal, non moins que les autres puissances, avait à cœur de s'entendre avec la république et d'y faire cesser l'état de guerre pénible aux deux nations, et sans aucun avantage pour l'une ou pour l'autre. La cour de Lisbonne, où une reine à peu près folle déjà avait pour tuteur son fils. La cour de Lisbonne, dis-je, chargea M. d'Aranjo d'Azerèdo de négocier avec le cabinet Français; cet accord, son traité, sa tâche étaient difficiles. Un traité précédent liait le Portugal à l'Angleterre qui, par une clause, avait confié aux Anglais la garde de ses meilleures cités, villes et forts principaux. Le directoire exigea pour première condition que cet état de chose cesserait, et que la paix avec lui n'aurait lieu qu'après l'évacuation par les troupes britanniques des postes qu'elles occupaient dans les états de sa majesté très-fidèle. M. d'Aranjo s'était cru autorisé à convenir de ce point, mais comme, outre le consentement de son cabinet, il fallait le concours de celui de Londres, l'évacuation n'eut pas lieu, et la reine laissa passer plus de deux mois sans s'y conformer; et par conséquent sans envoyer la ratification de l'acte réglé

avec notre ministre des relations extérieures.

Le directoire, dont la manie était de copier le sénat romain, ne voulut plus entendre à aucun délai comme le demandait l'ambassadeur, et le 3 brumaire déclara rompu le traité conclu entre la reine de Portugal et lui, et fit signifier par Talleyrand à M. d'Aranjo qu'il eût à sortir de Paris et du territoire de la république. Ce diplomate n'obéit pas, retarda son départ sous un faux prétexte, et essaya tant qu'il put d'arracher aux directeurs d'une façon ou d'autre leurs signatures auxquelles sa cour tenait tant; il frappa à diverses portes, offrit une somme très-forte; on ne s'en inquiéta pas. Mais voici Bonaparte arrivé à Paris, et le Portugais de nouveau en campagne; il rode autour de lui, ne sait comment parvenir à lui, et enfin après plusieurs tâtonnemens infructueux, met la main sur R..., que j'ai déjà fait connaître en sa qualité de proxénète, d'espion et de complaisant de Barras. Dès que ce misérable eut vu briller l'or, il ne put résister à la fantaisie de le recevoir dans sa bourse; et, ne pouvant s'imaginer que l'on soit ailleurs autre que ceux de sa société intime, il va résolument droit à

Bonaparte et lui propose au nom de l'ambassadeur portugais quinze cent mille francs ou deux millions.

Si R... sortit par la porte après son offre faite, ce fut parce que la promptitude de sa fuite ne laissa pas au général le temps de le jeter par la fenêtre : j'ai vu peu de fureurs pareilles à celle de Bonaparte au souvenir de cette insolence, dont, de ce pas, il courut faire ses plaintes à Barras; il s'annonça avec la hauteur d'un homme intact, demandant vengeance.

« Général, prends-la toi-même, répondit le directeur; je te livre les épaules ou la tête de cet imbécile qui t'a confondu avec nos fournisseurs. »

La plaisanterie ne plut pas. Bonaparte insistant, il fallut chasser R... du Luxembourg; faire mine de vouloir l'arrêter, ce qui le contraignit à se cacher à demi; il ne reparut que lorsque Bonaparte fut embarqué pour l'Égypte : c'eût été lui que l'on aurait dû punir; mais le directoire, poussé par Barras, se mit en colère contre le Portugais : on lui fit un crime d'état de la phrase suivante répétée par R... à son protecteur.

« Ma reine préfère avoir le concours de monsieur Bonaparte à l'assentiment du directoire. Elle sait que si celui-là veut la paix, celui-ci sera forcé de la vouloir. »

En conséquence on prit contre lui d'avance une mesure acerbe dans le genre du coup d'état employé précédemment contre le comte Carletti, ministre de Toscane. On débuta par faire une descente chez lui, par mettre le scellé sur ses papiers; on le garda à vue pendant deux jours, et le troisième on le conduisit au Temple. Cette violation apparente du droit des gens fit un fracas épouvantable; on le motiva sur le fait de la corruption, mais sans rien spécifier; on publia des notes justificatives qui établirent la jurisprudence qu'un ambassadeur intrigant se dépouillait de son inviolabilité; on essaya même de lui faire son procès, et à plusieurs reprises on le conduisit chez le ministre de la justice, qui l'interrogea; lui ne voulut jamais répondre, se maintint avec beaucoup de fierté dans son caractère public, et sa cour déclara qu'elle l'avait entièrement approuvé dans tous ses actes. Enfin, et quatre mois après cet emprison-

nement, en date du 3 janvier 1788, on le relâcha.

La rigueur exercée dans cette occasion provenait uniquement de l'amour-propre offensé du directoire, et de son dépit que l'on accordât tant d'influence à Bonaparte; il espérait d'ailleurs trouver quelque moyen de ternir cette réputation si claire, si pure et la faire descendre au niveau de la sienne; ce fut l'opinion de ceux dans la confidence, et le général ne se gêna pas de le reprocher durement à Rewbell, qui eut la maladresse d'amener la conversation sur ce point. Mais cette affaire disparut bientôt dans une plus importante, et dont les suites amenèrent la chute du trône pontifical, la conquête du royaume de Naples, celle du Piémont, et un nouveau remaniement dans le système politique de l'Italie. Je veux parler de l'assassinat à Rome de Duphot. Il existe une pièce aujourd'hui oubliée et très-curieuse, la dépêche de Joseph Bonaparte, ambassadeur du directoire près le Saint-Siége. Je vais la transcrire; elle donnera une idée juste du style et de la manière de voir du temps: elle était adressée à Talleyrand, en sa qualité de mi-

nistre des relations extérieures, et datée de Florence, le 11 nivôse an VI (31 décembre 1797).

« CITOYEN MINISTRE,

« Par ma dépêche n° 17 (les n°s 16 et 17 ne « sont pas arrivés, *note du gouvernement « français*) je vous ai instruit de la situation « de Rome. Ma lettre est du 3 nivose (23 dé- « cembre); il s'est passé depuis, des événemens « qui ne m'ont pas permis de prolonger mon « séjour dans cette ville.

« Le 6, trois individus se sont présentés « chez moi pour me dire que la nuit suivante « une révolution devait éclater; que l'indigna- « tion publique était à son comble; qu'ils ve- « naient m'en instruire, pour que rien ne « me semblât nouveau. Je leur répondis que « la place que j'occupais auprès du souverain « de Rome ne me permettait point d'entendre « tranquillement une semblable ouverture; « que d'ailleurs elle me semblait aussi inutile « que déplacée. Ils reprirent qu'ils voulaient « avoir mon conseil, et savoir si le gouverne- « ment français protégerait leur révolution

« une fois faite. Je leur dis que spectateur im-
« portant des événemens, je rendrais compte
« à mon gouvernement de ce qui se passerait
« (je ne pouvais avoir autre chose à leur dire
« en ce moment); que l'époque de la pacifi-
« cation générale, ne me paraissait pas celle
« à laquelle le gouvernement désirait des évè-
« nemens qui pourraient la retarder ; que
« homme je les exortais à la tranquilité; que
« je ne croyais pas qu'ils eussent des moyens
« en eux mêmes; que le gouvernement fran-
« çais ne leur en prêterait pas; que, comme
« ministre français, je leur enjoignais de ne
« plus se présenter chez moi avec de telles
« intentions; qu'au reste le sort des états était,
« comme celui des individus, caché dans le
« secret de l'avenir; mais qu'il ne m'était pas
« donné à moi d'y pénétrer. Ils partirent en
« m'assurant que tout s'assoupirait pour le
« moment; la nuit se passa tranquillement;
« le lendemain au soir M. le chevalier Azara
« me dit confidentiellement chez le secrétaire
« d'état, qu'il serait possible que des brouil-
« lions fissent bientôt un mouvement aussi
« ridicule par leur peu de moyens et par leur
« conduite, que celui qu'ils avaient voulu es-

« sayer quelque mois auparavant; dans le fait, « cette nouvelle était celle de la ville.

« Je sus chez madame la marquise de « Massimi, où était une fête de bal, que quatre « des meneurs étaient des espions du gouver- « nement, qui avait pris ses mesures; que les « insurgés devaient se réunir à la *Villa-Médicis*. « On se sépara à quatre heures. Je suis réveillé. « On m'annonce qu'il y a eu un rassemblement « à la *Villa-Médicis*, composé de quatre-vingts « à cent hommes, et qu'ils étaient cernés par « les troupes du pape..... Je me rendormis. Je « sus ce matin, qu'une patrouille avait été at- « taquée par une soixantaine d'hommes; deux « dragons du pape avaient été tués. Les insur- « gés s'étaient dissipés, quelques-uns arrêtés; « le gouvernement connaissait les autres. Beau- « coup d'insurgés avaient pris la cocarde fran- « çaise; ils en avaient laissé, comme par mé- « garde, un sac, épars sur le lieu du rassem- « blement. Je me transportai chez le secrétaire « d'état; je le trouvai tranquille. Je lui dis que « loin de m'opposer à ce qu'on arrêtât les in- « dividus qui avaient pris la cocarde française, « je venais lui faire la demande précise, de faire « arrêter tous ceux dont le nom ne serait pas

« compris dans le tableau des Français ou des « Romains attachés à la légation. Ceux-ci n'é- « taient pas au nombre de huit; je les lui nom- « mai, et lui proposai de prendre des mesures « sur-le-champ. Je le prévins qu'il y avait six « individus qui s'étaient réfugiés dans ma juri- « diction; que, s'ils étaient du nombre des ré- « voltés, je m'entendrais volontiers avec lui « pour que leur impunité ne pût enhardir les « autres. Il était deux heures après midi; c'é- « tait celle du dîner du cardinal. Il me pria de « me retirer pour le moment, en m'engageant « à me retrouver chez lui à six heures du « soir, avec le ministre d'Espagne; il devait « s'y rendre avec celui de Toscane; nous con- « vînmes de tout cela. Je me rendis chez moi, « convaincu, par la sérénité du secrétaire d'é- « tat, que l'affaire de la nuit n'aurait aucune « suite. J'y trouvai le général Duphot, l'adju- « dant-général Sherlock; nous causâmes de l'en- « fantillage révolutionnaire de la nuit, comme « de la nouvelle du moment. Nous allions « nous mettre à table; nous étions retardés « par l'absence de mes secrétaires, occupés à « rédiger avec exactitude la note des individus « autorisés à porter la cocarde. Je voulais en-

« voyer cette pièce au cardinal secrétaire-d'é-
« tat avant dîner, quoiqu'il ne l'eût pas dé-
« sirée avant le soir.

« Le portier me prévint qu'une ving-
« taine d'hommes venait de se présenter pour
« entrer dans le palais; qu'il le leur avait dé-
« fendu, parce qu'ils avaient beaucoup de
« cocardes à la main, qu'ils commençaient
« à distribuer aux passans, en les excitant à
« crier : *Vive la république! Vive le peuple*
« *romain!* Un d'eux demanda à me parler;
« c'était un artiste que je connais, m'ayant
« été recommandé de Paris par le ministre
« votre prédécesseur. Il se présente à moi
« comme un frénétique, en disant : Nous som-
« mes libres, mais nous venons demander
« l'appui de la France. Ce discours insensé
« était une témérité révoltante dans la bouche
« d'un artiste qui était un de mes trois inter-
« locuteurs du 6; je le lui fis sentir. Je lui or-
« donnai de se retirer sur-le-champ de la
« juridiction de France, d'engager ses cama-
« rades à en faire autant, sans quoi j'allais
« prendre des mesures terribles contre eux;
« il se retira confus. Les militaires qui étaient
« avec moi lui firent sentir la folie de leur

« entreprise; je leur en avais fait sentir l'im-
« pudente témérité. Si le gouverneur de la
« ville fait pointer contre vous un canon,
« où est votre prétendue liberté? reprit l'ad-
« judant Sherlock. Il partit. Un artiste fran-
« çais arrivant, nous prévient que l'attrou-
« pement devient nombreux; qu'il a distingué
« dans la foule des espions bien connus du
« gouvernement, qui criaient plus fort que
« les autres : *Vive la république! Vive le peu-*
« *ple romain!* Que l'on jetait les piastres à
« pleines mains, et que la rue était obstruée.
« Je le chargeai de descendre aussitôt, et de
« faire connaître ma volonté aux attroupés.

« Les militaires français me demandèrent
« l'ordre de les dissiper par la force; cette
« proposition n'attestait que leur dévouement
« trop généreux. Je pris les décorations de
« ma place, et les priai de me suivre. Je pré-
« férai leur parler moi-même, parlant leur
« langue. En sortant de mon cabinet, nous
« entendîmes une décharge prolongée, c'é-
« un piquet de cavalerie, qui, entrant dans
« ma juridiction sans m'en prévenir, l'avait
« traversée au galop. Il avait fait feu par les
« trois vastes portiques du palais; la foule

« s'était alors précipitée dans la cour et sur
« les escaliers. Je rencontrai sur mon passage
« des mourans, des fuyards intimidés et des
« frénétiques audacieux, des gens gagés pour
« exciter et dénoncer les mouvemens. Une
« compagnie de fusilliers avait suivi les cava-
« liers de près. Je la trouvai s'avançant dans
« mon palais et dans les vestibules; à mon
« aspect elle s'arrêta. Je demandai le chef; il
« était caché dans les rangs; je ne pus le dis-
« tinguer. Je demandai à cette troupe par
« quel ordre elle était entrée dans la juri-
« diction de France. Je lui enjoignis de se re-
« tirer; elle recula de quelques pas. Je crus
« avoir réussi de ce côté. Je me retirai vers
« les attroupés, qui s'étaient retirés dans l'in-
« térieur des cours; quelques-uns s'avançaient
« déjà contre les troupes, à mesure que celles-
« ci s'éloignaient. Je leur dis, d'un ton dé-
« cidé, que le premier d'entre eux qui ose-
« rait dépasser le milieu de la rue, je le for-
« cerais à rentrer. En même temps le général
« Duphot, l'adjudant-général Sherlock, deux
« autres officiers et moi, tirent le sabre pour
« retenir cette troupe désarmée, dont quel-
« ques-uns seulement avaient des pistolets

« et des stylets. Mais tandis que nous étions
« occupés de ce côté, les fusilliers, qui ne s'é-
« taient retirés que pour se mettre hors la
« portée du pistolet, firent une décharge
« générale ; quelques balles perdues allèrent
« tuer les hommes des derniers rangs ; nous,
« qui étions au milieu, fûmes respectés; après
« quoi la compagnie se retira encore pour
« charger. Je profite de cet instant; je re-
« commande au citoyen Beauharnais, aide-
« de-camp du général en chef Bonaparte,
« qui se trouvait par hasard auprès de moi,
« en retour d'une mission dans le levant, et
« à l'adjoint aux adjudans-généraux, Arrigghi,
« de contenir, le sabre à la main, cette troupe
« qui était animée par des sentimens très-
« différens, et je m'avance, avec le général
« Duphot et l'adjudant-général Sherlock, pour
« persuader la compagnie des fusilliers de se
« retirer et de cesser le feu. Je leur crie de
« se retirer de la juridiction de France, que
« l'ambassadeur se chargeait de faire punir
« les attroupés; qu'ils n'eussent qu'à détacher,
« pour cet effet, quelques-uns de leurs offi-
« ciers et sous-officiers au Vatican, chez leur
« général ou chez le gouverneur de Rome,

« ou chez le sénateur, ou chez tout autre « homme public, qu'alors tout se termine- « rait. Le trop brave général Duphot, accou- « tumé à vaincre, s'élance; d'un saut il est « entre les baïonnettes des soldats; il em- « pêche l'un de charger, il évite le coup de « l'autre déjà chargé; nous le suivions par « instinct national. Il était l'ami des deux « partis; il était pacificateur, et, eût-il été « considéré comme ennemi, il était leur « prisonnier; trompé par son courage, il est « entraîné jusque à une porte de la ville, ap- « pelée *Septimianiane.* Je vois un soldat qui « lui décharge son mousquet au milieu de la « poitrine; il tombe, et se relève en s'ap- « puyant sur son sabre; je l'appelle, il re- « vient à nous, un second coup l'étend sur « le pavé; plus de cinquante coups encore se « dirigent sur son corps inanimé..... L'adju- « dant-général Sherlock n'est atteint d'aucun « coup; il voit tomber son brave camarade; « tous les coups vont se diriger sur nous. Il « m'indique une route détournée qui nous « conduit aux jardins du palais, et nous sous- « trait aux coups des assassins de Duphot, « et à ceux d'une autre compagnie qui arri-

« vait et faisait feu de l'autre côté de la rue.
« Les deux jeunes officiers, pressés par cette
« seconde compagnie, se réunirent à nous; ils
« nous font découvrir un nouveau danger. La
« nouvelle compagnie pouvait entrer dans le
« palais, où ma femme et ma sœur, qui devait
« être le lendemain l'épouse du général Duphot,
« venaient d'être emportées par force, par mes
« secrétaires qui rentraient, et par de jeunes
« artistes. Nous regagnâmes le palais par le
« côté des jardins. Les cours étaient encom-
« brées par les lâches et astucieux scélérats
« qui avaient préludé à cette scène horrible.
« Une vingtaine d'entre eux, et de citoyens
« paisibles, sont restés morts sur le champ de ba-
« taille. Je rentre dans le palais; les marches sont
« teintes de sang; des moribonds se traînent,
« des blessés se lamentent; on parvient à fer-
« mer les trois portes de la façade de la rue.

« Les lamentations de l'amante de Duphot,
« de ce jeune héros qui, constamment à l'a-
« vant-garde des armées des Pyrénées et d'I-
« talie, avait toujours été victorieux, égorgé
« sans défense par des lâches brigands; l'ab-
« sence de la mère de ma femme et de son
« frère, que la curiosité avait éloignés depuis

« le matin du palais pour voir les mouvemens « de Rome ; la fusillade, qui continuait dans « la rue et contre les portes du palais; les pre- « mières pièces de ce vaste palais *Corsini*, que « j'habitais, encombrées par des gens dont « j'ignorais les intentions; ces circonstances « et tant d'autres ont rendu cette scène la « plus cruelle que l'on puisse imaginer.

« Je fis appeler mes domestiques : trois « étaient absens, un avait été blessé. Je fis « préparer les armes qui nous avaient servi « en voyage, dans l'aile du palais que j'habi- « tais ; un sentiment d'orgueil national, que « je ne pus vaincre, dicta à quelques-uns des « officiers le projet d'aller enlever le cadavre « de leur malheureux général ; ils y réussi- « rent à l'aide de plusieurs domestiques fidè- « les, en passant par des chemins détournés, « malgré le feu incertain et hasardé que la sol- « datesque lâche et effrénée de Rome conti- « nuait sur leur champ de massacre ; ils trou- « vèrent le corps de ce brave général, qui fut « naguère animé d'un si sublime héroïsme, « dépouillé, percé de coups, souillé de sang « et couvert de pierres.

« Il était six heures du soir. Déjà deux heu-

« res s'étaient écoulées depuis le massacre de
« Duphot, et aucun homme du gouverne-
« ment ne paraissait encore. Au récit de l'état
« dans lequel on avait trouvé le cadavre de
« notre infortuné concitoyen, je me décidai
« à quitter Rome; l'indignation traça ce pro-
« jet dans mon cœur. Aucune considération,
« aucune puissance sur la terre ne m'en eût
« fait changer. Cependant je me résous à
« écrire au cardinal Doria, secrétaire d'état,
« la lettre dont vous trouverez copie ci-jointe
« n° I; un domestique fidèle traverse la sol-
« datesque attroupée; on suit la route que les
« coups de fusil désignent dans les ténèbres à
« ses camarades, qui l'observent avec inquié-
« tude de quelques lucarnes du palais.

« Enfin on frappe à coups redoublés; une
« voiture s'arrête; ce sera le gouverneur, le
« général, le sénateur, un homme public;
« non, c'est l'envoyé d'un prince allié de la ré-
« publique, c'est M. le chevalier Angiolini,
« ministre du duc de Toscane; il a traversé
« les patrouilles, la troupe de ligne, la troupe
« civique; on a arrêté sa voiture; on lui a de-
« mandé s'il cherche les coups de fusil et les
« dangers. Il répond avec courage que dans

« Rome il ne peut point y en exister dans la
« juridiction de l'ambassadeur de France. Ce
« reproche généreux était dans ce moment
« une critique vive et amère de la conduite
« des directeurs de Rome contre les officiers
« d'une nation à laquelle ils devaient encore
« le reste de leur existence politique.

« M. le chevalier Azara, ministre d'Espa-
« gne, ne tarda pas à paraître. Cet homme,
« justement honoré de sa cour, avait bravé
« tous les dangers ; ils s'entretinrent long-
« temps avec moi. Il était onze heures du
« soir, et ils ne pouvaient revenir de leur sur-
« prise de ne voir arriver aucun officier pu-
« blic. J'écrivis au cardinal la seconde lettre,
« dont la copie est ci-jointe n° II ; je reçus
« peu de temps après la réponse ci-jointe
« n° III ; enfin un officier et quarante hom-
« mes, que l'on m'assura être bien intention-
« nés, arrivèrent de la part du secrétaire d'é-
« tat pour protéger mes communications
« avec lui ; mais ni lui ni aucun autre homme
« capable d'arrêter avec moi des mesures dé-
« cisives pour me délivrer des révoltés qui
« occupaient encore une partie de ma juri-
« diction et des troupes qui occupaient l'au-

« tre, ne se présenta au nom du gouverne-
« ment, malgré la demande répétée que j'en
« avais faite.

« Je me décidai alors à partir. Le senti-
« ment de l'indignation avait fait place à la
« raison plus calme. Elle me dictait la même
« conduite; j'écrivis au secrétaire d'état la let-
« tre n° IV, en lui demandant un passeport;
« il me l'envoya à deux heures après minuit,
« accompagné de la lettre n° V.

« Je fis toutes mes dispositions convenables
« dans le calme de la nuit, avec le sang-froid
« d'une résolution déterminée; j'écrivis au se-
« crétaire d'état la lettre n° VI, qu'il semblait
« désirer en réponse à celle qui accompa-
« gnait la lettre adressée par lui à M. le mar-
« quis Massimi, ministre du pape à Paris.

« A six heures du matin, quatorze heures
« après l'assassinat du général Duphot, de
« l'investissement de mon palais et du massa-
« cre des gens qui l'entouraient, aucun Ro-
« main ne s'était présenté à moi, chargé par
« le gouvernement de s'informer de l'état des
« choses. Je suis parti après avoir assuré l'état
« du peu de Français qui sont restés à Rome.
« Le chevalier Angiolini a été prié de leur
« délivrer des passeports pour la Toscane,

« où ils me trouveront, et après mon départ, « le citoyen Cacault, chez qui je suis en ce « moment avec les Français qui ne m'ont pas « quitté depuis le moment qu'il y a eu quel- « que péril.

« D'après le récit simple des faits, je croi- « rais faire injure à des républicains que d'in- « sister sur la vengeance que le gouverne- « ment français doit tirer de ce gouverne- « ment impie qui, assassin de Basseville, l'est « devenu de volonté du premier ambassadeur « français qu'on a daigné lui envoyer, et de « fait d'un général distingué comme un pro- « dige de valeur dans une armée dont chaque « soldat était un héros..... Citoyen ministre, « je ne tarderai pas à me rendre à Paris dès « que j'aurai mis ordre aux affaires qui me « restent à régler ; je vous donnerai sur le « gouvernement de Rome de nouveaux dé- « tails ; je vous exposerai quelle est la puni- « tion qu'il lui faut infliger.

« Ce gouvernement ne se dément pas : as- « tucieux et téméraire pour obtenir le crime, « lâche et rampant lorsqu'il est commis, il « est aux genoux aujourd'hui du ministre « Azara, pour qu'il se rende à Florence au- « près de moi, pour me ramener à Rome.

« C'est ce que m'écrit ce généreux ami des « Français, digne d'habiter une terre où l'on « sache mieux apprécier ses vertus et sa noble « loyauté.

« J'ajoute que ce ministre et celui de Tos- « cane m'ont assuré qu'ils étaient résolus de « demander leur rappel d'un pays où il n'y « a point de gouvernement réel, où la pas- « sion individuelle devient la raison d'état, où « la haine âcre de l'égoïste conduit l'homme « public, où l'homme qui, étranger au sol « romain, ne tient à la vie que par sa propre « existence, sacrifie à ce sentiment l'intérêt « de l'état; il lui sacrifierait celui de son « église, du monde entier.

« Salut et fraternité,

« BONAPARTE. »

On doit croire avec quelle indignation nous reçûmes à Paris cette nouvelle, et comment on décida unanimement qu'une vengeance solennelle serait tirée de cet attentat; Le directoire ordonna sur-le-champ et l'arrestation du marquis Massimi, ambassadeur de Rome auprès de lui, et la marche d'une armée française, commandée par le général Berthier, contre la capitale du monde chrétien.

CHAPITRE XVII.

Lettre de Talleyrand à Joseph Bonaparte. — Napoléon est fâché de l'événement de Rome. — Pourquoi ses prévisions. — Le jeu de vingt-un de Bonaparte. — Celui-ci va visiter les côtes de l'océan. — Dondeau successeur de Sottin à la police. — Bonaparte ne veut plus de la descente en Angleterre. — Causes qui lui font préférer l'expédition d'Égypte. — Comment il définit la patrie. — Développement de son plan pour l'avenir. — Le directoire le voit partir avec joie. — Entraves qu'il met à la paix générale. — La Suisse et Rapinat. — Réflexions qui naissent du sujet.

La réponse du ministre des relations extérieures à la lettre de Joseph Bonaparte ne se fit pas attendre : elle portait ces mots :

« J'ai reçu, citoyen, la lettre déchirante que « vous m'avez écrite sur les affreux événemens « qui se sont passés à Rome le 8 nivose. On « ne peut porter plus loin la perfidie et la lâche « scélératesse. La république française en tirera « une réparation digne d'elle, soyez-en cer- « tain, et recevez de cette assurance la seule « consolation qu'on peut offrir à celui qui a « vu mourir à ses côtés, par la main de vils « assassins, ses meilleurs amis, et les amis les

« plus intrépides de la république. Malgré le « soin que vous avez mis à cacher tout ce qui « vous est personnel dans cette horrible jour- « née, vous n'avez pu nous laisser ignorer que « vous avez manifesté au plus haut degré « l'intrépidité, le sang-froid et cette intelli- « gence à qui rien n'échappe, et que vous « avez soutenu avec magnanimité l'honneur « du nom français.

« Le directoire me charge de vous exprimer, « de la manière la plus forte et la plus sensi- « ble, sa vive satisfaction sur toute votre con- « duite; vous croirez aisément, j'espère, que je « suis heureux d'être l'organe de ses sentimens.

« Salut et fraternité.

Le ministre des relations extérieures.

« *Signé* CH. M. TALLEYRAND PÉRIGORD. »

Duphot devait épouser Pauline Bonaparte. Joseph, frère de celle-ci, avait obtenu depuis peu l'ambassade de Rome, sans aucune sollicitation de Napoléon, mais, dans l'intention du directoire, pour être agréable à celui-ci. Je n'entrerai pas dans des détails de l'expédition de Berthier, qui marcha droit à Rome sans ren-

contrer de résistance. On sait comment les brouillons de la ville sainte renversèrent l'autorité pontificale, et comment le pape, renvoyé de ses états, alla d'abord chercher une retraite en Toscane, d'où le directoire l'arracha plus tard pour le faire conduire prisonnier en France.

Bonaparte, à la lecture de la lettre de Joseph, qu'on lui remit en original tandis que j'étais avec lui, fit un geste d'impatience.

« Allons, s'écria-t-il, on prend plaisir à détruire mon ouvrage, à semer en Europe de nouveaux élémens de guerre. Nous vaincrons le pape, c'est certain; mais derrière lui il y aura vingt puissances, le grand Turc même; car, enfin, les rois verront-ils de bon œil tant de républiques établies? Il se raviseront, s'entendront mieux, la conflagration deviendra universelle; il faudra des généraux à l'est, au midi, au nord, à l'ouest, partout. Qui vaincra? qui sera battu? Les uns monteront, les autres descendront; les ambitions deviendront plus nombreuses, plus affamées. Vous verrez, mon cher, vous verrez ce qui en résultera.

MOI. Que La Révellière mourra de joie d'en

venir à ses fins contre le pape ; il y a là jalousie de thiare.

Bonaparte. Que Lucifer confonde cet imbécile, qu'on s'imagine être quelque chose ! Oui, certes, il poussera à la roue de tout son crédit ; le catholicisme deviendra notre ennemi implacable..... Mille rois bien rossés ne seront jamais autant rancuneux et à craindre qu'un prêtre battu. Et l'enthousiasme religieux et le fanatisme du martyre, que deviendrons-nous si on va les réveiller en France et au dehors ? »

Je compris, à travers ces plaintes, je compris, dis-je, où le bât blessait le général ; il aurait voulu se donner le monopole de la guerre et des conquêtes, et que là où il ne serait pas il n'y eût aucun laurier à cueillir. Il redoutait qu'il s'élevât une réputation colossale à l'encontre de la sienne ; et c'était pour empêcher ceci qu'il avait tant travaillé à cimenter la paix. Il lui devenait pénible qu'une échauffourée remît en question une chose décidée, et il se fâchait contre le saint-siége, le directoire, son frère Joseph, et même contre l'infortuné Duphot. Ceci me rappelle qu'à cette époque, quelqu'un lui ayant, avec irréflexion,

témoigné sa surprise de ce qu'il avait fait la paix lorsque les chances militaires étaient tout à son avantage, il répondit :

« Je jouais au vingt-un, j'avais vingt en main, « je m'y suis tenu. »

Le mot était spirituel et plein de sens. Malheur à tout souverain, à tout gouvernement insatiable ; la fortune n'est pas toujours constante, et, au jeu que l'on joue avec elle, le plus heureux finit par être débanqué.

Cette expédition de l'Angleterre, représentation théâtrale dont on amusait l'Europe, afin de cacher, en arrière d'elle, la véritable, qui se préparait contre l'Égypte, fut enrichie d'un nouvel acteur qui daigna entrer en lice. Bonaparte commença, le 10 février, une tournée sur une longue partie des côtes de l'Océan, étendue depuis Étaple, Ambletuse, Boulogne, Calais, Dunkerque, jusqu'à Furnes, Newport, Ostende, et l'île de Walchren. Il nous revint de tous ces lieux des témoignages de haute admiration concernant sa perspicacité extraordinaire; on ne pouvait assez s'étonner de le voir descendre aux moindres détails sans rien négliger de l'ensemble; il apercevait tout, le bien, le mal, les fautes les plus cachées; on

ne le trompait, ni sur les travaux du génie militaire, ni sur ceux des entrepreneurs; le matériel subissait une inspection ardue, tenace, investigatrice, qui ne laissait aucune voie ouverte à friponner ou à l'induire en erreur. Ce n'était pas tout, il causait encore de la marine en homme qui aurait fait des voyages de long cours; de l'administration autant que s'il eût vieilli dans les fonctions municipales; et, en outre, les savans, les jurisconsultes, les artistes, les hommes de lettres, ne le trouvaient étranger à aucune de leurs parties; en un mot, il était déjà à cette époque ce que plus tard il parut sous la pourpre impériale. Le 22 il était de retour à Paris.

Pendant son absence, ou un peu avant son départ, il y eut des mutations dans le ministère de la police. Sotin ne put demeurer dans son poste, véritablement trop fort pour lui; ce ministre manquait d'énergie et de talens. La sûreté de Paris, en particulier, était compromise d'une manière effrayante, et chaque jour les attaques à main armée entre les jacobins et le reste de la jeunesse *dorée* de Fréron, les assassinats, les vols impudens, se renouvelaient. Sotin ne savait parer à aucun événe-

ment, il se noyait dans les détails; aussi Barras l'appelait-il étui de ministre, et non un ministre en personne. Il fallut le remplacer; on l'envoya provisoirement ambassadeur auprès de la république ligurienne, et on mit à sa place le citoyen Dondeau. — Dondeau! Qui est-ce? chacun allait demandant. Enfin, à force de recherches, on apprit que, maire à Douai, puis administrateur du département du Nord, il arrivait à la police sans aucun moyen pour en remplir les fonctions, mais grâce aux intrigues de Merlin, qui s'opiniâtra à le mettre à ce lieu. Il ne put y rester non plus que Sotin, et trois mois après Lecarlier, le régicide, l'évinça.

La première fois que je vis Bonaparte après sa rentrée de son inspection des côtes, il me dit :

« Je renonce à une descente en Angleterre; ce serait un passage, et non un établissement? Qu'y ferai-je? la guerre en barbare, et elle serait nécessaire; ainsi, ruiner, incendier Londres et les villes de commerce. Je ne veux pas recommencer Attila; l'armée que j'y conduirais serait sacrifiée; malgré les triomphes, il n'en rentrerait pas la dixième partie. Pourrait-

on s'y établir? non, l'époque des Normands est passée sans retour; une tempête d'ailleurs peut tout empêcher, ou au moins tout compromettre; ce serait exposer ma réputation à des chances possibles. Décidément, je n'irai pas là.

— Vous préférerez donc tourner vers l'Afrique votre voile aventureuse?

— Oui, l'Europe est si petite, si casée, si accommodée! on y étouffe. Rien n'y manque de ce qui donne des entraves, les lois, la civilisation, les arts, les institutions, les mœurs, les habitudes, les communications rapides; tandis qu'en Égypte, dans l'Orient, tout y est neuf à force d'avoir vieilli. Là, point d'entraves, de journaux envieux et méchans, de liberté mal réfléchie; car, si elle existe dans les actes de la vie, elle y est éteinte dans la pensée. L'obéissance au chef est une des clauses de la religion; le chef y est positivement maître; là, pas de bornes à sa volonté, de constitution écrite qui embarrasse sa marche; il ne connaît que son sabre, que le cordon; et ces usages embrassent l'étendue de deux vastes continens limitrophes. Mon ami, l'Orient est aujourd'hui une terre en friche, propre à tous

les genres de culture : c'est là qu'il faut aller lorsqu'on veut travailler en grand.

Moi. Ainsi vous abandonnerez la patrie?

Bonaparte. La patrie!.... où est elle? Dans une ville, un diocèse, une province, un royaume, un continent? où la borne-t-on? quel est son espace? Enfin, et entre nous soit dit, la mienne est-elle ici ou dans la Corse? D'ailleurs, j'emporterai avec moi tout ce que la France a de noble, de bon : sa langue, son drapeau, ses arts, je conserverai tout cela, en les appropriant au sol que je foulerai; et je veux avant peu pouvoir m'écrier, à l'instar de Sertorius :

Rome n'est plus dans Rome, elle est toute où je suis.

Moi. Je demeure persuadé que, grâce à vos soins, à vos prodiges, ceux qui vous suivront pourront un jour, avec non moins de raison, s'appliquer cet autre vers connu :

La patrie est aux lieux où l'âme est enchaînée.

Bonaparte. Et Voltaire, en s'exprimant ainsi, a eu raison. La patrie, c'est le bien-

être, la terre à soi, le bonheur de soi et des siens. Oui, toute réflexion faite, je veux m'en aller en Égypte; de là je toucherai à l'Europe par le commerce, à l'Asie par la guerre. On peut renouveler sans beaucoup de peine les empires d'Alexandre, de Gengis, de Tamerlan, tandis qu'où nous sommes, au moindre canton conquis, tous les royaumes courent aux armes; et, si on ne vous force à rendre le morceau avalé, du moins en trouble-t-on pour long-temps la digestion. La balance politique est par trop désagréable; va donc pour l'Asie, où chacun, s'il est fort, la fait pencher comme il l'entend. »

A la suite de ces considérations générales, Bonaparte entra soudainement dans des détails qui m'émerveillèrent. Il connaissait déjà les ressources, les productions, les avantages, les inconvéniens de cette expédition lointaine; il la commençait par une conquête brillante et utile, celle de Malthe, qui devenait pour lui sa tête de pont, tournée vers l'Europe, et d'où il dominerait en partie la Méditerranée. Il ne doutait pas de cette conquête, dont il me fit toucher la facilité au doigt et à l'œil. Il me montra, avant six mois

ou un an au plus, sa puissance solidement établie depuis l'Égypte jusque dans les plaines de Damas; tout ce grand littoral occupé par ses troupes, et le commerce venant déjà alimenter son trésor de ses tributs. Il pouvait, par la mer Rouge ou le golfe Persique, atteindre aux établissemens anglais de l'Inde, à moins que l'Angleterre, pour demeurer tranquille dans la possession de la presqu'île du Gange, ne consentît à le laisser posséder librement ce qu'il conquèterait sur le sultan de Constantinople.

J'écoutais, avec un ravissement extrême l'édification de ce château en Espagne, qui, dans la bouche de Bonaparte, devenait une réalité. Je convenais qu'à lui seul appartenait de rendre possibles des chimères, et je croyais son trône établi là où régnèrent tant de conquérans célèbres. Il ajouta que le directoire ne demandait pas mieux que de lui confier cette vaste entreprise, et que le but offert d'abord par Barras, serait prochainement en son plein pouvoir.

Quelques jours après j'allai chez Barras, je le trouvai seul; ceci arrivait rarement.

« Eh bien! me dit-il, Bonaparte nous quitte;

il veut aller tenter une folie, mais, à la manière dont il en parle, il nous a tous décidés. Nous attendons des résultats heureux de cette conquête lointaine; la France en augmentera de grandeur, et son repos sera plus assuré.»

Je reconnus dans le dernier membre de cette phrase le motif réel du consentement donné par le directoire au projet du général. Le repos de la France voulait dire : Bonaparte, en Égypte, ne nous tourmentera plus; ses succès, ses revers, nous seront également favorables, puisqu'ils nous débarrasseront de lui. Vainqueur, il demeurera dans le pays; vaincu, à défaut de trône, il y trouvera une tombe; et nous, de toutes façons, nous ferons en France à notre guise. Je ne fis point part à Barras de mes réflexions; elles lui auraient paru par trop justes.

Pendant ce temps, et comme si déjà, le héros parti, on fût délivré de sa tutelle indirecte, le directoire, bien que la paix avec l'empire fût encore discutée à Rastadt, se mettait en mesure d'y apporter de nouveaux obstacles. L'envahissement des états romains d'un côté, et de l'autre celui de la Suisse, qui s'effectua vers cette époque, devaient néces-

sairement inquiéter les cabinets et les porter à se coaliser une autre fois contre la France. Celle-ci, il est vrai, ne réunissait à son territoire ni Rome ni l'Helvétie; mais l'influence positive et despotique qu'elle exercerait sur ces pays au moyen de leur changement de constitution, celle qu'elle acquerrait par des actes uniformes dans la Hollande, provoqueraient indispensablement une lutte dont les conséquences seraient terribles. Bonaparte le voyait, mais déjà ne s'en tourmentait plus; ses pensées avaient pour but unique cette Égypte où il comptait s'établir. La France, dès le moment que sa flotte aurait mis à la voile, devenait un objet secondaire dans ses calculs; il ne la considérerait plus que comme devant encore, pendant un certain temps, fournir à ses premiers besoins et à recruter son armée. Je dis ceci, parce que c'était vrai; s'il eût eu d'autres pensées, il se serait opposé aux usurpations en sous-main du directoire.

La Suisse fut indignement pillée par Rupinat, le beau-frère de Rewbell, celui-ci étant le principal instigateur de cette guerre impolitique. Rewbell avait à se venger d'un procès qu'il avait plaidé et perdu autrefois à

Colmar, et cette cause futile lui ayant fait prendre en haine le patriciat suisse, il profita de ses fonctions de membre du directoire français pour mettre en révolution la Suisse. Ce pauvre pays fut livré à la rapacité des fournisseurs, des généraux, des agens du gouvernement français; ce fut, au pied de la lettre, une vache à lait, dont on suça tout celui qu'on put en extraire. Jamais il n'y eut indignité pareille, et les voleurs publics, qui là faisaient leur main, ne gardèrent pas tout pour eux, il en revint de bonnes bribes au directoire, et ces gens-là auraient pu dire avec Petit-Jean, dans *les Plaideurs* de Racine :

Il est vrai qu'à monsieur j'en rendais quelque chose.

C'était un temps étrange que celui-là! Je trouve que ceux qui se plaignent des dilapidations de la restauration ont perdu la mémoire. Il y a maintenant quelque pudeur dans les friponneries, tandis qu'alors.......

Et comment, sans ces ressources extraordinaires, aurait-on pu faire face à tant de folles dépenses, et jeter les fondemens

de ces fortunes dont on fait honneur à la magnificence de l'empire, et dont la meilleure partie remonte au directoire ? On tua beaucoup plus qu'on ne pilla pendant le règne de la terreur; mais après, et attendu le retour à l'humanité, on tua moins et on pilla davantage. Le ciel nous délivre des hommes de finance, aux phrases libérales ! ce sont les plus rapaces et les plus avides; ils n'ont d'autre culte que celui de l'argent, d'autre Dieu qu'eux-mêmes.

CHAPITRE XVIII.

Les jacobins soutenus par le directoire. — La Révellière contraire à Bonaparte. — Celui-ci offre sa démission, que celui-là veut qu'on accepte. — Bonaparte choisit ses compagnons de voyage. — On intrigue pour partir avec lui. — Ce qu'il me dit à ce sujet. — Charges qu'il veut me donner. — Je n'en accepte qu'une partie. — Je refuse de le suivre. — Il approuve mes raisons. — Maximes d'un financier d'alors, aujourd'hui devenues communes. — Ce que me dit Barras. — Bonaparte quitte Paris. — Son allocution aux troupes. — Départ pour l'Égypte.

Les nouvelles élections pour le renouvellement du corps législatif se firent sous l'empire d'une terreur au petit pied que l'on organisa dans l'intérieur du directoire. Il y eut des scissions dans presque tous les colléges électoraux, et, quelque pût être le nombre minime des dissidens, on leur donna gain de cause partout où leurs choix s'arrètèrent sur des jacobins. La réaction du moment était démagogique. Le directoire dut aussi congédier un de ses membres par l'effet du sort, et encore cette fois on précisa le hasard; la jonglerie pareille à celle qui, la première fois,

renvoya Letourneur mit hors de place François de Neufchâteau, qu'on dédommagea au moyen d'une indemnité de trois cent mille francs et du portefeuille de l'intérieur, dont on dépossédа l'obscur Letourneux. Treilhard obtint les suffrages nécessaires et arriva à cette magistrature supérieure. Treilhard entra au directoire avec des opinions conformes à celles de ses quatre collègues, et dès ce moment il y eut véritablement homogénéité dans l'action du gouvernement.

Bonaparte ne laissait plus reposer le pouvoir exécutif, tant son impatience était extrême d'entreprendre l'expédition projetée. La majorité du directoire ne demandait pas mieux que de le satisfaire, parce qu'ainsi on l'éloignerait sans éclat. Le seul La Révellière, par amour-propre d'auteur, se montrait opposé à ce vaste projet. J'ai raconté par anticipation dans le premier volume, ou plutôt répété les propres paroles de Bonaparte, et fait connaître le dévolu que le directeur théophilanthrope avait jeté sur le général en chef de l'armée d'expédition pour l'amener à partager ses idées ridiculement religieuses. Bonaparte ayant repoussé avec sa raideur accou-

tumée cette tentative extravagante, la Révellière, dès ce moment, perdit l'amitié qu'il lui portait, le prit même en haine, et le contrecarra dans toutes les occasions.

L'expédition d'Égypte en fut une majeure pour lui. Il chercha, tant qu'il put, à la retarder, à l'entraver; il chicana le plan dans son ensemble, dans ses détails, avec une acrimonie, une persistance qui mirent Bonaparte au désespoir. Je le voyais souvent revenir du directoire la rage dans l'âme, la colère peinte sur ses traits, maudissant les avocats, les parleurs, les théophilanthropes, et envoyant La Révellière aux cinq cent mille diables. Il ne digéra jamais la réplique de celui-ci à l'offre de sa démission, qu'impatienté il fit un jour au directoire. La Révellière, prenant la parole, dit vivement :

« Je suis loin qu'on vous la donne, général; mais, si vous l'offrez, je suis d'avis qu'on l'accepte. »

« Et, ajouta Bonaparte en me racontant ceci, le méchant pontife fit un geste comme pour m'offrir la plume qu'il tenait à la main; je lui en aurais barbouillé le visage, si je ne m'étais retenu. »

Enfin, malgré la mauvaise volonté de ce bossu, la victoire demeura à Bonaparte : il eut pleine satisfaction sur tout ce qu'il voulait. Je n'entrerai pas dans les détails historiques des préparatifs de cette entreprise gigantesque : on n'y destina cependant que trente-six mille hommes choisis, il est vrai, parmi l'élite de l'armée d'Italie ; mais il put y joindre un choix d'officiers, de savans, d'artistes, de gens de lettres. Il le fit avec son intelligence accoutumée, ne s'entoura que de célébrités positives ou d'espérance, que la suite a pleinement réalisées, et que sa perspicacité devina. Ce fut un titre dès lors à l'estime publique que d'être appelé à partir avec Bonaparte, et ceci a reçu depuis la ratification du temps.

On intriguait pour se faire désigner ; même les intrigans qui osaient se présenter avaient tous des qualités supérieures : les avidités vulgaires se rendirent justice cette fois en se tenant à l'écart, ou plutôt redoutèrent la profondeur du coup d'œil de Bonaparte, qu'un homme médiocre n'a jamais trompé.

Après avoir fait un tel éloge de ceux qui

partirent, dois-je dire que je ne partis pas? oui, sans doute, puisque sur ce point ma volonté s'accorda avec le désir extrême de Bonaparte. Quelque attachement que je lui portasse, je me croyais plus utile à ses intérêts en demeurant à Paris qu'en l'accompagnant outre-mer. Mon intimité avec Barras, qui paraissait se maintenir dans une perpétuité de directoire très-extraordinaire, me fournirait des occasions constantes de servir le général; j'en étais si bien convaincu, que, s'il n'avait eu la même pensée, j'aurais lutté contre sa volonté : il vit comme moi.

La foule des solliciteurs ne le laissait pas respirer, et, malgré son aisance à se débarrasser d'eux, il y avait des momens où il en était accablé. Un jour que, probablement de mauvaise humeur, il se retranchait en manière de fort inabordable dans l'entresol de son hôtel, rue de la Victoire, il m'aperçut dans le jardin, où je me promenais avec Joséphine, Hortense et madame de Montalembert; il me fit signe de venir à lui.... A cette époque c'était déjà un ordre. Je quittai ces dames, et l'eus bientôt rejoint.

BONAPARTE. Vous êtes un homme bien sin-

gulier. Quoi! je ne vous ai pas sur mes épaules ainsi que j'y ai les autres! Quoi! vous ne chantez pas perpétuellement à mon oreille l'antienne du jour : *Citoyen général*, *faites que je parte avec vous.*

Moi. La raison en est simple; *c'est, citoyen général*, *que je ne veux pas partir avec vous.*

Bonaparte. Vous êtes le premier; et par quelle raison, s'il vous plaît?

Moi. Ceux qui veulent vous suivre vous aiment dans eux; je vous aime dans vous, voilà la différence. Ils veulent vous perdre de vue le moins possible, afin que vous pensiez à eux; et moi je n'aurai pas besoin de vous voir pour penser à vous. En un mot, je veux, avec Talleyrand, Cambacérès, Ozun, et quelques autres, demeurer dans Paris pour soigner votre cause, pour faire qu'on ne vous oublie ni ne vous abandonne. Cette portion du rôle d'ami aura moins d'éclat et plus de réalité. »

Dès que j'eus achevé de parler, Bonaparte me serra la main, tandis que ses beaux yeux prirent, en s'attachant sur moi, une expression particulière; puis il me dit :

« Oui, vous avez raison; je serai suivi en majorité par de tendres égoïstes, et j'ai plus

de profit à ce que mes vrais amis me soutiennent ici qu'à ce qu'ils viennent là-bas me tenir compagnie. Au demeurant, je ne vous cache pas que ce sacrifice que vous me faites, je vous l'aurais demandé ; je préfère que vous en ayez l'honneur, il vous donne des droits éternels à ma reconnaissance. Je n'emmène pas non plus Joséphine, poursuivit-il; Paris est son élément, elle serait perdue en Égypte ; la sévérité des harems s'accommoderait mal de la liberté française. Je vais dans ce pays pour en respecter les mœurs, et non pour les braver. Je trouverai tout simple que Mahomet soit le prophète de Dieu, et je ne voudrais pas donner à ces peuples le scandale du vagabondage à visage découvert de la femme du *sultan Bonaparte*. Joséphine donc ne me suivra pas. Mais, mon Dieu! mon ami, que je me méfie de son caractère pendant mon absence! que d'étourderies elle fera! que de sottises on lui fera faire! Je vous conjure de vous réunir aux vrais amis que je laisse, pour obtenir d'elle quelque retenue. C'est une femme excellente, *mais de cervelle*, *point*. Je la recommanderai à madame de Montesson,

que j'estime, et qui, certes, ne lui fera faute de bons avis. »

Cette recommandation m'était peu agréable; je m'étais toujours éloigné de l'intérieur familier du général, sachant le péril qu'il y avait à se mêler trop avant de ses affaires intimes. Cela convenait davantage à Bourrienne, naturellement comméreur, et qui entendait à merveille cet art d'aller des uns aux autres, de tout savoir, de tout redire, sans en être trop éclaboussé; aussi, dans cette circonstance, je répétai à Bonaparte ce que je lui avais déjà dit avant son départ pour l'Italie, que je le suppliais de ne me mettre aucunement en point de contact avec aucune personne de sa famille. « Il ne convient pas, ajoutai-je, à un ami, de s'immiscer dans les querelles ou dans ces tracas qui doivent nécessairement le mal mettre avec quelqu'un de ceux avec qui il veut vivre également bien. *La veuve d'Orléans* (et j'insistai sur le mot) peut mieux que moi remplir vos intentions; il serait ridicule que je conseillasse votre femme, et odieux que je prisse le soin de la surveiller. »

Bonaparte répondit qu'il me laissait le mai-

tre d'agir comme je l'entendrais, qu'il n'apprenait pas à connaître ma réserve de ce jour, et qu'il sentait qu'en effet je ne pouvais être convenablement ni le directeur ni le surveillant de Joséphine; il dit :

« Elle fera des imprudences; je crains aussi que mes propres frères et sœurs ne s'en fassent trop accroire; ils sont jeunes, on aura intérêt à les entraîner vers des étourderies, afin que leurs fautes retombent sur moi. Je n'espère que dans ma mère; c'est une femme supérieure, remplie de sens et d'attachement pour nous tous; elle tiendra la haute main tant que cela sera possible, mais on fera souvent l'école buissonnière. »

Nous passâmes ensuite à un autre sujet de conversation, celui de ce qui aurait lieu pendant son absence.

Bonaparte. Mes ennemis, mes envieux, s'imaginent qu'ils auront leurs coudées franches; je tâcherai, par mes actes, de les réduire au silence. Mon ami, vous m'avez vu faire des choses assez grandes; eh bien, j'espère faire mieux. Il faut que je devienne un géant à la manière des colosses de la Haute-Égypte. Oui,

je mourrai vite, ou bien je ferai vivre ma mémoire long-temps. »

Il a si bien tenu parole, que ses prévisions sont devenues simples au lieu de ridicules qu'elles devaient être, si tout autre les eût exprimées. Il me dicta ensuite le rôle que je jouerais, la manière de correspondre avec lui ; il me laissa la liste de onze personnes, auxquelles il se rattachait plus qu'à toutes les autres, et dont il me recommanda de cultiver la société. Je devais, surtout, ne rien négliger pour me maintenir en bonne intelligence avec Barras, dussé-je, ajouta-t-il, lui faire des concessions d'opinion qui me répugneraient. Je promis tout, mon désir de le contenter étant extrême. Je ressentais avec un noble orgueil la gloire qu'il y avait à être l'ami d'un grand homme, et Bonaparte l'était déjà. Cette conférence fut longue. Qu'il y avait d'importuns et d'avides qu'elle tourmentait! car rien dans cette maison ne pouvait être caché.

Dirai-je que ce même jour et le lendemain je reçus des propositions financières superbes; que l'on m'offrit de quintupler ma fortune, si je voulais parler au général? Un financier plus

franc que ses confrères, et à qui, comme à eux, je répondais par un refus, me dit :

« A quelle époque croyez-vous être? La digue de l'honneur est rompue; il fait eau de toutes parts. Nous entrons dans une époque positive que je peindrai en mettant en prose le vers de Boileau : *Quiconque deviendra riche sera tout ;* époque où l'on sifflera la vertu stoïque, où les sages ne refuseront jamais un écu, et se vendront toujours pour deux au chef du gouvernement et à ses subordonnés. Ce sera à qui grossira le plus sa bourse, où l'on fera des gorges chaudes de ces pauvres diables qui s'accrocheront à la probité, où les voleurs en gros seront des personnages très-intéressans, et où l'on ne se méfiera que de ceux qui refuseront de piller avec les autres.

MOI. Vous faites là une belle part à cette époque nouvelle.

LUI. Je la lui fais superbe, toute d'or.

MOI. Mais les moyens de se les procurer?

LUI. Qu'importe comment on arrive? l'essentiel est d'arriver. Vous avez tort de refuser mes offres; un peu plus tard on vous en fera un crime.

MOI. Ce serait étrange!

Lui. Vous le verrez, et avouerez que je voyais bien en vous le prédisant. »

Cependant, quelque sombre que fût l'avenir que me présentait cet habile homme, que je ne nomme point, parce que je ne peux dire cet honnête homme, je m'opiniâtrai à ne rien accepter ni de lui ni de ses associés. Il en résulta que je passai pour dupe, ce qui à leurs yeux était bien plus honteux que d'être signalé fripon.

Bonaparte cette fois ne me cacha pas le jour où il sortirait de Paris ; je sus qu'il comptait se mettre en route, et il s'y mit en effet, le 3 mai 1798. Je pus l'embrasser à mon aise et le quitter le cœur navré. Dès que je reparus au directoire, je trouvai les *cinq sires* gais comme de francs écoliers séparés de leur pédagogue. Leurs manières étaient plus libres, plus lestes. On reconnaissait que le poids de Bonaparte présent ne les accablait plus. Barras me voyant soucieux :

« Avez-vous tout perdu ? me demanda-t-il.

Moi. Non, puisque vous me restez. »

Ce compliment lui fit plaisir ; il répliqua :

« On tâchera de vous dédommager de l'absence du héros ; elle sera longue. Reviendra-t-il ?

qui le sait? les chances de cette expédition sont hasardeuses. L'Angleterre va tout tenter pour qu'elle échoue, et, soit sur mer, soit sur terre, Bonaparte est en péril. »

Tout cela fut débité avec un aplomb, une tranquillité de visage et d'âme, qui me laissa pleinement connaître la joie qu'on avait d'être débarrassé.

Le 19 mai, Bonaparte quitta Toulon, et commença son entreprise aventureuse. Voici de quelle manière il la fit pressentir aux militaires qui l'accompagnaient :

« Officiers et soldats,

« Il y a deux ans que je vins vous com-
« mander. A cette époque vous étiez dans la
« rivière de Gênes, dans la plus grande mi-
« sère, manquant de tout, ayant sacrifié jus-
« qu'à vos montres pour votre subsistance
« réciproque. Je vous promis de faire cesser
« vos misères. Je vous conduisis en Italie ;
« là tout vous fut accordé..... Ne vous ai-je
« pas tenu parole ?

« Eh bien! apprenez que vous n'avez pas
« encore assez fait pour la patrie, et que la
« patrie n'a pas encore assez fait pour vous.

« Je vais actuellement vous mener dans « un pays où, par vos exploits futurs, vous « surpasserez ceux qui étonnent aujourd'hui « vos admirateurs, et rendrez à la patrie les « services qu'elle a droit d'attendre d'une ar- « mée d'invincibles.

« Je promets à chaque soldat qu'au retour « de cette expédition il aura à sa disposition « de quoi acheter six arpens de terre.

« Vous allez courir de nouveaux dangers, « vous les partagerez avec vos frères les ma- « rins. Cette armée jusqu'ici ne s'est pas « rendue redoutable à nos ennemis. Leurs « exploits n'ont point égalé les vôtres. Les « occasions leur ont manqué; mais le courage « des marins est égal au vôtre; leur volonté « est celle de triompher, ils y parviendront « avec vous.

« Communiquez-leur cet esprit invincible « qui partout vous rendit victorieux, se- « condez leurs efforts, vivez à bord avec cette « intelligence qui caractérise des hommes « purement animés et voués au bien de la « même cause. Ils ont, comme vous, acquis « des droits à la reconnaissance nationale dans « l'art difficile de la marine.

« Habituez-vous aux manœuvres de bord, « devenez la terreur de vos ennemis de terre « et de mer. Imitez en cela les soldats ro- « mains, qui surent à la fois battre Carthage « en plaine et les Carthaginois sur leur flotte. »

Cette harangue, qu'il prononça lui-même, transporta l'armée d'enthousiasme; elle le manifesta par ses acclamations; chaque soldat s'élança plein de vigueur et d'allégresse vers le vaisseau qui devait l'emporter, et la conquête de l'Égypte devint certaine.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS CE VOLUME.

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

